



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 150 N° 009
Le lundi 5 octobre 2020

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 5 octobre 2020

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

DISCOURS DU TRÔNE

• (1105)

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 1^{er} octobre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

M. Blake Richards: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Conformément à l'article 43(2)a) du Règlement, j'indique que, pour le reste de ce débat sur le discours du Trône, les périodes d'intervention de 20 minutes du caucus conservateur seront partagées en deux.

M. Irek Kusmierczyk (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Brampton-Est.

C'est un honneur de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui, alors que commence la deuxième session de la 43^e législature, une législature remarquable et sans précédent.

La pandémie de COVID-19 donne lieu à l'une des plus grandes crises sanitaires et économiques que le Canada ait connues. Les collectivités transfrontalières comme Windsor—Tecumseh ressentent pleinement les conséquences terribles de cette pandémie. Dans notre fière région manufacturière, beaucoup de travailleurs n'ont pas eu la possibilité de travailler de chez eux pendant le confinement; soit ils allaient à l'usine, soit ils ne travaillaient pas. La fermeture de la frontière avec les États-Unis a aussi privé notre communauté des visiteurs et du commerce qui contribuent à la vigueur de nos entreprises, en plus de forcer des familles et des êtres chers à rester séparés à un moment où ils avaient particulièrement besoin les uns des autres. De plus, comme notre région regroupe la plus forte concentration de serres en Amérique du Nord et, par le fait même, la plus forte concentration de travailleurs étrangers temporaires, nous avons été témoins de la vitesse et de la férocité avec lesquelles les éclosions de COVID peuvent se propager dans le secteur agricole.

Peu de collectivités canadiennes ont fait face à tous ces défis en même temps. Les résidents de Windsor—Tecumseh, pour leur part, n'ont pas seulement été confrontés aux défis qu'entraîne la COVID-19: ils ont uni leurs forces comme jamais auparavant, comme le montre le merveilleux exemple que voici. Le 27 juin, un miracle s'est produit. Les communautés de la région de Windsor—Essex ont uni leurs forces et amassé, avec l'aide de 10 000 bénévoles, plus de deux millions de livres de dons et d'aliments en conserve pour aider les personnes les plus vulnérables.

Comme les députés peuvent le constater, les habitants de Windsor—Tecumseh font preuve d'une résilience et d'une compassion extraordinaires. Notre collectivité a été en mesure de tenir le coup en partie parce qu'elle savait que le gouvernement fédéral à Ottawa agirait en partenaire et ami. Depuis mars, le gouvernement travaille à la vitesse de l'éclair pour concevoir de nouveaux programmes et des prestations qui aident les travailleurs et les entreprises du Canada en ces temps difficiles. En tant que député fédéral de Windsor—Tecumseh, mon objectif était de faire en sorte que la voix des gens de notre circonscription était entendue et reflétée dans les décisions prises à Ottawa. Chaque jour, nous nous entretenons avec d'innombrables habitants, travailleurs, propriétaires d'entreprise, organismes, maires, producteurs et infirmières. Chaque soir, nous transmettons tout ce que nous avons entendu directement aux ministres qui, en réponse, ont rapidement créé des programmes, comme la Prestation canadienne d'urgence, qui a aidé près de neuf millions de Canadiens à poursuivre leurs activités et à couvrir les frais de loyer, d'épicerie et d'autres dépenses. Plus de trois millions d'employés canadiens sont demeurés chez leur employeur grâce à la Subvention salariale d'urgence du Canada. J'ai parlé à des travailleurs de Ford et de l'usine d'assemblage FCA de Windsor et à des propriétaires de petites entreprises comme Mike, le fondateur d'Advance Electric and Controls, pour qui la subvention salariale a été une véritable bouée de sauvetage qui a permis à la compagnie de survivre et de prendre soin de familles. Des restaurants, des magasins de vélos et des salons de coiffure ont subsisté grâce à la subvention salariale et au prêt d'urgence aux entreprises, d'un montant de 40 000 \$, dont ont profité plus de 750 000 entreprises.

L'Adresse

Ces programmes n'étaient pas nécessairement parfaits au départ, mais nous avons continué de les adapter, d'après ce que nous disaient les Canadiens, de manière à aider les entreprises et à protéger la santé et le gagne-pain de la population. Si la pandémie a révélé des faiblesses majeures dans le fonctionnement de nos systèmes et de nos institutions, elle a également mis en lumière un esprit communautaire incroyable. Partout dans Windsor—Tecumseh, les gens ont affiché sur leur parterre et dans leurs fenêtres des messages pour remercier les travailleurs de première ligne de leur travail essentiel. Des entreprises manufacturières de Windsor—Essex ont réorienté leurs activités pour fabriquer de l'équipement de protection individuelle et du matériel médical. Le groupe Windsor Mold a conclu un partenariat avec le gouvernement fédéral pour produire deux millions d'écrans faciaux destinés aux travailleurs de la santé. Les distilleries Hiram Walker et Wolfhead ont suspendu leur production de whisky pour fabriquer du désinfectant pour les mains. Les sociétés Ford, CenterLine, Cavalier Tool et Valiant se sont mises à fabriquer des écrans faciaux, des masques et des vêtements de protection. Le réseau de bénévoles Windsor Essex Sewing Force a récemment cousu son 25 000^e masque. Il est inspirant — mais pas étonnant — de voir le nombre d'entreprises locales qui contribuent à cet effort communautaire.

Lorsqu'il est devenu évident que les effets de la pandémie étaient particulièrement prononcés chez les femmes à faible revenu, les aînés, les personnes handicapées et les sans-abri, le gouvernement a créé le Fonds d'urgence pour l'appui communautaire, dans lequel il a investi 350 millions de dollars, afin d'optimiser l'excellent travail des œuvres de bienfaisance et des organismes sans but lucratif de manière à soutenir les personnes les plus vulnérables au sein de nos collectivités.

- (1110)

En comptant seulement notre région, plus de 2,3 millions de dollars ont été versés sous forme de mesures d'aide pour soutenir les organismes communautaires locaux par l'entremise de partenaires fiables, notamment Centraide du comté de Windsor—Essex et la Windsor—Essex Community Foundation. Lorraine Goddard, Lisa Kolody et leurs équipes ont été choisies pour leur dévouement à l'entraide et leur capacité de répondre rapidement aux besoins émergents dans la communauté.

La société locale de l'alzheimer et plusieurs autres organismes ont collaboré au programme d'appels téléphoniques pour les aînés de Windsor—Essex, qui permet de briser l'isolement des aînés durant la pandémie en créant un lien et en leur offrant du soutien.

L'organisme Grands Frères et Grandes Sœurs a mis sur pied un programme d'apprentissage en ligne pour les jeunes à risque dans les quartiers désignés prioritaires.

Le conseil des arts a obtenu du financement pour son projet de sensibilisation aux arts, dont l'objectif est d'accroître le nombre d'espaces où l'on retrouve des œuvres d'artistes noirs ou autochtones et de créer des possibilités de réseautage et de perfectionnement professionnel.

Les services à la famille ont instauré une ligne de soutien pour la COVID-19 afin d'offrir aux citoyens des services professionnels de counseling pour lesquels la demande est criante.

Depuis les débuts de la pandémie, plus de 50 000 enfants et adultes du comté de Windsor—Essex ont bénéficié d'une aide alimentaire d'urgence. En avril, le premier ministre a annoncé que le gouvernement allait investir 100 millions de dollars dans la création

d'un fonds de secours pour la sécurité alimentaire afin de stimuler les efforts des banques alimentaires locales. La Windsor Essex Food Bank Association a reçu 500 000 \$ sous la forme d'un financement direct et a acheté de la nourriture grâce au fonds de secours. Cet important investissement permettra à June et à son équipe du centre d'aide aux chômeurs de continuer à exploiter des centres mobiles de distribution de nourriture, permettant ainsi à nos quartiers et à nos voisins les plus vulnérables d'avoir accès à des aliments frais tout au long de l'hiver.

Je suis fier que nos investissements fédéraux aient aidé ces organisations essentielles à poursuivre leur travail vital pendant la pandémie. Ce sont elles qui font la grandeur de notre pays et elles peuvent compter notre gouvernement comme partenaire solide. Cela a été notre approche: travailler ensemble, tout le monde mettant la main à la pâte, nouer des partenariats avec des organisations communautaires et collaborer avec la province et les maires. Cela a été une véritable approche Équipe Canada.

Lorsque les maires Dilkens et McNamara m'ont dit que la ville de Windsor et la ville de Tecumseh, comme de nombreux autres villes et villages du Canada, avaient du mal à composer avec les coûts liés à la COVID, nous nous sommes montrés à l'écoute et nous sommes attelés à la tâche. En quelques semaines, le gouvernement a mis sur pied un fonds de 19 milliards de dollars pour aider les municipalités à redémarrer en toute sécurité. Nos deux communautés de Windsor et Tecumseh ont reçu près de 19 millions de dollars pour continuer à faire fonctionner les services.

Quand l'Ontario a rouvert les écoles et que les parents se sont inquiétés pour la sécurité de leurs enfants, le gouvernement a accordé 2 milliards de dollars pour financer une rentrée scolaire sécuritaire. Les conseils d'écoles catholiques et d'écoles publiques ont obtenu 6 millions de dollars pour acheter de l'équipement de protection individuelle et apporter des changements aux salles de classe afin de les rendre plus sécuritaires pour les enfants.

Je ne suis pas seulement très fier de ce que le gouvernement libéral a fait pour aider Windsor—Tecumseh pendant la pandémie; je suis également fier des prochaines étapes que nous avons décrites dans le discours du Trône. La vision présentée dans ce discours aurait pu être écrite par un résident de Windsor—Tecumseh, pour la population de Windsor—Tecumseh.

Notre grande priorité demeure la protection des Canadiens contre la COVID-19. C'est pour cette raison que nous travaillons pour accélérer la production et la distribution de vaccins, des tests de dépistage de la COVID et d'équipement de protection individuelle. Nous nous sommes en outre engagés à mettre en place un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants offrant des services à prix abordable et fonctionnant et pour les parents et pour les enfants. L'établissement de normes nationales pour les soins de longue durée et l'accélération de la mise sur pied d'un régime national d'assurance-médicaments universel permettra d'offrir aux aînés la qualité de soins qu'ils méritent. Cela permettra aussi à tous les Canadiens de payer moins cher leurs médicaments.

L'un des piliers de la vision du gouvernement est la protection des emplois, des travailleurs et de leur gagne-pain. La modernisation et l'élargissement du régime d'assurance-emploi, accompagnés de l'instauration de la Prestation canadienne de relance économique, créent un filet de sûreté pour les travailleurs qui sont incapables de travailler, ceux qui ne sont pas admissibles aux prestations d'assurance-emploi et les familles qui doivent s'occuper de leurs proches.

Deux autres engagements cruciaux toucheront grandement les résidents de Windsor—Tecumseh. En effet, le gouvernement a promis d'effectuer des investissements sans précédent en Ontario pour faire de la province et de notre région des chefs de file mondiaux de la fabrication de technologies propres, de batteries et de véhicules sans émission. Nous recueillons déjà le fruit de cet engagement: en effet, 2 milliards de dollars ont été injectés dans les usines Ford de Windsor et d'Oakville. Parallèlement, le gouvernement s'est engagé à faire le plus important investissement de l'histoire du Canada dans la formation et le perfectionnement des compétences des Canadiens de façon à garantir que nos travailleurs et résidents détiennent les compétences requises pour prospérer dans l'économie d'aujourd'hui et de demain. Ces investissements permettent de préserver la santé et le bien-être des habitants de Windsor—Tecumseh, tout en protégeant les emplois qui sont le moteur de l'économie et de la prospérité de notre région.

Au cours de la dernière année, j'ai eu le privilège de servir les résidents de Windsor—Tecumseh durant ces temps difficiles. J'ai également eu l'honneur de faire partie d'une équipe et d'un gouvernement qui se soucient de ce qui compte vraiment, c'est-à-dire la santé, la sécurité et le bien-être des Canadiens.

• (1115)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, le député d'en face a fait remarquer que le secteur manufacturier a été particulièrement affecté par la pandémie. Avec la deuxième vague qui arrive et le premier ministre qui semble penser que la solution est de mettre l'économie canadienne à l'arrêt, quel est le plan du gouvernement pour maintenir à flot le secteur manufacturier dans la circonscription du député, ainsi que dans le Sud de l'Ontario dans son ensemble?

M. Irek Kusmierczyk: Monsieur le Président, le discours du Trône vise juste pour des circonscriptions comme Windsor—Tecumseh, qui peuvent en effet s'enorgueillir du fier passé de leur secteur manufacturier et automobile. L'engagement du gouvernement de faire du Canada le pays le plus concurrentiel au monde dans le domaine de la fabrication de véhicules sans émission, de batteries et de technologies propres a vraiment de quoi plaire aux travailleurs de Windsor—Tecumseh. En effet, nous savons que cet engagement va mieux positionner notre pays en ce qui concerne les bons emplois d'aujourd'hui, mais aussi ceux de demain. De plus, la promesse de réaliser un investissement sans précédent dans la formation et le perfectionnement des Canadiens permettra également aux habitants et aux travailleurs de Windsor—Tecumseh d'être bien placés pour soutenir la concurrence dans l'économie du XXI^e siècle.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de son discours.

Il a dit avoir l'impression que le discours du Trône a été écrit par l'un de ses concitoyens tellement il reflète la réalité de sa région. Je ne sais pas s'il s'agit d'un monde parallèle, mais je peux dire que le discours du Trône ne reflète pas les priorités des gens de chez nous et du Québec, particulièrement celles des environmentalistes.

Dans le discours du Trône, on dit qu'on va créer des milliers d'emplois en surpassant les objectifs climatiques de 2030 et en devenant carboneutre d'ici à 2050, mais on ne dit rien sur la façon d'y arriver.

J'aimerais savoir quand ce plan sera déposé.

L'Adresse

[Traduction]

M. Irek Kusmierczyk: Monsieur le Président, le discours du Trône s'appuie sur notre expérience des six ou sept derniers mois dans la lutte contre la COVID. Pensons à la prolongation de la subvention salariale pour protéger les travailleurs et leur emploi, ou au fait que nous cherchions à améliorer la PCU, qui a aidé et protégé plus de neuf millions de Canadiens. Nous tentons d'améliorer les choses en proposant la Prestation canadienne de relance économique et en modernisant le régime d'assurance-emploi.

Nous constatons que le discours du Trône s'appuie non seulement sur cette expérience, mais qu'il vise aussi à bonifier les mesures qui ont été prises en vue de rebâtir un Canada plus fort. Nous reconnaissons qu'il existe des lacunes, qu'elles soient au niveau des normes nationales en matière de soins de longue durée, de la nécessité de promouvoir un plan d'inclusion des personnes handicapées, d'éliminer l'itinérance chronique, et, bien sûr, il faut nous assurer de continuer à réduire les émissions de carbone et de respecter nos engagements en matière de climat.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je m'en voudrais de ne pas mentionner que c'est l'argent des contribuables canadiens qui est utilisé pour offrir des services aux Canadiens, et que tous les députés qui siègent dans cette Chambre ont appuyé à l'unanimité les mesures qui ont été déployées. Ces mesures ne découlent pas d'une initiative indépendante, elles ont été adoptées sous un gouvernement minoritaire.

Je m'en voudrais aussi de laisser entendre que ce n'est pas la réussite des négociations avec la section locale 200 d'Unifor, en particulier avec Jerry Dias et John D'Agolola, qui a permis les investissements dans le secteur automobile. Actuellement, Dave Cassidy et la section locale 444 d'Unifor s'efforcent, eux aussi, d'attirer des investissements. À défaut d'une stratégie nationale concernant le secteur automobile, nous accusons encore du retard alors que Detroit, par exemple, bénéficie d'investissements de 8 milliards de dollars.

J'aimerais que le député parle de deux situations en particulier. Premièrement, qu'en est-il de la promesse électorale concernant les paris sur une seule épreuve sportive? Cette promesse ne s'est jamais concrétisée. Deuxièmement, concernant une situation très importante à l'heure actuelle, le député sait que de nombreuses personnes reçoivent des prestations d'assurance-emploi supplémentaires, et j'aimerais qu'il donne la garantie aujourd'hui que le gouvernement ne viendra pas récupérer la PCU ou les prestations d'assurance-emploi au moment de la déclaration de revenus. Cette éventualité concerne des milliers de travailleurs de Windsor et Essex. Quelle garantie ces travailleurs ont-ils qu'ils ne seront pas pénalisés au moment de produire leur déclaration de revenus?

• (1120)

M. Irek Kusmierczyk: Monsieur le Président, j'aime bien travailler avec mon collègue de Windsor-Ouest sur les nombreux dossiers qui sont communs à nos circonscriptions. Le gouvernement actuel peut se targuer de toujours réagir avec rapidité, mais aussi dans un esprit de collaboration. Je songe par exemple au programme de relance sécuritaire de 19 milliards de dollars, auquel nous avons travaillé en très étroite collaboration avec nos partenaires provinciaux et territoriaux et les municipalités. Nous avons aussi collaboré, toujours avec ces mêmes partenaires, à des normes en matière de logement pour les travailleurs étrangers temporaires.

L'Adresse

Nous travaillerons également en collaboration avec nos partenaires au sujet de la promesse, dans le discours du Trône, concernant des normes nationales en matière de soins de longue durée. Par ailleurs, des partenaires tels qu'Unifor et d'autres syndicats ont une influence incroyable. Ils ont été de solides partenaires dès le premier jour dans l'élaboration de solutions en réponse à la crise de la COVID-19.

M. Brian Masse: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je remarque que mon collègue n'a répondu à aucune des deux questions que je lui ai posées. J'aimerais obtenir le consentement unanime de la Chambre pour lui donner une minute de plus afin d'y répondre.

Le vice-président: J'ai l'impression qu'il n'y a pas de consentement unanime à ce sujet. Peut-être que le secrétaire parlementaire aura l'occasion d'y réfléchir plus tard dans le débat.

Nous reprenons le débat. Le député de Brampton-Est a la parole.

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite avant tout vous remercier ainsi que toute l'équipe de la Chambre des communes d'avoir travaillé fort pour que les députés de l'ensemble du pays puissent participer aux débats pendant pandémie, comme je le fais actuellement de Brampton. Par ailleurs, je souhaite saluer tous les enseignants exceptionnels, y compris mon épouse, en cette Journée mondiale des enseignants.

Ces derniers mois ont été difficiles pour tout le monde et je suis incroyablement fier des Canadiens qui ont fait le nécessaire pour prendre soin de leurs proches, aider leurs voisins et adapter leurs pratiques commerciales. Malgré de nombreuses belles réussites, pour beaucoup, la période de la pandémie a été marquée par des décès et des souffrances. Je tiens à exprimer mes plus sincères condoléances aux nombreuses familles de ma circonscription, Brampton-Est, et de l'ensemble du pays qui ont été profondément touchées par la COVID-19.

Tout au long de cette période difficile, je suis heureux que le gouvernement ait pris les mesures audacieuses nécessaires pour que les Canadiens puissent continuer à subvenir aux besoins de leur famille. De plus, les entreprises ont obtenu les outils et les ressources nécessaires leur permettant de conserver des liens cruciaux avec leurs employés et leurs fournisseurs et de se tourner vers la prestation de services essentiels ou d'une version plus sécuritaire de leurs services.

Dans ma circonscription, Brampton-Est, Embassy Ingredients, un fabricant local de produits alimentaires, a pu obtenir des ressources fédérales dont il avait grandement besoin, a donné des masques N95 à des travailleurs de la santé et a commencé à produire du désinfectant pour les mains. Il s'agit d'un exemple remarquable d'entreprise qui a une conscience sociale et qui agit dans l'intérêt de la sécurité publique, ce qui a aidé la région tout en continuant à insuffler un dynamisme au quartier et à employer des Canadiens.

Le gouvernement est intervenu rapidement pour aider les entreprises à traverser la pandémie. Plus de trois millions et demi d'emplois ont été protégés grâce à la Subvention salariale d'urgence du Canada. Nous avons aussi instauré le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui permet de bénéficier d'un prêt sans intérêt. Alors que l'économie entre dans sa phase de reprise, de nombreuses entreprises ont encore besoin d'aide. C'est pourquoi nous prolongeons la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à

l'été prochain afin que les travailleurs demeurent sur la liste de paie de leur entreprise.

De plus, nous allons bientôt lancer une campagne visant à créer plus d'un million d'emplois. Faire des investissements directs dans le secteur social et les infrastructures, offrir une formation immédiate pour permettre aux travailleurs d'acquérir rapidement des compétences et mettre en place des mesures incitant les employeurs à embaucher et à conserver leurs travailleurs, sont autant de mesures qui font partie de notre plan de relance économique. Cet automne, nous allons prendre d'autres mesures pour aider les entreprises vulnérables à traverser cette deuxième phase de la pandémie en assouplissant les modalités du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, ce qui les aidera à payer leurs coûts fixes, et en bonifiant également le Programme de crédit aux entreprises.

Le discours du Trône a mis l'accent sur les femmes, particulièrement sur celles qui ont de faibles revenus et qui ont été les plus touchées par la COVID-19. Notre plan d'action prévoit une accélération de la mise en œuvre de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, qui a déjà aidé un grand nombre de Canadiennes à faire prospérer leurs entreprises, ainsi qu'un accès plus facile à des services de garde abordables, inclusifs et de grande qualité.

Notre gouvernement s'est donné pour priorité absolue de combler les lacunes de notre système qui sont apparues pendant la pandémie, et de poursuivre la lutte contre le changement climatique en transformant la façon dont nous propulsons notre économie et nos communautés. En attendant d'inscrire dans la loi l'objectif canadien de carboneutralité d'ici à 2050, je tiens à dire combien je suis fier des efforts déployés par notre gouvernement pendant les cinq dernières années et pendant la pandémie, et des efforts qu'il continue de déployer pour lutter contre le changement climatique.

Notre gouvernement a fixé des cibles fédérales ambitieuses pour que les véhicules zéro émission atteignent 10 % des ventes de véhicules neufs légers d'ici à 2025, 30 % d'ici à 2030 et 100 % d'ici à 2040. Pour y parvenir, le gouvernement a prévu d'investir 130 millions de dollars sur cinq ans, jusqu'en 2024, pour déployer un réseau de bornes de recharge et de stations de ravitaillement pour les véhicules zéro émission, là où les Canadiens habitent, travaillent et se divertissent. Rien que pour la région de Peel, on a récemment annoncé l'installation de 43 bornes de recharge de niveau deux pour les véhicules électriques, dont 12 pour la ville de Brampton. Ces bornes seront placées à proximité de centres communautaires et de centres de loisirs. Notre gouvernement encourage également l'industrie à développer la fabrication de véhicules électriques au Canada.

L'Adresse

En juillet, la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, mes collègues députés de Brampton et moi-même avons eu le plaisir d'annoncer un investissement de 45 millions de dollars du gouvernement fédéral dans les transports publics de Brampton, ce qui, pour cette ville, est un investissement record depuis 10 ans. Ces crédits serviront à financer la création d'une plaque tournante pour les transports, à moderniser les autobus et à acheter des équipements de sécurité. Dans l'optique réjouissante d'une électrification du système de transport, 300 autobus hybrides et traditionnels seront modernisés, afin de les rendre plus fiables pour les passagers. Nous allons également donner des incitatifs à l'industrie automobile pour l'encourager à fabriquer des véhicules électriques, et financer la création d'un vaste réseau de bornes de recharge et d'un système de transports publics électrifiés, afin de supprimer les obstacles à la commodité et à l'accessibilité. Ce sont là des objectifs ambitieux.

Cette année, nous traversons la pire crise sanitaire que le Canada ait jamais connue. Notre pays est confronté à des défis sans précédent, parmi lesquels la sécurité des Canadiens et la protection de notre économie sont les plus urgents. Le gouvernement travaille avec Fabrication de prochaine génération Canada, une organisation à but non lucratif qui encourage la collaboration entre les secteurs de la technologie et de la fabrication afin d'identifier les priorités en matière de soins de santé et les pénuries de produits. Le gouvernement a investi 50 millions de dollars dans la production de solutions de fabrication novatrices qui contribueront à la lutte contre la COVID-19 en facilitant les achats par le fédéral de respirateurs, de tests et d'équipement de protection individuelle.

• (1125)

Afin de mobiliser davantage l'industrie de la fabrication, le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie travaille étroitement avec l'industrie pour réoutiller le secteur et accélérer la production d'équipement de protection individuelle. J'ai le grand plaisir d'annoncer que, grâce aux efforts diligents du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie et de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, le Canada achète désormais environ la moitié de l'équipement de protection individuelle à des entreprises canadiennes, qui le fabriquent ici au Canada.

Depuis les premiers jours de la pandémie, mon bureau continue de recevoir de nombreux appels et de nombreux courriels, avec des commentaires et des suggestions sur les mesures économiques prises par le gouvernement pour lutter contre la COVID-19. Cela nous a permis de rester très bien informés de ce à quoi les familles canadiennes sont confrontées dans le quotidien. Je suis extrêmement fier des mesures souples et adaptées que le gouvernement a su prendre pour permettre à plus de neuf millions de Canadiens de recevoir la Prestation canadienne d'urgence.

Les personnes âgées ont été particulièrement touchées par la COVID-19, car ce sont elles qui sont les plus vulnérables aux effets du virus. Afin de leur venir en aide, nous leur avons versé un paiement supplémentaire unique du Supplément de revenu garanti et de la Sécurité de la vieillesse, et nous avons collaboré avec Centraide, des banques alimentaires et des organismes caritatifs pour qu'elles aient accès aux services essentiels et aux produits dont elles ont besoin. Nous avons également investi 20 millions de dollars supplémentaires dans le programme Nouveaux Horizons pour les aînés, afin de permettre aux responsables de projets communautaires de veiller tout particulièrement à ce que les personnes âgées soient

moins seules, qu'elles aient une meilleure qualité de vie et qu'elles maintiennent un réseau de soutien social.

Dans ma circonscription, Brampton-Est, la Brampton Bramalea Christian Fellowship a reçu un financement additionnel afin qu'elle développe ses programmes virtuels. Cela lui a permis d'organiser des formations plus poussées de littératie numérique, notamment sur l'utilisation des applications, afin d'aider les personnes âgées à communiquer entre elles à distance, de même qu'à participer à des cours en ligne de conditionnement physique pour aînés et à des ateliers sur le mieux-être et la santé mentale. Je tiens à féliciter toutes les organisations qui ont su comprendre que les besoins des personnes âgées n'avaient jamais été aussi grands et qui ont su trouver des solutions novatrices pour y répondre. Je me réjouis que le gouvernement ait pu soutenir tous ces efforts.

Le gouvernement du Canada a mis à la disposition des Canadiens des outils supplémentaires, comme l'application Alerte COVID, pour les aider à se protéger et à être informés au cas où ils auraient été en contact avec quelqu'un qui a été déclaré positif à la COVID-19. Cette application est une façon tout à fait sécuritaire d'informer les Canadiens de ce qui se passe autour d'eux, tout en améliorant le traçage par les responsables de la santé. Nous avons tous constaté une augmentation de l'utilisation des logiciels numériques, et l'application Alerte COVID est un excellent exemple de ce que fait le gouvernement pour mettre à la disposition des Canadiens les technologies et les informations qui les aideront à se protéger.

Il reste extrêmement important pour le gouvernement de faire en sorte que les jeunes soient non seulement soutenus, mais qu'ils disposent aussi des outils et de la formation nécessaires pour améliorer leurs possibilités d'emploi et leurs perspectives professionnelles. Le programme Emplois d'été Canada subventionne des organisations qui fournissent aux jeunes des emplois d'été de qualité. Cet été, la COVID-19 a indéniablement posé des problèmes aux employeurs. J'aimerais féliciter les organisations qui ont réussi à créer, dans ma circonscription et ailleurs au Canada, des camps d'été virtuels et d'autres activités respectant la distanciation sociale. Elles créent des expériences uniques et mémorables pour leurs clients et offrent à des jeunes des expériences professionnelles importantes.

Les PME et les organisations occupent une place essentielle dans nos quartiers et nos collectivités. Dans tout le pays, elles permettent à des travailleurs de tous âges de se former et de se perfectionner. Pour nous remettre de cette pandémie et devenir plus résilients, nous devons, en tant que pays, investir dans le renforcement de la population active. Le gouvernement est prêt à consentir le plus gros investissement de l'histoire du Canada pour les travailleurs canadiens en soutenant l'acquisition de compétences dans des secteurs en croissance, en aidant les travailleurs à faire des études et à suivre des formations, et en les mettant en lien avec des employeurs et de bons emplois, afin de développer et renforcer la classe moyenne.

À Brampton, comme dans le reste du pays, des investissements historiques sont faits dans des stratégies détaillées de logement abordable. En août, le financement le plus important dans la région de Peel, soit 276 millions de dollars, a pu être annoncé grâce au Fonds national de coinvestissement pour le logement du ministère de la Famille, des Enfants et du Développement social. Cet investissement permettra à des populations vulnérables, y compris à des victimes de violence, à des personnes âgées et à des personnes souffrant de maladie mentale ou handicapées physiques, d'accéder à un logement sûr et abordable.

L'Adresse

Je souhaite également féliciter le premier ministre de tenir les Canadiens informés et d'avoir établi un point de communication afin que l'aide dont avaient besoin nos concitoyens et les propriétaires d'entreprise soit apportée efficacement. Quand des travailleurs canadiens se sont soudain trouvés sans emploi ou qu'ils ont vu leurs heures réduites au point de ne pouvoir gagner décemment leur vie, le gouvernement a mis en place la PCU. Quand les entreprises n'ont plus pu faire face aux dépenses courantes ou payer leurs employés, le gouvernement a mis en place la Subvention salariale d'urgence du Canada et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.

Quand on a craint de manquer d'équipement de protection individuelle dans le pays, le gouvernement a entrepris de constituer une capacité de fabrication canadienne et de trouver des chaînes d'approvisionnement. Quand les provinces et les territoires se sont efforcés de rouvrir les écoles, le gouvernement a investi 2 milliards de dollars dans le Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire. Quand des mesures de santé publique ont été mises en œuvre pour permettre aux entreprises et aux centres publics de rouvrir, le gouvernement fédéral a investi 19 milliards de dollars dans le programme de relance en toute sécurité. Tout cela et plus encore en investissant dans des technologies vertes pour que le Canada atteigne son objectif de zéro émission nette d'ici 2050 et crée un meilleur avenir pour les générations actuelles et futures.

Avec l'arrivée de l'automne, puis de l'hiver, le discours du Trône ambitieux où le gouvernement s'engage à tout faire pour protéger et soutenir les Canadiens me galvanise. Protéger les Canadiens, faire prospérer notre économie, lutter contre les changements climatiques et investir dans la création d'emplois dans des industries émergentes restent les priorités du gouvernement.

• (1130)

Je suis fier d'avoir été choisi pour représenter la circonscription de Brampton-Est et je suis extrêmement touché par tous les efforts que déploient les petites entreprises, les organismes à but non lucratif et les Canadiens en général pour veiller sur leur prochain tout en ouvrant de nouveaux horizons pour le pays. Nous avons beaucoup de pain sur la planche, mais le gouvernement ne ménagera aucun effort pour que, tous ensemble, nous puissions renforcer les assises du Canada et le rendre plus résilient.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, le député de Brampton-Est a nommé une pléthore de projets qui montrent à quel point le gouvernement est actif dans sa circonscription, qui est située en Ontario. Je ne peux pas dire qu'il est aussi présent dans ma circonscription à moi, Edmonton Manning. Les producteurs de canola y sont en pleine croissance, mais les politiques contraignantes de la Chine leur causent énormément de tort, à eux ainsi qu'à leurs collègues de l'ensemble du pays.

Que fait le gouvernement pour faciliter les efforts des producteurs de canola du Canada en général et de ma circonscription en particulier?

M. Maninder Sidhu: Je ne crois pas avoir besoin de rappeler, monsieur le Président, que la pandémie a mis à mal plus d'un secteur d'activité et que quantité de Canadiens ont ainsi perdu leur emploi. Depuis que l'économie commence à prendre du mieux, beaucoup d'entre eux ont repris le travail, même s'ils sont encore nombreux à vivre une période difficile. Voilà pourquoi nous avons créé des mécanismes comme la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de relance économique et les prestations bonifiées de l'assurance-emploi: afin qu'ils aient de l'aide quand ils en

ont besoin. L'organisme fédéral responsable de ce dossier est évidemment à pied d'œuvre afin de bien soutenir l'industrie agricole et les petites entreprises du pays, en collaboration avec les différents secteurs d'activité touchés. Il reste encore beaucoup à faire, et je sais que le gouvernement va continuer d'écouter ce que les entreprises du pays ont à dire et de leur offrir le soutien dont elles ont besoin.

[Français]

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de son intervention.

Pendant la pandémie, les femmes ont été touchées. Cela a été souligné dans ce commentaire, mais n'y a-t-il pas un paradoxe dans ce que le gouvernement propose, alors que les femmes sont encouragées à faire de l'entrepreneuriat, mais qu'elles doivent rester à la maison pour s'occuper de leurs jeunes enfants atteints de la COVID-19?

Quelles solutions propose-t-il?

• (1135)

[Traduction]

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, je dirais à la députée d'en face que j'essaie toujours d'améliorer mon français et que j'espère pouvoir un jour répondre dans cette langue.

Un des éléments clés du plan du gouvernement visant à offrir un meilleur avenir aux Canadiens consiste à écouter les gens: écouter les mères qui travaillent à la maison, mais qui doivent aussi s'occuper de leurs enfants, et écouter les entreprises qui ont besoin de financement pour payer leurs frais généraux. Je sais que le gouvernement demeure à l'écoute des femmes, qui ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie, et qu'il travaille sur une stratégie de garde d'enfants pour appuyer les familles. J'ai moi-même deux enfants. Mes voisins me disent que la garde d'enfants est une question extrêmement importante. Elle est à l'esprit de beaucoup de Canadiens, y compris des femmes, et doit être réglée pour les aider à réintégrer le marché du travail et à contribuer à l'économie. Nous savons que les femmes ont un rôle important à jouer dans l'économie et nous avons besoin de leur contribution. Je sais que le gouvernement travaillera extrêmement fort pour élaborer une stratégie nationale de garde d'enfants.

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'ai entendu le député de Brampton-Est parler de la lutte contre les changements climatiques. Je sais qu'il s'agit d'un sujet très important pour mes concitoyens. Il a indiqué que la production de véhicules électriques est l'un des moyens par lesquels le gouvernement libéral prévoit contribuer à cette lutte. Cependant, puisque chaque véhicule coûte entre 60 000 \$ et 70 000 \$ en plus de l'assurance automobile, je voudrais, par votre entremise, poser la question suivante au député.

Ne convient-il pas que de plus grands investissements dans le budget de fonctionnement des réseaux de transport en commun constitueraient un pas plus concret et important dans la lutte contre les changements climatiques qu'une subvention permanente des véhicules privés?

M. Maninder Sidhu: Monsieur le Président, j'aimerais souligner que le gouvernement est convaincu de l'importance de financer le transport en commun. Ici, à Brampton, plus de 45 millions de dollars y ont été consacrés. Nous savons que si nous pouvons offrir aux consommateurs et à la population locale de meilleures options de transport, plus propres, cela contribuera à réduire le nombre de véhicules sur les routes, ce qui diminuera la pollution.

En outre, je pense qu'il est important d'offrir des incitatifs aux Canadiens pour leur donner accès aux véhicules électriques, afin que nous puissions atteindre la cible de zéro émission nette d'ici la date cible.

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse d'être de retour à la Chambre aujourd'hui. C'est la deuxième fois en moins de 12 mois que j'ai l'occasion de répondre à un discours du Trône. Je trouve très drôle que nous en soyons là de nouveau après une prorogation qui n'était pas nécessaire et qui ne visait qu'à cacher un scandale.

Cela dit, je suis bien prête à participer à ce débat, non seulement en tant que députée de Battlefords—Lloydminster, mais aussi en tant que ministre du cabinet fantôme du Parti conservateur pour les aînés. Je suis très honorée que le chef de notre parti m'ait demandé de remplir cette fonction. C'est un rôle que je ne prends pas à la légère.

Cette année a été particulièrement difficile. Plus que jamais, les Canadiens ont besoin d'un gouvernement ayant une vision et un plan clairs. C'est pourquoi le discours du Trône a beaucoup déçu. Nombre de Canadiens ne se sont pas reconnus dans la vision du gouvernement libéral. D'ailleurs, les Saskatchewanais et les gens de l'Ouest ont de nouveau été exclus. Malgré l'incrédulité du premier ministre, l'aliénation de l'Ouest est réelle, et elle découle en grande partie de l'attitude et des politiques inefficaces du premier ministre.

Bien avant la pandémie, le gouvernement libéral avait complètement abandonné le secteur agricole ainsi que le secteur pétrolier et gazier. Pourtant, ces deux secteurs ont apporté une grande contribution à notre pays, et ils pourraient y contribuer tellement plus encore. Même si de nombreuses familles, entreprises et collectivités dépendent de ces secteurs, ils continuent d'être laissés pour compte par le premier ministre. L'indifférence qu'il continue de manifester à leur égard ne fait qu'aggraver la situation. Le fait que le discours du Trône ne fait aucunement mention de l'Ouest canadien et de ses priorités montre bel et bien cette indifférence.

En réalité, le discours du Trône ne contient pas grand-chose. Il ne dresse pas de plan concret et détaillé pour aider les millions de Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts. Cette absence totale de plan clair ne donne pas l'assurance aux Canadiens que le premier ministre respectera les promesses qu'il a faites dans le discours du Trône, ou qu'il sera même en mesure de le faire.

Avant que mes collègues d'en face rétorquent que les discours du Trône ne fournissent jamais de détails, je dirai, comme il a déjà été répété à maintes reprises, que nous traversons une période sans précédent et que cela exige donc une intervention sans précédent. D'ailleurs, le premier ministre lui-même a dit aux Canadiens qu'il prorogeait le Parlement afin de pouvoir établir un plan détaillé pour l'avenir.

C'est son propre cabinet qui a publié un communiqué pour annoncer la prorogation. Dans ce communiqué, on pouvait lire ceci:

Ce discours exposera en détail la vision de l'avenir [...]

L'Adresse

Maintenant que nous avons eu tout le temps voulu pour relire le discours du Trône, nous pouvons avoir la certitude qu'aucun détail ne nous a échappé. Il n'y a en tout simplement pas, ce qui confirme ce que nous savions déjà: le premier ministre a prorogé le Parlement et gaspillé six semaines dans le seul but de balayer ses scandales en matière d'éthique sous le tapis. C'est honteux.

Le premier ministre se souciait davantage des scandales dans lesquels il était embourbé que des intérêts des Canadiens. Il s'est soucie de sa petite personne plutôt que de penser à la mère monoparentale qui a perdu son emploi pour des raisons hors de son contrôle et qui ne savait pas comment elle pourrait payer ses factures et donner à manger à ses enfants une fois la PCU arrivée à échéance. Il n'a pensé qu'à lui-même sans se soucier des Canadiens qui ne savaient pas ce qui arriverait après la fin du programme.

La suspension des travaux du Parlement n'a profité à personne, sauf au premier ministre et à ses amis. Les libéraux devraient arrêter de prétendre le contraire, parce que, honnêtement, les Canadiens ne sont pas dupes et ils méritent mieux.

Ce sont les Canadiens qui font les frais des échecs du gouvernement et les aînés ont particulièrement souffert de ces échecs. La pandémie de COVID-19 a eu un impact disproportionné sur les aînés canadiens. Ils ont dû faire face à des risques plus élevés en matière de santé, à un taux de décès plus élevé, à l'isolement social forcé, à un accès limité aux services et j'en passe. Malgré cela, le discours du Trône ne contenait pas grand-chose pour les aînés, ni même le début d'un plan détaillé pour les aider à demeurer en santé et en sécurité pendant le reste de la pandémie.

• (1140)

La semaine dernière, à l'occasion de la Journée nationale des aînés, j'ai rappelé à la Chambre que nous leur devons beaucoup. Nous ne pouvons les abandonner et nous devons faire mieux que le peu annoncé dans le discours du Trône, où le gouvernement s'est en fait contenté de répéter des engagements déjà pris qu'il n'a pas tenus, pour tout dire.

L'engagement de modifier le Code criminel pour pénaliser les personnes coupables de négligence envers des aînés n'est pas nouveau, pas plus que l'engagement d'augmenter la prestation de la Sécurité de la vieillesse et la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada. Ils ont déjà été pris. Les libéraux n'expliquant pas clairement comment ils comptent tenir ces promesses, il est difficile aux aînés d'y croire. Nous ne pouvons pas non plus croire à d'autres engagements vagues, comme celui de prendre des mesures pour aider les personnes à vivre chez plus longtemps. Les avantages à vieillir chez soi sont largement reconnus, mais les libéraux n'ont pas expliqué comment ils comptent s'y prendre, ce qui nous amène à conclure que le sujet n'est pas vraiment prioritaire pour le gouvernement.

Alors que nous sommes toujours aux prises avec cette pandémie, qui devrait sans aucun doute être une priorité pour le gouvernement libéral, nous devons veiller à ce que les travailleurs de la santé qui s'occupent de nos aînés disposent des fournitures et des ressources essentielles dont ils ont besoin. Les flambées de coronavirus et les décès dans les établissements de soins de longue durée pendant la première vague de la pandémie ont été catastrophiques, et trop de Canadiens ont vécu la douleur de perdre des êtres chers.

L'Adresse

La priorité du gouvernement pour ce qui est d'aider nos aînés dans l'immédiat devrait être de chercher à éviter d'autres flambées et d'autres décès dans les établissements de soins de longue durée. Comme nous le savons, les premiers ministres des provinces se sont montrés très clairs avec le premier ministre avant le discours du Trône: des fonds et des ressources supplémentaires sont nécessaires pour faire face aux besoins pressants en matière de soins de santé et les provinces doivent avoir une certaine latitude pour pouvoir utiliser ces fonds en conséquence.

C'est également une question que notre chef a soulevée auprès du premier ministre avant le discours du Trône. Il est tout à fait honteux que le premier ministre n'ait même pas répondu aux demandes des premiers ministres des provinces. Au lieu de cela, il a choisi, comme toujours, de s'ingérer dans un domaine de compétence provinciale et a opté pour une approche condescendante. Cette approche ne fonctionne pas quand les besoins en soins immédiats diffèrent non seulement d'une province à l'autre, mais d'une collectivité à l'autre. Les provinces sont bien mieux placées pour répondre aux besoins particuliers dans leurs régions.

Soyons clairs, il est positif de vouloir définir une norme de soins nationale. Le gouvernement fédéral devrait travailler en collaboration avec ses homologues provinciaux pour que les aînés canadiens aient accès aux mêmes soins de qualité dans tout le pays. Cependant, les aînés canadiens qui vivent dans des établissements de soins de longue durée, et leur famille, ne peuvent pas attendre que des normes de soins soient définies au rythme du gouvernement et encore moins au rythme du gouvernement actuel.

Nous sommes en pleine pandémie. Si le premier ministre reconnaît que nous sommes dans la deuxième vague, des ressources sont nécessaires maintenant et les apporter relève bien de la compétence du gouvernement. S'il ne s'engage pas à fournir plus de ressources aux travailleurs en soins de longue durée, le gouvernement doit savoir ceci: les libéraux ne peuvent pas dénigrer nos travailleurs de la santé qui ne ménagent pas leur peine, certains dans des milieux précaires, pour aider nos aînés, parce qu'ils n'ont pas les ressources dont ils ont besoin pour offrir la meilleure qualité de soins. De même, connaissant les conséquences terribles de cette pandémie pour les aînés canadiens, nous ne pouvons nous permettre de trop tarder à réagir. Le fait que le gouvernement n'ait pas fermé les frontières et qu'il n'ait pas obtenu d'équipement de protection individuelle dès le début de cette pandémie a coûté des vies et détruit des moyens de subsistance.

Alors que le Canada accuse du retard par rapport à ses alliés sur le plan du dépistage, ce sont les Canadiens qui en paient le prix. Nous courons le risque que les aînés soient encore une fois les plus durement touchés. Nous devons faire mieux pour les personnes âgées et pour tous les Canadiens. C'est pour cette raison que nous, les conservateurs, sommes déterminés à demander des comptes au premier ministre et au gouvernement. Nous allons nous porter à la défense de tous les Canadiens, notamment ceux que le gouvernement libéral a abandonnés. Nous défendrons les intérêts de la Saskatchewan et de l'Ouest canadien, et nous tâcherons de mettre en œuvre un plan concret pour protéger les Canadiens, protéger les emplois et remettre le Canada sur la bonne voie, car la force et l'unité de notre pays en dépendent.

• (1145)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du

gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais soulever un point et poser une question.

Le gouvernement a pris des mesures très proactives dans le dossier des personnes âgées. En effet, il les a soutenues à hauteur de centaines de millions de dollars, que ce soit en accordant directement de l'argent aux personnes admissibles au Supplément de revenu garanti et à la pension de la Sécurité de la vieillesse, en soutenant des centaines d'organismes sans but lucratif, en versant un paiement spécial unique au titre du crédit pour la TPS et en appuyant les forces armées afin qu'elles participent aux efforts dans les établissements de soins de longue durée. Le gouvernement a pris des mesures réelles et concrètes pour aider les personnes âgées, quoi qu'en disent les conservateurs.

La députée d'en face semble obsédée par la question de la prorogation du Parlement, comme beaucoup de ses collègues conservateurs. Je me demande si la députée peut nous dire ce qu'elle pense de la décision du premier ministre du Manitoba. Celui-ci, qui forme un gouvernement majoritaire, a prorogé l'Assemblée législative du Manitoba. A-t-il eu tort d'agir ainsi?

Mme Rosemarie Falk: Monsieur le Président, c'est le gouvernement libéral qui a jeté de l'équipement de protection individuelle et qui en a expédié à l'étranger. Les gens des établissements de soins de longue durée nous disent qu'ils ont besoin de cet équipement pour travailler en toute sécurité dans les établissements de soins de longue durée.

Avant de me faire la leçon, le député devrait regarder le manque d'éthique du gouvernement formé par son parti et les scandales qui en résultent.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, ma collègue a fait un discours très représentatif des réalités que l'on voit sur le terrain depuis plus de six mois, maintenant.

Au début de son discours, elle a parlé des personnes âgées et du traitement qu'on leur a réservé.

Le gouvernement crée littéralement deux classes d'aînés en offrant aux aînés de 75 ans et plus un supplément d'argent, alors que la grande partie des aînés, ceux de 65 à 75 ans, ne reçoivent rien.

Qu'a-t-elle à dire à ce sujet? Quels sont ses commentaires?

[Traduction]

Mme Rosemarie Falk: Monsieur le Président, j'aimerais savoir ce que le gouvernement a fait pour les aînés. Même les principaux intéressés disent que le discours du Trône « reste vague au sujet de certaines questions, notamment les augmentations promises des prestations de la Sécurité de la vieillesse et des prestations de survivant du Régime des pensions du Canada, et ne fait que répéter le même discours que nous entendons depuis des mois, ce qui est vraiment frustrant. » C'était une citation de l'Association canadienne des individus retraités.

Si le gouvernement avait la volonté politique nécessaire, ces augmentations seraient déjà un fait accompli. C'est comme je viens de le dire: il faut des gestes concrets, mais jeter de l'équipement de protection individuelle n'est pas un bon plan d'action.

L'Adresse

• (1150)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, ma collègue s'est principalement concentrée sur la situation des aînés pendant son intervention, mais au début, elle a fait mention de l'industrie pétrolière et gazière, particulièrement dans l'Ouest du Canada. Je mets les conservateurs en garde en ce qui concerne leurs propos au sujet de l'Ouest parce que, sur le plan géographique, ma circonscription est la plus à l'Ouest de toutes.

Cela dit, deux importants facteurs entrent en ligne de compte à l'heure actuelle: la menace que constitue le changement climatique et, comme on le sait, un climat économique qui commence à s'éloigner des investissements dans le secteur pétrolier et gazier.

Compte tenu de cette réalité et de l'orientation que prend actuellement l'industrie, ne serait-il pas plus judicieux et efficace de commencer à faire des investissements substantiels pour aider les gens qui travaillent d'arrache-pied dans le secteur pétrolier à se diriger vers les industries sur lesquelles sera axée l'économie du Canada dans 10, 20 et 30 ans d'ici? Pourquoi ne pas commencer à faire ces investissements dès maintenant, avant qu'ils ne nous coûtent beaucoup plus qu'ils ne le devraient?

Mme Rosemarie Falk: Monsieur le Président, j'invite le député à venir dans ma circonscription et à dire cela aux parents qui peinent à nourrir leurs enfants. Ils essaient simplement de survivre. Ils ne songent à rien d'autre en ce moment.

Il pourrait dire cela aux agriculteurs, qui doivent compléter les revenus qu'ils tirent de la vente de leurs œufs à cause des politiques pourries du gouvernement, comme le projet de loi C-69, la taxe sur le carbone et le projet de loi C-48, ou Dieu sait quoi d'autre. Le gouvernement fait en sorte qu'ils ont de plus en plus de difficulté à acheminer leurs produits jusqu'aux marchés et leur prélève de plus en plus d'argent. Comme les agriculteurs ne gagnent plus assez d'argent en vendant leurs œufs pour subvenir aux besoins de leur famille, ils doivent travailler dans le secteur pétrolier et gazier.

Avant qu'il ne soit question de permettre aux investissements de libérer le pays alors que tous les investissements dans le secteur de l'énergie partent à l'étranger en laissant les gens sans emploi, j'invite le député à venir faire ses commentaires à mes concitoyens de Battlefords—Lloydminster.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, nous savons tous à quel point le gouvernement libéral adore les slogans, les clichés, les expressions toutes faites et toutes sortes de figures de style et de double langage qui lui évitent de donner des réponses directes et transparentes et de présenter des politiques bien pensées. Nous le savons tous, le premier ministre est passé maître dans l'art du cliché, du double langage et du slogan: « Je ne vous laisserai pas tomber »; « Nous sommes tous dans le même bateau »; « Nous allons réussir parce que nous devons réussir »; « Nous avons les outils nécessaires »; « Tout le monde est à pied d'œuvre »; et, bien sûr, LA phrase à laquelle il a recours pour répondre à une question difficile, « Aucune option n'est écartée ». Le premier ministre a excusé des manquements à l'éthique en disant au commissaire à l'éthique qu'il ne tient pas de réunions d'affaires alors qu'il participe à des réunions avec des lobbyistes quand il ne le devrait pas; ce sont seulement des séances pour nouer des liens. Il excuse une mauvaise conduite alléguée d'il y a quelques décennies, et de plus récemment même, en disant qu'il respecte le fait que les femmes ne ressentent peut-être pas les choses de la même façon.

Les phrases clichées sont essentiellement le résultat de la réflexion de petits esprits, et c'est ce qui m'amène au thème central du discours du Trône, soit l'engagement incroyablement flou à « rebâtir en mieux ». Le gouvernement actuel a peut-être battu des records pour ce qui est de dépenser l'argent durement gagné des contribuables, mais son bilan est bien peu reluisant pour ce qui est de bâtir quoi que ce soit.

La semaine dernière, le gouvernement a annoncé avec fanfare la ressuscitation de la Banque de l'infrastructure du Canada, qui demeure sans doute le projet le plus malavisé des libéraux. Dès sa création en 2017, beaucoup de gens ont signalé que cette institution constituait un ramassis problématique d'intérêts et d'investissements publics et privés, et comme on pouvait le prédire, elle s'est avérée un fiasco. Malgré l'échec, le premier PDG de celle-ci a tiré sa révérence en empochant une prime dans les six chiffres, qui est venue s'ajouter à son salaire annuel de 600 000 dollars. La semaine dernière, le gouvernement a tenté de raviver la Banque de l'infrastructure du Canada en nommant un nouveau président à la tête de son conseil d'administration et en réaffectant 10 milliards de dollars des fonds initiaux, qui dormaient encore. Cependant, les libéraux espèrent toujours que les investisseurs privés seront attirés par les fonds publics offerts pour garantir des prêts, ce qui dans les faits place tous les risques des investissements sur les épaules des contribuables canadiens.

Le gouvernement a bel et bien investi des deniers publics dans un projet d'infrastructure. Malheureusement, l'argent a été investi à l'étranger. Je parle de l'investissement de 256 millions de dollars pour acheter des parts dans la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Des fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada ont avisé les libéraux que cet investissement serait utilisé par la Chine pour promouvoir le modèle de gouvernance autoritaire de son régime communiste dans des pays vulnérables, ce qu'elle a fait. Ces deniers publics canadiens servent à construire des infrastructures, mais pas au Canada, et ils ne créent pas d'emplois pour les Canadiens.

Cela dit, un projet d'infrastructure de grande envergure, d'une valeur de près de 6 milliards de dollars, est en cours au Canada. Or, encore une fois, ce dernier en dit très long sur les malades du gouvernement, les occasions ratées pour un employeur canadien important et la perte de nombreuses années-personnes de travail. Je parle du projet du pont international Gordie-Howe, l'un des plus importants projets d'infrastructure en Amérique du Nord actuellement. Le pont fournira une nouvelle façon spectaculaire de traverser entre Windsor et Detroit et il sera très avantageux pour le commerce bilatéral et les déplacements.

Lors des appels d'offres lancés en 2016 et 2017 en vue de l'achat de poutres et de dalles massives en béton armé préfabriqué de la plus longue travée principale pour un pont à haubans en Amérique du Nord, Decast, la grande entreprise canadienne de fabrication de produits architecturaux, qui possède la plus grande usine de fabrication au Canada, a présenté des offres conformes aux spécifications canadiennes et aux normes strictes du Ministère des Transports de l'Ontario. La partie du projet concernant les poutres représente 20 millions de dollars et 30 emplois directs à temps plein pendant un an. La partie du projet concernant les dalles représente 40 millions de dollars et 45 emplois directs dans le secteur manufacturier pendant un an et demi. C'est sans compter les nombreux millions de dollars d'activités en aval pour les fournisseurs ontariens de granulats, de ciment et d'acier, et les nombreux emplois dans le secteur du camionnage et des transports.

L'Adresse

Qu'est-il arrivé? Decast a perdu l'appel d'offres. Qui a obtenu le contrat? C'est une entreprise qui ne répond à aucune des spécifications ou normes citées et dont l'usine est non certifiée dans le cadre du Programme de certification de « l'Assurance qualité du béton préfabriqué du Canada ». C'est une entreprise qui n'achète pas de matériaux figurant sur la liste des sources désignées de matériaux du Ministère des Transports de l'Ontario et qui ne dispose pas d'installations permettant une cure du béton conforme aux normes du Ministère des Transports de l'Ontario. Bref, c'est une entreprise américaine située à Columbus, dans l'Ohio.

• (1155)

Quand Decast a demandé pourquoi on n'avait nullement tenu compte des normes du Canada et de celles du ministère des Transports de l'Ontario qui étaient énoncées dans l'appel d'offres, le gouvernement de l'Ontario, de qui devraient relever les normes pour un projet construit en grande partie sur son territoire, a répondu que le gouvernement fédéral avait décidé de faire fi des normes canadiennes et ontariennes en matière de sécurité et de qualité, et d'exporter l'argent et les emplois des Canadiens vers l'Ohio. Le Canada paiera 85 % du coût de la construction du pont Gordie-Howe, sans parler du coût du bureau des douanes américaines à l'une de ses extrémités, et il a exporté la fabrication de sa structure et tous les emplois qui y sont associés.

La nouvelle ministre de l'Infrastructure doit répondre à des questions. Pourquoi? Quelles sont les normes que le fabricant américain doit respecter? Qui procédera à la vérification du fabricant? Les normes du ministère des Transports de l'Ontario sont conçues de manière à garantir une durée de vie utile de 100 ans. Avec ses normes déficientes, le consortium chargé de la construction du pont Gordie-Howe tiendra-t-il uniquement compte de la période de 30 ans pendant laquelle il sera responsable d'exploiter le pont?

Les dépenses liées aux infrastructures devraient contribuer à la croissance et à la prospérité du Canada. Si le Canada s'approvisionne à l'étranger en l'absence d'accords de libre-échange, cela risque de nuire considérablement au redressement de notre économie et à sa croissance si vitale.

Dans le vrai monde, bâtir mieux signifie de faire passer la pitoyable équipe d'en face de ce côté-ci de la Chambre, et de laisser les conservateurs créer les emplois et construire les infrastructures pour les routes, les ponts, les voies ferrées et les métros dont le Canada a désespérément besoin dès maintenant. Comme les députés le savent, les habitants de ma circonscription s'attendent à ce que la portion du projet qui touche le métro inclue le prolongement de la ligne Yonge vers le nord, à travers Thornhill.

• (1200)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): C'est un peu fort, monsieur le Président. Lorsque j'étais dans l'opposition et que Stephen Harper était premier ministre, les infrastructures du Canada souffraient d'un manque de soutien. Peu après les élections de 2015, des sommes historiques ont été investies dans ces mêmes infrastructures parce que le premier ministre était convaincu de contribuer ainsi à bâtir un Canada plus prospère et plus fort. Le député d'en face parle d'un seul projet alors qu'il y en a littéralement des milliers à l'échelle du pays.

Étant donné que le député a été ministre du gouvernement de Stephen Harper, regrette-t-il d'une quelconque façon que l'ancien

premier ministre ne partageait pas les fermes convictions que le député semble avoir aujourd'hui au sujet des investissements dans les infrastructures, alors qu'il soutient les plans du gouvernement actuel dans ce dossier?

L'hon. Peter Kent: Monsieur le Président, je dois dire que je suis toujours légèrement amusé par le révisionnisme historique de mon collègue de Winnipeg et je vais respectueusement corriger ce qu'il a avancé. Le gouvernement, depuis les élections de 2015, n'a pas réalisé tous ces merveilleux projets dont le député parle. Il a promis de les réaliser, mais en vain, faute d'avoir pu débloquer les fonds.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, le collègue de Chicoutimi—Le Fjord du député disait l'autre jour que les conservateurs étaient en faveur d'une augmentation prévisible et constante de l'indexation des transferts en santé.

Or, c'est le gouvernement Harper qui a diminué ces transferts à 3 %. Cela était totalement insuffisant et a contribué, avec les gouvernements libéraux qui se sont succédé, au manque à gagner que le front commun des provinces et du Québec dénonce actuellement. Les experts qui sont venus nous voir au Comité permanent de la santé pour parler de la COVID-19 nous ont dit que cela fragilisait les systèmes et ne nous permettait pas de surmonter correctement une crise comme celle que nous vivons.

Je voudrais savoir quelle est la position des conservateurs. Sont-ils d'accord sur les revendications voulant un rattrapage de 28 milliards de dollars, une augmentation de la part du gouvernement fédéral à 35 % et une indexation de 6 % des transferts en santé, oui ou non?

L'hon. Peter Kent: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

[Traduction]

Je dois rectifier ses dires en ce qui a trait aux réductions massives des transferts pour la santé aux provinces. C'est le gouvernement libéral et l'ancien premier ministre Paul Martin qui ont refilé les coûts liés à la santé aux provinces. Ils ont causé des problèmes d'un bout à l'autre du pays dont nous n'avons pas fini de nous remettre, encore aujourd'hui. En ce qui a trait au gouvernement Harper, dont je suis heureux d'avoir fait partie, il n'a pas sabré les transferts pour la santé. Il a réduit les futurs paiements de 3 %, car les provinces ne dépensaient pas tout l'argent.

En ce qui a trait à la demande des provinces de recevoir une plus grande part des transferts pour la santé, cela nécessitera de sérieuses discussions, mais le gouvernement libéral n'en a même pas parlé dans le discours du Trône.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir mentionné le pont Gordie-Howe. Ma première rencontre publique concernant l'établissement d'un passage frontalier à Windsor a eu lieu en 1998, à l'école publique Marlborough. Nous attendons toujours que l'infrastructure finale soit construite.

Je tiens à souligner quelques points importants. Le processus de construction et d'installation des poutres a commencé sur la route panoramique. Il s'est transformé en fiasco. En parlant à divers soudeurs, j'ai découvert en effet qu'il y avait eu un problème et que plus de 200 poutres avaient été rejetées.

Le problème, en fait, et j'aimerais avoir l'opinion du député à ce sujet, c'est que la loi exige qu'on ait recours à un partenariat public-privé. Ce n'était pas le cas pour le projet de construction de Sarnia, pour lequel il y avait une loi différente, ni pour Niagara Falls. Différents éléments ont mené à la situation actuelle, dans laquelle nous avons un PPP comme exploitant. Quelle serait la solution à privilégier à l'avenir? C'est le gouvernement conservateur qui a inscrit dans la loi qu'il faudrait utiliser un PPP, ce qui allait à l'encontre du processus utilisé traditionnellement pour la construction des passages frontaliers du Canada.

Je veux terminer en reconnaissant que les conservateurs, contrairement aux libéraux, ne se sont pas laissés bernés par Matty Maroun, ce milliardaire américain qui possède le pont Ambassador. Les conservateurs ont joué un rôle constructif dans ce processus et il faut le reconnaître, parce que la bataille a été longue.

● (1205)

L'hon. Peter Kent: Monsieur le Président, j'accepte volontiers les compliments du député.

Je dois dire qu'il ne faut pas associer les projets en PPP au scandale des poutres qui ont été rejetées. Ce qu'il faut pour les projets comme ceux-ci, peu importe leur structure financière, c'est qu'ils répondent aux normes et aux caractéristiques de sécurité établies par le Canada et, dans ce cas-ci, par le ministère des Transports du gouvernement de l'Ontario.

Il est évident que le processus d'attribution du contrat par le gouvernement ou d'annulation de la soumission tout à fait recevable d'une entreprise canadienne doit être reconnu et corrigé.

[Français]

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Mississauga—Erin Mills.

C'est un honneur pour moi de m'adresser à la Chambre lors de la deuxième session de la 43^e législature, afin de répondre au discours du Trône.

Au cours des derniers mois, les citoyens de ma communauté, Vaudreuil—Soulanges, et ceux de milliers d'autres communautés du pays ont dû surmonter des obstacles inimaginables. Comme mentionné dans le discours du Trône, nous avons tous été frappés par la pandémie de la COVID-19, mais certains ont été frappés plus durement que d'autres.

Aujourd'hui, je tiens à souligner et à applaudir la résilience des citoyens de la communauté de Vaudreuil—Soulanges ainsi que celle de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens. Cette pandémie sans précédent fait que nous avons dû nous adapter à des circonstances extraordinaires.

[Traduction]

Grâce à l'excellent travail et au dévouement des travailleurs de première ligne, des militaires, des premiers intervenants, des médecins, des infirmiers, des commis d'épicerie, des PME et, il va sans dire, de tous ceux et celles qui sont à l'avant-scène depuis le début de la pandémie, nous avons pu affronter la crise tout en demeurant unis. Comme le disait le discours du Trône, les choses n'ont pas été faciles. De nombreux travailleurs ont dû rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants parce que les écoles ont fermé temporairement ou pour prendre soin d'un proche, d'un ami ou d'un parte-

L'Adresse

naire. Nous avons vécu des moments difficiles, mais comme les Canadiens ne manquent ni d'empathie ni de générosité, nous avons pu compter les uns sur les autres tout au long de cette période inédite, et il en sera ainsi encore longtemps.

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement du Canada fait le nécessaire pour assurer la sécurité des Canadiens et aider les travailleurs et les petites entreprises à survivre à la crise. Que ce soit en prolongeant la Subvention salariale d'urgence du Canada ou l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, en offrant des prêts aux PME par l'entremise du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, en transformant la Prestation canadienne d'urgence en prestations régulières de l'assurance emploi ou en créant la Prestation canadienne de relance économique, le gouvernement s'est doté d'un plan pour continuer à affronter la crise dans l'unité.

[Français]

Les derniers mois ont aussi mis en lumière le travail, l'engagement et la générosité des organismes communautaires de ma communauté de Vaudreuil—Soulanges, qui ont travaillé avec acharnement pour aider les personnes en situation de vulnérabilité. Je parle de la Maison des soins palliatifs de Vaudreuil—Soulanges, qui est restée ouverte aussi longtemps qu'elle le pouvait afin de s'assurer que les patients pouvaient passer du temps précieux avec leurs amis et leurs familles durant leurs derniers moments. J'applaudis aussi la générosité de l'équipe du Café de la Débrouille à Rigaud, notamment Maria et Richard, pour n'avoir jamais cessé de travailler afin de fournir des paniers de nourriture à tous ceux qui en ont besoin dans notre communauté.

Je pense aussi à certains organismes comme Hébergement La Passerelle, sous la direction de Véronique Girard, qui a dû dans des circonstances des plus difficiles accueillir un nombre croissant de mères et d'enfants qui avaient besoin de sortir d'une situation dangereuse et d'avoir un logement sûr et sécuritaire à Vaudreuil—Soulanges. Je salue le Centre d'action bénévole L'Actuel, la Source d'entraide, le Grand Rassemblement des aînés de Vaudreuil et Soulanges, Réseaux, DEV et la MRC de Vaudreuil—Soulanges. Au nom de tous les habitants de Vaudreuil—Soulanges, je les remercie de leur travail extraordinaire. Ces organismes ont grandement contribué à aider nos aînés, nos enfants, nos familles, nos travailleurs et nos petites entreprises à traverser ces moments difficiles.

Le discours du Trône parlait de la COVID-19 et des mesures immédiates que nous avons prises en tant que gouvernement. Or il ne faut pas oublier une autre crise à laquelle nous faisons face, celle des changements climatiques. Avoir un avenir équitable et carboneutre n'est pas seulement une question de protéger notre biodiversité en péril, d'assurer une plus grande justice sociale ou de ralentir les changements climatiques. C'est une question de protéger nos voisins, nos amis et nos proches contre les ravages de la destruction de la nature. C'est sur cette question que les générations futures évalueront si nous avons fait le travail nécessaire et avons mis en place une société plus verte, durable et saine.

La lutte contre les changements climatiques est au cœur de qui nous sommes en tant que Canadiens. Notre gouvernement continue de prendre des mesures.

L'Adresse

● (1210)

[Traduction]

En effet, avant le début de la pandémie, les Canadiens ont fait preuve d'un formidable leadership pour s'attaquer à la crise climatique dans leur vie courante. Je pense aux parents de la circonscription de Vaudreuil—Soulange qui ont acheté un véhicule écoénergétique ou se sont mis à utiliser les transports en commun. Je pense aux jeunes qui, tous les printemps, nettoient les rives des ordures qui s'y trouvent, y compris beaucoup de matières plastiques. Je pense aussi aux voisins qui, pour la première fois, ont pris la peine de mettre leurs déchets alimentaires au compost plutôt que dans les poubelles.

Ces gestes sont ancrés dans la ferme conviction qu'ont les gens de ma collectivité et tous les Canadiens que chacun de nos gestes compte, petit ou grand — même de petits gestes comme le port du masque durant la pandémie, le maintien d'une certaine distance et le lavage des mains. Dans tout, qu'il s'agisse de la pandémie ou de la protection de l'environnement, nous devons pouvoir compter les uns sur les autres et faire notre part d'efforts. C'est exactement ce que font les gens de ma collectivité, et je sais également que de plus en plus de Canadiens passent à l'action partout au pays.

[Français]

En fait, le leadership des Canadiens ordinaires a été essentiel pour soutenir la mise en œuvre par notre gouvernement du premier véritable plan de l'histoire du Canada pour lutter contre les changements climatiques. Par exemple, en un seul mandat, nous avons mis en place un plan pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre de plus de 200 mégatonnes. Nous avons protégé plus de 12 % de nos terres et de nos milieux marins, rendu l'achat de véhicules électriques plus abordable et permis au secteur des technologies propres de grandir. Les changements climatiques ont besoin d'une approche « Équipe Canada » et les Canadiens sont les artisans de notre succès.

Cependant, au cours de cette pandémie, la santé et la sécurité des Canadiens demeurent notre priorité. Ce discours du Trône prend en compte le fait que le monde est entré dans cette pandémie en faisant face aux risques et aux conséquences des changements climatiques. La COVID-19 nous a appris que nous devons relever les défis avec décision et détermination.

[Traduction]

Dans cet esprit, le gouvernement mettra en place un plan qui permettra de surpasser les objectifs climatiques du Canada pour 2030. Le gouvernement légifèrera également sur l'objectif canadien de zéro émission nette d'ici 2050. Le discours du Trône énonce les principales mesures qui feront partie intégrante de notre plan et qui nous permettront de poursuivre sur notre lancée en matière de lutte contre les changements climatiques. Nous prévoyons notamment de créer des milliers d'emplois dans la rénovation de maisons, de rendre les véhicules zéro émission plus abordables et d'investir dans l'élargissement de l'infrastructure de recharge à l'échelle du pays, de même que de créer un fonds pour attirer les investissements dans la fabrication de produits zéro émission. Les Canadiens sont conscients que les changements climatiques menacent leur santé, leur mode de vie et leur planète. Le discours du Trône montre clairement que le gouvernement continuera de produire des résultats en matière de lutte contre les changements climatiques.

[Français]

Une autre des mesures que je suis le plus heureux de voir dans le discours du Trône est un nouvel engagement de notre gouvernement à travailler avec les municipalités pour augmenter le nombre de parcs urbains dans tout le pays. La pandémie nous a rappelé à quel point l'accès à la nature est important.

Ma communauté a la chance d'offrir plusieurs possibilités d'escapades en nature, comme la randonnée au mont Rigaud, le vélo sur le bord de l'eau à Vaudreuil-Dorion et la marche dans les sentiers colorés de Hudson et de Saint-Lazare.

Cependant, pour les communautés plus urbaines, l'accès à la nature peut être plus rare et notre gouvernement travaillera à verdifier nos milieux urbains.

● (1215)

[Traduction]

Cette promesse, qui permettra d'accroître l'accès aux espaces naturels, aurait été fort bénéfique pour les familles comme la mienne quand j'étais plus jeune. En effet, quand j'étais petit, ma famille n'avait pas beaucoup d'argent. Mon frère et moi pouvions compter sur une mère aimante qui faisait tout ce qu'elle pouvait pour subvenir à nos besoins. Toutefois, nous savions que l'argent se faisait rare. En augmentant le nombre de parcs en milieu urbain, non seulement on multiplie les espaces verts, mais on procure aux Canadiens l'occasion de communier avec la nature, quel que soit leur statut social.

Le discours du Trône est sans équivoque: tandis que les Canadiens se mobilisent en vue de lutter contre la pandémie, de sauver des vies, de protéger et de multiplier les emplois, et de faire face aux problèmes générationnels tels que les changements climatiques et la perte de biodiversité, ils peuvent compter sur le fait que le gouvernement du Canada est leur allié. L'histoire montre que l'union fait la force; hier comme aujourd'hui, ensemble, nous pouvons surmonter tous les défis.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, en tant que porte-parole du Bloc québécois en matière de changements climatiques, je suis contente de pouvoir m'adresser directement au secrétaire parlementaire. Il parlait des objectifs du gouvernement visant à surpasser ses cibles de réduction des gaz à effet de serre pour 2030 et à atteindre la carboneutralité en 2050.

Ces objectifs sont essentiellement ceux du projet de loi C-215, Loi sur la responsabilité en matière de changement climatique, que j'ai déposé à la Chambre des communes il y a quelques mois. J'aimerais savoir dans un premier temps si le gouvernement va voter en faveur de ce projet de loi, parce que je sais qu'il est de son intention de légiférer en ce sens-là.

Dans un deuxième temps, je reviendrai sur l'objectif climatique pour 2030. En ce moment, si l'on se fie au scénario le plus optimiste d'Environnement Canada, le Canada réduirait ses émissions de gaz à effet de serre de 19,45 % d'ici 2030, pour un manque à gagner de 77 mégatonnes. Qu'est-ce que le gouvernement va faire concrètement pour surpasser ses objectifs?

L'Adresse

M. Peter Schiefke: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question et du projet de loi qu'elle a déposé. Je sais que cela n'est pas facile et que cela prend beaucoup d'énergie et de temps. J'ai hâte de l'entendre nous en dire un peu plus sur ce qu'elle veut faire avec son projet de loi.

Pour répondre exactement à sa deuxième question concernant notre objectif de non seulement atteindre les cibles de l'Accord de Paris sur le climat, mais aussi de les dépasser, je dirais que c'est pour cela que nous voulons proposer une norme sur les combustibles propres, que nous avons fait la promesse de planter deux milliards d'arbres et que nous allons investir dans l'infrastructure verte. Nous sommes persuadés que toutes ces initiatives vont nous permettre non seulement d'atteindre les cibles de Paris, mais aussi de les dépasser.

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir consacré une bonne partie de son discours à souligner l'importance de lutter contre les changements climatiques. Nous savons que la lutte contre les changements climatiques sera l'enjeu déterminant du XXI^e siècle, et que notre réussite à l'échelle planétaire dépendra en grande partie de la façon dont nous allons nous attaquer à ce problème. Nous savons aussi que les coûts économiques des changements climatiques seront considérables. Nous pouvons déjà constater que le secteur privé tient compte de cette réalité et qu'il fait des investissements en conséquence.

Les libéraux viennent de terminer un mandat de quatre ans en tant que gouvernement majoritaire, et ils n'ont toujours pas atteint leurs cibles. Ils ont également dépensé des milliards de dollars pour un oléoduc. Le gouvernement semble faire complètement fausse route.

Comment les Canadiens peuvent-ils avoir l'assurance que le gouvernement libéral atteindra vraiment sa cible, étant donné le bilan qu'il affiche jusqu'à présent?

M. Peter Schiefke: Monsieur le Président, comme mon collègue le sait peut-être déjà, deux inondations sans précédent ont causé des ravages dans ma collectivité au cours des trois dernières années.

Nous savons très bien qu'il faut prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques. C'est pourquoi je suis très fier de faire partie d'un gouvernement qui a présenté le plan le plus rigoureux de l'histoire du pays en la matière. Comme les prévisions en font foi, grâce à ce plan, le Canada est en bonne voie de réduire ses émissions de 200 mégatonnes pour atteindre et dépasser les objectifs de l'Accord de Paris.

Nous savons aussi que le travail n'est pas terminé. C'est pourquoi nous avons pris l'engagement de planter deux milliards d'arbres. C'est pourquoi nous allons mettre en place des normes sur les combustibles propres. Nous allons continuer de faire des investissements sans précédent dans les infrastructures vertes et de rendre les véhicules électriques plus abordables.

Nous savons que toutes ces initiatives nous permettront d'atteindre et de dépasser les cibles de l'Accord de Paris.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'espère que le secrétaire parlementaire sait que le Canada s'est engagé à améliorer son objectif au cours de l'année civile 2020. C'est ce qu'on appelle la contribution déterminée au niveau national. On n'y arrivera pas avec cette promesse vague et peu

convaincante de faire mieux que l'objectif du Canada pour 2030, fixé par Stephen Harper, qui ne respecte pas l'Accord de Paris et qui représente à peu près la moitié de ce qui doit être fait.

Je supplie le secrétaire parlementaire de déclarer clairement que le Canada assumera la responsabilité qui lui incombe de fixer un objectif qui respecte les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ainsi que les modalités de l'Accord de Paris au cours de l'année civile 2020.

● (1220)

M. Peter Schiefke: Monsieur le Président, je remercie la députée pour tout ce qu'elle a fait en tant que chef du Parti vert. Elle a fait avancer tant de grands projets et cela a été un plaisir de travailler avec elle sur de nombreuses initiatives.

Nous savons que nous devons faire mieux et faire plus. C'est pourquoi nous avons proposé de nombreuses initiatives pour non seulement atteindre, mais aussi dépasser les objectifs de Paris. Nous avons aussi fait une promesse très ambitieuse, à savoir que le Canada soit carboneutre d'ici 2050.

Je me réjouis à la perspective de continuer à travailler là-dessus avec ma collègue. Je sais qu'elle continuera à défendre vigoureusement la cause de l'environnement, qu'elle dirige ou non le Parti vert. Je me réjouis à la perspective de travailler avec elle dans les mois et les années à venir.

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de parler du discours du Trône et des conséquences qu'il aura sur la réalité quotidienne des Canadiens, maintenant et à l'avenir.

Il y a quelques semaines, j'ai eu une conversation vraiment bouleversante avec l'une de mes concitoyennes, qui m'a parlé des difficultés qu'elle éprouvait. C'est une mère qui élève seule ses trois enfants et qui travaille comme préposée aux services de soutien à la personne. Comme des milliers d'autres femmes, elle doit relever un défi sans pareil. En effet, même si la pandémie a frappé durement tous les Canadiens, elle a touché les femmes encore plus durement.

Les femmes ont courageusement servi en première ligne de cette crise. En effet, elles représentent 92 % du personnel infirmier et 81 % de tous les travailleurs des secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale. Le tiers des emplois occupés par les femmes sont jugés essentiels. Cela signifie que les femmes s'exposent à des risques.

D'ailleurs, une étude menée en juillet par le Bureau de santé de Middlesex-London montre que 59 % des personnes infectées par la COVID-19 sont des femmes, alors que seulement 41 % sont des hommes. Les femmes ont aussi joué un rôle de premier plan à domicile. Elles se sont occupées de leurs enfants lorsque les écoles étaient fermées et ont pris soin de leurs parents vieillissants ou malades. Cela signifie qu'elles ont dû s'absenter de leur emploi. Elles ont été les premières à se faire congédier. Elles gagnent moins d'argent que leurs homologues masculins. Nous avons observé une hausse de la violence faite aux femmes dans les ménages.

L'Adresse

C'est pourquoi je suis très fière de voir le discours du Trône et le plan de relance économique proposé par le gouvernement tenir compte de la sexospécificité. L'égalité doit commencer dans les plus hautes sphères et c'est pour cette raison que nous avons nommé le premier Cabinet paritaire de l'histoire du Canada. Nous avons consacré un ministère fédéral à part entière aux femmes et à l'égalité des genres et nous avons mis en œuvre un système d'analyse comparative entre les sexes afin que nos politiques et nos programmes tiennent compte de l'expérience vécue par les femmes.

Il y a cinq ans, le gouvernement s'est engagé à être un gouvernement féministe et il a honoré cet engagement en adoptant des mesures sans précédent visant à protéger les droits des femmes et à leur donner l'occasion de réussir dans tous les secteurs de la société. Cependant, la COVID-19 a eu le pire impact possible sur les femmes, tant sur le plan personnel que professionnel. Si nous ne sommes pas prudents et ne donnons pas la priorité au soutien des femmes, les progrès incroyables que nous avons réalisés ces dernières années seront réduits à néant par la pandémie, comme cela a déjà commencé à être le cas.

D'emblée, nous avons constaté l'ampleur de la crise et avons agi rapidement pour mettre en œuvre des programmes qui répondraient aux besoins des familles, des travailleurs et des entreprises et qui les soutiendraient dans leurs efforts visant à se protéger de la COVID-19. Les programmes comme la Prestation canadienne d'urgence ont permis aux gens de payer leur facture d'électricité. Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et la Subvention salariale d'urgence ont permis aux petites entreprises de rester ouvertes. Les gens ont pu reporter leurs paiements hypothécaires. Nous avons systématiquement collaboré avec les Canadiens, nous avons écouté leurs commentaires et nous avons fait tout notre possible pour apporter les changements qui s'imposaient. Nous avons aussi tenu compte du fait que les femmes sont aux prises avec des défis particuliers et avons pris des mesures pour les aider.

Lorsque les Canadiens ont été forcés de rester chez eux pour se protéger — eux et autrui — de la COVID-19, les personnes qui sont victimes de violence fondée sur le sexe ou de violence conjugale se sont malheureusement retrouvées en confinement avec leur oppresseur. Par exemple, il y a eu une hausse de 20 % des appels de détresse dans les refuges de l'Ontario Association of Interval and Transition Houses et une augmentation du nombre de cas de violence conjugale recensés par la police dans l'ensemble du pays. Au cours de la pandémie, le gouvernement a été en mesure d'offrir du soutien à des organismes dans mon coin de pays, à Mississauga, notamment aux refuges Interim Place et Nisa Homes, afin qu'ils puissent continuer d'offrir des services indispensables aux femmes vulnérables de ma circonscription.

Je suis ravie que le gouvernement soit intervenu rapidement pour injecter un total de 50 millions de dollars par l'entremise d'Hébergement femmes Canada et d'organisations autochtones afin que ces centres aient les moyens de poursuivre leurs activités.

Dans le cadre de la relance, nous avons augmenté les investissements dans les refuges et les maisons de transition afin de mieux protéger les personnes qui fuient la violence conjugale. Nous maintenons le cap quant à notre stratégie visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe au moyen d'un plan d'action national.

• (1225)

Au cours des cinq dernières années, nous avons rétabli le financement aux organisations de femmes qui avait été réduit et nous

avons réalisé des investissements historiques afin de créer des occasions visant à permettre aux femmes de s'épanouir et de réussir dans la vie. Une des meilleures façons de soutenir les femmes est par l'entrepreneuriat visant à habiliter ces dernières. Grâce à des programmes comme la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, nous avons investi dans les entreprises dirigées ou possédées par des femmes.

De jeunes femmes de ma circonscription s'occupent d'une organisation nommée Welo. Nous avons pu les aider à accroître leurs activités. J'ai eu l'occasion d'aller voir ce qu'elles font et j'ai pu constater les retombées qu'a dans tout le pays la stratégie sur les femmes.

Pendant la pandémie, les entreprises éprouvent de grandes difficultés. Beaucoup de petites entreprises qui sont possédées et dirigées par des femmes sont au bord de la faillite. C'est pour cette raison que le gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat afin de mieux soutenir les femmes qui veulent accroître leurs activités. On estime à 62 % la proportion d'emplois occupés par des femmes parmi les emplois perdus au début de la pandémie. Le gouvernement reconnaît que l'accès aux services de garde a toujours été un frein important à la participation des femmes au marché du travail.

Il y a cinquante ans, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme soulignait que les services de garde constituaient une nécessité pour l'égalité sociale et économique des femmes. Nous savons que la garde des enfants affecte disproportionnellement les femmes et qu'elle permet ou empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail. À défaut de pouvoir compter sur des services de garde sûrs, abordables et accessibles, les mères seront confrontées à des difficultés lors de leur retour au travail au moment de la reprise économique. Or, si la moitié de la population ne peut reprendre ses activités, cela aura un effet d'entraînement qui continuera de se répercuter sur les familles monoparentales et sur les ménages qui comptent sur deux revenus pour joindre les deux bouts.

Dès son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a reconnu que les services de garde constituaient un impératif économique. Nous avons collaboré avec les provinces et les territoires pour créer des ententes bilatérales en matière de garde d'enfants et nous nous sommes engagés à investir 7,5 milliards de dollars sur 11 ans. Depuis 2015, cet investissement a permis de créer 400 000 places en garderie, particulièrement pour les familles dans le besoin, et des milliers d'emplois pour les éducateurs de la petite enfance.

La pandémie a mis en péril ces emplois et ce remarquable progrès. Voilà pourquoi, quand notre gouvernement s'est engagé à investir 19 milliards de dollars au titre de l'Accord sur la relance sécuritaire, nous nous sommes assurés que les services de garde y figuraient en priorité. Dans le cadre de cet accord, nous avons accordé 625 millions de dollars au secteur canadien des services de garde d'enfants. Jumelé à des ententes en vertu du Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, cet investissement porte l'aide du gouvernement du Canada à près de 1,2 milliard de dollars pour soutenir la garde d'enfants en 2020 et 2021. Il s'agit d'une augmentation de 67 % par rapport à l'investissement le plus élevé jamais fait auparavant dans l'histoire canadienne.

La pandémie a changé beaucoup de choses, mais pas notre engagement à favoriser l'égalité des chances pour les femmes. Notre gouvernement est résolument féministe et cette orientation est demeurée un élément central de notre réponse à la crise. Aujourd'hui encore, le gouvernement continue à faire tomber des barrières puisqu'il a nommé une femme comme ministre des Finances, une première dans l'histoire du Canada.

Cette crise a été qualifiée de récession au féminin à juste titre, et une pleine reprise économique est impossible sans la relance des femmes.

• (1230)

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Monsieur le Président, je suis sincèrement désolé pour bon nombre de députés libéraux. Je sais qu'ils se dévouent à des dossiers comme l'environnement et les droits des femmes. Or, le gouvernement s'est avéré une source de déception. Le gouvernement se dit défenseur de l'environnement, mais il n'a planté aucun arbre ni atteint aucune des cibles qu'il s'était fixées. Il est censé être féministe, mais il n'a pas mis en place la subvention salariale à temps, ce qui a mené un grand nombre de femmes à perdre leur emploi et...

Le vice-président: Je dois interrompre le député un instant. On invoque le Règlement.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, je suis convaincu que le député a quelque chose de très intéressant à dire, mais il ne porte pas de cravate.

Le vice-président: Je remercie le secrétaire parlementaire d'avoir invoqué le Règlement. Je porte cela à l'attention des députés et leur rappelle les recommandations et suggestions passablement rigoureuses du Président, selon lesquelles les députés doivent respecter les normes applicables à la Chambre, même s'ils participent par vidéoconférence.

Je constate que le député de Northumberland—Peterborough-Sud modifie légèrement sa tenue. Je lui redonne la parole afin qu'il termine son allocution rapidement, puis nous reviendrons à la députée de Mississauga—Erin Mills.

Le député de Northumberland—Peterborough-Sud a la parole.

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, j'aimerais poursuivre et dire que le gouvernement se dit féministe, mais il n'a pas mis en œuvre la subvention salariale à temps, ce qui a coûté leur emploi à bien des femmes. Même chose pour le programme d'allègement du loyer commercial. Il n'a pas été mis en œuvre correctement, et bien des femmes ont perdu leur emploi. Les tests rapides pourraient permettre à de nombreuses femmes de retourner au travail plus rapidement, mais impossible de les acheminer jusqu'aux gens, aux écoles et aux centres de soins. Tout cela fait en sorte que beaucoup de femmes ne peuvent plus travailler.

Est-ce que la députée est déçue du gouvernement, ou est-ce tout simplement mon point de vue qui est différent?

Mme Iqra Khalid: Bien au contraire, monsieur le Président, je suis très fière du travail que le gouvernement a accompli pour venir en aide aux Canadiens pendant cette pandémie. Les remarques du député indiquent très clairement à quel point il est déconnecté de ce que vivent les Canadiens. La subvention salariale a sauvé des dizaines de milliers d'emplois. La PCU a permis à des millions de familles de continuer à payer leur loyer. C'est nous qui avons accompli cela. Nous avons veillé à soutenir les Canadiens tout au long de la pandémie, et nous allons veiller à ce que les femmes demeurent une priorité et que l'ensemble de la population bénéficie du soutien

L'Adresse

qu'elle attend d'un gouvernement qui tient compte de l'égalité des chances, peu importe les barrières de genre ou intersectionnelles.

• (1235)

[Français]

Mme Louise Charbonneau (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, avant de commencer, je tiens à remercier la députée de son long plaidoyer en faveur des femmes.

Cependant, elle a oublié une catégorie de femmes. Pourtant, ces femmes ont permis au Québec d'être ce qu'il est aujourd'hui, grâce à leur travail et à leur acharnement. Je pense que le gouvernement a oublié les femmes âgées, c'est-à-dire celles qui ont entre 65 et 75 ans. Le gouvernement a offert de l'aide aux âgées de 75 ans et plus, mais les femmes de 65 ans, qui ont travaillé toute leur vie, n'ont aucune aide du gouvernement.

Est-ce que ma collègue pense que cela est juste? Le gouvernement peut-il accorder à ces femmes une aide tangible et concrète afin de surmonter la pandémie?

La pandémie, je l'ai vécue chez moi. J'étais très proche de ma sœur et elle est décédée de la COVID-19. Elle était dans une résidence...

Le vice-président: L'honorable députée de Mississauga—Erin Mills a la parole.

[Traduction]

Mme Iqra Khalid: Monsieur le Président, j'offre mes plus sincères condoléances à la députée pour la perte de sa sœur. La COVID-19 a touché des dizaines de milliers de vies partout au pays. Ma collègue a tout à fait raison: les personnes âgées sont importantes. Nous nous efforçons de faire du travail qui nous permet de placer les personnes âgées à l'avant-plan une priorité, de veiller à ce que leur vulnérabilité ne soit pas exploitée.

Nous voulons augmenter les montants versés aux personnes âgées; c'est dans le discours du Trône. Nous créerions de nouvelles prestations, comme la prestation pour les personnes en situation de handicap, dont bénéficieraient des aînés.

Au cours des derniers mois, nous avons mis en place diverses mesures. Dans le cadre de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, nous avons notamment versé un paiement ponctuel aux aînés pour les aider à assumer les coûts supplémentaires découlant de la pandémie. Dans ma circonscription, nous avons fait des annonces historiques touchant l'administration, par l'entremise de Centraide, de programmes qui ont pour but d'aider les aînés vulnérables dans la région de Peel et de partout au pays en fait.

La réalité, c'est que...

Le vice-président: À l'ordre. Il ne nous reste que peu de temps. Nous allons permettre au député d'Ottawa-Sud de poser une brève question.

L'Adresse

L'hon. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue de son brillant exposé sur l'approche du gouvernement à l'égard des Canadiennes et sur ses investissements à ce chapitre. Je tiens à revenir sur les investissements qui sont les plus importants à mon avis, du moins pour ma circonscription, et à obtenir l'avis de la députée à ce sujet. Je parle des investissements dans les refuges pour les femmes les plus vulnérables et leurs enfants. À l'heure actuelle, nous constatons une augmentation du nombre de situations à risque. La demande est trop forte. La députée peut-elle nous aider à comprendre comment le gouvernement investit dans ces refuges de première ligne extrêmement importants?

Mme Iqra Khalid: Monsieur le Président, j'ai discuté avec M. Duraiappah, chef de la police de la région de Peel, qui m'a indiqué que, au cours de la pandémie, il y a eu une hausse de la violence familiale et de la violence faite aux femmes au sein de leur foyer. La pandémie a vraiment mis au jour des vulnérabilités au sein des collectivités et de la société, et le gouvernement en est conscient.

Vendredi dernier, nous avons annoncé un énorme investissement de 50 millions de dollars. Nous avons élaboré une stratégie globale pour lutter contre la violence faite aux femmes. Au cours de la pandémie, nous avons investi plus de 50 millions de dollars pour permettre aux refuges d'accroître leurs capacités et de demeurer opérationnels.

En réalité, la violence faite aux femmes est systémique, et il faut adopter une approche globale pour la combattre et l'éradiquer des collectivités et de la société. Entretemps, nous faisons des investissements importants pour continuer à aider les femmes les plus vulnérables en appuyant les refuges.

• (1240)

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, c'est avec un grand honneur que je prends la parole aujourd'hui en réponse au discours du Trône.

À titre de député de la circonscription de Tobique—Mactaquac et de ministre du cabinet fantôme pour les Pêches, les Océans et la Garde côtière canadienne, j'aimerais remercier le chef du Parti conservateur pour cette occasion. Nous avons hâte de servir au mieux de nos capacités les habitants de notre région, ainsi que l'ensemble des Canadiens. Nous souhaitons que leurs préoccupations soient entendues en cette période historique, et, pour ce faire, nous allons saisir toutes les occasions qui se présentent à nous.

Au cours des six derniers mois, les Canadiens ont été très durement touchés par la COVID-19. En effet, la pandémie a affecté tous les domaines de nos vies. La plupart d'entre nous avons passé de longues périodes enfermés chez nous, coupés de notre famille et de nos amis, n'ayant souvent pas d'autre choix que de communiquer de manière virtuelle, ou par téléphone, ce qui s'est avéré extrêmement difficile pour nos aînés. Tout au long de cette crise, de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi sans qu'ils en soient responsables et, bien plus tragique encore, plusieurs personnes ont perdu des proches ou des gens dont ils s'occupaient.

C'est dans des moments comme celui que nous vivons actuellement que se révèlent le meilleur et le pire côté de chacun. Aujourd'hui, je choisis de mettre l'accent sur le meilleur côté des gens.

Je profite de l'occasion pour remercier les premiers intervenants, qui se précipitent vers le danger que les autres fuient et qui n'hésitent pas à venir en aide à leurs concitoyens. Je remercie les tra-

vailleurs de la santé, comme les médecins, le personnel infirmier, les fournisseurs de soins personnels, les pharmaciens et les employés des maisons de soins infirmiers. Je remercie les travailleurs agricoles, qui cultivent et récoltent les aliments que nous consommons, y compris les agriculteurs, les pêcheurs et les épiciers. Je remercie les camionneurs, qui transportent les biens dont nous avons besoin en cette période. Je remercie les propriétaires de petites entreprises, les entrepreneurs et les innovateurs, qui continuent à prendre des risques et à multiplier les efforts pour offrir des emplois valorisants. Je remercie les personnes qui choisissent de continuer à travailler au salaire minimum malgré le risque accru. Même si d'autres options s'offraient à elles, elles ont fait le choix de garder leur emploi, et je les en félicite. Je remercie les enseignants, tout particulièrement en cette Journée mondiale des enseignants, et je reconnais les énormes défis qu'ils ont dû relever et les ajustements importants qu'ils ont dû apporter pour assurer la sécurité des élèves et le maintien de la qualité de l'éducation. Les enfants seront ainsi bien outillés pour les défis qui les attendent. Je remercie les groupes confessionnels, les organismes à but non lucratif et les autres organisations, comme les banques alimentaires, qui ont fourni des services essentiels et qui ont offert de l'espoir à des personnes parmi les plus désavantagées de la société canadienne et qu'on oublie souvent. Ils poursuivent leur excellent travail malgré la disparition d'une partie des ressources dont ils disposaient. Je tiens à tous les remercier.

Je sais que les Canadiens ont l'impression que la situation est sans fin. Chaque jour amène son lot de nouveaux cas et de nouvelles zones touchées par les éclosons. Malgré ce qu'on peut penser, je tiens à assurer aux députés que la COVID ne durera pas éternellement et que la crise passera. Le Canada et le monde entier passeront à travers cette crise ensemble. Il est important et impératif, maintenant plus que jamais, qu'en tant que Canadiens et pays, nous nous concentrons sur ce dont nous sommes capables plutôt que de nous concentrer continuellement sur le danger qui nous menace. Je pense qu'au milieu de tout le chaos, il y a de l'espoir et des occasions à saisir. Trop souvent, les gouvernements et les populations se concentrent sur les difficultés et sur les aspects négatifs.

Il est temps de parler d'espoir, ainsi que des possibilités et de notre potentiel en tant que peuple. Le discours du Trône des libéraux a été beaucoup plus que décevant à cet égard. Le gouvernement a prévu des dépenses élevées, il a dit un grand nombre de platitudes et il a fait étalage de vertu, mais il a très peu parlé de durabilité et d'une vision d'avenir.

Le premier ministre a eu les six semaines pendant lesquelles le Parlement était prorogé pour tracer la voie à suivre et inspirer confiance à la population canadienne, qui attend si désespérément un plan de lutte contre la COVID et un plan de relance économique. On dirait que le premier ministre, au lieu de se servir de ces six semaines pour élaborer des plans pour l'avenir, a choisi de proroger le Parlement simplement pour fuir les scandales en matière d'éthique qui ne cessaient de se multiplier et qu'il a préparé un discours qui semble être composé des plus grands succès des 20 dernières années dans le domaine des promesses libérales non tenues et des expériences sociales.

L'Adresse

De nombreux Canadiens m'ont fait part de leur déception à l'égard du discours du Trône libéral: des Canadiens qui ont été oubliés dans le discours, des Canadiens qui comprennent la nécessité de prendre soin de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts en ces temps difficiles, mais qui sont tout aussi préoccupés par l'augmentation constante du déficit et de la dette nationale, et des Canadiens qui craignent que leurs enfants doivent rembourser cette dette pendant des années, voire des générations.

• (1245)

Malheureusement, il semble que le désespoir et l'inquiétude soient monnaie courante durant la période que nous traversons.

Le discours du Trône est passé à côté d'une grande occasion, c'est-à-dire l'occasion de parler de notre potentiel en tant que nation et en tant que pays et des possibilités de croissance qui prennent appui sur l'optimisation du potentiel de nos divers secteurs, notamment ceux des ressources, de l'agriculture, de la fabrication et des technologies. J'ai l'impression que si nous parlions de ce potentiel, les Canadiens retrouveraient l'espoir et diraient: « Oui, nous allons nous relever. Nous pouvons faire plus. Le Canada peut se positionner pour ressortir plus fort. » C'est de cela qu'a parlé le chef conservateur.

Les Canadiens savent dans quelle situation nous nous trouvons en ce moment, mais ils savent aussi, dans le fond de leur cœur, qu'un nouveau départ sera possible quand nous aurons traversé cette épreuve. Ils s'attendent que nous, leurs dirigeants, leur présentions une vision qui fait en sorte non seulement que le Canada évolue tout au long de cette crise, mais qu'il soit aussi prêt à saisir les possibilités qui émergeront après celle-ci.

J'ai le privilège de représenter une circonscription qui compte un grand nombre d'agriculteurs et de producteurs agricoles. Grâce à mon nouveau rôle, j'ai aussi eu le privilège de parler à des pêcheurs. J'ai tiré des leçons très précieuses. Je me rappelle que, au plus fort de la crise, nous ne savions pas exactement ce à quoi nous faisons face. Lorsque je me déplaçais dans la circonscription, j'étais rassuré de voir, ce printemps, les agriculteurs retourner dans les champs avec leurs tracteurs pour les semailles et de les voir travailler comme ils l'avaient toujours fait, malgré la période d'incertitude que nous traversons. Il était rassurant de voir des camions circuler sur les routes pour livrer des marchandises destinées aux Canadiens.

Il est rassurant de voir que, même s'ils vivaient dans l'incertitude, ils ont décidé de continuer à travailler. Ils ont décidé de faire leur possible avec les moyens dont ils disposaient. Même s'il y avait beaucoup de choses qui échappaient à leur volonté, ils ont choisi de se spécialiser davantage dans les domaines qu'ils maîtrisaient. Cela me rappelle le vieux proverbe selon lequel celui qui observe le vent ne sèmera point et celui qui regarde les nuages ne moissonnera point. Autrement dit, si nous attendons les conditions parfaites pour agir, nous ne récolterons jamais rien et nous ne reprendrons jamais le travail qui doit être fait à l'heure actuelle.

Les agriculteurs et les pêcheurs peuvent nous faire une leçon très utile, soit que nous devrions persévérer et faire tout ce que nous pouvons. Même si nous ne pouvons pas prédire l'avenir, positionnons-nous pour être en mesure de prospérer de nouveau quand le vent tournera.

En conclusion, cela va passer. Comme l'a écrit un scribe d'antan, « si, le soir, des pleurs subsistent, au matin, la joie éclate ». Je tiens à dire aux gens de Tobique—Mactaquac et du Canada que, bien que

la COVID-19 semble nous faire traverser une longue nuit, le jour approche, et la lumière reviendra. Le moment est venu de faire en sorte que le Canada soit prêt à prospérer et à réaliser tout son potentiel, au lieu de nous concentrer sans cesse sur les périls qui nous entourent.

J'imagine avec optimisme l'avenir brillant qu'aura le Canada, un avenir dans lequel nous investirons dans notre population, nous regarderons au-delà de la crise actuelle et nous affirmerons qu'au Canada, nous pouvons faire pousser ce dont la planète a besoin; nous pouvons produire l'énergie qu'elle souhaite et produire les biens sur lesquels elle compte. Je regarde vers l'avenir rempli d'espoir.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député, car j'estime que nous avons de bonnes raisons de garder espoir et d'être reconnaissants.

Il a parlé des agriculteurs, des producteurs agroalimentaires, des camionneurs qui assurent l'approvisionnement des épiceries, des chauffeurs de taxi qui amènent les malades à l'hôpital ou qui conduisent les gens à l'épicerie pour que ceux-ci se procurent les biens de première nécessité dont ils ont besoin, et des premiers intervenants, comme le personnel infirmier qui travaille aux urgences ou les policiers qui patrouillent dans les rues. Tous ces gens fournissent beaucoup d'efforts, comme tant d'autres personnes, et nous leur disons merci. Qu'ils soient de l'extérieur ou à but non lucratif, les organismes aussi participent aux efforts, et nous leur en sommes reconnaissants.

Mon collègue pourrait-il nous parler plus longuement de toute la bienveillance dont nous sommes témoins depuis le début de la crise?

• (1250)

M. Richard Bragdon: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. Cette crise a eu son lot de héros méconnus. Je pense à ceux qui œuvrent dans le secteur sans but lucratif ou dans les banques alimentaires pour contribuer à répondre aux besoins essentiels de la population. Il arrive souvent que ce travail ne soit pas remarqué ou qu'on n'y pense pas, mais beaucoup de gens dans le secteur confessionnel, dans le secteur caritatif et dans le secteur sans but lucratif ont dû poursuivre leur bon travail, malgré la réduction de leurs budgets et de leurs ressources. Cela en dit long sur la nature de ces organisations et des gens qui les composent, qui continuent de travailler et de faire ce qui s'impose dans des circonstances loin d'être idéales.

Nous pouvons tirer une grande leçon de tous ces gens en tant que peuple et en tant que pays: poursuivons notre travail, malgré l'incertitude et les difficultés. Nous continuerons à nous retrousser les manches avec optimisme et dévouement.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Monsieur le Président, les programmes d'aide sont faits de telle sorte que les agriculteurs doivent quasiment être au bord de la faillite avant de pouvoir en bénéficier.

Mon collègue a-t-il des propositions pour améliorer ces programmes et faire en sorte que tant la relève que les vieux routiers de l'agriculture puissent bénéficier de l'aide dont ils ont tant besoin, surtout après avoir vu leur production pourrir dans les champs cette année?

*L'Adresse**[Traduction]*

M. Richard Bragdon: Monsieur le Président, je conviens, comme la députée, que le gouvernement actuel doit faire de l'agriculture une priorité beaucoup plus importante. Il faudrait en faire l'une des plus grandes priorités plutôt que quelque chose de secondaire. La sécurité alimentaire est si importante. Il ne faut pas aider les agriculteurs seulement en dernier recours. Il faut plutôt être un partenaire efficace de manière à ce que le secteur agricole puisse prospérer partout au pays, car nous savons que la demande mondiale en aliments ira seulement en augmentant. Le Canada a une excellente réputation à l'échelle mondiale en tant que fournisseur de produits agricoles et alimentaires de première qualité.

Nous devons être en mesure de tirer profit de cette situation et de ce potentiel, et nous devons travailler avec les agriculteurs et les intervenants afin de faire du secteur agricole un secteur prioritaire et d'assurer sa réussite après la pandémie de COVID-19. Il n'y a aucune raison de ne pas le faire.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, il fait bon de siéger de nouveau à la Chambre depuis la circonscription de North Okanagan—Shuswap, en Colombie-Britannique. Étant donné la prorogation du Parlement, nous n'avons pas eu beaucoup l'occasion de le faire.

J'aimerais en profiter pour remercier le député de Tobique—Mactaquac de mentionner les agriculteurs. J'aimerais connaître son opinion sur la réponse du gouvernement à la COVID et sur le fait que les producteurs n'ont pas pu faire entrer des travailleurs agricoles saisonniers au pays. Les propriétaires de verger et d'exploitation agricole de la circonscription de North Okanagan—Shuswap ont eu beaucoup de mal à faire tailler leurs arbres et à procéder aux récoltes. J'aimerais entendre les observations du député sur le sujet.

M. Richard Bragdon: Monsieur le Président, le député a tout à fait raison. Assurément, on a tardé à réagir en ce qui concerne les travailleurs saisonniers et les travailleurs étrangers temporaires dont on avait besoin durant cette période afin d'assurer la sécurité alimentaire et la poursuite des activités agricoles nécessaires. Tout au long de la pandémie, le secteur agricole, dans son ensemble, ne s'est pas vu accorder la priorité.

Je crois que les Canadiens ont ici une très belle occasion de positionner le secteur agricole afin qu'il réussisse et prospère, en en faisant une priorité, en le mettant au haut de la liste dans les négociations commerciales et en veillant à ce qu'il soit présent alors que nous nous positionnons pour l'avenir, après la pandémie de COVID-19. Le monde veut acheter les aliments canadiens. Faisons en sorte que les formidables producteurs du Canada soient en mesure d'en profiter.

• (1255)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône et de ses conséquences pour les habitants de la circonscription de Kenora et pour ceux dans tout le Nord de l'Ontario. Malheureusement, le discours du gouvernement libéral a montré une chose de manière excessivement claire: le gouvernement n'a aucun plan pour aider notre pays à sortir de cette pandémie. Le discours promettait beaucoup de nouvelles dépenses et refaisait beaucoup de promesses déjà désavouées par le gouvernement dans le passé. De fait, le gouvernement n'a aucun plan pour relancer notre économie ni pour régler la crise sanitaire ni pour aider le Nord.

La lente réponse des libéraux a coûté leurs emplois à certains Canadiens et leur vie à d'autres, et le gouvernement semble déterminé à suivre la même approche vouée à l'échec. Le discours ne contenait aucune promesse d'augmenter les transferts de santé aux provinces, aucun plan pour accroître l'accès aux tests et aucun calendrier pour l'approbation des tests rapides à domicile. La réponse du gouvernement à la pandémie a été aussi lente dans les communautés autochtones du Nord et il n'a pas réussi à fournir une aide adéquate en temps utile.

Comme je l'ai déjà dit, rien n'a été prévu pour relancer l'économie. D'innombrables propriétaires d'entreprises de ma circonscription m'ont dit que les programmes d'aide fédéraux mis en place par les libéraux ne permettent pas de couvrir leurs frais ou de recouvrer la moindre perte. Le gouvernement s'engage maintenant à réformer le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et le Programme de crédit aux entreprises, et j'ai très hâte de voir la forme que cela prendra.

Le Parti conservateur a exposé de nombreuses lacunes du plan de lutte contre la pandémie du gouvernement depuis le début de la crise. Nous savons que les libéraux auraient pu et dû agir bien plus rapidement qu'ils ne l'ont fait. Il n'était certes pas nécessaire de proroger le Parlement. Nous soulignons que la suspension de six semaines n'avait aucunement comme but d'aider les habitants du Nord ou les Canadiens. Elle visait uniquement à étouffer les scandales des libéraux.

Le pays tente de se remettre sur pied après avoir subi les répercussions dévastatrices de la COVID-19, mais nous savons que près d'un million de Canadiens sont actuellement sur le chômage à cause des agissements du gouvernement. Maintenant, le gouvernement prétend qu'il sera en mesure de créer un million de nouveaux emplois grâce à de nouvelles mesures. Je parle ici d'un gouvernement qui a aussi promis de planter deux milliards d'arbres et qui, nous le savons, n'a pas encore donné un seul coup de pelle, alors qu'on me pardonne d'être réticent à croire ses promesses.

En ce moment, les habitants du Nord et tous les Canadiens ont besoin d'un plan qui permettra aux petites entreprises et au secteur privé de recommencer à croître et à prospérer. Or, si l'on en croit le discours du Trône, les libéraux continueront de faire des dépenses irréfléchies à un moment où le gouvernement devrait faire preuve d'une grande prudence quant à l'utilisation des fonds publics. S'il y a bien une chose que les vaillantes familles et entreprises n'ont pas besoin à l'heure où elles commencent à se reprendre pied après la crise, c'est de se voir imposer un énorme fardeau fiscal pour payer les dépenses excessives des libéraux.

Soyons clairs. La situation actuelle est exceptionnelle. De nombreux Canadiens sont au chômage, sont sous-employés ou ont du mal à maintenir leur entreprise à flot pour des raisons indépendantes de leur volonté. Ils ont besoin d'aide pour traverser cette période difficile. Voilà pourquoi les conservateurs ont appuyé une bonne partie des programmes qui ont été créés. Nous avons appuyé la prestation d'urgence et l'aide aux étudiants. En outre, nous avons convaincu le gouvernement d'offrir un supplément de revenu aux Canadiens qui retournent au travail progressivement afin que le retour au travail demeure financièrement avantageux. Le gouvernement a intégré ce supplément à la Prestation canadienne de relance économique.

L'Adresse

Nous avons également fait pression auprès du gouvernement afin qu'il réforme ses programmes de soutien aux entreprises et qu'il augmente et accélère le soutien pour un plus grand nombre de Canadiens. Cela dit, nous savons que, si nous voulons que le filet de sécurité sociale demeure viable pour les générations futures, nous devons dépenser de manière responsable. Encore et encore, les libéraux montrent qu'ils ne savent absolument pas comment établir les priorités pour ce qui est de dépenser l'argent des contribuables. Ils préfèrent remettre des millions de dollars à leurs amis bien branchés plutôt qu'investir dans des projets légitimes pour aider les Canadiens.

Le gouvernement libéral montre également qu'il ne se soucie pas des enjeux qui comptent pour les communautés autochtones et les personnes qui habitent dans le Nord, par exemple en oubliant sa promesse de mettre fin aux avis d'ébullition de l'eau potable dans les réserves. D'ailleurs, il n'en a même pas été question dans le discours du Trône. Ce que les libéraux se sont contentés de faire, c'est de réitérer de vieux engagements comme ceux concernant les lacunes en matière d'infrastructure, l'insécurité alimentaire ou l'accès à Internet, mais le gouvernement a déjà fait des promesses sur ces enjeux et, après cinq ans de règne libéral, très peu de progrès ont été réalisés. Les habitants de ma circonscription, Kenora, ainsi que ceux des territoires et de l'ensemble du Nord canadien ne s'attendent pas vraiment à ce que ces promesses se concrétisent.

• (1300)

J'aimerais aborder par exemple la question de l'accès Internet dans les localités du Nord. C'est un dossier que j'essaie de faire avancer depuis que j'ai été élu il y a près d'un an. Il s'agit d'une question qui était prioritaire pour bien des gens dans ma circonscription, et partout au pays, bien avant que je sois élu, mais les libéraux n'ont pas fait grand-chose à cet égard. Les lacunes dans ce domaine constituent un désavantage particulièrement pour les résidents du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. Nous sommes maintenant en situation de pandémie, ce qui oblige beaucoup de gens à travailler, à suivre des cours et, peut-être même, à offrir des services gouvernementaux de la maison, et ce, alors que le gouvernement libéral n'a rien annoncé de concret sur ce qu'il allait faire pour les y aider. Comme je suis en train de prononcer cette allocution devant la Chambre des communes à distance, je pense que la nécessité d'un service à large bande fiable est on ne peut plus évidente.

C'est pourquoi, en mai dernier, le Parti conservateur a présenté une liste de recommandations visant à étendre la connectivité Internet partout au Canada, y compris dans les régions rurales, éloignées et nordiques. Il s'agit de politiques concrètes et sensées qui amèneraient des solutions à court et long termes. Nous cherchons diverses pistes de solutions, notamment des façons d'accroître la concurrence et d'améliorer les services. Je crois que, s'il veut remplir ses promesses concernant la haute vitesse, le gouvernement pourrait commencer par mettre immédiatement en œuvre plusieurs des politiques et solutions que nous avons proposées et réduire le fardeau administratif qui accable les fournisseurs qui veulent déployer différentes solutions novatrices. Malheureusement, si le gouvernement n'agit pas rapidement, de nombreux résidents des régions rurales, éloignées et nordiques du pays seront laissés pour compte.

Je dois également dire que j'étais heureux d'entendre, dans le discours du Trône, le gouvernement libéral enfin reconnaître que le secteur du tourisme a besoin d'aide. Des députés de tous les partis demandent cette aide depuis le début de la crise et les libéraux ne

semblaient pas vouloir agir. J'ai signé une lettre conjointe avec un collègue du NPD et même un collègue du Parti libéral pour demander au gouvernement de venir en aide au secteur du tourisme. Nous n'avons toujours pas obtenu de réponse.

Pendant ce temps, les exploitants d'entreprise touristique de la circonscription de Kenora et de partout dans le Nord ont perdu leur saison estivale. Ils ont dû faire des mises à pied et beaucoup risquent de perdre carrément leur entreprise. Franchement, beaucoup ont également gaspillé des capitaux en frais généraux et de démarrage pour une saison estivale qui ne s'est jamais concrétisée, en partie parce que le gouvernement n'a jamais énoncé clairement combien de temps les frontières allaient rester fermées. J'espère sincèrement que le gouvernement finira par se montrer à la hauteur et leur viendra en aide. Quoique je crains que, pour beaucoup d'entre eux, ce sera trop peu, trop tard.

Le discours du Trône mentionne la sécurité alimentaire, mais l'absence de détails augure bien mal. Si les libéraux prennent réellement au sérieux la sécurité alimentaire et la réduction des coûts de livraison dans le Nord, ils doivent investir des sommes considérables dans les transports et l'infrastructure. Les programmes et les structures que le gouvernement a en place à l'heure actuelle font que l'insécurité alimentaire est en fait plus répandue qu'avant dans les trois territoires, de même que dans de nombreuses collectivités autochtones ou du Nord comme celles de ma circonscription.

C'est pourquoi le développement économique, et plus particulièrement le développement économique du Nord, doit être au centre des préoccupations de notre pays. Qu'il s'agisse des ressources naturelles, des transports ou du tourisme, le Nord du Canada a le potentiel d'être le moteur de notre reprise économique et de générer les revenus nécessaires pour régler la question de l'insécurité alimentaire. Malheureusement, ces détails étaient absents du discours du Trône. En fait, l'une des seules choses que les libéraux ont indiquées clairement, c'est qu'ils espèrent limiter encore davantage les droits relatifs aux armes à feu, ce qui constitue une attaque directe contre le mode de vie des communautés nordiques et autochtones.

Alors que nous commençons une nouvelle session parlementaire, j'espérais que le gouvernement libéral présenterait un nouveau plan pour sortir le Canada de cette crise. Aujourd'hui, il m'apparaît évident qu'il n'en a aucun.

Le Nord du Canada est une région riche de possibilités, mais cela fait des années que le gouvernement essaie de détruire l'économie du Nord et se montre incapable de fournir des logements décentes et des services sociaux adaptés. Le Parti conservateur continuera de demander des comptes aux libéraux et de se présenter comme un gouvernement en puissance compatissant et éthique. Nous nous battons pour obtenir une réponse plus énergique à cette crise sanitaire partout au Canada et pour que les régions du Nord aient les outils et l'aide dont elles ont besoin.

Nous allons remettre notre économie sur les rails. Nous donnerons aux petites entreprises les moyens de prospérer en ces temps de difficultés sans précédent. Comme toujours, nous continuerons d'être les porte-parole du Nord du Canada.

L'Adresse

• (1305)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne voudrais pas que le député donne une fausse impression: le gouvernement n'a absolument pas laissé tomber l'industrie du tourisme. Nous reconnaissons le fait que des industries ont été plus touchées que d'autres. Le gouvernement, en collaboration avec tous les autres ordres de gouvernement, a pris des mesures très concrètes. Il y a quelques semaines, j'ai parlé à un propriétaire d'hôtel qui m'a exprimé toute sa reconnaissance envers le gouvernement fédéral pour les programmes qu'il a offerts. Il a ainsi pu garder son hôtel ouvert. Il faut soutenir les industries au moyen de programmes, comme la subvention salariale, qui a littéralement sauvé des milliers d'emplois et protégé de nombreuses entreprises.

Je me demande si mon collègue voudrait commenter l'excellent travail qui a été fait non seulement par Ottawa, mais aussi par les provinces et d'autres intervenants, pour protéger l'industrie touristique canadienne qui a un énorme potentiel, que l'on pense à aujourd'hui ou à l'avenir.

M. Eric Melillo: Monsieur le Président, j'inviterais le député de Winnipeg-Nord à venir se promener dans ma circonscription pour s'adresser à quelques propriétaires et exploitants d'entreprises touristiques du Nord de l'Ontario, qui seraient sûrement en désaccord avec sa déclaration et avec le fait que le gouvernement les a soutenus.

J'ai posé des questions à la Chambre. J'ai rédigé des lettres. J'ai eu des conversations avec divers ministres à propos des problèmes qui affligent les exploitants d'entreprises touristiques partout dans le Nord de l'Ontario et au Canada. J'ai même cosigné une lettre avec le député de Thunder Bay—Rainy River, qui est un collègue du député de Winnipeg-Nord, et le gouvernement n'y a toujours pas répondu. Partout dans le Nord de l'Ontario, des propriétaires d'entreprises ont du mal à joindre les deux bouts et risquent de ne pas survivre jusqu'à la prochaine saison. Je dois donc être en désaccord avec le député à ce sujet.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, en introduction à son discours, mon collègue a parlé des transferts en soins de santé et des revendications des provinces. Malheureusement, ces dernières n'ont pas obtenu de réponse de la part du gouvernement à cet égard.

C'est étrange, parce que nous avons eu cette discussion avec le député de Chicoutimi—Le Fjord la semaine dernière. Quand nous lui avons demandé s'il était prêt à s'engager à hausser les transferts en soins de santé à 35 %, il a répondu qu'il s'agissait d'un chiffre inventé. J'aimerais donc donner à mon collègue l'occasion de revenir sur les propositions du Parti conservateur. Les provinces demandent que les transferts en soins de santé soient augmentés à 35 %.

Si le Parti conservateur devait former le gouvernement un jour ou l'autre, s'engagerait-il à hausser les transferts en soins de santé à 35 %?

M. Eric Melillo: Monsieur le Président, je remercie mon collègue du Bloc québécois de sa bonne question.

[Traduction]

Je veux qu'il soit clair que c'est le gouvernement libéral qui, dans cette situation, n'a pas répondu aux préoccupations soulevées par certains premiers ministres provinciaux. Il fuit ses responsabilités à cet égard. Je sais que mon collègue serait d'accord avec moi. Comme nous avons malheureusement pu le constater à maintes reprises, il s'agit d'un problème récurrent chez les libéraux. Ils font de beaux discours, mais ils ont déjà réduit les transferts en santé. Tristement, nous ne croyons pas qu'ils assument leurs responsabilités pour fournir le soutien requis.

• (1310)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, il y a une brève allusion au besoin d'accorder une indemnisation complète et équitable aux secteurs soumis à la gestion de l'offre en raison des accords commerciaux conclus par les libéraux, qui ont eu pour effet de diminuer la part de marché intérieur détenu par ces secteurs. Je me demande si le député peut nous dire s'il y a des producteurs laitiers, des producteurs d'œufs ou des éleveurs de volaille dans sa circonscription, et à quel point il est important que le gouvernement libéral tienne les promesses qu'il a faites à la fois dans le budget de 2019 et à de nombreuses occasions déjà cette année. Nous sommes maintenant en octobre, et les agriculteurs attendent toujours qu'on leur verse une indemnisation. Cela a des répercussions sur les petites collectivités dans l'ensemble du Canada. Il est primordial que nous tenions les promesses que nous faisons aux Canadiens lorsque nous prenons la parole dans cette enceinte.

M. Eric Melillo: Monsieur le Président, le député a parlé de commerce. À ce sujet, je dirai que les habitants de ma circonscription se soucient énormément du secteur forestier.

Malheureusement, comme nous avons pu le constater, le gouvernement n'a pas réussi à conclure des accords commerciaux qui permettent d'acheminer le bois d'œuvre canadien aux marchés et de soutenir l'industrie forestière du Canada. Je sais que nous avons tous des efforts à faire dans ce dossier. Il s'agit d'un secteur de l'économie qui peut générer énormément de revenus, qui a des retombées positives pour l'environnement et qui joue un rôle crucial dans nos efforts visant à relancer l'économie du Canada.

[Français]

M. Greg Fergus (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et de la ministre du Gouvernement numérique, Lib.): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que j'ai la chance de m'adresser à vous en personne depuis le discours du Trône, je vous souhaite la bienvenue à la Chambre. C'est avec plaisir que je vois que vous avez repris votre fauteuil pour présider le débat.

Avant de commencer, j'aimerais dire que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Scarborough-Centre. Nous sommes collègues depuis 2015, et je sais qu'elle a certainement beaucoup de choses à dire et qu'elle représente très bien ses concitoyennes et ses concitoyens à la Chambre des communes.

J'aimerais offrir mon appui, mon soutien, au gouvernement relativement au discours du Trône. À mon avis, le discours du Trône a extrêmement bien ciblé les enjeux qui sont très importants pour les Canadiens. Ce n'est pas ce qui nous arrive qui est important, c'est notre façon de réagir. Je suis fier du gouvernement minoritaire, parce qu'il a agi. C'est parfois difficile de laisser tomber ses instincts partisans, mais, au bout du compte, je suis fier que les députés et les députées se soient réunis pour s'assurer que les Canadiens reçoivent l'appui et le soutien dont ils ont besoin durant la crise sanitaire.

Le discours du Trône comporte quatre grands axes qui définissent les priorités du gouvernement. La priorité ultime est de protéger les Canadiens contre la COVID-19. La deuxième est de savoir comment le gouvernement peut soutenir les Canadiens durant la pandémie. La troisième est de mieux rebâtir le Canada. En effet, nous ne voulons pas reproduire les inégalités qui existaient; nous voulons créer un pays plus durable, une société plus cohérente et plus forte. Pour cela, il faut inclure les femmes, les hommes, les Autochtones, les personnes issues des communautés culturelles et les Canadiens noirs. Nous voulons que tout le monde travaille ensemble afin de créer un meilleur Canada. Enfin, la quatrième priorité est de savoir quel genre de Canada nous voulons défendre et promouvoir. Je suis très fier de tout ce que nous avons fait.

J'aimerais maintenant concentrer mes remarques sur deux éléments qui démontrent l'importance du discours du Trône.

Le premier est la façon dont le gouvernement a décidé d'agir pour soutenir les Canadiens, pour redonner confiance aux Canadiens. Pour contrer la crise sanitaire, le gouvernement encourage les gens à rester à la maison. S'ils doivent sortir de la maison, ils doivent pratiquer la distanciation sociale. Comme on le sait, cela va avoir des effets dévastateurs sur notre économie. Or cela est nécessaire. En effet, pour que l'économie soit forte, il faut que les gens soient en santé et qu'ils puissent pratiquer leurs activités quotidiennes de façon sécuritaire.

Je suis très fier de la façon dont le gouvernement a agi. Je prêche pour ma paroisse, car je suis le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et de la ministre du Gouvernement numérique, mais je dois dire que je suis très fier du travail que les fonctionnaires ont fait pour s'assurer que les Canadiens peuvent avoir le soutien dont ils ont besoin. Il ne faut pas oublier que les fonctionnaires ont dû affronter la pandémie eux aussi.

• (1315)

Ces fonctionnaires ont dû quitter leurs tours de bureaux, surtout ici, dans la région de la capitale nationale, pour rentrer chez eux, s'occuper de leurs familles, s'occuper de leurs parents, se protéger et réduire la propagation du virus. Je l'avoue, nous n'étions pas tout à fait prêts à accommoder des dizaines de milliers de fonctionnaires pour qu'ils travaillent de la maison. Je dois dire que cela s'est fait grâce au dévouement des fonctionnaires, ces femmes et ces hommes qui ont choisi d'être au service de leurs concitoyens en se joignant à la fonction publique. Le 12 mars, ils ne savaient pas qu'ils se trouveraient dans une telle situation. Dès le 13 mars, ils ont rapidement pris le taureau par les cornes pour s'assurer de pouvoir offrir des services aux Canadiens. Les gens qui travaillent pour les services numériques du gouvernement canadien ont rapidement compris qu'ils devaient créer l'infrastructure nécessaire pour accommoder ces dizaines de milliers de fonctionnaires qui, du jour au lendemain, ont dû travailler de la maison. C'était incroyable. Ils ont accru la capacité de notre gouvernement à fournir des services. Ils

L'Adresse

sont passés au numérique, à l'Internet, d'une façon sécuritaire. Ils ont fourni des services.

Ils ont entièrement créé le système de la Prestation canadienne d'urgence, et ce, presque du jour au lendemain, soit en quelques fins de semaine, pour offrir un soutien financier à plus de 8 millions de Canadiens. En quelques semaines, ils ont créé un système numérique sécuritaire qui a aidé beaucoup de Canadiens. C'était incroyable. Au nom de tous les parlementaires et de tous mes concitoyens, je lève mon chapeau à nos fonctionnaires pour le travail qu'ils ont accompli.

Il ne me reste que peu de temps. Mes prochains commentaires porteront sur une autre partie du discours du Trône qui me touche particulièrement et profondément. Il s'agit des mesures que nous avons prises pour éliminer le racisme envers les Noirs et lutter contre la discrimination systémique qui existe au Canada.

Je suis très fier du travail que le gouvernement a fait et des priorités qui ont été établies par le Caucus des parlementaires noirs. Ce caucus est composé de députés de la Chambre des communes, de sénateurs indépendants et de gens de toutes les formations politiques. Nous avons déterminé ces mesures et nous avons également demandé l'appui de nos alliés. La moitié des parlementaires ont immédiatement ajouté leur nom et je sais que presque toute l'autre moitié a appuyé notre travail.

Avec le consensus qui existe au Parlement, je suis fier de voir que toutes les mesures et les grandes rubriques que nous avons établies se trouvent dans le discours du Trône. Il s'agit notamment de l'importance d'avoir des données désagrégées, des mesures économiques pour soutenir les entrepreneurs noirs partout au Canada et des mesures pour l'intégration des Noirs dans la fonction publique et dans les sociétés privées.

• (1320)

La valorisation de notre héritage et de notre contribution à notre patrimoine était très forte. Pour toutes ces raisons, je suis fier d'appuyer fermement le discours du Trône.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, je tiens à saluer mon honorable collègue.

J'ai le plaisir d'être le porte-parole de mon parti pour ce qui est du Conseil du Trésor. J'aurai donc probablement l'occasion d'échanger à plusieurs reprises avec mon collègue d'en face.

Je me demande comment, quand on est secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, on peut accepter que le gouvernement utilise toutes sortes de subterfuges pour empêcher les Canadiens d'avoir accès à ses données et à ses chiffres et pour les empêcher d'étudier ses dépenses en toute connaissance de cause.

Nous sommes en pleine pandémie et le gouvernement dépense des sommes astronomiques. Il doit dépenser pour faire fonctionner l'État et pour permettre aux gens de travailler à domicile. Il y a donc beaucoup de dépenses, dont certaines sont nécessaires. Cependant, nous ne savons pas ce qu'il en est pour les autres puisque nous n'avons pas eu l'occasion de les étudier.

Comment le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor peut-il accepter une telle attitude de la part d'un gouvernement qui manque de transparence?

M. Greg Ferguson: Monsieur le Président, j'aimerais saluer mon collègue de l'Estrie et le remercier de sa question. Je dois cependant complètement rejeter ses prémisses.

L'Adresse

Contre vents et marées, le Parlement a pris des moyens pour s'assurer de pouvoir fonctionner même en période de pandémie, afin d'examiner les dépenses du gouvernement. C'est par consensus que tous les députés de ce Parlement ont pu poser des questions aux ministres et obtenir des réponses, et qu'ils ont pu améliorer les projets de loi qui autorisent les dépenses de ce gouvernement minoritaire.

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours de mon collègue de Hull—Aylmer. J'en ai retenu qu'il est rempli de fierté.

Je ne pense pas qu'il puisse être fier de la performance de son gouvernement dans le dossier de l'accès à Internet haute vitesse. Un grand nombre de Québécois et de Canadiens n'ont pas encore cet accès, ce qui les empêche de télétravailler en ces temps de pandémie.

Ce matin, je discutais avec une préfète de ma MRC. Elle dit se sentir complètement larguée par le gouvernement puisque l'entente avec Québec n'est pas encore conclue et qu'elle ne dispose pas des nouvelles sommes requises pour brancher davantage de personnes à Internet haute vitesse.

J'aimerais que mon collègue m'explique sa fierté alors que nous savons qu'un grand nombre de Québécois et de Canadiens n'ont toujours pas accès à Internet haute vitesse aujourd'hui.

• (1325)

M. Greg Fergus: Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de sa question. Cependant, je dois encore rectifier le tir.

Le gouvernement fédéral a annoncé à plusieurs occasions des investissements accrus pour assurer l'accès à Internet haute vitesse dans les régions rurales. Nous avons conclu des accords avec plusieurs provinces afin de nous assurer de travailler main dans la main pour offrir ces services.

Je sais que des discussions sont en cours avec le gouvernement du Québec. J'espère que mon honorable collègue pourra nous aider à convaincre le gouvernement du Québec de faire un bout de chemin avec nous afin d'assurer que tout le monde pourra profiter des avantages de cette nouvelle économie qui dépend du numérique.

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, dans son intervention, le député a affirmé que la réponse à la COVID-19 n'a pas été teintée de partisanerie, et je suis d'accord avec lui. Je le remercie de son leadership et de son travail au sein du Caucus des parlementaires noirs, ce fut historique.

Ce caucus a produit un document qui lui aussi est historique. Il proposait au gouvernement un cadre législatif pour s'attaquer réellement au racisme anti-Noirs. Toutefois, après avoir lu le discours du Trône, il semble que la réalisation de ce rêve a encore une fois été reportée. Il semble que les Canadiens d'origine africaine continuent d'être laissés pour compte, que ce soit par les plus hauts tribunaux du pays, les chaires nationales de recherche ou les échelons supérieurs de la fonction publique.

Compte tenu des nombreux éléments manquants dans le discours du Trône, quelles mesures importantes de la déclaration du Caucus des parlementaires noirs le gouvernement devrait-il s'efforcer de réaliser en priorité et sans tarder pour réellement commencer à éradiquer le racisme anti-Noirs, selon le député?

M. Greg Fergus: Monsieur le Président, je remercie le député d'Hamilton-Centre de son travail au sein du caucus des Noirs de la Chambre pour rédiger ce qu'il a appelé, à juste raison, le document historique produit en juin dernier.

Le député sera heureux de constater que toutes les grandes lignes de notre document font désormais l'objet de politiques et de priorités du gouvernement. C'est ce qu'est un discours du Trône: un plan directeur pour les actions du gouvernement au cours de la législature. Je suis ravi qu'il renferme toutes les grandes questions que nous avons soulevées. Le député a raison de dire que la communauté est impatiente de nous voir agir.

Le gouvernement a versé une bonne mise de fonds pour une mesure économique annoncée le 8 septembre, le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, un partenariat de 221 millions de dollars entre les secteurs privé et public. Statistique Canada s'est engagé à fournir des données désagrégées, ce qui est particulièrement important, car on ne peut pas changer ce que l'on ne peut pas mesurer. Ces deux actions, qui font partie des cinq choses que nous voulions obtenir, représentent une bonne mise de fonds.

Je m'attends à ce que le député et tous les Canadiens continuent de déployer des efforts dans cette voie.

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord dire que je suis heureuse d'être de retour dans cette enceinte pour la première fois depuis le mois de mars. Il est très important que nous puissions participer aux travaux de cette assemblée, que ce soit à distance ou en personne, au nom des gens de nos circonscriptions, et ce, de façon sûre et dans le respect des directives en matière de santé publique. Je remercie le personnel de la Chambre des communes, qui a travaillé très fort en mettant en place les mesures nécessaires pour que le Parlement puisse reprendre ses travaux de manière sécuritaire, et je remercie également tous les partis d'avoir collaboré afin que nous puissions nous réunir de nouveau ici.

Notre pays et le monde entier ont connu une période difficile depuis la dernière fois que nombre d'entre nous sont venus ici, en mars. Les Canadiens ont uni leurs efforts pour composer avec les difficultés liées à la première vague de la pandémie de COVID-19. Puisque des entreprises ont dû fermer leurs portes et que des gens ont dû rester à la maison, le gouvernement a mis en place des programmes pour aider les personnes et les entreprises à composer avec une baisse de revenu et d'activité. Je suis fière de la célérité avec laquelle les fonctionnaires sont intervenus pour concevoir et lancer des programmes comme la Prestation canadienne d'urgence afin d'aider les gens qui en avaient le plus besoin. Je suis fière de la façon dont les Canadiens ont réagi en aidant les banques alimentaires locales et en offrant leur soutien aux premiers intervenants.

Aucun plan d'intervention ne sera jamais parfait. Nous devons tirer les leçons qui s'imposent de la pandémie, qui est d'ailleurs loin d'être terminée. Certaines parties du pays sont en plein dans la deuxième vague. Ici à Ottawa et chez moi, à Toronto, le nombre de cas est en hausse. Nous ne pouvons pas nous permettre de suivre négligemment les directives de la Santé publique.

L'Adresse

J'aimerais aujourd'hui parler du discours du Trône, dans lequel le gouvernement fait part de ses intentions. Il y explique ce qu'il entend faire pour surmonter les obstacles que la pandémie dresse sur son chemin, mais il précise aussi qu'il commence déjà à penser à la reprise et au Canada que nous devons rebâtir — un Canada plus fort et plus résilient. Personnellement, s'il y a une chose qui est claire, c'est que toutes les décisions que nous prendrons pour aider les Canadiens et relancer l'économie devront être prises dans une perspective intersectionnelle et tenir compte des répercussions sur les femmes, car tout le monde n'a pas été touché également par la COVID-19.

Les données produites par la Ville de Toronto nous apprennent qu'il y a beaucoup plus de cas parmi la population noire et les personnes de couleur que dans la population en général. Il y a également un lien avec le revenu familial, puisque le nombre de cas est beaucoup plus élevé parmi les personnes gagnant moins de 30 000 \$. Les personnes bien nanties qui ont la possibilité de travailler de la maison peuvent plus aisément limiter leur exposition à la maladie, tandis que celles à faible revenu, qui sont souvent issues d'un groupe minoritaire, du moins à Toronto, occupent souvent un emploi qui les oblige à sortir de chez elles et à prendre les transports en commun. Les serveurs, les commis d'épicerie et les chauffeurs de taxi, dont nous dépendons tous, ont rarement le privilège de pouvoir demeurer à la maison.

Nous devons aussi examiner quelles ont été les répercussions de la pandémie sur les femmes. Les femmes se trouvent en première ligne de la pandémie, puisque certains domaines sont principalement féminins. C'est le cas des infirmières, des techniciennes de laboratoire, des préposées aux soins à la maison et des préposées aux services de soutien. Quand les gens ont commencé à retourner au travail pendant l'été, les hommes étaient plus nombreux que les femmes à retourner travailler. Comme l'a dit l'économiste Armine Yalnizyan, les données sur la population active de mai publiées par Statistique Canada montrent que la reprise était davantage masculine que féminine. En juillet, le Comité permanent de la condition féminine s'est réuni pour examiner les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les femmes. L'un des principaux messages portait sur l'importance des services de garde.

Si les parents n'ont pas accès à des services de garde sécuritaires et abordables, ils ne pourront pas retourner travailler tous les deux, et c'est généralement la femme qui restera à la maison pour s'occuper des enfants ou des grands-parents vieillissants. Quant aux parents en situation monoparentale, ils n'ont souvent aucune option. Je suis donc ravie que le gouvernement s'engage à faire un investissement important, soutenu et à long terme dans la mise en place d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada.

• (1330)

Nous ne pouvons pas permettre qu'un manque de services de garde empêche les parents de réintégrer le marché du travail. Je salue également l'engagement à adopter un plan d'action pour favoriser la participation des femmes à l'économie et à prendre des mesures féministes intersectionnelles concernant la pandémie et la relance économique. Nous devons songer aux besoins des différents Canadiens et faire entendre la diversité de leurs voix dans un groupe de travail composé d'experts.

Les électeurs de ma circonscription m'ont aussi fait part de leurs inquiétudes à l'égard de la sécurité des aînés, surtout dans les établissements de soins de longue durée. Le gouvernement a répondu

à la demande des provinces d'envoyer les membres des Forces armées canadiennes et de la Croix-Rouge pour leur prêter main-forte pendant le pire de la crise.

Il y a un certain nombre d'établissements de soins de longue durée dans ma circonscription. Malgré le travail acharné du personnel, des résidents y sont décédés. Tout décès est tragique, mais de savoir qu'un être cher est décédé sans être entouré de ses proches rend le deuil encore plus difficile. Le gouvernement doit bien pouvoir y faire quelque chose; il le faut. La sécurité des citoyens doit être une priorité. J'appuie l'engagement du gouvernement de travailler avec les provinces et les territoires afin d'établir de nouvelles normes nationales pour les établissements de soins de longue durée et de modifier le Code criminel pour sévir contre les employés qui négligent les personnes âgées dont ils s'occupent. Je m'emploierai à faire entendre la voix des électeurs et des groupes communautaires de ma circonscription dans ce dossier, afin que les travailleurs de ces établissements disposent du soutien nécessaire pour donner aux résidents les soins qu'ils méritent.

La pandémie a également mis en évidence la nécessité de faire preuve de plus d'audace quant à l'engagement du gouvernement de mettre en place un système national d'assurance-médicaments. De nombreux Canadiens n'ont pas les moyens de se procurer les médicaments dont ils ont besoin et beaucoup d'entre eux, qui étaient couverts par les régimes de leurs employeurs, n'y ont plus accès pendant la pandémie. La capacité de se procurer des médicaments ne devrait dépendre ni du porte-monnaie ni du travail. Nous devons accélérer les choses pour faire de l'assurance-médicaments une réalité.

Il faut déployer davantage d'efforts pour lutter contre le racisme systémique au Canada, notamment l'augmentation des attaques haineuses en ligne. Nos communautés ont été ébranlées par une série d'événements survenus récemment. Le mois dernier, un homme innocent, Mohamed-Aslim Zafis, a été tué en face de la mosquée de l'organisation musulmane internationale, à Toronto, par un individu qui, selon toute vraisemblance, entretenait des liens avec un groupe néo-nazi. À la célébration de Rosh hashanah, un père et son fils ont été agressés verbalement lorsqu'une personne leur a lancé des injures antisémites, à l'extérieur d'une synagogue, à Thornhill. Malheureusement, ce ne sont pas des cas isolés. Tous les Canadiens doivent faire front commun pour condamner l'islamophobie, l'antisémitisme et la haine sous toutes ses formes. La stratégie de lutte contre le racisme du Canada doit comprendre la reconnaissance des dangers de la suprématie blanche ainsi qu'un plan pour combattre cette menace grandissante pour la sécurité des Canadiens.

Avant de conclure mon allocution, j'aimerais aborder deux sujets qui sont régulièrement soulevés par les résidents de ma circonscription et qui n'ont pas été énoncés dans le discours du Trône. À mon avis, ces sujets doivent faire partie du plan du gouvernement pour bâtir un Canada plus fort et plus résilient.

L'Adresse

Le premier sujet est l'accès abordable à Internet. Dans le discours du Trône, il a été question de l'accès à Internet haute vitesse pour les collectivités rurales et éloignées. Je sais à quel point cet élément est important. Les habitants de ma circonscription, Scarborough-Centre, ont la chance d'avoir accès à Internet haute vitesse, mais les prix sont si élevés que le service est inabordable, donc, en réalité, ils n'y ont pas accès chez eux. Le gouvernement s'est engagé à réduire les tarifs d'accès à Internet sans fil et il a un plan pour réduire de 25 % le prix des forfaits de services mobiles. Les efforts visant l'abordabilité des services doivent aussi comprendre l'accès à grande échelle à Internet haute vitesse. Je suis consciente que les principaux fournisseurs de services devront améliorer leurs infrastructures et assumer des coûts en capital, mais il n'est pas juste que les Canadiens soient parmi ceux qui paient le plus cher au monde pour ces services. Quand l'accès est inabordable, il n'y a pas d'accès du tout. Nous devons en faire davantage pour réduire les prix.

Le deuxième sujet est la demande d'un revenu de base. Au cours de la pandémie, nous avons compris qu'il était important que les Canadiens aient accès à un soutien de base. La Prestation canadienne d'urgence a été déterminante, car elle a permis d'aider les Canadiens à traverser la première vague alors que l'économie s'est trouvée paralysée et que de nombreuses personnes ont été invitées à rester chez elles. La nécessité de fournir de l'aide ne disparaîtra pas avec la COVID-19.

• (1335)

Dans un pays comme le Canada, il est inacceptable que des gens puissent ne pas avoir un toit et ne puissent pas subvenir à leurs besoins fondamentaux. Je ne crois toutefois pas qu'instaurer un revenu de base soit une panacée. En effet, aucun programme ne peut répondre à tous les défis de la société, et le gouvernement fédéral ne peut pas agir seul. Notre filet de sécurité sociale doit s'appuyer sur différents programmes, à tous les ordres de gouvernement. Il ne servirait d'ailleurs à rien que le gouvernement fédéral offre des prestations si au final les provinces récupèrent une partie de cet argent auprès des contribuables. Nous devons donc adopter une approche globale, et collaborer avec nos partenaires de tous les ordres de gouvernement.

Il est temps de repenser notre filet de sécurité sociale afin de l'adapter à la réalité du XXI^e siècle. Il est temps d'entamer une discussion à l'échelle nationale à propos de la notion de revenu de base, et je souhaite que le gouvernement joue un rôle de chef de file dans ce dialogue.

Je soutiendrai le discours du Trône et je serai la porte-parole de ma circonscription pour exhorter le gouvernement à poursuivre son objectif de faire du Canada un pays plus fort et plus résilient. Unissons nos efforts pour bâtir ce nouveau Canada.

• (1340)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, la députée d'en face a fait remarquer à juste titre que les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par la pandémie, mais pourquoi est-ce le cas, alors que toutes les lois portant sur l'ensemble des programmes mis en œuvre étaient censées faire l'objet d'une analyse comparative entre les sexes?

J'étais présidente du comité de la condition féminine lorsqu'il a rédigé un rapport qui recommandait la prise de mesures économiques. Rien n'a été fait durant trois ans. Un plan d'action figure maintenant dans le discours du Trône. Un rapport a été produit sur la violence faite aux femmes et, là encore, aucune mesure n'a été

prise. Pourtant, nous voici en train d'en parler à nouveau. Il a été question d'autres enjeux qui concernent les femmes au comité sur l'équité salariale, auquel je siégeais, mais aucune mesure n'a été prise.

Pourquoi les Canadiennes devraient-elles croire un mot de ce que dit le gouvernement au sujet de ce qu'il fera pour les femmes?

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de tout ce qu'elle a accompli dans le dossier de l'égalité des sexes.

Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui veut s'attaquer au problème de la violence faite aux femmes et qui croit qu'une relance au féminin sera un gage de reprise économique. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons annoncé un investissement accéléré de 50 milliards de dollars dans les refuges et les maisons de transition pour garantir aux victimes de la violence faite aux femmes l'accès à un hébergement sécuritaire. Pendant la première vague de la pandémie, nous avons également consacré 50 millions de dollars au soutien de ces victimes. En parlant avec les résidents de ma circonscription, j'ai pu constater que cet argent avait eu des effets tangibles et que beaucoup de femmes victimes de violence avaient pu être accueillies dans un refuge.

[Français]

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, on entend beaucoup les libéraux dire à quel point ils sont fiers et on les voit se taper dans le dos. Ils tiennent des propos di-thyrambiques sur le discours du Trône. Or, qu'en est-il en réalité? Ce gouvernement est au pouvoir depuis cinq ans. Qu'a-t-il véritablement fait?

En matière de réduction des gaz à effet de serre, le Canada a signé un contrat à Paris. Or, ces gaz ne sont pas réduits. En fait, on s'éloigne des cibles de Paris et le gouvernement investit encore dans le pétrole plutôt que dans l'énergie verte.

Qu'en est-il de la santé? Le leader du gouvernement à la Chambre des communes dit que c'est lui qui négocie avec le premier ministre du Québec. Il aimerait que le Bloc québécois le laisse tranquille. Cependant, que négocie-t-il? Le premier ministre du Québec lui demande d'augmenter les transferts en santé, car nous sommes en temps de pandémie et nous en avons besoin, mais ce dossier ne bouge pas.

Qu'en est-il des pouvoirs spéciaux du gouvernement? J'entendais mon collègue parler tantôt d'une entente non partisane sur ces pouvoirs spéciaux. Qu'en ont fait les libéraux? Ils ont aidé leurs amis de *WE Charity*. C'est la seule réussite de ce gouvernement depuis le début de son mandat: aider ses amis. C'est scandaleux.

Pouvons-nous nous attendre à des engagements concrets de la part de ce gouvernement, c'est-à-dire des transferts en santé, des budgets pour Internet haute vitesse ou des investissements dans les transports électriques?

Voilà ma question: aurons-nous droit à des engagements concrets ou plutôt à d'autres belles promesses qui n'aboutiront à rien, comme depuis cinq ans?

[Traduction]

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, je suis très fière de faire partie d'un gouvernement qui est engagé dans la lutte contre les changements climatiques et qui y croit. Nous avons accompli beaucoup de travail dans ce dossier au cours de la législature précédente. Nous sommes toujours résolus à atteindre la cible de zéro émission nette d'ici 2050. Comme mentionné dans le discours du Trône, nous allons légiférer sur les objectifs que nous pourrions atteindre d'ici 2050.

Il y a quelques semaines, j'ai accueilli la ministre de l'Infrastructure à Scarborough pour faire une annonce concernant des autobus électriques dans ma circonscription. Nous investissons dans les Canadiens. L'Accord sur la relance sécuritaire est assorti d'une somme de 19 milliards de dollars pour faire en sorte que les provinces et les territoires aient l'équipement de protection individuelle et l'argent nécessaires pour prodiguer les soins de santé et effectuer des tests de dépistage. Nous avons dépensé de grosses sommes pour que de plus en plus de Canadiens puissent avoir accès aux tests de dépistage. Nous continuerons d'investir dans les Canadiens.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NP): Monsieur le Président, je suis content que la députée ait parlé du fait qu'un grand nombre de personnes sont mortes seules durant cette pandémie de COVID-19. Or, les personnes qui font une surdose d'une drogue toxique meurent seules elles aussi. En Colombie-Britannique, les surdoses ont tué cinq fois plus de gens que la COVID-19. Plus de 1 000 personnes sont mortes au cours de trois des quatre dernières années, mais on fait à peine allusion à l'épidémie des opioïdes.

Pourquoi le gouvernement libéral refuse-t-il de dire que la crise des opioïdes constitue une urgence sanitaire nationale? Pourquoi ne tient-il pas compte des appels à la décriminalisation de la part, notamment, des chefs de police? Pourquoi n'accorde-t-il pas les ressources dont tant de collectivités ont besoin pour enfin surmonter cette crise?

• (1345)

Mme Salma Zahid: Monsieur le Président, rien n'est plus important pour le gouvernement que la protection et la sécurité des Canadiens. Au cours des six derniers mois, nous avons fait de notre mieux pour assurer la sécurité des Canadiens et leur offrir des outils pour faire face à la pandémie. J'en suis fière. Nous allons continuer d'investir dans la santé des Canadiens pour pouvoir passer à travers cette pandémie tous ensemble.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de me joindre à mes collègues par vidéoconférence, en direct de Teulon, au Manitoba.

Il s'agit du 11^e discours du Trône qu'il m'a été donné d'entendre depuis mon élection en 2004, et je dois dire qu'il est de loin le moins convaincant d'entre eux. Je l'ai même relu ce matin, et il est rempli de dogmes libéraux. Il porte sur la réingénierie sociale. La seule raison expliquant la décision du premier ministre de proroger le Parlement, compte tenu de ce discours du Trône si peu inspirant, est donc le scandale lié à l'organisme UNIS. La prorogation ne visait pas à revoir le programme gouvernemental. Elle avait plutôt pour but d'étouffer l'affaire et d'empêcher les partis de l'opposition de tenir le gouvernement responsable du scandale et de l'enveloppe de près de 1 milliard de dollars qu'il allait verser à l'organisme UNIS.

L'Adresse

Nous finirons par revenir sur ce sujet au cours de la présente session parlementaire, mais assurons-nous de nous pencher sur tous les problèmes qui affectent toujours les libéraux, tout particulièrement en ce qui concerne sa mauvaise gestion budgétaire et ses conséquences dans le cadre de la crise de la COVID-19.

Nous avons appuyé le gouvernement afin de verser rapidement aux Canadiens les prestations dont ils ont besoin, mais nous nous inscrivons en faux contre la remarque du premier ministre dans le discours du Trône qui laisse entendre que les Canadiens ne devraient pas avoir à porter le fardeau d'une dette que le gouvernement est mieux placé pour soutenir. Selon le premier ministre, sur qui retombe le fardeau de la dette du gouvernement du Canada? Sur les Canadiens.

Nous avons dépassé maintenant un déficit de 350 milliards de dollars pour l'exercice en cours uniquement, soit l'équivalent de 100 000 \$ par homme, femme et enfant de tout le pays. Je ne connais pourtant personne qui ait reçu 100 000 \$ du gouvernement du Canada. Certes, des gens ont obtenu 2 000 \$ par mois dans le cadre de la Prestation canadienne d'urgence et des entreprises ont reçu jusqu'à 40 000 \$ sous forme de prêts remboursables au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Cependant, si nous prenons par exemple une famille de quatre personnes, aucune n'a touché 400 000 \$. Tous ces programmes sont financés sans qu'un budget ait été adopté pour l'exercice en cours. Par conséquent, pour la suite, nous devons demander des comptes au gouvernement et exiger qu'il explique comment les fonds ont été dépensés.

Lorsque je faisais partie du gouvernement Harper et que nous avions des déficits, nous avions un plan pour les régler. Ce plan était fondé sur trois piliers. Il devait être réalisé dans les meilleurs délais, être transparent et être temporaire. Je crains qu'une partie du financement temporaire prévu dans le plan de réingénierie sociale du gouvernement ne se transforme en programmes permanents, ce qui nuirait à la reprise économique du pays et endetterait encore plus les Canadiens, tandis que le gouvernement fédéral continuera d'accumuler des dettes phénoménales qui dépasseront le billion de dollars pour la première fois dans l'histoire du pays. Les mesures doivent être mises en place dans les meilleurs délais. Jusqu'à présent, beaucoup de Canadiens ont dû attendre des mois avant de recevoir des prestations gouvernementales, qui doivent être transparentes.

Il n'y a pas de budget. Lorsque cette crise a débuté et que le Parlement ne siégeait pas, nous savons que le gouvernement a tenté de prendre le contrôle de l'ensemble du Trésor public, sans qu'il y ait de surveillance, afin de s'occuper de la soi-disant relance post-COVID. Comme nous n'en sommes pas encore là, nous devons continuer à envisager l'avenir. En ce moment, toutefois, on constate un recours fréquent aux ententes de confidentialité et à l'expression « question de sécurité nationale » pour essayer de cacher des contrats gouvernementaux à fournisseur unique, comme dans le cas du scandale UNIS, ou plus récemment dans le cas de la fabrication d'équipement de protection individuelle, où le gouvernement a invoqué la sécurité nationale pour cacher un contrat à fournisseur unique pour des masques. Cela n'a aucun sens. Nous devons continuer d'exiger des comptes du gouvernement.

L'Adresse

Il n'y avait rien dans le discours du Trône pour soulager le sentiment d'aliénation qui existe dans l'Ouest. Ici, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, les gens ont vraiment l'impression qu'Ottawa pense toujours avoir raison et que le fédéral n'a rien à faire des gens de l'Ouest. Il ne faut pas laisser ce sentiment se répandre. En tant que députés du Parlement national, nous avons le devoir de tenir compte des besoins de chacune des régions du pays.

• (1350)

La première question du chef conservateur a été de demander au premier ministre ce qu'il allait faire au sujet l'unité nationale face à la montée du sentiment d'aliénation dans l'Ouest et au mouvement souverainiste québécois. Le discours du Trône ne présentait aucun plan à ce sujet.

Le gouvernement ne donne aucun signe de ce qu'il entend faire pour endiguer la crise sanitaire de la COVID-19. Des mois après le début de la pandémie, un test de dépistage rapide vient enfin d'être approuvé. Les pays du G8 avec qui nous entretenons des relations, nos partenaires de l'OTAN et l'Union européenne ont déjà tous recours à des tests de dépistage rapide. Nous n'avons même pas encore commencé à les utiliser.

Une des plus grandes déceptions du discours du Trône est que le gouvernement parle de relance économique et de création d'emplois, mais que les seuls emplois qu'il arrive à créer sont dans la fonction publique. Le gouvernement n'a rien fait pour que le pays avance vers des objectifs économiques permettant de consolider l'économie actuelle. Les libéraux ne se soucient même pas des fondamentaux de l'économie et ils n'ont pas fixé de cibles financières concernant la façon de gérer les déficits à répétition. En outre, ils ont complètement ignoré les piliers de l'économie canadienne.

En relisant le discours du Trône à l'ordinateur ce matin, j'ai lancé une recherche pour le mot « agriculteurs ». Il revient seulement deux fois dans le document. La première occurrence est une promesse que les libéraux vont enfin dédommager les agriculteurs soumis à la gestion de l'offre pour les pertes de marché qu'ils ont subies par suite des accords de libre-échange que nous avons signés. Or, cela fait cinq ans que le gouvernement dit cela et il n'a encore rien fait.

À la deuxième occurrence, les libéraux disent qu'ils souhaitent aider les agriculteurs à s'adapter à la nouvelle réglementation environnementale qui devrait bientôt entrer en vigueur. Les agriculteurs et les éleveurs sont des partenaires dans la protection de l'environnement. Ils devraient être récompensés, et non pénalisés, car leurs exploitations sont des puits de carbone et permettent d'assurer notre approvisionnement alimentaire. Il faut les aider, et non les pénaliser.

Le discours ne dit rien sur les pêcheurs. Au Manitoba, nous avons attendu près de cinq mois après que le premier ministre a annoncé, depuis Rideau Cottage, en mai, qu'il y aurait de l'aide pour les pêcheurs. Ma circonscription, Selkirk—Interlake—Eastman, compte près d'un millier de pêcheurs commerciaux. Ces pêcheurs et leur famille font partie de nos collectivités. Ils ont attendu des mois avant de pouvoir demander de l'aide et n'ont toujours pas touché le moindre sou.

Le discours du Trône ne tient compte ni des travailleurs de l'énergie ni des travailleurs forestiers. Le secteur des ressources naturelles n'est même pas mentionné. Ce sont pourtant des piliers de notre économie. Or, aucune aide n'est prévue pour créer ces emplois. Aucune aide non plus pour les manufacturiers.

Les véritables moteurs de notre économie sont les propriétaires de petites entreprises. Ils représentent près de 90 % des entreprises au Canada et ce sont eux qui créent les emplois. Il n'y a pas grand-chose non plus pour eux.

L'aviation a été complètement oubliée. Comment faire pour que nos compagnies aériennes et nos aéroports ne ferment pas leurs portes? NAV Canada a licencié tout un tas d'employés, ce qui a des répercussions sur Winnipeg et l'aéroport de St. Andrews, dans ma circonscription. Comment peut-on utiliser Churchill comme porte d'entrée de l'Arctique sans NAV Canada pour s'occuper de la planification et la sécurité de ces vols?

En tant que ministre de la Défense du cabinet fantôme, je me joins à tous les députés qui ont remercié les membres des Forces armées canadiennes, en particulier ceux qui ont travaillé dans les établissements des soins de longue durée dans le cadre de l'opération LENTUS. Cela a été très apprécié. C'était vraiment nécessaire, et je sais qu'ils sont prêts à le refaire.

Encore une fois, il n'y a presque rien dans le discours à propos des militaires, ou du recours à l'industrie de la défense comme moteur de la relance économique ou comme source d'approvisionnement pour nos forces armées. Je sais que les membres des Forces armées canadiennes s'inquiètent de ces énormes déficits qui s'accumulent. Ils se rappellent la dernière fois que les libéraux ont dû commencer à éponger les déficits et à s'attaquer à la dette nationale. Cela a conduit à une décennie de noirceur. On ne peut pas permettre que cela se reproduise.

Nous devons investir dans notre souveraineté dans l'Arctique. La Russie et la Chine nous posent des problèmes, c'est pourquoi nous devons disposer d'un Système d'alerte du Nord amélioré, nous assurer que nous travaillons dans le cadre du NORAD et utiliser de nouvelles ressources. Pour ce qui est de la Chine, je tiens à rappeler, comme l'a fait le premier ministre dans le discours du Trône, que cela fait, aujourd'hui, 665 jours que Michael Kovrig et Michael Spavor sont incarcérés à tort en Chine.

• (1355)

Il est temps de les ramener chez eux. Attaquons-nous de front à ce dossier et à tous nos dossiers litigieux avec Beijing.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je vais revenir sur ce qu'a dit le député à propos de l'unité. Tout au long de la pandémie, les Canadiens de toutes les régions ont uni leurs efforts. Les gens comme les gouvernements ont fait front commun pour minimiser les répercussions de la pandémie de COVID-19. En fait, cette démonstration d'unité a été très encourageante.

Le député a parlé de la prorogation du Parlement. Le premier ministre Brian Pallister, un bon ami du député et de moi-même, a prorogé l'Assemblée législative du Manitoba. Je suis certain qu'un contrat annuel avec l'organisme UNIS n'est pas la raison qui a poussé le premier ministre à prendre cette décision. J'ai bien l'impression que, tout comme à Ottawa, la province doit se concentrer sur la pandémie de COVID-19 et sur les mesures que le gouvernement peut prendre pour en minimiser les répercussions. Le député est-il d'accord?

M. James Bezan: Monsieur le Président, en tant qu'ancien député provincial, le député de Winnipeg-Nord sait pertinemment que le gouvernement du Manitoba proroge son assemblée législative chaque automne. Cela se produit chaque année. Pour cette raison, un discours du Trône est prononcé une fois l'an. Ce n'est pas nouveau.

Ce qui est nouveau, c'est la décision des libéraux de proroger le Parlement pour étouffer le scandale entourant l'organisme UNIS. Ils voulaient tenter de repartir à zéro. En présentant un nouveau discours du Trône, ils souhaitaient orienter davantage la présente session vers une idéologie libérale.

Le député a parlé d'unité nationale et de collaboration avec les provinces. Si le gouvernement libéral collabore avec les provinces, pourquoi n'a-t-il pas répondu aux demandes des provinces, qui réclament des paiements de péréquation supplémentaires? Elles ont demandé que le gouvernement fédéral augmente les transferts en santé pour qu'elles puissent fournir des soins de santé en temps opportun et disposer du matériel nécessaire pendant la pandémie, surtout en ce moment où les hospitalisations continuent d'augmenter. Elles ont été ignorées par...

Le vice-président: Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Jonquière a la parole.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, tout à l'heure, j'écoutais mon collègue parler de l'unité canadienne et des défis qui sont associés aux secteurs gazier et pétrolier dans l'Ouest. J'aimerais lui faire remarquer simplement deux chiffres. Pour la période de 2017 à 2020, le gouvernement fédéral aura soutenu l'industrie forestière pour 827 millions de dollars, dont 80 % constituent des prêts. Pour la même période, le gouvernement fédéral aura soutenu l'industrie pétrolière et gazière pour 22 milliards de dollars. Entre 827 millions de dollars et 22 milliards de dollars, il y a une marge qui est considérable.

Est-ce que mon collègue ne juge pas qu'il y a une iniquité dans le soutien à l'industrie forestière par rapport à l'industrie gazière et pétrolière de l'Ouest canadien?

• (1400)

[Traduction]

M. James Bezan: Monsieur le Président, nous savons tous que la réussite des secteurs pétrolier et gazier en Alberta et en Saskatchewan plus particulièrement, ainsi qu'en Colombie-Britannique, a généré des milliards et des milliards de dollars en paiements de péréquation. Il n'empêche que ces secteurs ont été complètement mis à l'écart par le gouvernement libéral actuel, depuis son élection il y a cinq ans, avec le projet de loi anti-pipeline et l'interdiction des pétroliers sur la côte Ouest.

Ces politiques anti-développement et anti-ressources des libéraux pénalisent tout le Canada et pas seulement les travailleurs et les industries de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba.

Nous devons travailler en collaboration avec ces secteurs pour faire en sorte que les travailleurs aient tous un emploi et que tout le monde puisse bénéficier de cette précieuse ressource emprisonnée dans le sol. La solution n'est pas d'ignorer cette ressource et d'utiliser du pétrole étranger, mais c'est exactement ce que le premier ministre veut faire.

Déclarations de députés

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LE PARTI VERT DU CANADA

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'était un week-end formidable pour les verts du Canada: c'était la fin de la course à la chefferie de notre parti.

Nous avons fait l'histoire. Je suis tellement ravie du choix de nos membres.

[Traduction]

Bientôt, je l'espère, Annamie Paul siégera à la Chambre en tant que première dirigeante noire d'un parti politique fédéral. J'espère qu'elle siégera à la Chambre en tant que première femme noire à la tête d'un parti politique fédéral.

Annamie Paul possède tout un bagage d'expérience. Elle est venue à Ottawa pour obtenir son diplôme en droit. Elle a étudié à Princeton pour sa maîtrise. Elle a travaillé à la Cour pénale internationale. Elle a œuvré dans les ambassades canadiennes à l'étranger. Elle a travaillé sur le terrain pour venir en aide aux collectivités, pour accroître la diversité et pour lutter contre la crise climatique. C'est une femme extraordinaire, et j'espère que tous les députés se joindront à moi pour lui souhaiter bonne chance le jour du scrutin afin qu'elle remporte le siège de Toronto-Centre et qu'elle soit ici dans les plus brefs délais.

* * *

AL GARDNER

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, la ville de Beaconsfield a perdu un élu aimé et respecté. Le conseiller Al Gardner nous a quittés soudainement et beaucoup trop tôt l'été dernier.

Servant fidèlement la population, M. Gardner traitait toutes les questions avec sérieux et rigueur parce qu'il voulait toujours faire de son mieux pour les gens qu'il représentait et sa communauté. Toujours ouvert et aimable, il était l'ami de tous et un véritable gentleman.

Al Gardner incarnait une approche en politique qui est fondamentale pour une démocratie saine. Les questions politiques ne devenaient jamais personnelles. Il tenait toujours compte des deux côtés d'une situation, ce qui lui permettait de trouver un terrain d'entente.

Enfin, et surtout, M. Gardner adorait les chiens et il en a adopté plusieurs. Chaque fois qu'il sortait de chez lui, il avait toujours une friandise dans sa poche, au cas où elle serait utile.

Nous avons perdu un homme bien. Je demande à la Chambre de se joindre à moi pour transmettre nos condoléances les plus sincères au fils de M. Gardner, Geoffrey, et à sa sœur, Fern, pour cette immense perte.

*Déclarations de députés***LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS**

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale des enseignants. Je connais très bien l'enseignement, puisque j'ai moi-même enseigné aux niveaux primaire et secondaire à partir de 1995 dans Pitt Meadows—Maple Ridge.

Je veux remercier tous les enseignants à l'échelle du pays, qui se donnent corps et âme pour inspirer et pour éduquer les jeunes. La tâche n'est pas facile, mais ils ont choisi cette profession par vocation. J'ai souvent été épaté de voir des collègues motiver leurs étudiants en proposant des leçons créatives, quel que soit la matière ou le niveau. Les enseignants ont un impact majeur dans la vie de nos jeunes. Nous pouvons tous nous souvenir d'un enseignant qui nous a inspirés.

L'année 2020 a été très difficile pour bon nombre d'entre nous, et les enseignants n'échappent pas à la règle. J'invite tous les députés à se joindre à moi pour reconnaître les enseignants de notre pays en ces temps difficiles.

* * *

LA PETITE ENTREPRISE

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Monsieur le Président, le mois d'octobre nous donne l'occasion de célébrer les petites entreprises de partout au pays et tout ce qu'elles apportent à nos collectivités. Parmi les propriétaires de petites entreprises de ma circonscription, Egmont, on trouve des agriculteurs, des pêcheurs, des exploitants d'entreprises touristiques et des entrepreneurs qui œuvrent dans le secteur des services, le secteur manufacturier et la transformation alimentaire. Ils ont tous vu leur haute saison bouleversée par la COVID-19.

• (1405)

[Français]

Les petites entreprises sont très importantes pour Egmont, ma circonscription.

[Traduction]

Les propriétaires de petites entreprises prennent des risques afin de fournir des biens et services locaux à la collectivité, et ils sont aussi porteurs de possibilités pour d'autres personnes. Grâce au travail acharné des propriétaires de petites entreprises de la région, Egmont bâtit une économie plus vigoureuse, qui profitera à tout le monde. Nous tirons donc tous parti des avancées de notre communauté.

Soutenir les petites entreprises demeure la meilleure façon de stimuler la relance économique du pays. C'est pourquoi le gouvernement libéral continue de soutenir les petites entreprises.

* * *

*[Français]***LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS**

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le 5 octobre est la journée mondiale du personnel enseignant.

Je veux souligner le dévouement de ces hommes et de ces femmes qui, comme le dit le thème, sont non seulement des façon-nieurs d'avenir, mais de véritables leaders en temps de crise.

Cette année, la rentrée scolaire était historique; c'était du jamais vu. Je ne suis pas près d'oublier d'avoir vu ces jeunes enfants du primaire avec un masque qui suivaient leur enseignant pour rentrer dans leur école primaire. Un peu plus loin, des adolescents attendaient leur autobus scolaire avec un masque également. Je savais que je ne croiserais pas les plus vieux parce qu'ils font l'école à la maison, coupés de tout contact social. C'est irréal.

L'ex-enseignante que je suis sait que les enseignantes et les enseignants nagent dans l'inconnu, qu'ils tentent d'offrir un semblant de réalité aux élèves, même s'ils ont peur pour leur propre santé, pour leurs enfants et pour leur famille. Ils s'assurent de ne pas transmettre leur peur à leurs élèves.

Les enseignantes et les enseignants du Québec et d'ailleurs ont l'habitude de jongler avec un manque de ressources et de faire des miracles avec rien, mais ils vont toujours s'assurer que les enfants peuvent avoir la meilleure éducation possible. C'est la raison pour laquelle le Bloc québécois leur rend hommage aujourd'hui.

* * *

*[Traduction]***LE FOYER HELLENIQUE POUR PERSONNES ÂGÉES**

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner aujourd'hui le courage des résidents du foyer hellénique pour personnes âgées et de son personnel, qui travaille sans relâche, dans ma circonscription, Scarborough-Centre. En tant que centre de soins de longue durée, il est sur la ligne de front depuis le début de la pandémie de COVID-19. La première vague a été difficile. D'une part, les résidents ne pouvaient pas voir leurs proches et, d'autre part, les employés travaillaient sans relâche pour assurer la sécurité des résidents alors que les circonstances étaient hors de l'ordinaire et qu'ils devaient rester éloignés de leurs familles. J'aimerais offrir mes sincères condoléances à la communauté du foyer hellénique pour toutes les personnes qui sont décédées depuis le début de cette crise.

Nous avons une dette envers nos aînés, celle de faire tout ce qui est en notre possible pour préserver leur sécurité. Le Canada doit se doter de nouvelles normes nationales en matière de soins de longue durée. Je suis enthousiaste à l'idée de collaborer avec les organismes de ma circonscription pour faire entendre leur voix et leurs idées dans le cadre de cette discussion.

* * *

LA SEMAINE DE SENSIBILISATION AUX MALADIES MENTALES

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, du 4 au 10 octobre, c'est la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales, qui porte sur la nécessité de dialoguer et de donner à quiconque éprouve des difficultés l'occasion d'exprimer, sans jugement, la douleur et la souffrance qu'il ressent à cause des divers problèmes de santé qui l'affligent. Les personnes qui souffrent en silence doivent pouvoir en parler en sachant qu'on les croira et qu'elles ne seront pas perçues comme étant faibles. Elles doivent savoir que nous nous battons pour les services et le soutien dont elles ont besoin. Tant que nous n'aurons pas reconnu la maladie mentale comme un vrai problème de santé, nous ne pourrons pas progresser en tant que pays.

Il incombe à tous les députés de garder cette question au cœur du débat, pas seulement aujourd'hui, mais tous les jours. Nous pouvons en faire davantage et nous pouvons le faire ensemble.

Je suis fier de siéger au caucus parlementaire de la santé mentale avec des collègues de tous les partis et des quatre coins de notre grand pays. Au cours des prochaines semaines et des prochains mois, les députés entendront parler de nous, étant donné que nous travaillerons de concert pour attirer l'attention des Canadiens sur la maladie mentale. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les personnes dans le besoin disposent des outils nécessaires pour se rétablir.

Sans la santé mentale, il ne peut y avoir de santé tout court.

* * *

LA WISH DROP-IN CENTRE SOCIETY

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, la première vague de COVID-19 a révélé de profondes lacunes dans l'infrastructure sociale et nous avons pu constater le désespoir des plus vulnérables, tels que les travailleuses du sexe. Nombre d'entre elles ne peuvent recevoir des prestations comme la Prestation canadienne d'urgence parce que leur travail est illégal. Elles ne peuvent pas payer leur loyer. Elles sont confrontées à une grande violence dans la société, elles ne sont pas en sécurité dans les refuges et elles sont marginalisées par plusieurs.

Je tiens à faire l'éloge d'une organisation à Vancouver appelée WISH, qui offre un lieu sûr et sans préjugés aux travailleuses du sexe confrontées à la violence fondée sur le sexe en leur donnant un abri, de la nourriture et un répit et en les aidant à acquérir des compétences professionnelles si elles souhaitent changer de métier. WISH a récemment ouvert le premier refuge de nuit au Canada pour les travailleuses du sexe. La semaine dernière, sa directrice générale, Mebrat Beyene, a remporté le prix Femme de mérite pour ses organismes à but non lucratif décerné par le YWCA.

Bravo WISH. Bonne continuation dans la défense des personnes vulnérables et dans la représentation des personnes qui ne peuvent se faire entendre.

* * *

• (1410)

[Français]

L'ÉCONOMIE LOCALE À GATINEAU

M. Steven MacKinnon (Gatineau, Lib.): Monsieur le Président, l'Outaouais a la chance de compter sur des entrepreneurs extraordinaires qui dynamisent notre région et qui, chaque jour, participent à la relance et contribuent à notre prospérité. La première vague de la pandémie a durement touché les entreprises à Gatineau, surtout dans nos centres-villes. Grâce aux mesures d'aide du gouvernement du Canada et à la vigilance des Gatinois, nous avons réussi à reprendre les affaires cet été.

Toutefois, nous voici aujourd'hui à la croisée des chemins avec l'arrivée de la deuxième vague. Nous devons continuer d'acheter local et d'encourager nos entreprises d'ici, tout en respectant les mesures sanitaires. La communauté d'affaires a su s'adapter pour assurer notre santé et sécurité à tous. Les gouvernements répondent présents pour soutenir les PME avec des mesures supplémentaires. Cela va de pair avec le respect par chacun d'entre nous des consignes de la santé publique. Je sais que les Gatinoises et les Gatinois entendront cet appel. Il en va de la santé de notre économie locale.

Déclarations de députés

[Traduction]

L'ÉCOLE JOHN PRITCHARD

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir l'occasion de rendre hommage aux parents, aux élèves et au personnel de l'école John Pritchard dans ma circonscription. Le mois dernier, l'école a célébré son 105^e anniversaire. Au cours du dernier siècle, les élèves de l'école John Pritchard ont dû surmonter d'innombrables défis, dont deux guerres mondiales et deux pandémies mondiales.

L'école John Pritchard est de nouveau confrontée à l'adversité. À la suite d'une récente éclosion de COVID-19 à l'école, 250 élèves sont désormais inscrits à un programme d'enseignement à distance. Je suis de tout cœur avec les personnes touchées. Je prie pour le prompt rétablissement des gens atteints de la COVID-19. Je remercie les enseignants, le personnel de soutien, les agents administratifs et les parents de s'être montrés à la hauteur de la situation et d'avoir donné la priorité à l'éducation des enfants en mettant en œuvre un programme d'apprentissage à domicile en cette période sans précédent.

Je remercie aussi les habitants de Kildonan—St. Paul d'avoir fait don de nouveaux articles à mon initiative de fournitures scolaires pour la rentrée, qui permettra d'offrir aux élèves à faible revenu de la collectivité des articles indispensables, et d'avoir soutenu leurs voisins. Je suis fière de représenter cette circonscription en tant que députée.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous célébrons la Journée mondiale des enseignantes et enseignants, ici au Canada et partout dans le monde. À cette occasion, nous célébrons la profession d'enseignant et exprimons notre reconnaissance à tous nos enseignants.

En tant qu'ancien éducateur et membre d'une famille d'éducateurs, je ne sais que trop bien à quel point nos enseignants travaillent fort tous les jours pour offrir la meilleure expérience éducative possible à nos élèves.

La pandémie de la COVID-19 a considérablement ajouté aux défis auxquels nos systèmes éducatifs font face. Il est impossible de surestimer le leadership de nos enseignants, qui ont répondu à la crise, offert un apprentissage en ligne, soutenu les élèves vulnérables et aidé à ouvrir nos écoles. Je veux que tous nos professeurs sachent que leur passion, leur travail acharné et leurs sacrifices ne passent pas inaperçus.

Vous avez notre admiration et notre gratitude.

Déclarations de députés

[Traduction]

LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 AU MANITOBA

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, les scientifiques du monde entier ont toujours répété que de faciliter l'accès aux tests de dépistage est fondamental pour lutter contre la propagation de la COVID-19 et pour aider les gens à vivre une vie normale. C'est pourquoi les conservateurs réclament depuis le mois de mars la mise en place de tests rapides et faciles d'accès.

Pourtant, le gouvernement libéral accuse des mois de retards sur nos alliés en ce qui concerne l'approbation et l'acquisition d'appareils de dépistage de la COVID-19. Maintenant qu'un dispositif de test rapide a enfin été approuvé, le gouvernement du Manitoba se voit refuser d'en faire l'acquisition.

Pourquoi cette interdiction? Le premier ministre a bloqué l'achat direct de ces appareils de test rapide par les gouvernements provinciaux, les rendant ainsi inaccessibles à la population canadienne.

Cela fait des mois que des Canadiens doivent patienter plusieurs jours dans l'inquiétude à se demander s'ils ont contracté la COVID-19, tout cela parce que le gouvernement s'est traîné les pieds. Il est temps que le premier ministre cesse de faire de l'obstruction et laisse les provinces faciliter l'accès de ces tests à la population.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole à propos des mises à pied annoncées récemment par Suncor Energy. Au cours des semaines qui viennent, 15 % de l'effectif total de Suncor sera mis à pied. Cette situation est directement attribuable aux politiques anti-énergie du gouvernement. Au lieu d'exporter notre pétrole, ce gouvernement exporte nos emplois.

Le gouvernement a livré un discours du Trône il y a deux semaines. On y mentionne le secteur du pétrole et du gaz qu'une seule fois, pour dire qu'il aura un rôle à jouer pour permettre au Canada d'atteindre la cible zéro émission nette. Je pense que pour atteindre cette cible, les libéraux ont prévu d'éliminer le secteur du pétrole et du gaz au Canada. Ce n'est pas une façon judicieuse de rebâtir l'économie alors qu'il y a encore un grand besoin de pétrole, de gaz et de tous leurs produits dérivés.

Le gouvernement n'appuie pas les producteurs canadiens, mais il n'a aucune hésitation à importer du pétrole de pays étrangers, comme les États-Unis, préférant aider Donald Trump à faire que les États-Unis retrouvent leur grandeur. Les mises à pied chez Suncor en sont le plus récent exemple.

Quand le gouvernement va-t-il cesser d'exporter des emplois et commencer à exporter du pétrole?

* * *

• (1415)

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, quand la pandémie de COVID-19 a frappé le Canada plus tôt cette année, la réserve nationale d'urgence était déjà très mal gérée puisque trois entrepôts étaient fermés et que des millions d'éléments d'équipement de protection individuelle avaient été jetés aux ordures.

Des entreprises canadiennes ont commencé à fabriquer de l'équipement de protection individuelle mais, de peur de se faire damer le pion encore une fois par des pays étrangers, le gouvernement refuse de dévoiler le nom de ces entreprises pour s'assurer que l'approvisionnement demeure disponible au Canada. Si le gouvernement admet que le marché libre sur lequel est axé le capitalisme nous met à risque, il doit alors commencer à fabriquer de l'équipement de protection individuelle dans le cadre de la reprise équitable pour les travailleurs du secteur manufacturier et pour que les Canadiens aient toujours accès à de l'équipement de protection individuelle sûr, abordable et fiable.

Étant donné que le Canada a enregistré près de 10 000 décès et que la deuxième vague est déjà arrivée, les libéraux doivent à tout le moins confirmer que les contrats signés avec les fabricants canadiens d'équipement de protection individuelle garantiront que le Canada aura en permanence un accès prioritaire à ce type d'équipement, à défaut de quoi nous risquons d'être de nouveau victimes de la surenchère d'autres pays.

* * *

[Français]

ÉDUC'ALCOOL

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, nous sommes en plein cœur du 30^e anniversaire d'Éduc'alcool.

Éduc'alcool a fait de la responsabilisation et de la sensibilisation des Québécois quant à leur consommation d'alcool son leitmotiv. Depuis 30 ans, campagne après campagne, Éduc'alcool a apporté sa contribution à l'évolution de nos mentalités et à l'adoption de saines habitudes de consommation. La proportion d'accidents mortels dus à la conduite avec les facultés affaiblies a diminué de 20 % en 30 ans.

Nous pouvons être fiers du chemin parcouru; de beaux progrès qui ne doivent pas nous faire oublier qu'il y a encore de gros défis liés à la consommation d'alcool.

Ces défis, du haut de ses 30 ans, Éduc'alcool va y travailler et notamment contribuer à mettre fin aux violences familiales, sexuelles et conjugales sous l'effet de l'alcool, et, aussi, tendre à éliminer la conduite avec les facultés affaiblies.

J'offre toutes mes félicitations à Éduc'alcool, grâce à qui la modération a bien meilleur goût.

* * *

LA COVID-19

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, maudite COVID-19!

« Je suis un commerçant. Le gouvernement a fermé mon gagne-pain puis l'a rouvert, mais mes clients préfèrent pironner sur leur clavier. »

« Je suis un restaurateur. Ma salle à manger s'est vidée. On m'a demandé de me réinventer, mais mes réfrigérateurs sont de nouveau pleins à craquer. »

« Je suis un thérapeute. Ma salle d'attente s'est vidée sans que je puisse vous soulager. Je souffre de ne plus pouvoir vous aider. »

« Je suis un jeune entrepreneur. Mon rêve est en train d'étouffer. Je ne sais pas si j'aurai le courage de recommencer. »

« Je suis un étudiant. Depuis que je suis tout petit, on me parle de ces années, de mon bal et de ces partys d'université. Aujourd'hui, c'est sur TikTok que je dois m'amuser entre deux séances de cours virtualisés. »

« Je suis un travailleur. J'ai de l'énergie à dépenser, mais ma *shop* a fermé. Je suis déprimé de rester encabané. »

« Je suis un aîné. Je suis arrivé à l'âge des libertés, mais je ne me suis jamais senti aussi abandonné. Les enfants de mes petits-enfants, je ne les ai jamais rencontrés. »

« Je suis celui que je n'ai pas nommé. On ne parle pas de moi à la télé. Les gouvernements m'ont oublié, mais, moi aussi, ma vie a changé et je n'ai personne à qui me confier. »

« Je suis député. Je n'ai plus de mains à serrer, mais tellement de gens à rassurer. Malgré votre masque, parlez. Nos oreilles et nos cœurs ne sont pas masqués. »

* * *

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE VAUDREUIL—SOULANGES

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui afin de souligner le travail ardu des organismes communautaires de Vaudreuil—Soulanges.

Ces organismes n'ont pas cessé de fournir leurs services essentiels à ceux qui en ont besoin dans ma communauté pendant la pandémie de la COVID-19.

Pour soutenir leur travail, le Fonds d'urgence pour l'appui communautaire a versé plus de 350 000 \$ à de nombreux organismes dans ma circonscription. Je pense entre autres au Café de la Débrouille, au centre d'action bénévole L'Actuel, au Centre Notre-Dame-de-Fatima, à l'organisme Le Versant, à la MRC de Vaudreuil-Soulanges, à Parrainage Civique de Vaudreuil-Soulanges et aux Réseaux emploi entrepreneurship.

Leur contribution a fait une énorme différence dans notre communauté durant cette période difficile. Au nom de tous les Vaudreuil-Soulangeois, je les remercie. C'est en travaillant ensemble que nous allons nous en sortir.

QUESTIONS ORALES

● (1420)

[Traduction]

LA SANTÉ

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, partout dans le monde, des pays se procurent des centaines de millions de tests rapides. L'OMS en a obtenu 120 millions et les États-Unis 165 millions. La France procède à un million de tests par semaine et l'Italie effectue maintenant des tests de 30 minutes dans ses aéroports. Toutefois, vendredi dernier, nous avons appris que le gouvernement empêche le Manitoba de se procurer ses propres tests rapides.

Le premier ministre a mis des mois à se procurer des tests rapides pour les Canadiens. Pourquoi les libéraux renvoient-ils maintenant les provinces au bout de la file?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féli-

Questions orales

citer le député d'en face pour sa récente élection au poste de chef de l'opposition officielle et lui dire que j'ai été ravie d'apprendre que lui et son épouse s'étaient remis de la COVID-19.

Tout comme le député, je suis convaincue que les tests rapides sont absolument essentiels à notre santé et à notre reprise économique. C'est pourquoi je suis ravie que nous ayons acheté 7,9 millions de tests rapides la semaine dernière.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la vice-première ministre a dit que les tests rapides sont essentiels, mais son propre gouvernement envoie des signaux contradictoires. Le mois dernier, la ministre de la Santé a déclaré que les provinces étaient libres de développer et d'instaurer leurs propres tests rapides. Neuf jours plus tard, cette même ministre a dit au gouvernement du Manitoba qu'il ne pouvait pas acheter le test récemment approuvé par Santé Canada.

La ministre de la Santé a changé son fusil d'épaule au sujet de la frontière, des risques de la COVID, de l'utilisation des masques et, maintenant, des tests rapides. Quand le gouvernement va-t-il cesser de contrecarrer les plans des provinces concernant la COVID?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais rappeler à quel point la ministre de la Santé est une collègue fort appréciée qui fait un travail fantastique.

En ce qui concerne les provinces et la lutte contre le coronavirus, je suis d'avis que nous devons tous mettre l'épaule à la roue. Voilà pourquoi au cours de l'été dernier, nous avons convenu, dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire, de verser 19 milliards de dollars aux provinces pour les aider à lutter contre le coronavirus, ainsi que 2 milliards de dollars supplémentaires consacrés à la reprise des activités en toute sécurité dans les écoles.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, plusieurs régions de notre pays doivent combattre une deuxième vague. Le Québec fait des sacrifices pour lutter contre la COVID-19, mais hier encore, il y avait plus de 1 000 nouveaux cas. Si les gens n'ont pas les tests rapides, ils ont plus de chances de propager le virus. Le premier ministre avait promis des tests rapides il y a six mois. Après tout ce temps, on se demande encore pourquoi les tests rapides ne sont pas prêts pour la deuxième vague.

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le leader de l'opposition concernant les mesures que la province du Québec a prises. Je dois dire que j'appuie ces mesures fortes. C'est très important et on doit travailler avec le Québec.

Concernant les tests rapides, on a acheté 7,9 millions de tests la semaine passée. Les tests seront au Canada la semaine prochaine.

[Traduction]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral vient de commander des tests six mois après s'être engagé à le faire. Cette lenteur à agir a des répercussions sur des millions de Canadiens. Au Québec, on voit se multiplier les longues files d'attente; en Ontario, les laboratoires se retrouvent à la limite de leurs capacités; au Manitoba, la confusion règne autour de l'acquisition de tests de dépistage rapide.

Qu'attend le premier ministre pour prendre au sérieux la santé des Canadiens, et qu'attend-il pour mettre en place un véritable plan de dépistage rapide?

Questions orales

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à être très claire. Le premier ministre et moi-même, bien sûr, estimons que tous les députés prennent la santé des Canadiens extrêmement au sérieux.

Pour ce qui est du dépistage rapide, j'étais enchantée la semaine dernière que le gouvernement puisse annoncer l'acquisition de 7,9 millions de tests de dépistage rapide. Ces tests arriveront au Canada la semaine prochaine, et nous aurons très bientôt d'autres annonces à faire au sujet du dépistage rapide.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens et les Québécois savent que, pour des raisons idéologiques, le gouvernement libéral a refusé de fermer les frontières à temps. Le *New York Times* a démontré qu'il n'y avait rien de scientifique dans l'idée de garder les frontières ouvertes. Le premier ministre a préféré suivre les politiques erronées de l'OMS plutôt que l'intérêt des citoyens.

Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas voulu fermer les frontières quand il devait le faire?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de corriger une petite chose: les Québécois sont des Canadiens.

Au sujet des frontières, je dois dire que je suis très fière de la politique de notre gouvernement, surtout en ce qui concerne la frontière avec les États-Unis. Nous avons réussi à limiter les voyages qui n'étaient pas essentiels, alors que le commerce, qui est si essentiel à notre économie, continue. Nous allons continuer à faire cela.

• (1425)

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, le Québec est en plein dans la deuxième vague — il y a 1 100 cas de plus aujourd'hui. C'est incroyable.

Le système de santé est au bord de l'éclatement. Pendant ce temps, le gouvernement a décidé de ne pas hausser les transferts en santé pour soigner nos gens. L'image est simple: les faits sont têtus. Le gouvernement a dépensé près de 300 milliards de dollars de plus dans la pandémie, 500 millions de dollars seulement en santé pour soigner les gens alors que l'on vit une crise sanitaire. Pour chaque 100 \$ mis dans l'économie par le gouvernement, 15 cents vont à la santé. Cela n'est pas sérieux.

Quand le gouvernement va-t-il collaborer?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis absolument d'accord sur le fait que la deuxième vague au Québec et en Ontario est très sérieuse. Nous la prenons au sérieux. C'est pour cette raison que nous avons conclu l'Accord sur la relance sécuritaire. Cet accord inclut presque 3 milliards de dollars pour le Québec, pour une relance sécuritaire.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, les chiffres sont têtus. Le Québec et les provinces demandent 28 milliards de dollars au gouvernement pour combler le manque à gagner. Il en a mis 500 millions. C'est moins de 2 % de ce que le Québec et les provinces demandent en matière de santé. Les provinces et le Québec demandent davantage d'aide pour soigner les gens. Les soignants, au Québec, demandent davantage d'argent, davantage d'aide.

Qu'est-ce que le gouvernement attend pour satisfaire les Québécois, afin que ces derniers puissent se faire soigner dans le respect de leur entité?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons très bien à quel point la situation en matière de santé est sérieuse au Québec. C'est justement pour cette raison que nous avons donné au Québec près de 3 milliards de dollars pour la relance économique et pour des mesures sanitaires. Nous avons aussi aidé les aînés du Québec grâce aux Forces armées canadiennes. Nous étions là quand le Québec a eu besoin de nous, et nous serons toujours là pour les Québécois et pour les Québécoises.

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, on est maintenant sans aucun doute dans la deuxième vague de la COVID-19, mais les mêmes problèmes continuent. On a peur pour nos aînés dans les centres de soins de longue durée. C'est tellement difficile d'avoir accès aux tests pour la COVID-19.

Quel est le plan pour la deuxième vague de la COVID-19? Quel est le plan pour améliorer l'accès aux tests pour la COVID-19? Quel est le plan pour aider nos aînés dans les centres de soins de longue durée?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le plan est de continuer à travailler en étroite collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités.

Concernant les tests rapides, nous avons acheté la semaine passée 7,9 millions de ces tests, et nous aurons d'autres nouvelles cette semaine.

Concernant l'approche, nous avons conclu cet été l'Accord sur la relance sécuritaire, soit 19 milliards de dollars pour aider les provinces et les territoires.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, de toute évidence, nous faisons fausse route. Le premier ministre lui-même l'a dit. Il est le seul responsable d'orienter le Canada dans la bonne direction, mais il ne prend aucune mesure à cet égard. En Ontario, à l'heure actuelle, on compte 49 éclosions dans des établissements de soins de longue durée, où des centaines d'aînés sont infectés par la COVID-19. Pourtant, nous avons déjà été confrontés à ces mêmes problèmes.

Quel est le plan d'action du gouvernement? Quel est le plan d'action pour aider les aînés? Quand les familles sauront-elles que leurs êtres chers placés dans des établissements de soins de longue durée seront finalement en sécurité?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le chef du NPD à propos d'une chose: nous nous trouvons réellement à la croisée des chemins en ce qui touche la COVID-19. La deuxième vague est bel et bien arrivée, tout particulièrement au Québec et en Ontario, et il incombe à chacun d'entre nous de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aplanir la courbe.

Lorsqu'il est question de lutter contre le coronavirus, nous sommes prêts à poursuivre notre collaboration étroite avec les provinces, les territoires et les municipalités. C'est la façon de faire au Canada, et nous allons continuer de faire les choses ainsi.

Questions orales

• (1430)

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, la voie canadienne pour régler les problèmes est d'agir ensemble et d'agir promptement. Malheureusement, au mois de mars dernier, lors de la première vague, le gouvernement libéral s'est traîné les pieds concernant le problème de la frontière, et cela, tout le monde le reconnaît.

Aujourd'hui, lors de la deuxième vague, le gouvernement libéral se traîne les pieds concernant la reconnaissance des tests rapides. Il y a 1 200 nouveaux cas au Québec aujourd'hui, et les gens doivent attendre parfois une semaine pour avoir leurs résultats. Pourquoi le gouvernement se traîne-t-il les pieds concernant ce dossier?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le député d'en face a raison. Nous devons travailler d'arrache-pied tous ensemble — avec les provinces, les territoires et les organismes de santé publique locaux — afin de lutter contre cette deuxième vague de la COVID-19.

Nous savons que le dépistage fait partie des pistes de solution pour contenir la COVID-19, tout comme un système robuste de traçage des contacts, et tout comme le confinement des personnes ayant eu des contacts rapprochés avec une personne infectée.

Nous avons soutenu les provinces et les territoires, de même que tous les Canadiens aux quatre coins du pays. Nous continuerons à collaborer avec les provinces et les territoires. Ce virus est très sournois, et nous savons que nous devons tous mettre la main à la pâte si nous voulons traverser cette crise.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, les résultats n'y sont pas. Il y a eu le problème de la frontière au mois de mars, et il y a le problème des tests rapides actuellement. Pourtant, dès le mois de mars, le Japon avait un test qui donnait les résultats en à peine 15 minutes.

Le Japon l'a fait. Pourquoi le Canada s'est-il traîné les pieds concernant l'adoption des tests rapides?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la prémisse de la question du député d'en face est incorrecte. Nous avons des tests de dépistage rapide au Canada depuis plusieurs mois. D'ailleurs, nous avons près de 70 appareils GeneXpert dans l'ensemble des provinces et des territoires et dans des collectivités rurales et éloignées pour protéger les communautés autochtones et nous avons continué à nous procurer des tests au fur et à mesure qu'ils devenaient disponibles au Canada. Pour tout dire, le test Abbott est le troisième test rapide à avoir été approuvé. Nous continuerons à travailler avec les fabricants et avec les provinces et territoires afin d'aider les Canadiens, quoi qu'il en coûte.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, si cela va bien à ce point, comment se fait-il qu'au Québec, nous devons encore attendre près d'une semaine pour avoir les résultats?

Il y en a des plus chanceux qui obtiennent leurs résultats en quelques heures, et c'est tant mieux pour eux. Or, la plupart des Ca-

nadiens ne sont pas capables d'avoir des résultats dans un délai raisonnable.

Pourquoi le gouvernement a-t-il tant tardé à reconnaître les tests rapides?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je sais que les stratégies et la capacité de dépistage causent des maux de tête, particulièrement au Québec et en Ontario. Nous sommes là pour les provinces et les territoires qui ont besoin d'une aide supplémentaire. Nous avons un programme d'intervention rapide, dans le cadre duquel nous nous rendons dans les provinces et territoires pour les aider.

Que ce soit au niveau des besoins de recherche des contacts, des ressources humaines pour les soins de longue durée ou des compétences spécialisées en épidémiologie, nous avons été là pour les provinces et les territoires. Nous continuerons d'être là pour eux, car quel que soit l'endroit où vivent les Canadiens, ils méritent ce qu'il y a de mieux en matière de soins de santé.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, la ministre vient d'affirmer que les Canadiens avaient accès à des tests de dépistage rapides. Or, Karl Skogstad, qui habite Thunder Bay, a dû attendre neuf jours avant de pouvoir faire tester son jeune enfant. Si l'on doit rester à la maison avec son enfant pendant deux semaines, cela a de graves répercussions pour les familles et pour l'éducation des enfants.

La ministre affirme qu'il y a des tests de dépistage rapides; Karl dit le contraire. Qui a raison, la ministre de la santé incompétente ou Karl?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis de tout cœur avec Karl, car, bien sûr, il a tout à fait raison: c'est difficile d'attendre le résultat d'un test de dépistage pour savoir si on peut reprendre ses activités. Nous collaborons très étroitement avec le gouvernement de l'Ontario pour régler l'arriéré de près de 78 000 tests dans la province. Bien sûr, au fur et à mesure que la province peaufine sa stratégie de dépistage, nous lui fournissons de l'aide supplémentaire pour éliminer l'arriéré. Nous serons là pour les Ontariens comme Karl et tous les autres Ontariens, partout dans la province, pour qu'ils aient accès aux tests dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin.

• (1435)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, justement, le gouvernement n'était pas là pour Karl.

En fait, selon le Dr Stewart Kennedy, qui dirige les interventions en réponse à la COVID-19 au Centre régional des sciences de la santé de Thunder Bay, le temps d'attente avant de recevoir le résultat d'un test de COVID-19 pose problème. La situation serait différente si nous avions des tests rapides. Cela fait partie des responsabilités de la ministre. Si elle n'arrive même pas à faire son travail dans sa région, quel espoir reste-t-il pour les Canadiens d'ailleurs au pays?

Quand aurons-nous accès à des tests rapides?

Questions orales

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je parle chaque semaine avec le Dr Kennedy de la situation à Thunder Bay. Je suis donc ravie que la députée d'en face connaisse si bien ma communauté. Je serais heureuse de l'inviter aux rencontres d'information du ministère si elle souhaite comprendre les défis auxquels l'Ontario est confronté, notamment au chapitre des capacités de dépistage. Thunder Bay a la capacité de traiter 300 tests de laboratoire, pas davantage. Nous serons là pour soutenir l'Ontario, les autres provinces et les territoires tandis qu'ils s'efforcent d'établir des stratégies de dépistage qui auront du sens et qui répondront aux besoins de tous les Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, si seulement il y avait moyen de tester rapidement les Canadiens — à la maison par exemple, en utilisant des tests déjà homologués par d'autres pays —, peut-être pourrions-nous tester plus de monde. Cette distinction échappe complètement à la ministre. Elle est restée les bras croisés durant des mois. Karl et les responsables de l'hôpital ont beau le lui répéter, elle fait comme si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le gouvernement est incompétent et des gens meurent par sa faute. De nombreux Canadiens ne peuvent pas voir leurs proches ni aller travailler parce qu'il n'y a pas de tests rapides, mais les libéraux, eux, sont là à répéter que tout va bien.

Quand aurons-nous des tests rapides?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je répète mon offre à la députée d'en face: si elle le souhaite, les responsables du ministère pourront lui expliquer à quoi ressemble une stratégie globale de dépistage, car quand elle affirme qu'il suffirait que les gens se testent eux-mêmes, à la maison, elle oublie qu'une fois que le test est fait, il faut l'analyser. C'est là que le véritable travail commence, car la Santé publique doit communiquer avec les personnes qui sont entrées en contact avec les malades et demander à leurs proches de s'isoler.

Je me rends sur le terrain toutes les semaines pour discuter avec les unités locales de santé publique et avoir une idée des difficultés qu'elles rencontrent. J'invite la députée à accepter mon offre: elle n'a qu'à dire le moment qui lui convient le mieux.

* * *

[Français]

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, les PME, comme les restaurants ou les bars, ont survécu à la première vague de la COVID-19 en s'endettant. Là, ce n'est plus une option. Les prêts ne suffisent plus.

Si l'on veut éviter des milliers de faillites durant la deuxième vague, il va falloir aider nos entreprises à payer leurs coûts fixes. Le Québec a mis en place une aide financière remboursable sous condition pour les coûts fixes et demande à Ottawa d'y participer. Cela fait depuis avril que le Bloc demande une aide d'Ottawa pour les coûts fixes.

Québec a agi. Du côté d'Ottawa, qu'est-ce qu'on attend?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, qui est vraiment importante.

Dans le discours du Trône, nous avons promis de l'aide aux PME pour qu'elles paient leurs coûts fixes. Cette aide est plus importante que jamais, voyant que nous sommes dans la deuxième vague et

que les provinces, incluant le Québec, ont pris des mesures fortes pour lutter contre cette deuxième vague. Nous devons donc vraiment être là et nous serons là.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, ce que le gouvernement a annoncé vendredi, c'est davantage de prêts, mais il y a des limites à la capacité d'endettement que les bars et les restaurants peuvent supporter. On a atteint la limite de ce qu'on peut pelleter par en avant. Ottawa a promis dans son discours du Trône d'aider les entreprises qui ferment par décision des autorités de la Santé publique.

Est-ce qu'on va enfin passer de la parole aux actes? Est-ce qu'Ottawa va se joindre au gouvernement du Québec pour offrir un soutien aux coûts fixes des entreprises en zone rouge?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, la réponse est oui. J'ai discuté de cet enjeu avec le ministre des Finances du Québec, Éric Girard, hier soir. Je vais parler avec lui encore une fois ce soir.

J'ai une question pour le Bloc. Quand nous aurons fini ce travail technique, j'espère que le Bloc votera avec nous.

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, peu d'industries ont autant souffert de la COVID-19 que le milieu culturel. La vie reprenait à peine qu'on leur demande encore de fermer. Pour nos festivals et nos événements, l'année est déjà gâchée. Nos créateurs et nos créatrices sont de nouveau confinés. Ils sont inquiets.

Québec a annoncé des mesures d'aide concrètes comme un soutien aux revenus de billetterie.

Dans le discours du Trône, le gouvernement libéral s'est engagé à apporter une aide réservée spécialement à la culture, au-delà de la Prestation canadienne d'urgence et de la Subvention salariale d'urgence du Canada parce qu'on sait que ce n'est pas suffisant pour sauver une industrie de plus de 53 milliards de dollars. Il dit clairement qu'« il mettra en place d'autres mesures d'aide pour les industries les plus durement touchées, notamment l'industrie du voyage et du tourisme, l'industrie de l'accueil et les industries culturelles comme les arts de la scène ».

Les programmes actuels ne sont pas suffisants. Qu'est-ce qu'Ottawa attend pour annoncer quelque chose?

• (1440)

L'hon. Steven Guilbeault (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Nous sommes également très préoccupés par la situation dans le domaine des arts et de la culture. C'est pourquoi notre gouvernement a jusqu'à maintenant fourni 4 milliards de dollars d'aide au secteur pour passer à travers cette crise très importante, dont une aide de 500 millions de dollars d'urgence. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons annoncé un fonds de 50 millions de dollars en assurance pour que les tournages de télévision et de films puissent recommencer partout au pays.

Nous avons été là, nous sommes là et nous allons continuer d'être là pour le secteur des arts et de la culture.

LA SANTÉ

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, l'arrogance du Parti libéral commence en haut et se répercute sur ses députés. J'implore ce gouvernement à cesser de perdre du temps et à accorder la priorité aux tests rapides.

Au lieu d'assumer la responsabilité de leur inaction, ils blâment les autres. La semaine dernière, le député de Gatineau a attaqué les responsables de la santé de l'Outaouais en disant que « souvent en Outaouais on prend des décisions qui laissent des gens perplexes en matière de santé ».

Le premier ministre va-t-il le rappeler à l'ordre et lui demander de s'excuser?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, il est important que les députés de la Chambre comprennent que tous les responsables de la santé publique, tous les travailleurs de la santé, toutes les personnes œuvrant dans les systèmes locaux, provinciaux et fédéraux de soins de santé travaillent d'arrache-pied afin de protéger la santé des Canadiens. De ce côté-ci de la Chambre et, j'ose l'espérer, tous les députés sont conscients que nous devons une fière chandelle à ces professionnels qui triment dur et qui, dans bien des cas, ne dorment pas depuis des mois.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, c'est justement pour cela que les commentaires du député de Gatineau sont honteux.

Alors que nous devrions être reconnaissants envers les professionnels de la santé, les libéraux les attaquent. Un grand nombre de nos agents de la santé sont fatigués, surmenés, et ont besoin de soutien. Au lieu de cela, le député de Gatineau choisit d'insulter les travailleurs de la santé en remettant en question leur stratégie d'approvisionnement et leurs compétences de gestion.

Le premier ministre va-t-il se lever à la Chambre et s'excuser pour son attitude paternaliste auprès du gouvernement du Québec, oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je crois qu'il est juste de dire que nous ressentons tous un profond respect pour la contribution des travailleurs de la santé de partout au pays, peu importe la région où ils se trouvent.

Nous savons que nous ne pouvons traverser la crise sans les travailleurs de la santé. Par ailleurs, on découvre chaque jour de nouvelles choses concernant le virus: comment le gérer, comment le contenir et comment faire face à une deuxième vague. Je suis fière de faire partie d'un gouvernement qui, dans l'adversité, se retrousse les manches et redouble d'efforts.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, l'Hôpital de Gatineau a acheté une machine de tests rapides à la fine pointe de la technologie. Le ministre de la Famille du Québec, Mathieu Lacombe, a dit qu'on avait une Ferrari dans le garage et qu'on attendait juste la permission pour prendre la route avec.

Questions orales

Qu'attend le gouvernement fédéral pour donner le feu vert au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je ne connais pas le dispositif de dépistage dont le député a parlé, mais je vais certainement m'informer pour savoir exactement quelle est la nature du délai et de l'équipement attendu.

* * *

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Monsieur le Président, les entreprises locales d'Edmonton ont été durement frappées par la COVID-19. Au lieu d'aider les petites entreprises comme l'entreprise de Fred, Truck Outfitters, le gouvernement a présenté un programme d'aide au loyer imparfait et insuffisant. Maintenant que les libéraux ont mis fin au programme sans le remplacer, Fred et d'autres propriétaires d'entreprise doivent se débrouiller seuls pour pouvoir poursuivre leurs activités pendant la deuxième vague. Les petites entreprises créent des emplois et contribuent à la prospérité de nos collectivités et de notre pays.

Quand le premier ministre va-t-il défendre et aider les petites entreprises pendant la deuxième vague?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aime particulièrement les petites entreprises d'Edmonton Strathcona.

Dans le discours du Trône, nous avons pris l'engagement de prolonger la Prestation canadienne d'urgence pour soutenir les petites entreprises de tout le pays, et de les aider à payer leurs coûts fixes, y compris le loyer. Nous nous y employons en collaboration avec les provinces et les municipalités. Les petites entreprises ont besoin d'une aide soutenue, et nous serons là pour elles.

* * *

LA SANTÉ

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, un rapport compromettant a été publié aujourd'hui et il conclut que les décisions qui ont été prises par l'Agence de la santé publique du Canada ont mis à risque les travailleurs du secteur de la santé, et ce, parce que le Canada, contrairement à d'autres pays, n'avait pas tiré de leçons de la crise du syndrome respiratoire aigu sévère.

Le taux d'infection des travailleurs de la santé au Canada est deux fois plus élevé que le taux mondial. Le syndicat des infirmières n'a pas été consulté adéquatement. Certaines infirmières n'ont pas eu l'autorisation d'utiliser un masque N95, et les besoins en matière de sécurité dans les centres de soins de longue durée n'ont pas été pris en compte. La présidente de l'Agence de la santé publique du Canada a quitté son poste 18 mois seulement après avoir été nommée, et maintenant ce rapport.

La ministre prendra-t-elle la responsabilité ou rejettera-t-elle le blâme encore une fois?

Questions orales

● (1445)

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, en fait, j'assume l'entière responsabilité et j'ai insisté pour que la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers participe à la discussion pour améliorer les lignes directrices sur l'utilisation appropriée de l'équipement de protection individuelle dans les hôpitaux et les cliniques. La Fédération a été consultée pour élaborer ces documents d'orientation. Leurs suggestions ont été prises en compte et une version révisée des lignes directrices a été diffusée.

Le gouvernement va poursuivre sa collaboration avec les syndicats pour protéger les travailleurs des domaines de la santé et de la sécurité à l'échelle du pays.

* * *

LE LOGEMENT

L'hon. Geoff Regan (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, dans Halifax-Ouest et dans toute la Nouvelle-Écosse, il est de plus en plus difficile de trouver un logement à un prix abordable, et c'est préoccupant. Le gouvernement a pris des mesures importantes pour aider les Canadiens à trouver un logement abordable grâce à une stratégie nationale sur le logement, qui a eu une incidence réelle sur les collectivités de tout le Canada. Néanmoins, de nombreux Néo-Écossais se demandent comment ils vont payer leur loyer.

Le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social pourrait-il expliquer faire le point sur les mesures prises pour faire baisser les loyers?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Halifax-Ouest pour ses plaidoyers convainquants en faveur des habitants de sa circonscription et du logement en général.

Nous savons que les gens en Nouvelle-Écosse et partout au pays d'ailleurs s'inquiètent de ne pas pouvoir joindre les deux bouts en ces temps difficiles. C'est pourquoi je suis très heureux d'annoncer le lancement, la semaine dernière, de l'Allocation de logement ciblée Canada—Nouvelle-Écosse qui permettra à 6 100 ménages de la province de recevoir plus de 200 dollars par mois, en moyenne, pour couvrir leurs frais de logement. C'est une aide réelle qui va directement dans les poches des Néo-Écossais, et c'est une autre illustration de ce que permet la Stratégie nationale sur le logement.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon font aussi face à la COVID-19. Cependant, leur taux de chômage est la moitié de celui du Canada. Nous avons non seulement un taux de chômage deux fois plus élevé que ces trois pays, mais nous avons aussi le taux de chômage le plus élevé des pays du G7. Il est 3 % plus élevé que les pays membres de l'OCDE. Le Canada a le pire bilan du G7 pour ce qui est de l'emploi, et c'est à cause des politiques du gouvernement.

Est-ce que le gouvernement enlèvera ses politiques anti-emploi, afin de permettre aux Canadiens de retourner au travail?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs ne

veulent peut-être pas l'admettre, mais notre politique économique fonctionne pour les travailleurs.

On n'a pas besoin de me croire sur parole. On dit que le Canada est en avance sur les États-Unis dans la course pour retrouver les emplois perdus avant la pandémie. Environ deux tiers des emplois perdus étaient récupérés en août, contre 55 % aux États-Unis.

Je pense que les États-Unis sont un pays du G7.

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): J'en conviens, monsieur le Président, mais lorsque la crise a éclaté, le taux de chômage du Canada était beaucoup plus élevé que celui des États-Unis à cause des politiques défavorables à l'emploi du gouvernement actuel. En ce moment, le taux de chômage du Canada est plus élevé que celui des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie et de la France. Il est trois pour cent plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. Cela est attribuable à une politique d'emploi inefficace du gouvernement du Canada. Quand le gouvernement cessera-t-il de nuire aux travailleurs et ainsi faire en sorte que le Canada ne se retrouve pas au dernier rang à ce chapitre?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je tiens simplement à rappeler au député de Carleton qu'au début de la crise, le Canada avait le taux de chômage le plus bas en 40 ans et, si je ne m'abuse, les conservateurs ont formé le gouvernement à quelques reprises pendant cette période, et ce, sans jamais atteindre les mêmes niveaux records que nous.

Si l'on veut comparer le Canada aux autres pays, le meilleur indicateur est la participation au marché du travail. Le Canada enregistre un taux de participation de 78,5 %, alors que celui de l'Australie est de seulement 77,5 %, celui des États-Unis 73 %, et celui de la Corée du Sud 62,1 %. Le Canada est en meilleure posture que tous ces pays.

* * *

● (1450)

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, en fin de semaine, une fusillade commise par des gangs criminels a ciblé un réseau international de blanchiment d'argent. Les personnes ciblées ne sont pas étrangères à l'action menée par le Parti communiste chinois pour influencer sur la politique canadienne et nuire aux institutions du pays. Ce sont les mêmes groupes qu'ont côtoyés de nombreux libéraux connus, notamment l'ancien député Joe Peschisolido, l'ancien ministre Raymond Chan et l'ancien collaborateur du Parti libéral Michael Ching. Quand ces libéraux vont-ils modérer leur affection pour le Parti communiste chinois et protéger la démocratie canadienne?

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Soyons très clairs, monsieur le Président, le gouvernement agit avec la plus grande fermeté à l'encontre de ceux qui tentent de cacher leur argent au Canada et du crime organisé.

Je rappellerais simplement au député d'en face que, lors de leurs quatre dernières années au pouvoir, les conservateurs ont réduit le budget des forces de l'ordre de plus d'un demi-milliard de dollars et ont fermé 12 unités mixtes qui contrôlent les produits de la criminalité. Les discours de fermeté sur le crime, le crime organisé et la protection des Canadiens n'ont été suivis que de mesures on ne peut plus faibles.

Nous rétablissons les budgets coupés par les conservateurs et nous redonnons aux forces de l'ordre la capacité d'assurer la sécurité des Canadiens.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, il est évident que s'acoquiner avec le Parti communiste chinois entraîne de graves conséquences. Joe Peschisolido, dont les libéraux ont tenté de dissimuler les manquements à l'éthique à la Chambre la semaine dernière, est l'un des libéraux impliqués dans cet incident. Bon nombre de personnes dont la photo a été prise avec le gratin libéral ont des liens avec le Front uni, une organisation dont se sert Pékin pour mettre fin aux manifestations prodémocratie à Hong Kong. Les libéraux entretiennent ces liens depuis des années. Quand le premier ministre condamnera-t-il enfin ceux qui tentent activement de miner la démocratie au Canada et à Hong Kong?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs en ce qui concerne la relation avec la Chine. Le Canada a été le premier pays au monde à suspendre son traité d'extradition avec Hong Kong. Nous avons suspendu l'exportation de matériel sensible vers Hong Kong. Nous allons annoncer des mesures au chapitre de l'immigration concernant Hong Kong. Nous luttons pour les droits de la personne à chaque instant. Nous défendons l'intérêt de la population de Hong Kong et des 300 000 Canadiens qui y vivent.

Le Président: À l'ordre. Habituellement, lorsque le Président se lève, cela signifie que tout le monde doit se taire.

J'ai entendu certains mots qui méritent que je rappelle la règle aux députés. Je comprends le sentiment derrière ces mots, mais les députés doivent modérer leurs propos et s'en tenir au langage parlementaire. Loin d'encourager l'injure à la Chambre, nous la déconseillons.

Le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

* * *

[Français]

LE TRANSPORT AÉRIEN

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement du Québec a dû fermer les restaurants et les bars. Le lendemain, il annonçait de l'aide pour les restaurants et les bars. Le gouvernement du Québec a dû fermer les salles de spectacle. Le lendemain, il annonçait de l'aide pour les salles de spectacle. Le gouvernement du Canada, lui, a dû fermer les aéroports. Six mois plus tard, il n'y a toujours rien pour les aider. Pendant que le ministre des Transports nous dit qu'il réfléchit, les autres pays soutiennent leur transport aérien.

Qu'est-ce qu'il fait, le ministre? Quand est-ce qu'il va bouger?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Questions orales

Je veux lui assurer que nous travaillons très fort pour trouver une aide pour le secteur aérien dans notre pays. On sait qu'il a été très touché par cette pandémie. Je peux assurer que le gouvernement a comme priorité de trouver des solutions pour s'assurer que le secteur aérien sera en bonne santé quand la pandémie va nous quitter.

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, cela commence à faire longtemps qu'on attend. C'est évident qu'avec des frontières fermées, cela allait être pénible pour le secteur du transport aérien, qui a perdu 90 % de son chiffre d'affaires. C'est tragique. Pourtant, il n'a toujours aucune aide d'Ottawa. Les États-Unis ont par exemple engagé 20 milliards de dollars juste pour leurs aéroports. Le fédéral, lui, n'a rien fait d'autre que de suspendre le loyer pour les aéroports de Montréal et de Québec. Il n'y a rien du tout pour les régions. Le transport aérien, c'est crucial pour notre économie: 70 000 emplois en dépendent. Ce sont 70 000 familles qui attendent.

Quand est-ce que le ministre va bouger?

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, comme nous l'avons dit, c'est une priorité pour nous. D'ailleurs, c'était dans le discours du Trône. Nous avons clairement pris l'engagement d'aider les régions, parce que les régions doivent être desservies comme les autres parties de notre pays. Nous reconnaissons que c'est important de le faire. Cela fait partie de la solution et nous travaillons sur la grande solution. Aussitôt que nous aurons quelque chose à dire, nous le dirons.

* * *

• (1455)

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales vise à faire comprendre la réalité des maladies mentales aux Canadiens. Il nous incombe à tous, en tant que dirigeants de notre merveilleux pays, d'en faire plus pour comprendre l'incidence très réelle des maladies mentales et des blessures psychologiques.

La semaine dernière, la ministre de l'Emploi a fait preuve de sarcasme en déclarant qu'elle souffrait du trouble de stress post-traumatique à cause de son expérience avec le système Phénix. C'est le genre de commentaire qui stigmatise encore plus les maladies mentales et qui banalise davantage les répercussions qu'elles ont sur les personnes qui souffrent en silence. La ministre présentera-t-elle des excuses aux milliers de Canadiens qui luttent contre la maladie mentale pour avoir fait ce commentaire ridicule?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je peux dire que, de ce côté de la Chambre, tous les députés comprennent qu'un trop grand nombre de Canadiens vivent dans l'ombre de la maladie mentale. Je suis certainement de tout cœur avec ces gens et avec leur famille. C'est pourquoi au début de la pandémie, nous avons augmenté de 500 millions de dollars les transferts directs aux provinces et aux territoires pour renforcer leur capacité de composer avec les troubles de santé mentale. Nous avons aussi lancé le portail Espace mieux-être Canada au tout début de la pandémie. J'encourage tous les Canadiens à consulter cette ressource gratuite, qui leur permettra d'avoir accès à des professionnels pouvant les aider en cette période difficile.

Questions orales

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Monsieur le Président, il semble donc que la ministre de l'Emploi ne présentera pas d'excuses. Trop de Canadiens souffrent en silence de problèmes de santé mentale. De longues périodes d'isolement et de quarantaine ont entraîné une hausse du niveau d'anxiété, du stress, des problèmes de toxicomanie, de la violence familiale et des suicides. La COVID-19 a intensifié le mal-être des personnes qui souffraient déjà. La santé mentale constitue une pierre angulaire de la santé publique, et elle est cruciale au redressement de notre pays. La santé mentale est essentielle à une bonne santé.

Avant d'aller plus loin, nous devons offrir aux Canadiens un plan de lutte contre la crise en santé mentale. Sinon, il sera impossible d'aller de l'avant. Alors, où est ce plan?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, tant avant ou qu'après le début de la pandémie, nous avons toujours cherché à aider les provinces et les territoires à accroître leur capacité à soutenir les Canadiens qui vivent avec une maladie mentale et à améliorer le bien-être mental de toute la population. J'encourage le député d'en face à visiter le portail Espace mieux-être Canada qui offre une aide fédérale en plus des mesures que les provinces et les territoires ont mises en place. Il est très important que nous ayons tous des discussions ouvertes et franches sur la maladie mentale et la notion de bien-être dans notre vie personnelle et au sein de nos communautés. Il faut faire tomber les préjugés. Il faut aider les gens à demander de l'aide.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, en décembre dernier, le ministre de l'Environnement a refusé d'ordonner la réalisation d'une étude d'impact sur la mine de la société Bighorn à proximité d'Hinton, soutenant que la question serait réglée avec l'approbation de la province. Toutefois, le 30 juillet, le ministre a eu recours à son pouvoir discrétionnaire pour décréter que l'expansion de la mine Vista ferait l'objet d'un examen de la part du gouvernement fédéral.

Quand le gouvernement admettra-t-il finalement qu'il ne souhaite aucune forme d'exploitation des ressources naturelles au Canada?

M. Peter Schiefke (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le député ne saurait être plus éloigné de la vérité. En réalité, nous avons appuyé les travailleurs du secteur de l'énergie et nous continuons de le faire. Uniquement durant la pandémie, nous avons investi plus de 1,7 milliard de dollars pour aider à assainir les puits de pétrole abandonnés. Nous avons investi 750 millions de dollars pour appuyer les initiatives dans le secteur pétrolier pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons mis en place des mesures pour soutenir les travailleurs et nous maintiendrons le cap.

Nous continuerons à soutenir les Canadiens, sans égard au secteur dans lequel ils évoluent. Nous serons là pour appuyer l'ensemble des Canadiens.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de Brampton-Est ont été ravis d'apprendre l'investissement récent de 45 millions de dollars du gouvernement fédéral dans le transport en commun, un des plus importants dans ce

domaine à Brampton au cours des 10 dernières années. Ce financement permettra d'accroître la fiabilité du réseau pour les usagers à l'heure de pointe tout en offrant des options de transport plus propres aux merveilleux résidents de Brampton.

La ministre de l'Infrastructure ou le secrétaire parlementaire peuvent-ils nous en dire plus sur le plan du gouvernement visant des solutions pour des transports en commun propres d'un bout à l'autre du pays?

M. Andy Fillmore (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de Brampton-Est de tout le travail qu'il fait au nom de ses concitoyens.

Nous nous sommes engagés à investir dans les collectivités alors que nous rebâtissons en mieux à la suite de la pandémie de COVID-19. Notre plan Investir dans le Canada comprend de nouveaux autobus électriques, de nouvelles lignes de métro, de nouvelles voies cyclables et de nouveaux sentiers polyvalents.

Nous continuerons d'investir dans le transport en commun et le transport actif afin d'aider les Canadiens à se rendre au travail et à rentrer chez eux, dans leur famille, en sécurité et rapidement tout en créant de bons emplois, en faisant croître l'économie et en encourageant des moyens de transport écologiques.

* * *

● (1500)

LA SANTÉ

Mme Nelly Shin (Port Moody—Coquitlam, PCC): Monsieur le Président, la clinique de dépistage de la COVID-19 Tri-City comptait 10 médecins qui y travaillaient bénévolement. C'était la seule clinique de ma collectivité et, malheureusement, elle a fermé ses portes le 2 octobre, ses médecins souffrant d'épuisement professionnel.

D'autres pays font des tests rapides depuis des mois, mais le gouvernement libéral a tardé à se procurer des appareils de test rapide. Il se peut que le test ID NOW d'Abbott, qui a été approuvé récemment, ne soit pas disponible en quantité suffisante avant des mois.

Le premier ministre va-t-il admettre que cet échec sur le plan des tests rapides a entraîné la fermeture de la clinique de ma communauté?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, l'histoire de la députée d'en face montre pourquoi les travailleurs de la santé méritent notre profonde gratitude en ces temps très difficiles. À vrai dire, partout au pays, les travailleurs de la santé sont fatigués et épuisés, y compris ceux qui accomplissent la tâche ardue de rechercher les contacts et d'aider les gens à s'isoler.

Nous avons accéléré l'accès à un dépistage rapide. En fait, le test des laboratoires Abbott est le troisième dispositif de dépistage rapide que nous avons approuvé. Nous avons déployé depuis longtemps près de 70 experts en génétique d'un bout à l'autre du pays, dans les communautés rurales et éloignées. Nous continuerons à travailler avec divers fabricants de tests de toutes sortes pour nous assurer d'avoir accès à l'éventail d'outils qu'il nous faut.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, il y a quelques instants à peine, le ministre des Affaires étrangères a dit que personne n'allait se montrer aussi ferme envers la Chine que les libéraux ne l'ont été, mais ce n'est pas ce qu'il a dit aux médias appartenant à l'État chinois. Il a plutôt qualifié la Chine d'exemple de stabilité, de prévisibilité, de système fondé sur les règles et de société très inclusive. Le ministre des Affaires étrangères dit une chose aux Canadiens, puis une autre aux médias d'État chinois.

J'ai une question à poser au ministre des Affaires étrangères. Quand est-ce que lui et les libéraux tempéreront leur affection pour le Parti communiste chinois et commenceront à faire passer les intérêts de ce pays, c'est-à-dire les intérêts des Canadiens, en premier?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux que le député me donne l'occasion de parler du leadership que nous exerçons partout dans le monde en ce qui a trait à la Chine.

Le député sait très bien, et les Canadiens le comprennent, que je faisais référence au Canada quand je parlais de stabilité, de prévisibilité et de primauté du droit. Tout le monde au Canada et ailleurs dans le monde le comprend. C'est pourquoi nous sommes en mesure de prendre position sur la scène internationale, de défendre les droits de la personne, les droits des Hongkongais, des Ouïghours et des Tibétains.

Nous ne raterons pas une occasion de continuer à le faire.

* * *

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens de l'Ouest, notamment les premiers ministres des provinces de cette région, souhaitent être des partenaires égaux au sein de la Confédération. Le plan de relance économique du Canada doit être inclusif et tenir compte de la richesse de toutes les provinces, y compris sur le plan des ressources naturelles, et respecter celles-ci.

À un moment où le pays a désespérément besoin d'unité, l'attitude du premier ministre et de son gouvernement et les mesures qu'ils prennent sont contreproductives. C'est très inquiétant.

Quand le premier ministre cessera-t-il ses moqueries puériles à l'égard des préoccupations de l'Ouest du Canada et commencera-t-il enfin à répondre à nos besoins?

L'hon. Dominic LeBlanc (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement collabore depuis plusieurs mois avec les premiers ministres des provinces de l'Ouest et, bien sûr, avec l'ensemble des premiers ministres provinciaux et territoriaux du pays pour répondre aux besoins de la population en matière d'économie et de santé publique. Il y a quelques jours, je me suis entretenu avec le premier ministre de l'Alberta. Cet entretien sur ce que nous pouvons faire ensemble pour soutenir les Albertains et aider les Canadiens à traverser la crise économique et sanitaire actuelle a été très constructif.

Questions orales

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Monsieur le Président, tout au long de la pandémie, le gouvernement s'est donné comme priorité d'aider les communautés autochtones, ce qui a contribué à maîtriser la propagation de la COVID-19 et à protéger la population. Le gouvernement s'est engagé à parcourir le chemin de la réconciliation avec les peuples autochtones et il s'est concentré sur la réalisation des engagements pris en 2019.

Le ministre de la Justice pourrait-il faire le point sur les engagements du gouvernement à l'égard de l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Brampton-Nord de ses efforts incessants au nom des peuples autochtones et du processus de réconciliation.

Le gouvernement a à cœur la défense des droits des Premières Nations, des Inuits et des Métis de tout le pays, alors que nous suivons la voie de la réconciliation ensemble. Dans ce contexte, nous avons promis de présenter une mesure législative permettant de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones d'ici la fin de 2020. Nous avons collaboré étroitement avec les organismes autochtones nationaux afin de développer une stratégie adaptée aux nouvelles circonstances imposées par la pandémie, tout en s'associant à nos partenaires autochtones et aux titulaires de droits pour élaborer cette mesure législative.

Nous aurons plus de détails à fournir bientôt.

• (1505)

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, hier, des veilles ont été tenues aux quatre coins du pays en hommage aux femmes et aux filles autochtones assassinées ou portées disparues et pour demander que justice soit faite en leur nom.

Les femmes autochtones de ma circonscription, n'en pouvant plus de l'inertie du gouvernement, ont lancé le projet Lil' Red Dress pour recueillir des fonds afin d'installer des panneaux affichant les noms et les visages de femmes et de filles autochtones portées disparues sur l'île de Vancouver.

En sommes-nous vraiment arrivés là: des collectes de fonds pour sauver des vies? Que faudra-t-il pour que le gouvernement libéral laisse tomber les paroles creuses et prenne enfin des mesures pour aider à sauver la vie de femmes et de filles autochtones au Canada?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, je partage la préoccupation de la députée. Hier, le 4 octobre, j'ai moi aussi participé à l'hommage rendu aux personnes portées disparues et au soutien des familles des femmes, des filles, des personnes bispirituelles et des personnes de diverses identités de genre autochtones assassinées ou portées disparues au Canada.

Le gouvernement libéral est bien déterminé à travailler avec l'ensemble des provinces et des territoires pour donner suite à la toute première enquête nationale et voir à ce que les familles puissent obtenir justice et soutien. Nous allons prendre des mesures concrètes pour mettre un terme à cette tragédie nationale.

Affaires courantes

L'hon. Jody Wilson-Raybould (Vancouver Granville, Ind.): Monsieur le Président, les Canadiens sont horrifiés par le racisme dont ils ont été témoins lors du décès tragique de Joyce Echaquan. Le racisme n'a évidemment rien de nouveau. Les Autochtones, même ceux qui sont présents dans cette enceinte, dont moi, ont été victimes de racisme tout au long de l'histoire du Canada. Le racisme est présent dans tous les secteurs de la société, y compris les gouvernements et les partis politiques. Cela doit changer.

Le ministre est-il d'accord pour dire que son gouvernement est loin d'en avoir fait assez pour contrer le racisme visant les Autochtones? Le cas échéant, quelles nouvelles mesures concrètes et précises prendra-t-il pour le combattre? Va-t-il toujours le dénoncer, et pas seulement lorsque cela fera la une des journaux?

L'hon. Marc Miller (ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, cet événement traumatisant et déshumanisant qui s'est produit lors du décès de Joyce Echaquan était l'expression de la pire face du racisme.

Le racisme systémique dans notre système de santé constitue un problème national et nous devons nous rendre à l'évidence que nos institutions continuent de laisser tomber les peuples autochtones. Il est essentiel qu'une enquête transparente soit menée en temps opportun et nous nous réjouissons de la décision du Québec d'agir rapidement à cet égard.

Nous savons que le problème ne se limite pas au système de santé et est présent dans toutes les institutions gouvernementales. Bien que beaucoup de progrès aient été réalisés au cours des cinq dernières années, il reste encore beaucoup à faire et nous continuerons à travailler sur le problème avec diligence et à le dénoncer partout où il se produit.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-7, Loi modifiant le Code criminel (aide médicale à mourir).

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

• (1510)

LE CODE CRIMINEL

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD) demande à présenter le projet de loi C-247, Loi modifiant le Code criminel (conduite contrôlante ou coercitive).

— Monsieur le Président, je présente aujourd'hui un projet de loi d'initiative parlementaire qui vise à lutter contre la violence familiale au Canada en érigeant en infraction criminelle la conduite contrôlante ou coercitive dans une relation intime. Actuellement, la police est souvent incapable d'intervenir dans les cas de violence familiale avant qu'il y ait de la violence physique, même si l'un des conjoints a déjà subi des torts graves. Les personnes qui craignent d'être victimes de violence ne devraient pas attendre de le devenir avant qu'on les aide et les protège. Le projet de loi reconnaît que les victimes d'une conduite contrôlante ou coercitive subissent des torts graves qui ne sont pas ouvertement violents. Les conjoints qui

craignent d'être victimes de violence subissent souvent des torts, notamment, leur santé mentale et physique se détériore, et ils sont de moins en moins capables de mener une vie indépendante et autonome.

Au cours de la pandémie, les gouvernements ont dit aux Canadiens de rester chez eux pour se protéger, mais, malheureusement, tout le monde n'est pas en sécurité à domicile. En fait, au cours de la pandémie, je sais que, dans ma circonscription, comme dans la plupart des circonscriptions, la police a constaté une flambée des signalements de violence familiale. Non seulement la création d'une nouvelle infraction pour la conduite contrôlante ou coercitive contribuera à mettre un terme aux torts qui sont déjà causés, mais elle permettra aussi à la police d'intervenir plus tôt afin d'éviter de la violence physique plus tard.

Si ce projet de loi avait déjà été adopté, il aurait été possible de prévenir les fusillades survenues en début d'année à Portapique, en Nouvelle-Écosse. Les fusillades en question ont commencé par un cas de violence conjugale entre des individus dont les relations problématiques avaient déjà été portées à l'attention de la police par des voisins et des amis à de nombreuses reprises, sans toutefois atteindre le niveau de violence physique qui aurait légitimé une intervention policière. Le projet de loi dont nous sommes saisis vise à combler cette lacune. Le Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels a récemment demandé l'ajout de ce genre de disposition au Code criminel, et un projet de loi similaire a été adopté au Royaume-Uni.

J'espère que le gouvernement soutiendra ce projet de loi d'initiative parlementaire et contribuera à son adoption rapide à la Chambre.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

Le Président: Avant de poursuivre les délibérations, j'aimerais rappeler à tous les députés que leur description devrait être brève.

* * *

PÉTITIONS

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui.

La première pétition est signée par des électeurs de ma circonscription, qui sont inquiets de la situation au Cachemire. Ils sont inquiets des violations des droits de la personne qui y sont commises et ils demandent au gouvernement canadien d'exiger la levée du couvre-feu en vigueur depuis quatre mois, le retrait des plus de 900 000 soldats armés et la libération des 13 000 garçons cachemiriens enlevés. Les pétitionnaires lui demandent également de demander à M. Modi de rendre au peuple du Cachemire sa liberté.

LES PETITES ENTREPRISES

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition concerne les propriétaires de petite entreprise. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre proactivement en œuvre des politiques qui les aideront à faire fructifier leur entreprise, telles que celles concernant l'assurance-emploi et le Régime de pensions du Canada. Ils lui demandent aussi de supprimer la taxe fédérale sur le carbone, de faire qu'il soit aussi facile de vendre son entreprise à un membre de la famille qu'à un étranger, de réduire les formalités administratives liées aux politiques et aux directives, et d'équilibrer le budget d'ici les cinq prochaines années.

L'AGRICULTURE

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré d'être ici pour présenter une pétition initiée par Tina Smith Brooks, une résidente de ma collectivité qui habite à Rigaud. Elle est propriétaire d'une entreprise et elle participe activement à la vie dans la collectivité.

Avec sa pétition, Mme Smith Brooks demande au gouvernement du Canada de mettre en place des cibles concrètes pour faire la transition vers les produits biologiques; d'offrir des outils éducatifs et des leviers financiers aux Canadiens pour les inciter à accroître l'agriculture biologique et la transformation de ces aliments pour en améliorer l'accès pour tous les Canadiens; et d'établir des normes pour l'approvisionnement des édifices gouvernementaux en produits biologiques, tout cela dans le but de protéger la santé des Canadiens des dangers de l'agriculture conventionnelle et de favoriser la régénération de l'environnement.

L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter cinq pétitions à la Chambre aujourd'hui.

La première pétition porte sur le projet de loi C-7. Elle arrive à point nommé, car il s'agit du projet de loi que le ministre de la Justice vient de présenter, bien qu'il y ait peut-être quelques différences dans le libellé.

La pétition porte sur des changements qui étaient prévus dans la dernière version du projet de loi et qui visaient à supprimer des mesures de protection essentielles concernant l'aide médicale à mourir. Les pétitionnaires craignent que le projet de loi tente d'éliminer la période de réflexion obligatoire de 10 jours et certaines exigences concernant les témoins. Ils croient que ces mesures de protection devraient être maintenues.

• (1515)

LES COMMUNAUTÉS AFGHANES EN SITUATION MINORITAIRE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition traite des difficultés vécues par les minorités sikhe et hindoue en Afghanistan. Les pétitionnaires mentionnent divers cas de violence dont ces communautés ont été la cible et ils demandent au gouvernement du Canada de réagir. En particulier, ils réclament que le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté se serve des pouvoirs qui lui sont conférés pour créer un programme spécial afin de venir en aide aux minorités persécutées d'Afghanistan.

Je souligne que les députés conservateurs, néo-démocrates et verts ont signé récemment une lettre à ce sujet.

Affaires courantes

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la troisième pétition que je présente porte sur le prélèvement et le trafic d'organes. Les pétitionnaires appuient les diverses mesures législatives qui visent à ériger en infraction criminelle le fait pour un Canadien de se rendre à l'étranger pour obtenir un organe qui a été prélevé sans le consentement du donneur.

LES ARMES À FEU

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la quatrième pétition porte sur les droits des propriétaires d'armes à feu. Les pétitionnaires soulignent que la grande majorité des crimes commis avec des armes à feu le sont avec des armes illégales, qui proviennent souvent de la contrebande. Ils soulignent que le décret d'interdiction promulgué par le gouvernement le 1^{er} mai fait fausse route et ne se concentre pas sur le véritable problème. La pétition demande au gouvernement d'annuler le décret d'interdiction et de proposer les mesures nécessaires pour s'attaquer à la cause réelle de la criminalité armée, c'est-à-dire aux armes illégales, particulièrement aux armes de contrebande.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la cinquième et dernière pétition vise à attirer l'attention sur les horribles abus dont sont victimes les Ouïghours musulmans en Chine. Les pétitionnaires réclament une intervention concrète du gouvernement. Autrement dit, ils veulent plus que de simples paroles.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître formellement que les Ouïghours de la Chine ont été victimes d'un génocide et d'appliquer la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus, ou loi de Magnitski, pour imposer des sanctions aux responsables des crimes ignobles qui sont commis contre le peuple ouïghour.

LES HERBICIDES

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, je souhaite présenter deux pétitions à la Chambre aujourd'hui.

La première, qui s'adresse plus particulièrement à la ministre de la Santé, porte sur les effets des herbicides utilisés dans l'industrie forestière. Elle est signée par des résidents du District régional de qathet et de Powell River.

Les pétitionnaires sont préoccupés par l'utilisation des herbicides et par leurs effets sur la biodiversité. Ces substances ont des effets néfastes sur les sources d'eau locales, elles accélèrent les changements climatiques et elles aggravent le problème des feux de forêt. Les pétitionnaires réclament l'interdiction d'utiliser des herbicides dans l'industrie forestière partout au Canada, sauf en cas de lutte contre les espèces envahissantes.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, la seconde pétition que je souhaite présenter aujourd'hui a été signée par de nombreux Canadiens de partout au pays et elle vise à appuyer la motion M-1, du député de New Westminster—Burnaby, sur la nécessité de doter le Canada d'un « New Deal vert » afin d'empêcher une catastrophe climatique, d'assurer une transition équitable et de faire en sorte que la croissance économique profite à tout le monde.

L'Adresse

LES DROITS DE L'ENFANT À NAÎTRE

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais présenter deux pétitions aujourd'hui.

La première a été signée par 35 255 Canadiens, qui demandent au gouvernement de protéger la vie humaine. Ils demandent aussi à la Chambre d'adopter une loi qui accorderait une pleine protection juridique aux enfants à naître, dès le début de leur développement biologique. Les pétitionnaires pressent enfin la Chambre de faire preuve de leadership et de favoriser la création d'une société qui chérit la vie.

J'espère que leur voix sera entendue par les députés, car dès lors que l'on néglige de protéger la vie de certains, c'est le droit à la vie de tous qui est compromis.

LA SÉLECTION EN FONCTION DU SEXE

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur l'avortement sélectif.

Les pétitionnaires soulignent que cette pratique est contraire à notre volonté d'assurer l'égalité entre les hommes et les femmes, et que 84 % des Canadiens croient qu'un avortement devrait être illégal si la famille refuse l'enfant uniquement en raison de son sexe. Les signataires de la pétition demandent donc à la Chambre des communes d'adopter une disposition dans le Code criminel interdisant l'avortement sélectif.

Les députés auront l'occasion d'adopter le projet de loi C-233, qui vise à corriger cette inégalité, et c'est exactement ce que je les encourage à faire.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de présenter la pétition électronique 2759. La pétition, signée par 2 278 personnes, a été présentée par Annamie Paul, de Toronto, qui est la nouvelle chef du Parti vert.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de désigner le 1^{er} août jour de l'émancipation et de souligner cette journée chaque année. On y précise que la traite transatlantique d'esclaves a conduit des Africains au Canada au début des années 1600 et que la pratique de l'esclavage, qui a aussi touché des Autochtones, s'est poursuivie jusqu'à son abolition dans l'Empire britannique le 1^{er} août 1834.

L'histoire de l'esclavage, de la ségrégation raciale et de la marginalisation au Canada a eu des conséquences dévastatrices pour les personnes d'origine africaine. La présence de racisme systémique anti-Noirs dans l'éducation, le logement, l'emploi, la santé, la justice pénale, la politique et d'autres domaines peut être directement attribuée à l'esclavage au Canada. Le Canada n'a pas reconnu les faits historiques entourant l'esclavage et le racisme anti-Noirs qui s'en est suivi, et n'a pas informé adéquatement le public à ce sujet. La contribution exceptionnelle des Canadiens noirs dans tous les domaines au Canada est d'autant plus remarquable lorsqu'on considère les séquelles laissées par l'esclavage. Il est nécessaire de reconnaître l'histoire des Canadiens noirs pour bâtir une société plus juste et exempte de discrimination.

J'espère que nous pourrons faire désigner le 1^{er} août jour d'émancipation au Canada et le célébrer chaque année.

• (1520)

Le Président: Je rappelle aux députés d'être aussi concis que possible lorsqu'ils présentent des pétitions. Je sais que cela est très

important pour nous et que nous voulons en dire le plus possible, mais veuillez tout de même faire un effort pour être aussi succincts que possible.

LES AÎNÉS

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition signée par de nombreux habitants de Winnipeg-Nord. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de chercher des façons de bonifier la Sécurité de la vieillesse pour donner plus aux aînés qui en ont le plus besoin.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de présenter, à distance, une pétition qui vient d'un certain nombre d'organismes œuvrant dans le secteur de l'aide au développement international. La pétition n° 10865856 porte sur le financement de la lutte contre les changements climatiques. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de veiller à ce que les fonds versés aux pays en développement pour lutter contre les changements climatiques tiennent compte de la nécessité de prévoir des mesures d'adaptation et des projets visant l'égalité entre les sexes, ainsi que des besoins des femmes. Les pétitionnaires demandent précisément à ce qu'au moins 50 % du financement versé par le Canada à des pays en développement pour lutter contre les changements climatiques soit destiné à des mesures d'adaptation et qu'une portion importante des fonds soutienne l'égalité entre les sexes.

Le Président: Je rappelle à tous les députés qui ont présenté une pétition qu'ils doivent les apporter eux-mêmes au bureau. Nous ne voulons pas exposer les pages à des risques inutiles par rapport à la COVID-19.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je suis ici, sur place à la Chambre, pour la première fois depuis un certain temps. C'est en partie attribuable à la pandémie de COVID et en partie au fait que le premier ministre a décidé de fermer le Parlement et de le proroger pour tenter de faire oublier le scandale touchant l'organisme UNIS qui causait du tort à sa réputation, résultat de la corruption et de la participation des libéraux dans cette affaire.

L'Adresse

Comme je suis ici aujourd'hui, je tiens d'abord à dire que 2020 est jusqu'ici une année difficile pour tout le monde. Je suis de tout cœur avec les Canadiens, qui ont souffert de diverses façons, que ce soit à cause de la perte d'un être cher, de la séparation d'avec leurs proches ou de l'isolement. Nous devons tous travailler dans le même sens et faire ce qu'il faut pour aller de l'avant.

Comme je le fais toujours pour le discours du Trône, je vais parler des éléments qui m'ont plu, de ceux qui ne m'ont pas plu et de ceux qui auraient dû y être, mais qui n'y étaient pas.

Ce qui m'a plu, c'est qu'il contenait de nombreuses idées nobles, dont des idées auxquelles les habitants de Sarnia—Lambton pourraient souscrire. Toutefois, rien n'indiquait que des mesures concrètes seraient prises.

C'est le troisième discours du Trône que j'ai le plaisir d'entendre. Celui-ci m'a beaucoup rappelé celui de 2015; il contenait les mêmes expressions accrocheuses comme « la classe moyenne et les personnes qui travaillent fort pour en faire partie » ou « une approche pangouvernementale ». Personne ne sait vraiment ce que cela signifie. Parmi les autres mots à la mode, notons les termes « résilience » et « agile » même si, encore là, le discours ne faisait que reformuler de vieilles promesses.

Je crois que lutter contre la crise des opioïdes est une priorité, mais le gouvernement a promis de le faire il y a des années, et il y a présentement plus de décès liés à la crise des opioïdes qu'à la crise de la COVID. Parmi les autres éléments mentionnés dans le discours, il y a l'assurance-médicaments, dont les libéraux parlent depuis 1992. Rien n'a jamais été fait dans ce dossier.

La question de l'égalité salariale pour les femmes a aussi déjà été abordée dans le discours du Trône. J'ai siégé au comité sur l'équité salariale après avoir été élue pour la première fois, en 2015, mais rien n'a été fait en cinq ans. Où sont les mesures concrètes?

Par ailleurs, le gouvernement ne cesse de répéter que sa relation la plus importante est celle qu'il entretient avec les Autochtones, mais, depuis 2015, il n'a donné suite à aucune des recommandations qu'a formulées la Commission de vérité et réconciliation.

Atteindre les objectifs de l'Accord de Paris d'ici 2030 est certainement une noble cause, d'autant plus que ces objectifs ont été fixés par l'ancien gouvernement conservateur. En fait, le gouvernement libéral parle de surpasser ces objectifs d'ici 2030. Or, la réalité, c'est qu'il ne parviendra pas à les atteindre d'ici 2030.

Ces causes sont peut-être nobles, mais où sont les actions concrètes?

Un citoyen de ma circonscription m'a fait remarquer que le gouvernement s'y prend bien tard pour planter deux milliards d'arbres d'ici 2030. Pour y parvenir, les libéraux devront planter chaque jour 547 945 arbres, et ce, tout au long des dix prochaines années. Voilà une autre promesse qui, selon moi, ne se concrétisera pas.

Le logement abordable est un besoin criant dans ma circonscription. J'attends une intervention du gouvernement à ce chapitre depuis des lunes. Depuis mon élection, le gouvernement libéral parle d'une stratégie nationale du logement et de logement abordable. Peut-être que l'argent va seulement aux circonscriptions libérales. Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que j'attends toujours. Il y a une crise du logement et il faut y remédier.

J'étais très heureuse qu'il soit fait mention des aînés dans le discours du Trône, car, en 2015, les libéraux ont éliminé le poste de

ministre des Aînés, ce qui semblait une bien mauvaise décision. La moitié de la population de Sarnia—Lambton est âgée de plus de 60 ans. Le bien-être des aînés est donc très important pour ma circonscription.

Les libéraux ont dit qu'ils allaient passer à l'action dans le dossier des soins de longue durée. La pandémie nous a certainement montré qu'il y a des lacunes à combler, mais nous devons comprendre que de plus amples ressources seront nécessaires si on établit des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée. Il faudra embaucher de nouveaux travailleurs, car il n'y en a pas assez. Cela fera grimper les coûts des soins de longue durée.

Comment les personnes âgées à revenu fixe seront-elles en mesure de se permettre cette hausse, notamment les personnes seules, qui sont parmi les plus pauvres au Canada? Même si certaines promesses énoncées dans le discours du Trône sont nobles, elles constituent en grande partie une répétition de vieilles promesses.

Ce que je n'ai pas aimé du discours du Trône, c'est la façon dont le gouvernement a mis en œuvre ses programmes d'aide liés à la COVID-19. Il s'agit d'une véritable farce depuis le début. La ministre de la Santé a dit que le virus n'était pas dangereux pour les Canadiens et que la fermeture des frontières n'était pas efficace, puis elle a ensuite changé d'idée à quelques reprises au sujet du port du masque. J'envoie depuis avril des tests de dépistage rapide à la ministre de la Santé aux fins d'approbation. L'inaction du gouvernement en ce qui concerne la mise en œuvre d'un test de dépistage rapide est un problème majeur.

• (1525)

La situation est particulièrement problématique dans ma circonscription, car elle est située près de la frontière. Par conséquent, bon nombre de couples sont composés de citoyens des deux pays. Certaines personnes n'ont pas pu traverser la frontière pour se rendre au chevet d'un parent mourant ou pour assister à un mariage ou à des funérailles. Plusieurs possèdent des biens immobiliers des deux côtés de la frontière. Les tests de dépistage rapide seraient une excellente façon de s'assurer que les gens puissent subir un test de dépistage de la COVID-19 et, si le test est négatif, traverser la frontière pour faire ce qu'ils ont à faire auprès de leur famille — sans mettre en danger les Canadiens —, avant de retourner chez eux. Il est d'une importance capitale que cela se sache. Prononcer de belles paroles ne suffit pas. Il faut mettre en place des mesures concrètes, en utilisant à la frontière le protocole que j'ai proposé à la ministre de la Santé.

Il y a d'autres aspects du discours du Trône que je n'ai pas aimés. Notamment, même si la circonscription de Sarnia—Lambton produit 30 % des produits pétroliers, gaziers et pétrochimiques du pays, aucune solution n'a été proposée pour enrayer le sentiment de désaffection dans l'Ouest ou pour appuyer l'industrie pétrolière et gazière. Je ne peux que constater l'érosion encore plus grande de cette industrie très importante.

L'Adresse

J'ai trois raffineries dans ma circonscription: Suncor Energy, Shell Canada et Imperial Oil/ExxonMobil. Nous avons entendu parler aujourd'hui des suppressions d'emplois à Suncor. Le jour où la mise en place d'une norme sur les combustibles propres semblait se concrétiser, Shell a été mise en vente. Les responsables de la raffinerie Imperial Oil affirment qu'une exemption est essentielle pour eux. S'ils ne sont pas exemptés de la norme sur les combustibles propres, le coût sera de 3 ou 4 milliards de dollars par an — et la société peut être plus concurrentielle ailleurs dans le monde. Ce sont des éléments du discours du Trône que je n'ai pas aimés.

Je n'ai pas non plus aimé l'interdiction des plastiques à usage unique qui a été annoncée. C'est de l'hypocrisie de la part d'un gouvernement qui a donné 35 millions de dollars à Nova Chemicals, une société dans ma circonscription, pour inciter les parties prenantes à construire une nouvelle usine d'une valeur de 2 milliards de dollars dans Sarnia—Lambton plutôt qu'au Texas. Bien sûr, les libéraux ont dû faire des compromis pour la taxe sur le carbone pour que le Canada devienne une meilleure option que le Texas. Il s'agit de 1 500 emplois par an pendant les cinq prochaines années, puis d'un tas d'emplois permanents. Les libéraux disent maintenant qu'ils vont interdire les plastiques à usage unique, ce qui met ce projet en péril. Il est question d'emplois canadiens.

Les plastiques à usage unique ne sont pas un problème au Canada. Je tiens à souligner qu'en pleine pandémie, et dans l'objectif d'assurer la sécurité de tous les Canadiens, chaque morceau de nourriture que nous achetions, où que ce soit, était emballé individuellement dans une pellicule de plastique à usage unique, et tous ceux qui allaient à l'hôpital étaient traités avec de petits instruments à usage unique emballés dans du plastique pour qu'ils restent stériles. Lorsque Gatineau est inondée tous les deux ans, le sable est mis dans des sacs en plastique à usage unique afin d'éviter les dégâts. Le problème au Canada n'est donc pas le plastique à usage unique. Nous recueillons toutes sortes de plastiques, mais nous n'en recyclons que 9%. L'enjeu sur lequel nous devrions nous pencher est celui des granules de microplastique qu'on retrouve dans les Grands Lacs. Ces questions sont basées sur des faits et des données probantes. Les libéraux nous disent qu'ils basent leurs décisions sur des faits et des données probantes, mais, honnêtement, ils sont loin du compte sur ce point et ils vont à nouveau faire perdre des emplois aux Canadiens sans aucune justification. Je n'ai pas aimé cela.

Le gouvernement a l'audace de dire qu'il lutte contre la criminalité alors qu'il a adopté le projet de loi C-75, qui réduit à deux ans d'emprisonnement ou une amende la peine dont est passible la personne déclarée coupable par procédure sommaire de séquestration d'un mineur. C'est toujours drôle d'entendre les libéraux parler de criminalité. Encore une fois, ils vont s'y attaquer en imposant une interdiction sur les armes à poing. Je peux leur assurer que les criminels du pays ne respecteront pas cette interdiction. Les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois le feront, mais ce n'est pas eux, le problème. Quatre-vingt-quinze pour cent des crimes commis avec des armes à feu au Canada le sont avec une arme à feu illégale ou utilisée de manière illégale. Encore une fois, les libéraux s'attaquent au mauvais problème.

Que manque-t-il dans le discours du Trône?

Celui-ci fait mention d'un plan de relance économique qui créera un million d'emplois. Je ne vois pas d'où viendront ces emplois, car les libéraux éliminent les emplois du secteur pétrolier et gazier, ils détruisent l'industrie du plastique et ils n'ont rien fait pour l'indus-

trie forestière. La liste est interminable. Voilà ce qui manquait au discours du Trône.

L'accès à Internet haute vitesse est une belle idée, mais où est l'argent? Ma circonscription devait recevoir 12 millions de dollars en 2015 ou 2016; ces fonds se font toujours attendre.

Qu'en est-il des produits exempts de droits de douane? Je sais que l'industrie du tourisme est en grande difficulté. Les produits exempts de droits de douane sont des exportations à 100 % et, à l'heure actuelle, le gouvernement ne fait rien pour cette industrie, sauf fermer les frontières, privant ainsi de revenus les entreprises du tourisme. Chaque dollar non dépensé là est un dollar dépensé aux États-Unis. Il y a donc des possibilités.

Finalement, je dirais que ceux et celles qui croient que c'est un bon temps pour investir ne tiennent pas compte du fait que, si les taux d'intérêt augmentaient ne serait-ce que d'un point de pourcentage, la dette grimperait de 12 milliards de dollars. Les provinces réclament à grands cris que les transferts en santé soient augmentés. Le gouvernement verse 40 milliards de dollars au total dans les transferts en santé, et une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêt se traduirait par 12 milliards de dollars. Si l'augmentation était de quatre points de pourcentage, cela équivaldrait à la valeur totale des transferts en santé.

• (1530)

Le gouvernement est en train de réduire sa capacité d'aider le pays en ne comprenant pas les principes fondamentaux des mathématiques et de l'économie.

Cela dit, je résumerai en disant que c'est une déception, mais que ce n'est pas la dernière.

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours. Elle a dit qu'elle allait nous parler de choses qu'elle a aimées dans le discours. Je dois avoir manqué quelque chose, car il me semble qu'elle a plutôt fait le contraire.

Lorsque j'ai été élue pour la première fois, en 2015-2016, j'ai fait partie du comité des comptes publics. Nous avons alors été choqués de voir à quel point le paiement des prestations d'invalidité du Régime de pensions du Canada avait été retardé. La députée se rappellera que, dans le discours du Trône, nous avons parlé de notre intention de changer le régime de pension d'invalidité. J'aimerais connaître son avis à ce sujet.

• (1535)

Mme Marilyn Gladu: Monsieur le Président, il est bien entendu important de soutenir les personnes handicapées, mais il faut se rappeler que c'est le gouvernement libéral qui a tenté de retirer le crédit d'impôt pour personnes handicapées à 80 % de ceux qui en bénéficiaient pour les empêcher d'obtenir la pension d'invalidité. Il faut aussi se rappeler que c'est ce gouvernement qui a promis aux personnes handicapées un paiement de 600 \$ cette année, qui se fait toujours attendre.

Il est important de soutenir les personnes handicapées, mais il est tout aussi important de prendre les mesures nécessaires pour les aider.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Monsieur le Président, je voudrais remercier ma collègue de son excellent discours.

J'ai trouvé admirable qu'elle réussisse à partager son discours entre les éléments du discours du Trône qu'elle a aimés et ceux qu'elle n'a pas aimés. Toutefois, il y avait une section un peu plus longue et un peu plus touffue que l'autre.

Elle a brièvement abordé un sujet qui me tient à cœur, soit l'accès à Internet haute vitesse. J'aimerais avoir ses commentaires relativement à la question suivante. Croit-elle que le gouvernement fédéral devrait continuer à retenir l'argent et à essayer de s'ingérer dans les programmes en ce qui a trait au déploiement d'Internet haute vitesse ou devrait-il, au contraire, donner l'argent au Québec et aux provinces afin qu'ils gèrent eux-mêmes le déploiement d'Internet? À mon avis, cela serait beaucoup plus efficace, mais je ne veux évidemment pas souffler la poudre à ma collègue.

Mme Marilyn Gladu: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

[Traduction]

Les besoins en matière d'Internet haute vitesse sont si grands à l'échelle du pays qu'aucune aide financière n'est jamais de trop. Les provinces agissent. En effet, à l'heure actuelle, ce sont elles qui comblent les lacunes que le gouvernement fédéral était censé combler dans ma circonscription parce que ce dernier n'a jamais versé l'argent qu'il était censé verser. Cela dit, les lacunes sont très nombreuses. Nous en sommes même témoins dans notre situation actuelle puisque des députés qui participent aux débats à distance perdent régulièrement leur connexion, n'entendent rien et voient leur système se figer, entre autres.

Le gouvernement fédéral doit intensifier ses efforts et collaborer avec les provinces et les territoires pour repérer les lacunes et mettre au point un plan qui permettra de les corriger rapidement, et non dans cinq ans. Nous avons besoin d'un tel plan pour favoriser la compétitivité des entreprises, pour les étudiants ainsi que pour les personnes travaillant à partir de la maison, comme beaucoup d'entre nous devront peut-être continuer à le faire pendant un certain temps à cause de la pandémie. Il s'agit là d'un besoin urgent.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux que la députée ait mentionné les Grands Lacs et l'enjeu des microbilles. Cette motion déposée par le NPD constitue un bon exemple du travail constructif pouvant être accompli au Parlement. Par la suite, le gouvernement Harper l'a fait adopter par voie de règlements, avant qu'elle entre en vigueur une fois pour toutes. Force est de constater que les intervenants de l'industrie et les environnementalistes peuvent réellement collaborer.

J'aimerais entendre l'avis de la députée concernant les personnes ayant des liens familiaux et se trouvant de part et d'autre de la frontière entre le Canada et les États-Unis. Le gouvernement commence enfin à modifier un peu sa politique. Nous avons fait pression pour que des solutions soient trouvées et nous voyons que le gouvernement semble disposé à agir. Comme personne ne souhaite que sa famille, une fois réunie, tombe ensuite malade, cela signifie que les familles réunifiées devront faire preuve d'un très bon sens des responsabilités.

Que pense-t-elle de la façon dont ce processus pourrait réellement améliorer le sort de l'économie, de l'environnement, des entreprises, ainsi que celui des familles, étant donné que cet enjeu n'affecte pas simplement les familles directement, mais le pays dans son ensemble?

Mme Marilyn Gladu: Monsieur le Président, j'ai commencé à exercer des pressions dans le dossier de la frontière et de la réunifi-

L'Adresse

cation des familles au début du mois de mai. J'ai été heureuse de voir le gouvernement proposer de réunifier des familles. Cependant, la définition n'était pas assez large, j'ai donc exercé des pressions à nouveau pour déterminer s'il serait possible d'inclure les conjoints de fait de longue date. Je suis heureuse de voir le dossier aller de l'avant, mais il existe d'autres lacunes, y compris celle qui touche aux personnes qui possèdent une propriété et qui essaient de s'y rendre.

Il y a maintenant les retraités migrants, qui veulent aller, bien sûr, en Floride. Beaucoup d'entre eux y possèdent une propriété et y resteraient quelques mois avant de revenir. C'est pourquoi nous avons besoin d'un protocole pour protéger les Canadiens. Nous savons que le risque de contracter la COVID varie selon la destination des gens. Ils doivent donc être mis en quarantaine ou nous devons mettre en place des tests rapides. Dans d'autres pays, les personnes qui traversent la frontière doivent subir un test et, si celui-ci est négatif, elles sont autorisées à rester. Cela réduit le risque pour la population tout en permettant aux gens de jouir de leur liberté.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue et ami le député de Berthier—Maskinongé.

Puisque je suis porte-parole en matière de santé, on ne sera pas surpris que ma réplique au discours du Trône concerne principalement la santé et le sort que le gouvernement en place réserve aux aînés. Je laisserai donc mon collègue, qui est porte-parole en matière d'agriculture, relever ses préoccupations en la matière. Puisque l'une des principales industries de ma circonscription est l'agriculture, je voudrais saluer tous les producteurs agricoles de ma circonscription et leur dire combien je suis fier de représenter des producteurs agricoles, qui ne feront et ne font jamais de compromis sur la qualité de leurs produits.

Le Bloc québécois avait quatre conditions. Évidemment, nous avons proposé plusieurs choses. Nous avons annoncé nos couleurs. Pour que nous votions en faveur du discours du Trône, il y avait quatre conditions, soit une hausse des transferts en santé pour couvrir 35 % des dépenses du Québec; une hausse des pensions de la Sécurité de la vieillesse de 110 \$ par mois; la pleine indemnisation des agriculteurs sous gestion de l'offre pour les brèches dans les accords commerciaux avec les États-Unis, l'Europe et la zone pacifique, que les gouvernements, tant conservateurs que libéraux, ont laissé faire; le respect des champs de compétence du Québec et des provinces.

Aucune de ses conditions ne se retrouve respectée, annoncée ou touchée dans le discours du Trône. D'entrée de jeu, on ne sera pas surpris de m'entendre dire que je voterai contre ce discours du Trône, que je qualifierai — et je ne suis pas le seul à le faire — de diversion politique pour faire oublier la problématique inhérente au Parti libéral, les problèmes d'éthique, et non pas les problèmes génétiques, et le scandale UNIS. D'ailleurs, plusieurs commentateurs politiques ont commenté le discours à la nation du premier ministre en disant que ce n'était qu'une reprise partisane du discours du Trône.

L'Adresse

C'est ce même gouvernement qui ne cesse d'en appeler à l'esprit de collaboration en ces temps difficiles. C'est vrai que nous traversons l'une des pires crises sanitaires connues ici sur la planète. Or, le prochain slogan du Parti libéral devrait être: « faites ce que je dis, et non pas ce que je fais. » Il fait la sourde oreille à un large consensus québécois, et même, à certains égards, pancanadien. J'y reviendrai. Ce discours du Trône a encore une fois eu le mérite de heurter de plein fouet l'unanimité, le large consensus québécois et l'unanimité de l'Assemblée nationale, tous partis confondus. Ce n'est pas rien. Il a également heurté le front commun du Québec et des provinces en matière de santé quant aux transferts en santé, les associations de défense des droits des aînés du Québec, les réseaux FA-DOQ et AQDR. Il faut le faire.

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes nous dit qu'il trouve fatigant que le Bloc québécois se fasse le porte-parole de ce large consensus et de cette unanimité québécoise. C'est mon travail de parler et de porter la voix des Québécois à la Chambre, parce que lui-même ne le fait pas, bien qu'il vienne du Québec. Il fait la sourde oreille, comme le font, j'imagine, plusieurs députés du Québec et de ce gouvernement. Qui va se lever à la Chambre pour défendre le Québec? C'est le Bloc québécois. J'ai été élu pour cela.

Nous traversons une grave crise de santé publique. Or, qui dit santé publique dit prévention.

• (1540)

Revenons à cette grande idée de Jean Chrétien et de Paul Martin, celle de pelleter le déficit de l'État fédéral dans la cour du Québec et des provinces. Certains ont trouvé cela génial. Jean Chrétien se promenait partout dans le monde et disait que le plus beau, là-dedans, c'est qu'il réduisait les montants, mais que les manifestants se retrouvaient devant l'Assemblée nationale du Québec plutôt que devant le Parlement canadien.

Aujourd'hui, cela fait 25 ans de réductions, année après année. Le Québec a bien essayé de faire mieux avec moins. Il a brassé des structures, il a essayé. Cependant, en prévention et en santé publique, quand on a de la difficulté à soigner son monde, quand on est obligé d'envoyer des gens se faire traiter en oncologie outre-frontière, il faut évidemment réduire quelque part.

Au Comité permanent de la santé, qui essayait de trouver des solutions et de comprendre ce qui arrivait avec cette pandémie, tous les experts qui se sont présentés ont dit qu'il fallait tirer des leçons de cette pandémie. L'une des premières leçons à tirer est que personne au Canada n'était prêt à affronter cette crise sanitaire. Nous pourrions plus tard cibler les problèmes dans un rapport que fera le Comité.

Selon tous ces experts, la raison pour laquelle personne n'était prêt est le sous-financement chronique en santé, lequel fait ressortir les failles et les maillons faibles du système quand surviennent des imprévus d'une telle ampleur. D'année en année, il y a eu des réductions systématiques des transferts.

Le Parti conservateur n'a de leçons à donner à personne, puisque Stephen Harper avait décidé que l'indexation serait de 3 %. Les libéraux, quand ils étaient dans l'opposition, disaient qu'il fallait remonter ce taux à 6 %. Or, c'est drôle, les libéraux forment le gouvernement depuis 5 ans, mais on n'entend plus parler d'augmenter l'indexation à 6 %.

J'ai hâte de connaître la position des conservateurs sur le front commun du Québec et des provinces. Je pose la question depuis

qu'on a commencé ce débat, mais personne ne répond clairement. Il semble qu'on veuille que cela soit prévisible, mais, au-delà de cela, nul ne dit rien. Les indexations de 3 % étaient prévisibles, pourtant, mais c'était encore insuffisant.

Est-on d'accord avec le besoin d'effectuer un rattrapage? La part du gouvernement fédéral en santé approche des 18 %, ce qui représente environ 22 cents par dollar. Or, si rien ne change dans les prochaines années, ce chiffre sera de 18 cents par dollar.

Les provinces et le Québec demandent 35 cents par dollar et il faut donc un rattrapage de 28 milliards de dollars. À l'heure actuelle, l'ensemble des provinces dépensent 188 milliards de dollars par année, contre 42 milliards de dollars pour le gouvernement fédéral.

En temps de pandémie, il faut faire des investissements durables et structurels, pas seulement des dépenses ponctuelles. Il faut des investissements structurels qui vont nous permettre de construire l'avenir et au réseau de se remettre sur pied. C'est pour cela qu'il est si important d'investir correctement en santé.

C'est aussi pour cela qu'il faut que nos aînés aient un revenu décent. Quand on s'en fait avec les fins de mois, on se rend malade. Je parle ici de l'ensemble de nos aînés, dès l'âge de 65 ans. Les bobos sortent entre 65 et 75 ans, et non à partir de 75 ans. Il faut assurer la stabilité économique de nos aînés. Cela, c'est de la prévention, car, en fin de compte, cela entraîne moins de dépenses en santé quand les gens sont en forme, quand ils n'ont pas à se soucier de leur revenu et quand ils vivent au-dessus — et non en dessous — du seuil de la pauvreté.

Toutes ces raisons font effectivement que je ne peux pas donner mon accord à ce discours du Trône. Je ne comprends pas que ce gouvernement continue de faire la sourde oreille.

• (1545)

Que veut-il? Veut-il que le Québec se mette à genoux? C'est notre argent. Alors, il faut nous donner notre argent.

• (1550)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement le leader du gouvernement à la Chambre des communes, et, s'il a répondu ainsi à la question, c'est notamment parce que le Bloc a pris un engagement qui porte davantage sur les élections que sur le fait de servir les Canadiens, peu importe la région où ils vivent. C'est regrettable.

Je connais très bien l'histoire des services de santé et de leur financement. J'ai été député provincial au cours des années 1990. Le député a parlé de compressions, et il y en a eu, mais, au début des années 1990, on a aussi conclu une entente entourant le transfert de points d'impôt, qui aurait réduit le pourcentage de fonds fédéraux transférés aux provinces. C'est Jean Chrétien qui, au début des années 1990, a donné aux provinces des garanties quant à l'argent qu'elles allaient recevoir à l'avenir, et les montants ont augmenté chaque année.

Aujourd'hui, le député d'en face semble dire que tout ce que le Bloc désire, c'est de l'argent, et pourtant, les concitoyens que je représente et, selon moi, tous les Canadiens veulent que le gouvernement fédéral joue un rôle dans le domaine de la santé. Pourquoi le leur refuserait-il?

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, tout ce que le Bloc veut, c'est tout simplement notre argent. D'une part, nous voulons le retour de notre argent et, d'autre part, l'expertise. Ceux qui savent, qui ont le savoir-faire et qui offrent le service sont au Québec, sont dans les provinces. C'est à eux de gérer. Tout ce que nous voulons, c'est que le Québec n'ait plus de manque à gagner parce que le fédéral décide de garder l'argent chez lui et d'éponger des déficits. Cela a commencé comme cela. À 3 % de transferts en santé, quand on sait très bien que les coûts du système sont à 5 %, cela veut dire nécessairement des réductions dans les services de santé au Québec.

Or, il faut penser aussi aux patients actuels qui ne sont pas atteints de la COVID-19, et pas seulement aux patients atteints de la COVID-19. Ils écopent parce que le gouvernement ne s'engage pas maintenant à rétablir les transferts en santé et le rattrapage de 28 milliards de dollars.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à féliciter mon collègue pour son discours.

Les libéraux livrent actuellement une petite guéguerre partisane au Bloc québécois. Ils parlent tout le temps de politique et de partisanerie et ils accusent mes collègues du Bloc québécois de vouloir uniquement provoquer une élection. À ce que je sache, ce sont les libéraux qui ont créé tout cela en prorogant le Parlement, en faisant un discours électoral qui ramenait plein de vieilles promesses et en méprisant le Québec en voulant dicter des conditions sur l'argent qu'ils disent qu'ils vont envoyer pour régler les problèmes de santé du Québec. On l'a vu aujourd'hui à la période de questions. Le gouvernement libéral et les députés libéraux ont bien peu d'estime pour tout ce qui s'est fait au Québec par rapport à la santé.

Mon collègue est-il d'accord pour dire que ce gouvernement a complètement laissé échapper les choses en matière de gestion de la santé publique au cours des dernières semaines et qu'il devrait carrément laisser toute la place au Québec pour gérer, chez nous, nos problèmes de santé parce que lui n'en est pas capable du tout?

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, on n'a pas besoin qu'il y ait de l'argent qui serve à de l'administration et à l'établissement de normes nationales alors que la première norme en matière de santé serait d'abord et avant tout de respecter sa parole. Quand on fait affaire avec un partenaire qui nous dit que c'est 50-50 dans l'affaire et qui décide ensuite de ne pas payer sa part pendant 25 ans, lorsqu'arrive un problème inattendu, il dit qu'on n'a pas fait le travail, nous dit comment le faire et, en plus, nous dit qu'il va établir des normes.

Il faudrait d'abord qu'il commence par mettre l'argent qu'il devait mettre. Ensuite, il faudrait qu'il s'occupe de ses affaires dans ses domaines de compétences. Quand il s'occupera de ses affaires correctement, les choses vont pouvoir aller mieux. Une des leçons à tirer est que chacun reste dans son champ d'expertise pour le bien de nos concitoyens.

L'Adresse

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir clairement expliqué les difficultés financières auxquelles sont confrontés de nombreux gouvernements durant la pandémie. Bien entendu, ce fardeau est aussi porté par ceux qui, dans la société, ne sont pas en mesure d'assumer de nombreux coûts.

Les millionnaires et les milliardaires sont un groupe qui en a très bien profité. Si les conservateurs et les libéraux semblent bien disposés à les laisser tranquilles, je me demande ce que pense le Bloc québécois de l'instauration d'un impôt sur la fortune, d'autant plus que 74 % des Québécois y sont favorables. Le député est-il d'accord pour que les membres très riches de la société canadienne paient leur juste part afin que les personnes défavorisées ne portent pas seules le poids du fardeau?

• (1555)

[Français]

M. Luc Thériault: Monsieur le Président, je me rappelle la première mesure déposée par le Bloc québécois en 2015, par l'entremise de mon collègue de Joliette. Cette mesure visait à mettre fin à l'utilisation des paradis fiscaux. Or les conservateurs et les libéraux ont voté contre la motion, même si elle aurait pu nous permettre de récupérer énormément d'argent. En effet, si tout le monde payait sa juste part et si l'argent des grandes banques canadiennes ne sortait pas du système économique québécois et canadien, nous ne serions peut-être pas obligés de tenir autant de débats sur le sujet.

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, à titre de porte-parole en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, je parlerai sans surprise d'agriculture. Mon collègue de Montcalm l'a d'ailleurs annoncé tantôt.

L'agriculture et l'agroalimentaire sont chers au cœur des Québécoises et des Québécois et assurément au cœur des Canadiens partout au pays. Dans la dernière année, on a réalisé l'importance d'avoir une souveraineté alimentaire, une autonomie alimentaire. On s'est rendu compte que c'était important. Fort malheureusement, le dernier discours du Trône auquel on vient d'assister s'est révélé un exercice pathétique de relations publiques sans contenu nouveau. En fait, je viens de faire une erreur: il y avait du contenu nouveau, il y avait plein de nouveaux empiètements dans les champs de compétence du Québec. C'est la raison pour laquelle nous nous apprêtons à voter contre, à moins d'un revirement majeur que nous souhaitons toujours. Soyons optimistes.

Je ne voudrais pas passer sous silence le sacrifice que le monde de l'agroalimentaire a fait, pendant la dernière année, et qu'il fait encore présentement. Je tiens à saluer tous les gens qui rentrent au travail chaque matin pour nous nourrir. Je parle bien sûr des producteurs agricoles, des transformateurs et des gens de l'agroalimentaire. Je les remercie, parce qu'on n'a pas eu peur de manquer de quoi que ce soit.

L'Adresse

Toutefois, on a réalisé que l'achat local était important. Il faut saisir l'occasion, il faut se revirer de bord, contrairement à ce que le gouvernement a fait pendant la crise. Il n'a pas saisi l'occasion d'arrimer ses actions sur l'importance de la crise. C'est la base de notre économie. Chaque année, on perd de 5 à 7 % à nos fermes, et cela risque d'être encore pire cette année. On a vu du lait jeté, on a vu des pertes énormes dans le domaine des œufs, du poulet, dans les grains, dans l'agroalimentaire. Plus que de centaines de millions de dollars étaient nécessaires pour modifier les usines qui tournaient au ralenti.

Il n'y a rien de sûr dans le marché de la restauration, on est en train de le refermer, malheureusement. Avec l'enjeu de la main-d'œuvre, tout cela met de la pression sur l'intégrité de l'offre alimentaire. C'est là qu'il faut réaliser l'ampleur de la situation.

Le gouvernement d'en face a mis 252 millions de dollars pour l'agriculture pendant la crise, alors que les gens de la Fédération canadienne de l'agriculture réclamaient un fonds de 2,6 milliards de dollars, pour avoir un vrai soutien. Pendant ce temps-là, les États-Unis offrent 19 milliards de dollars, soit une aide de 10 à 12 fois plus importante. Cela n'a pas de bon sens. Il faut faire quelque chose. Le discours du Trône ne reprend que des promesses vagues.

On va parler des compensations pour la gestion d'offre. Cela a été mentionné par mon collègue tout à l'heure. Évidemment c'est une de nos conditions. On retrouve un paragraphe assez vague où il est dit que « les travailleurs des secteurs soumis à la gestion de l'offre recevront un dédommagement plein et équitable ». Qu'est-ce que cela veut dire? Quels sont ces travailleurs? De quels secteurs s'agit-il? Est-ce que ce sont toutes les productions?

On veut une date, on veut des annonces rapides. Bien sûr, on va me dire qu'un discours du Trône est vague. C'est qu'on a juste du vague. Cela fait longtemps, ce n'est pas la première fois qu'on voit ce paragraphe. Il serait grandement temps qu'il se passe quelque chose. On a besoin d'une aide rapide. En ce qui a trait au lait, il faut avoir le versement de la deuxième année. Il faut budgéter les sept années restantes avec des montants, parce que nos producteurs se lèvent le matin pour nous nourrir, mais ils ont besoin de prévisibilité. Il faut qu'ils sachent à quoi s'attendre l'an prochain. Ils ont besoin de cet argent particulièrement pendant la crise de la COVID-19. Les autres productions soumises à la gestion de l'offre n'ont absolument rien reçu encore. On s'apprêtait en comité à étudier la question, mais il y a eu la prorogation. Pourquoi? Parce qu'on a un scandale à cacher. On fait dormir le gouvernement pendant cinq semaines, puis on revient à la Chambre pour nous faire voter en quatre heures et demie des mesures qui peuvent totaliser jusqu'à 57 milliards de dollars. Cela correspond à plus de 200 millions de dollars par minute de débat.

Je rappelle que l'agriculture a eu 252 millions de dollars. Cela n'a pas de bon sens. L'argent doit sortir. Les producteurs de poulet, les producteurs de dindons, d'œufs d'incubation, d'œufs de consommation ne demandent pas de l'argent à mettre dans leurs poches. Ils disent qu'ils ont besoin de se préparer à la concurrence déloyale qui va venir de l'extérieur, parce que ces entreprises ne répondent pas aux mêmes normes que les leurs. La réciprocité des normes est un autre enjeu.

• (1600)

Il va falloir s'attaquer à l'étiquetage et il va falloir qu'il soit clair. Est-ce du lait américain? Si oui, est-ce écrit en gros dessus? J'invite

les gens à choisir le cercle bleu, bien sûr. J'invite aussi les gens à regarder d'où vient le poulet qui est dans leur pâté au poulet.

Si les gouvernements ne font pas les bons choix, les consommateurs devront le faire. Nos producteurs sous gestion de l'offre ont besoin de temps pour se préparer. Les acteurs du milieu nous disent que les montants pour ces programmes de modernisation et de mise en marché sont établis depuis le mois d'août 2019. Cela fait plus d'un an et cela urge.

Je le répète, j'apprécie les bonnes intentions du discours du Trône. Cependant, il y en a assez, de ces bonnes intentions. La gestion de l'offre nous permet d'avoir un prix stable, un produit de grande qualité et des revenus stables pour les gens qui occupent nos campagnes. Elle met en valeur l'achat local, qui est à la mode ces temps-ci, il me semble. Je me trompe peut-être, mais je pense que « ça pogne ».

C'est peut-être une bonne idée de garder notre système de gestion de l'offre. C'est de l'occupation dynamique du territoire. Ce n'est pas bon que pour les producteurs sous gestion de l'offre, mais aussi pour les vétérinaires, les concessionnaires de machineries agricoles, les camionneurs, les mécaniciens, les nutritionnistes, les producteurs d'aliments pour animaux et j'en passe. Cela fait rouler nos campagnes. Cela fait que nos campagnes sont vivantes et qu'on les occupe.

Malheureusement, depuis les failles dans l'OMC, les gouvernements successifs cèdent. Il y a eu l'Accord économique et commercial global avec l'Union européenne en 2017, l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste en décembre 2018, et l'ACEUM en juillet cette année. En effet, autre promesse non tenue, cet accord est entré en vigueur en juillet plutôt qu'au mois d'août comme prévu, ce qui a coûté 100 millions de dollars à l'industrie laitière. On n'en parle pas souvent. Il faut répéter ces manquements. C'est 18 % de l'industrie laitière qui sera occupée par l'étranger au bout du compte.

Le Bloc québécois croit qu'il faut préserver la gestion de l'offre, car elle a déjà été assez abîmée. Nous réclamons haut et fort que toutes les productions sous gestion de l'offre obtiennent leur dû rapidement. Les transformateurs sont inquiets aujourd'hui parce qu'ils ne sont pas mentionnés dans le discours du Trône. Tout est vague et cela permet plein d'échappatoires. Le Bloc québécois va veiller au grain. Les transformateurs de volailles, d'œufs et de lait ont eux aussi souffert de ces accords commerciaux et ils ont besoin de leur dû. Qu'on respecte la parole donnée! Il me semble que ce n'est pas si compliqué que cela.

Il va falloir régler le cas de la gestion de l'offre une fois pour toutes. Nous allons présenter un projet de loi sur la table; il s'en vient. Avec tout le bruit que nous allons faire, il va être gênant de voter contre ce projet de loi. J'invite tous les parlementaires, ici à la Chambre, à préserver et à favoriser notre modèle.

Nous avons de nombreuses autres propositions dans notre plan de relance. Les gens des autres partis se plaisent parfois à dire que le Bloc québécois est ici pour chialer et parce qu'il veut de l'argent. La semaine passée, nous nous sommes fait dire que nous allions au guichet. Or, nous n'allons pas au guichet, c'est l'argent de notre monde qui est ici.

Le problème se trouve dans la répartition des responsabilités de cette fédération. La moitié de l'argent est à Ottawa, mais 75 à 80 % des responsabilités reviennent aux provinces et au Québec. Il est là, le problème. Ce n'est pas pour rien que nous voulons sortir de cette fédération, et cela fait partie de notre argumentaire pédagogique. En attendant, pendant que nous faisons partie de cette fédération, nous venons ici et nous demandons notre argent, parce que c'est l'argent de notre monde et que nous en avons besoin pour nos CHSLD et autres.

Je vais manquer de temps pour parler de notre plan de relance parce que je m'emporte. Je vais cependant dire qu'il faut encourager et favoriser les pratiques plus vertes, les zones riveraines, l'agriculture biologique, la biométhanisation, la transition aux énergies vertes, l'agriculture de proximité, les cultures en serre qui ont recours aux énergies vertes et l'agrotourisme. Il faut également transférer au Québec la responsabilité des travailleurs étrangers temporaires.

Nous proposons des assouplissements rapides, mais nous demandons que les responsabilités en soient transférées à Québec pour plus de facilité. J'ai parlé tantôt de l'étiquetage de tous ces produits qu'on laisse entrer de l'extérieur. Or, ces produits répondent-ils aux mêmes normes? Sont-ils bien identifiés? Notre population aura-t-elle l'information requise au moment de faire son choix? La capacité d'abattage en région est aussi une priorité, un dossier extrêmement urgent pour lequel il faut mettre des mesures en place.

Je vais poursuivre pendant que je répondrai aux questions.

• (1605)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis certain que le député d'en face est prêt à reconnaître que les libéraux sont d'ardents défenseurs de la gestion de l'offre non seulement quand ils sont au pouvoir, mais aussi quand ils font partie de l'opposition. Quand on examine les accords commerciaux, on voit qu'ils contiennent des indemnités pour la gestion de l'offre. Nous sommes conscients de la grande valeur de la gestion de l'offre et nous continuerons de nous battre pour sa survie. Rappelons d'ailleurs que le système de gestion de l'offre a été créé, à l'origine, par le Parti libéral et par des agriculteurs.

Par ailleurs, il faut reconnaître toute l'importance du commerce international. Nous avons créé de nouveaux débouchés pour les produits agricoles, et d'autres débouchés se sont encore ajoutés. À titre d'exemple, l'industrie du porc du Manitoba se porte merveilleusement bien. Certes, la pandémie de COVID-19 entraîne beaucoup de restrictions mais, de manière générale, l'avenir de nos collectivités agricoles est prometteur, et ce, grâce à la demande mondiale et à la protection de la gestion de l'offre. Le député est-il d'accord?

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa merveilleuse question qui me permet d'ouvrir plusieurs portes.

Nous sommes bien sûr d'accord sur le libre-échange. Le Bloc québécois a toujours été en faveur du commerce, mais il est en faveur du commerce intelligent. Le Canada fait bien sûr des exporta-

L'Adresse

tions de porc, et il continuera à en faire. Cela ne veut pas dire qu'il faut sacrifier la gestion de l'offre sur l'autel du libre-échange.

On dit que le Canada fait la promotion de la gestion de l'offre. Je m'excuse, mais je vais me référer au dernier accord en date. Premièrement, il est entré en vigueur au mois de juillet plutôt qu'au mois d'août. Il s'agit donc déjà d'une promesse non tenue. L'accord prévoit une ouverture de 3,59 % du marché du lait, un accès supplémentaire de 62,9 millions de kilogrammes au marché canadien du poulet, une ouverture de 3,5 % du marché du dindon, et j'en passe.

[Traduction]

M. Gerald Soroka (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, le député et moi avons siégé au comité de l'agriculture et ses chiffres ne sont pas tout à fait exacts. Il a dit qu'une enveloppe de 270 millions de dollars était réservée au fonds de secours lié à la COVID-19, alors qu'en réalité, 125 millions de dollars de ce montant étaient déjà en place. Les libéraux ont laissé croire qu'il s'agissait d'un nouveau programme même si ce programme a été mis en œuvre chaque année depuis 2008. Par conséquent, ils n'y ont pas réellement injecté autant d'argent qu'ils le croient.

Le député a aussi abordé la gestion de l'approvisionnement et c'est un très beau sujet à aborder. Quand la question sur la gestion de l'approvisionnement a été posée, en référence au fait que les producteurs laitiers n'avaient pas reçu une pleine compensation dans la foulée des ententes commerciales, la motion a été présentée par les conservateurs, mais le député a voté contre. Le député peut-il expliquer pourquoi?

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question, qui contient plusieurs volets.

Premièrement, je n'ai pas dit « 270 millions », j'ai dit « 252 millions ». Mon collègue apporte un point très pertinent: effectivement, en plus d'être une petite somme, il y avait là-dedans des sommes recyclées.

Deuxièmement, je ne pense pas que nous nous soyons déjà opposés à la compensation des producteurs laitiers, bien au contraire. Ce que j'ai dit plus tôt, ce n'est pas que les producteurs laitiers n'ont jamais eu de chèques. En fait, ils en ont eu un. C'était dans le cadre d'une campagne électorale où ils ont été instrumentalisés, parce qu'on a annoncé les montants au mois d'août.

Nous serons toujours là pour travailler ensemble en comité. Ce sera un grand plaisir de revoir mon collègue.

• (1610)

[Traduction]

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, moi aussi, je siége au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et c'est avec beaucoup de plaisir. Pour autant, je partage les mêmes frustrations qu'y suscite l'approche du gouvernement par rapport à la gestion de l'offre. Les libéraux excellent lorsqu'il s'agit de nous dire, ainsi qu'à tous les Canadiens, à quel point ils appuient la gestion de l'offre, tout en cédant lentement les parts de marché qu'elle protège. Dans son allocution, le député a parlé de prévisibilité. C'est un aspect très important, qui repose sur trois leviers de contrôle: celui des prix, celui de la production et celui des importations. Sur ce dernier point, les libéraux nuisent au secteur de l'agriculture depuis les cinq dernières années.

L'Adresse

J'aimerais que mon collègue explique à la Chambre à quel point la gestion de l'offre est importante. C'est souvent elle qui permet à une ferme de jouer un rôle central dans une petite localité. En effet, puisque la gestion de l'offre lui garantit une source de revenus, les autres fermes peuvent lui vendre les produits pour lesquels le prix fluctue. Voilà pourquoi la gestion de l'offre est cruciale et pourquoi la ministre doit prendre ses responsabilités et honorer les engagements qu'elle a pris dans le budget de l'an dernier.

[Français]

M. Yves Perron: Monsieur le Président, c'est une très belle question. Je remercie mon collègue du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. On dirait presque une réunion du Comité, cet après-midi. Il y a des gens qui savent de quoi ils parlent, et c'est parfait.

La prévisibilité est en effet fondamentale pour les entreprises. Comme il faut que je réponde brièvement, je vais donner un exemple concret. Au début de la crise, un peu de lait a été jeté, mais les producteurs de lait se sont rapidement ajustés. L'un des avantages de la gestion de l'offre, c'est que les producteurs se régulent entre eux. Le système fonctionne super bien, et personne n'a été au bord de la faillite. Par contre, les producteurs de lait ont besoin des compensations qui leur ont été promises.

Plus tôt, je n'ai pas eu le temps de citer Pierre Lampron, le président des Producteurs laitiers du Canada. Je vais donc terminer en répétant ce qu'il a dit au sujet du discours du Trône: « Les mots ne suffisent pas lorsque vous perdez chaque année 450 millions de dollars de votre production intérieure et que celle-ci est cédée à des producteurs étrangers — ce n'est que lorsque nous verrons les détails que nous saurons si cette promesse est tenue. »

Il a donc lu le même paragraphe vague que moi.

[Traduction]

M. Sven Spengemann (Mississauga—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de St. Catharines.

Ce que nous vivons, encore aujourd'hui, est sans précédent. Plus d'un million de morts de par le monde sont pleurés par leurs proches et leurs amis, et le coronavirus a infecté plus de 34 millions de personnes.

Les difficultés et les contraintes causées par la COVID-19 sont monumentales et elles continuent d'évoluer. Si la pandémie concerne au premier chef la santé publique, elle influe aussi sur la sécurité et l'avenir économique du pays, ainsi que sur les rapports qu'entretiennent tous les êtres humains de la planète.

Trois grandes crises auxquelles nous devons remédier secouent actuellement le Canada et le monde:

La première est la pandémie de COVID-19. Les taux d'infection sont repartis à la hausse, et de nombreux pays, y compris le Canada, sont maintenant dans la deuxième vague. Nous devons absolument continuer à travailler de concert si nous voulons vaincre la pandémie. Les mesures élémentaires d'hygiène, comme garder ses distances, se laver les mains et porter un masque en public, restent les solutions les plus efficaces. Si nous voulons que l'économie reprenne de la vigueur, les particuliers et les entreprises auront besoin d'un coup de pouce financier tant qu'ils subiront les contre-coups de la pandémie.

Deuxièmement, il est plus important que jamais de combattre les changements climatiques, puisque leurs effets augmentent de plus en plus et se manifestent par des conditions météorologiques plus imprévisibles, des inondations, des feux de forêt, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion rapide de la biodiversité. La crise climatique frappe en même temps que la COVID-19, et nous ne pouvons plus reporter la lutte à plus tard. Le gouvernement du Canada s'emploie à faire des investissements progressifs dans l'économie verte afin de faciliter la transition vers une réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'atteindre et de dépasser les cibles de l'Accord de Paris et les objectifs fixés pour 2030, et d'assurer la transition vers les sources d'énergie renouvelables; tout cela pour atteindre la cible, établie par voie législative, de zéro émission nette d'ici 2050. Nous sommes en bonne voie d'interdire les plastiques à usage unique d'ici 2021 et de protéger 30 % de nos terres et de nos océans d'ici 2030.

Troisièmement, le combat pour l'inclusion présente de nouveaux défis et exige des interventions et un engagement soutenus dans nos collectivités et partout dans le monde. Le racisme systémique contre les Noirs et les Autochtones, l'antisémitisme, l'islamophobie et les autres formes de haine, de division et de violence persistent encore.

Le meurtre de George Floyd, la mort d'Ejaz Choudry, tué par la police à Mississauga, et la mort de Joyce Echaquan dans un hôpital du Québec, survenue après une pluie d'insultes racistes, ne sont que trois des cas les plus atroces dont nous avons été témoins en 2020. Il y en a eu bien d'autres en effet.

Je me soucie également de l'égalité des sexes et de l'inclusion de la communauté LGBTQ2S+, des personnes handicapées, des anciens combattants, des aînés et des jeunes. Il faut poursuivre le combat en faveur de l'inclusion jusqu'à ce que tout le monde soit traité sur un pied d'égalité. Le gouvernement est déterminé à agir, mais nous aurons besoin de l'aide de tous les Canadiens.

Permettez-moi d'élaborer brièvement sur chacune de ces trois priorités.

Alors que la pandémie de COVID-19 perdure, il demeure particulièrement important de protéger les personnes et les segments de la population les plus vulnérables, ceux qui sont les plus durement touchés. Je parle notamment des aînés dans les centres de soins de longue durée, des femmes et des enfants qui fuient la violence fondée sur le sexe, des sans-abri et des personnes qui ont un handicap, des conditions préexistantes ou une maladie rare.

Pour protéger les Canadiens de cette hausse marquée du nombre d'infections, le gouvernement continuera d'aider les provinces et les territoires à accroître leur capacité de dépistage. Pour relever rapidement ce défi important, nous faisons les investissements qui s'imposent et nous mettrons sur pied une équipe d'intervention fédérale en matière de dépistage.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à établir des normes nationales pour les soins de longue durée. Il est toujours aussi déterminé à éliminer l'itinérance chronique et il augmentera les investissements destinés aux placements rapides en logement à court terme. Nous présenterons également un plan pour l'inclusion des personnes handicapées et une stratégie concernant les maladies rares pour aider les Canadiens à réaliser des économies sur les médicaments coûteux.

L'Adresse

Alors que le coronavirus continue de ravager l'économie nationale et mondiale, le gouvernement du Canada veillera à ce que les citoyens et les entreprises continuent de recevoir de l'aide financière durant la pandémie. Nous fournirons un soutien financier ciblé et direct aux entreprises qui sont forcées de fermer temporairement leurs portes à la suite des décisions prises par les autorités locales de santé publique.

La COVID-19 a fait subir des effets démesurés à certains secteurs. Le gouvernement du Canada est déterminé à soutenir encore davantage l'industrie du voyage et du tourisme, l'industrie hôtelière et l'industrie culturelle, comme les arts de la scène. Des dirigeants communautaires de Mississauga—Lakeshore ont souligné le rôle de plus en plus important que jouent les arts durant ces temps incertains. Les arts donnent l'occasion de rompre avec l'isolement et les difficultés, et ils sont au cœur même de ce que nous sommes comme êtres humains. On ne saurait exagérer leur contribution positive à l'essence de notre culture.

• (1615)

Notre région reconnaît également le besoin urgent de faire de la relance une relance verte et l'importance de créer des emplois au moyen de mesures de lutte contre les changements climatiques. La lutte contre les changements climatiques est au cœur du plan du gouvernement pour la création d'un million d'emplois. Les édifices sont la cause de 52 % des émissions à Mississauga et 30 % de l'empreinte carbone de la région est attribuable au secteur des transports.

Nous voulons créer des emplois bien rémunérés dans le secteur de l'amélioration écoénergétique des maisons et des édifices et favoriser les solutions de transport collectif et de transport actif, ainsi que la production de véhicules zéro émission abordables afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Le gouvernement investit également dans l'atténuation des catastrophes causées par les changements climatiques comme les inondations et les feux de forêt, afin de rendre les collectivités plus résilientes.

Beaucoup trop de gens subissent les affres du racisme systémique et, plus que jamais, il est évident que nous avons tous un rôle important à jouer pour mettre fin à cette réalité hideuse et inacceptable. Le gouvernement travaille à trouver une voie vers la réconciliation avec les Premières Nations au pays. Nous allons accélérer les efforts de création d'un plan d'action national, travailler en collaboration pour créer un cadre législatif concernant les forces de police autochtones et entreprendre des réformes à la GRC.

Nous prenons des mesures concrètes pour endiguer le racisme à l'endroit des Noirs et d'autres formes de racisme au moyen de la stratégie canadienne de lutte contre le racisme 2019-2022 et de la création d'un secrétariat de lutte contre le racisme. Nous allons continuer de soutenir et d'habiliter les Canadiens noirs au moyen d'investissements, par exemple dans le cadre du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires.

Les pandémies ne connaissent pas de frontières, et la COVID-19 ne fait pas exception. En jetant plus de personnes dans la pauvreté extrême, en faisant augmenter l'insécurité alimentaire et en menaçant d'augmenter le taux d'infection des populations de réfugiés, le coronavirus a exacerbé les conditions de vie difficiles des gens les plus vulnérables. Nous ne pouvons lutter contre la pandémie si nous ne pouvons protéger ces gens au Canada et s'ils ne sont pas protégés non plus à l'étranger.

Nous ne pouvons résoudre aucune de ces crises de façon isolée. Au contraire, les efforts locaux et internationaux doivent se renforcer les uns les autres. Beaucoup d'organismes fournissent des services importants dans notre collectivité. J'aimerais remercier les équipes de direction, les défenseurs et les bénévoles.

Interim Place et Armagh House offrent un lieu sûr pour les femmes et les enfants qui fuient la violence. Les banques alimentaires Compass et ISNA Canada fournissent des aliments et des produits d'hygiène aux gens dans le besoin. Indwell vient de lancer un projet de logements abordables. Les associations de gens d'affaires locaux de Lakeview, Clarkson et Port Credit soutiennent les petites entreprises.

Le Conseil des arts de Mississauga aide les artistes-interprètes à faire la transition vers des spectacles en ligne. Le conseil de jeunesse de Mississauga—Lakeshore et le conseil des aînés de Mississauga—Lakeshore offrent des points de vue importants sur la gestion de la pandémie.

For Our Kids, Climate Impact Fund, Peel Community Climate Council et d'autres appuient l'idée d'une reprise économique verte et équitable. Beaucoup d'entreprises se sont réorientées pour répondre aux nouveaux besoins, comme la fondation Como, qui fournit des masques transparents permettant aux personnes malentendantes de lire sur les lèvres.

On peut voir des dirigeants tout aussi dévoués à l'échelon international. Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, dirige et coordonne la réponse sanitaire internationale à la COVID-19. Filippo Grandi, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, dirige le travail qui vise à protéger les populations de réfugiés. Michelle Bachelet, haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, continue de dénoncer les violations des droits de la personne alors que la pandémie fait peser des menaces supplémentaires sur les populations vulnérables.

David Beasley, directeur général du Programme alimentaire mondial, dirige la lutte mondiale contre la faim. Tuula Yrjola, dirigeante responsable et secrétaire générale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, œuvre à prévenir les conflits et à bâtir la paix.

Je tiens à remercier ces dirigeants, leurs collègues, de même que les partenaires locaux et internationaux de leur dévouement.

Il y a quelques semaines, j'ai parlé avec Olivia Allen, une élève remarquable de 11 ans qui vit dans notre communauté. Son exemple illustre à merveille que les jeunes ne sont pas seulement les leaders de demain: ce sont déjà des leaders aujourd'hui. Parce qu'elle sait poser les bonnes questions et n'hésite pas à poser des questions épineuses, Olivia contribue déjà à la création d'un avenir meilleur.

Il y a une seule planète et une seule race humaine. Nous devons voir à coordonner les efforts locaux et internationaux et à travailler ensemble pour relever les défis que posent la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques, et pour promouvoir l'inclusion. Chacun d'entre nous doit faire sa part pour bâtir un monde meilleur. Notre avenir commun en dépend.

L'Adresse

• (1620)

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le député a choisi de se montrer à l'écran avec un drapeau des Nations unies bien en évidence. Cependant, j'ai remarqué qu'il est resté muet au sujet de la tentative ratée du gouvernement d'obtenir un siège au Conseil de sécurité. Les libéraux ont obtenu moins de votes lors de l'élection au Conseil de sécurité que le gouvernement de Stephen Harper. Cela est peut-être lié au fait que l'actuel gouvernement dépense moins pour le développement international, en proportion du revenu national brut, que le gouvernement de Stephen Harper. Les chiffres semblent raconter une histoire différente de celle que raconte le député en ce qui concerne les aspirations internationales.

J'aimerais entendre les observations du député au sujet de la démarche pour obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. De toute évidence, étant donné la présence du drapeau, c'est une chose à laquelle il pense beaucoup, même s'il n'en a pas parlé. Le député peut-il nous dire ce qui a mal tourné? Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé dans sa tentative pour obtenir un siège au Conseil de sécurité?

M. Sven Spengemann: Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter au député un bon retour à la Chambre des communes. Il y est en personne aujourd'hui et moi, par vidéoconférence. Je suis content de le voir, et sa question est importante.

Ce n'est pas le moment pour les acrobaties ou les manœuvres politiques, ni même pour des élections internationales. C'est le moment de penser aux populations vulnérables. Aucune autre organisation n'est plus à l'avant-scène de ce combat à l'échelle internationale en faveur d'un avenir meilleur pour les plus vulnérables que les Nations unies, avec l'appui indéfectible du Canada, avec ses partenaires de mise en œuvre et les associations et organisations régionales. J'ai parlé de certains d'entre eux dans mon discours.

Je suis très heureux que le gouvernement ait fait sa part à bien des égards en ce qui concerne les Nations unies et qu'il ait tout récemment investi 400 millions de dollars dans le développement international ainsi que 200 millions de dollars dans le système CO-VAX.

C'est vraiment un effort collectif. Il est temps de mettre de côté la partisanerie. Il est temps d'unir nos efforts et de travailler pour ceux qui sont profondément touchés par la COVID-19.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, il est question de parcs urbains nationaux dans le discours du Trône. J'aimerais poser une question au député qui porte précisément sur la politique actuelle de son gouvernement à cet égard.

Windsor tente d'intégrer le tronçon de rivage Ojibway Shores pour créer un parc national urbain le long des Grands Lacs, et les députés savent à quel point ce projet revêt une grande importance. Il y a plus d'une centaine d'espèces en péril à cet endroit. Il s'agit d'une zone d'intérêt qui est essentielle non seulement pour l'Ontario, mais pour les régions partout au Canada et le monde entier. À l'heure actuelle, le plan du gouvernement, qui est mis à exécution par le ministre des Transports, consiste à permettre à l'administration portuaire de Windsor d'extorquer des millions de dollars aux résidents de Windsor pour permettre un échange de terres douteux qui pourrait rapporter jusqu'à 4 millions de dollars à un concessionnaire automobile américain.

Une proposition a été présentée dans le but de transférer les droits relatifs à cette terre de l'administration portuaire parce qu'il

s'agit de terres publiques. Ce genre de chose s'est déjà faite par le passé. S'agit-il d'une idée envisageable pour permettre la création d'un parc national urbain et protéger la centaine d'espèces en péril qui s'y trouve? Dans la négative, pourquoi les résidents de Windsor devraient-ils avoir à payer le gouvernement fédéral pour des terres qui leur appartiennent déjà? Cela me semble une bien mauvaise politique environnementale.

• (1625)

M. Sven Spengemann: Monsieur le Président, je ne connais pas les détails du dossier en question, mais le député soulève un point très important en ce sens que les parcs nationaux et les défis actuels que j'ai mentionnés dans mon allocution sont liés de deux façons.

Les parcs sont un élément essentiel de la conservation. Nous nous engageons à protéger 30 % des terres et des océans du Canada d'ici 2030 pour favoriser la biodiversité et atténuer les changements climatiques, ce qui est très encourageant. Ce qui est tout aussi important, comme l'a indiqué le député, c'est que les populations locales puissent avoir accès aux parcs pour des raisons directement liées à la COVID. Les parcs offrent aux gens la possibilité d'aller dehors tout en maintenant la distanciation physique et, aussi, de s'intéresser à la conservation, ce qui est bien pour les jeunes. Par conséquent, il est fondamentalement important que les gens puissent aller dans les parcs pendant cette pandémie de COVID-19.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question à mon collègue.

Je l'ai entendu répondre à notre collègue conservateur que ce n'était pas le temps de parler de partisanerie. J'aimerais que les gens du gouvernement cessent d'utiliser cet argument circulaire — tel que nommé par un de mes éminents collègues récemment — et qu'ils répondent directement à ma question.

Que pense le député du transfert des sommes aux provinces et au Québec en santé et pour les liaisons Internet? Que peut-on faire pour que cela aille plus vite? Cela presse. J'aimerais avoir son avis personnel.

M. Sven Spengemann: Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de sa question, qui touche au cœur de notre intervention collective contre la pandémie.

[Traduction]

Comme nous avons pu l'entendre plus tôt dans l'échange, la voix du Bloc Québécois est importante. Nous l'avons entendue bien clairement cet après-midi.

Il est important que tous les paliers de gouvernement soient au même diapason. Qu'il s'agisse d'agriculture ou de santé, l'heure n'est pas à la division. Nous devons tous être du même côté. Un peu plus tôt, le ministre des Affaires intergouvernementales nous a parlé de la conversation qu'il a eue hier soir avec le premier ministre du Québec, c'est très encourageant, tout comme l'excellent travail de la vice-première ministre avec les provinces.

Nous nous devons de collaborer et d'écouter très attentivement, ce que nous faisons.

L'Adresse

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'être de retour. J'entends des acclamations de l'autre côté; ils sont heureux que nous soyons de retour. Voilà qui est quelque peu inhabituel dans cette enceinte, et je pense que nous souffrons tous un peu du contexte actuel.

Je trouve bien agréable d'entendre les députés de l'opposition applaudir un député libéral. C'est bon à entendre, c'est bon pour l'ego, et cela m'encourage à m'exprimer davantage à la Chambre. Je sais que les députés d'en face se préoccupent du fait que je ne parle pas autant que lors de la précédente législature.

Je n'allais pas aborder ce sujet, mais le député de Windsor-Ouest l'a fait, alors j'ai pensé que je pourrais moi aussi en discuter. Le député a mentionné un dossier qui, je le sais, nous préoccupe tous les deux; il s'agit des paris sur une seule épreuve sportive. Il a posé une question au député de Windsor—Tecumseh à ce sujet, mais ce dernier n'a malheureusement pas eu le temps de répondre. Je tiens à lui assurer que le député de Windsor—Tecumseh et moi-même avons fait beaucoup d'efforts en ce sens, même s'il ne se passe pas grand-chose actuellement dans le monde du sport.

J'ai lu aujourd'hui dans un article de journal qu'un casino géré par le crime organisé avait été démantelé par les forces policières de la région du Grand Toronto. Voilà qui montre bien l'influence du crime organisé dans l'industrie des jeux de hasard.

Au Canada, les paris sur une seule épreuve sportive représentent une industrie de plusieurs milliards de dollars et très peu de celle-ci est légale. À mon avis, il est temps de la légaliser. Il est temps de la réglementer et de retirer l'argent des mains du crime organisé. Je sais que le député de Windsor-Ouest est en faveur de cette idée et un député conservateur a également présenté un projet de loi d'initiative parlementaire sur le sujet. J'espère donc que nous irons de l'avant dans ce dossier. Lorsque nous pourrons nous réunir à nouveau, il s'agira d'un outil important pour des régions comme ma circonscription, Niagara, Windsor et bien d'autres circonscriptions qui comptent des casinos.

Ce sera l'occasion de créer des emplois et de permettre aux Canadiens d'en profiter. Il n'est pas illégal de faire des paris sportifs au Canada, comme le montre ProLine. Les gens peuvent parier sur les sports, mais pas sur une seule épreuve sportive. Il est temps pour nous de passer à l'action dans ce domaine. Je remercie à nouveau le député de Windsor-Ouest d'avoir soulevé la question.

Nous débattons du discours du Trône au beau milieu d'une crise sanitaire mondiale. Une partie de mon discours portera notamment sur ce que nous faisons en ce moment pour aider les Canadiens. Pour sortir de cette crise, le but ultime est de trouver un vaccin ou un traitement qui fonctionne vraiment. Une deuxième vague se propage partout dans le monde.

Par ailleurs, nous constatons aussi que le dépistage rapide n'est pas la panacée que certains députés voudraient nous faire croire. En examinant nos alliés et nos amis du Sud, nous constatons que tous les membres de la Maison-Blanche ont eu recours au dépistage rapide avant d'aller travailler, mais qu'il y a maintenant une éclosion à cet endroit. Le virus continue à se propager.

L'objectif ultime doit être un vaccin. C'est ainsi que nous pourrions de nouveau assurer la sécurité des Canadiens. C'est ainsi que nous pourrions relancer l'économie pour les Canadiens et faire en sorte qu'ils cessent de s'inquiéter. Nous voulons tous aller à la ren-

contre de concitoyens. Nous voulons tous leur serrer la main, participer à des activités, les voir, leur parler et nous trouver dans la même pièce qu'eux. Nous ne voulons pas nous tenir à 10 pieds l'un de l'autre, comme nous le faisons à la Chambre. Nous voulons être capables de nous réunir de nouveau. C'est dans la nature humaine.

Je vais dire à la Chambre des communes ce que je dis sur les médias sociaux. J'encourage les électeurs de ma circonscription et l'ensemble des Canadiens à continuer de pratiquer la distanciation sociale, de se laver les mains, de porter un masque et de télécharger l'application Alerte COVID. Ce sont là des moyens pour les Canadiens de contribuer à la lutte contre le virus. Il n'y a rien que les premiers intervenants, les médecins et le gouvernement ne peuvent faire si les Canadiens ne suivent pas ces directives.

Qu'avons-nous fait? Des milliards de pièces d'équipement de protection individuelle ont été achetées. La moitié d'entre elles sont maintenant fabriquées au Canada, ce qui témoigne de l'engagement des entreprises canadiennes, qui se sont mobilisées lorsque le besoin s'est fait sentir. Elles se sont lancées dans la fabrication d'équipement de protection individuelle fabriqué au Canada. Comme je l'ai dit, elles en produisent près de 50 %, et c'est important.

• (1630)

Alors que nous travaillons fort auprès d'autres gouvernements étrangers pour obtenir le meilleur prix et avoir accès à l'équipement de protection individuelle dont nous avons tant besoin, la meilleure façon de faire est de fabriquer l'équipement ici même, au Canada.

Je dois également reconnaître le travail de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, car le Canada a maintenant des contrats pour cinq vaccins différents, ce qui représente jusqu'à 154 millions de doses. Certains diront que nous ne sommes que 37 ou 38 millions, alors pourquoi avons-nous besoin d'autant de vaccins? Il se peut que plus d'une dose soit nécessaire, ou qu'un vaccin soit plus efficace qu'un autre. Le gouvernement du Canada est au service des Canadiens. Nous avons besoin d'un vaccin efficace, mais nous ne mettons pas tous nos œufs dans le même panier.

Je trouve inquiétant de voir, à la Chambre et dans les médias sociaux, que les discours contre la science réussissent à se frayer un chemin. Je crains donc grandement que, lorsque nous aurons un vaccin approuvé, une partie de la population affirmera qu'elle ne croit pas à son utilité, qu'elle n'en a pas besoin, qu'il s'agit d'un poison et qu'il est toxique. Nous avons déjà assisté à des scénarios semblables dans le cas d'autres vaccins. Des maladies qu'on croyait avoir complètement éliminées, comme la rougeole, refont leur apparition et tuent des enfants, partout sur la planète, à cause d'histoires fausses ou erronées qui sont transmises dans les médias sociaux et auxquelles les gens croient.

Par conséquent, j'espère que tous les députés seront favorables au vaccin contre la grippe et inviteront les résidents de leur circonscription respective à se faire vacciner, puisque la saison de la grippe approche à grands pas. Les députés peuvent se faire vacciner contre la grippe, en parler sur leurs comptes de médias sociaux et en faire la promotion. Si les députés montrent l'exemple en suivant les directives de la santé publique, ils peuvent contribuer à améliorer les choses et agir comme des leaders à cet effet. Au moment où nos hôpitaux traversent la deuxième vague, ils doivent aussi composer avec la menace grandissante de la grippe.

L'Adresse

Comme nous le savons tous, et comme nous l'avons tous entendu, la grippe tue des milliers de Canadiens chaque année. Plus il y aura de personnes vaccinées contre la grippe, plus nous contribuerons à alléger le fardeau du système de santé. Je souhaite que tous les députés se fassent vacciner contre la grippe et qu'ils en fassent la promotion. Ils peuvent se faire prendre en photo en train de se faire vacciner, la publier sur leur page Facebook et montrer aux résidents de leur circonscription qu'ils ont leur santé à cœur.

Je ne comprends pas vraiment pourquoi les conservateurs chahutent pendant que je vante le vaccin contre la grippe. J'aurais cru que ce serait le sujet le moins controversé parmi tous ceux que j'ai abordés aujourd'hui, mais ce n'est apparemment pas le cas.

Bon nombre de ces vaccins sont sur le point de commencer, ou même de terminer, la troisième phase des essais cliniques. Je fais confiance à Santé Canada et aux fonctionnaires qui homologueront les futurs vaccins, en collaboration avec les entreprises concernées.

L'économie ne pourra jamais recommencer à tourner à plein régime sans cette confiance, sans la conviction que nous pouvons repartir la machine sans craindre de propager le virus. Nous voyons bien à quelle vitesse il se répand. Quel que soit leur parti, les députés n'ont qu'à demander à leurs collègues qui ont contracté cette terrible maladie — surtout ceux dont les symptômes ont été plus graves — pour se convaincre que nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir.

J'espère que nous saurons enterrer le discours antiscientifique qui refait régulièrement surface. Les scientifiques et les chercheurs canadiens sont parmi les meilleurs du monde. Les responsables de la santé publique et les fonctionnaires de Santé Canada, qui s'occupent de tous ces projets, font aussi de leur mieux. Ils travaillent tard le soir et font tout pour assurer la sécurité des Canadiens.

J'ose donc espérer que tous les partis sauront mettre leur confiance dans la science et faire taire le discours antiscientifique. En terminant, je tiens à féliciter de nouveau la ministre de l'Approvisionnement et son équipe, car c'est grâce à eux si le Canada a pu réserver des doses suffisantes de vaccins, de seringues et d'accessoires médicaux, bref pour se procurer tout le nécessaire à une campagne de vaccination à grande échelle.

Je vois que mon temps de parole est presque écoulé. Je suis disposé à répondre à des questions.

• (1635)

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, la question que j'adresse au député après son exposé porte moins sur ses conseils en matière de communications donnés aux députés de l'opposition que sur la qualité, selon lui, du travail accompli par le gouvernement pendant une période cruciale de cette année. En effet, le Parlement a été prorogé pendant presque six semaines.

Nous comprenons que nous vivons une période sans précédent. Nous comprenons que nous sommes au beau milieu d'une urgente crise sanitaire, mais nous ne comprenons pas que le Parlement ait été prorogé. La seule explication qui nous apparaît plausible est que le premier ministre, qui faisait l'objet d'une troisième enquête à propos d'infractions à la Loi sur les conflits d'intérêts, voulait éviter un nouveau scandale provoqué par son manque d'éthique. Pourquoi a-t-il fermé le Parlement du Canada, alors que la Chambre aurait pu s'occuper de beaucoup de questions et préparer bien des mesures d'aide pour les Canadiens, plutôt que d'avoir à faire adopter des me-

sures à toute vitesse, comme il le fait maintenant à cause du retard pris?

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, après la prorogation, nous avons commencé le débat mercredi plutôt que lundi.

Pour ce qui est de la communication, je suis heureux que le député ait soulevé la question, étant donné les discours antiscientifiques que j'ai entendus. À une occasion, lors du débat d'ajournement, le député m'a posé une question. Il a alors critiqué la tarification de la pollution tout en demandant de l'argent pour aider un secteur inondé de sa région. La pollution a des conséquences, alors j'espère que le député se rendra compte que la science est importante et que nous devrions écouter les scientifiques. La crise actuelle n'est pas le seul problème auquel nous devons faire face. La crise des changements climatiques arrive rapidement et nous devrions nous y préparer.

• (1640)

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, je ne sais pas si je m'adresse directement au secrétaire parlementaire du ministre des Transports ou à son ego, mais je vais quand même poser ma question.

Dans le discours du secrétaire parlementaire du ministre des Transports, je m'attendais fortement à ce qu'il soit question de transports, mais ce n'est pas le cas. C'est un peu à l'image du discours du Trône, dont les lignes sont floues et vides.

Peut-on savoir ce qui s'en vient en ce qui concerne les transports?

Le gouvernement dit qu'il s'intéresse à la question des transports en milieu rural. J'aimerais avoir des mesures claires.

[Traduction]

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, nous avons établi clairement dans le discours du Trône que nous prenons la question des transports en milieu rural très au sérieux. Le Canada est un grand pays. Nous devons pouvoir assurer le transport des personnes et des marchandises d'un endroit à l'autre. C'est une priorité.

Nous sommes heureux que les transporteurs aériens du pays profitent de la Subvention salariale d'urgence du Canada, et il reste encore beaucoup de travail à faire. Nous allons travailler avec les transporteurs aériens et ferroviaires du pays. Nous allons trouver des solutions pour l'ensemble du secteur. Nous sommes encore au début de cette crise, et je suis prêt à écouter toutes les suggestions du député.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je veux remercier le député de son travail sur les paris sur une seule épreuve sportive. Il s'agit d'un dossier important. En effet, non seulement on prive le crime organisé d'une source de revenus, mais c'est aussi ce que les provinces souhaitent et il s'agit d'une manière d'assurer une certaine responsabilité dans le système. J'espère que le député est en mesure d'indiquer si le gouvernement envisage de prendre un décret. En tant que secrétaire parlementaire du ministre des Transports, il sait que le gouvernement a pris un décret afin de donner un nouveau pont à un milliardaire américain et j'aimerais en savoir plus sur ce processus.

Deuxièmement, j'aimerais connaître sa position concernant le site Ojibway Shores. J'ai mentionné que l'on chassait des espèces en voie de disparition le long de la rivière Détroit. L'Administration portuaire de Windsor veut extorquer des millions de dollars des habitants de la ville de Windsor pour protéger ce terrain, ce qui nécessiterait éventuellement une transaction foncière avec un concessionnaire de voitures américain. Le député va-t-il se pencher sur ce dossier afin de trouver une solution? Dans le discours du Trône, il est question de parcs urbains nationaux et ce cas pourrait être le premier de nombreux exemples d'amélioration de l'environnement au pays.

M. Chris Bittle: Monsieur le Président, je ne sais pas si j'aurai suffisamment de temps pour répondre aux deux questions.

En ce qui concerne les paris sur une seule épreuve sportive, il n'y a aucune disposition dans le Code criminel qui autoriserait la prise d'un décret modifiant le Code criminel. Cela devrait donc se faire par l'entremise d'un projet de loi d'initiative parlementaire ou d'un projet de loi d'initiative ministérielle. Un projet de loi a été présenté par un député conservateur dont le nom de la circonscription m'échappe pour l'instant. Je m'en souviens: il s'agit du député de Saskatoon-Ouest. Je veux rendre à César ce qui appartient à César. Je me souvenais du nom du député, mais je ne voulais pas le mentionner ici, car cela aurait enfreint le Règlement. Ce projet de loi nous offre une occasion, et j'espère que nous la saisirons.

Pour ce qui est des parcs urbains, c'est quelque chose qui nous remplit d'enthousiasme. Quant au problème particulier soulevé par le député, j'espère que nous pourrions collaborer avec la Ville de Windsor et son administration portuaire pour y trouver une solution.

Le vice-président: Avant que nous reprenions le débat, conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Nanaimo—Ladysmith, La fiscalité; le député de Cowichan—Malahat—Langford, La santé.

M. Philip Lawrence (Northumberland—Peterborough-Sud, PCC): Monsieur le Président, au risque de me faire expulser du caucus du Parti conservateur, j'aimerais souligner que c'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole à la suite du député de St. Catharines, que je connais depuis des années et que je considère même comme mon ami. Voilà qui mettra peut-être fin à ma carrière. Merci tout le monde. C'est peut-être mon dernier discours.

La COVID-19 a donné lieu à une pandémie mondiale qui cause beaucoup de tort à l'humanité. Il ne fait aucun doute que le gouvernement libéral n'est pas responsable de cette pandémie. De plus, en cette ère de mondialisation, il était inévitable que le coronavirus s'infilte au Canada. Cela dit, le gouvernement est absolument responsable de sa réaction. Étant donné que le discours du Trône est une occasion pour le gouvernement de vérifier s'il jouit de la confiance des Canadiens et que la réponse à la pandémie constitue un dossier urgent ces temps-ci, saisissons l'occasion pour évaluer le rendement du gouvernement à ce sujet.

La priorité, durant cette pandémie, c'est évidemment la santé et la sécurité de la population. Maintenant que la pandémie sévit depuis près d'un an, on commence à en tirer des leçons. On commence à discerner les éléments sur lesquels le gouvernement doit nécessairement s'attarder pour protéger la population. Ces aspects comprennent notamment la vigilance, la sensibilisation, le contrôle des frontières, la disponibilité de l'équipement de protection individuelle, le dépistage et la recherche des contacts.

L'Adresse

Quel est le bilan du gouvernement dans ces secteurs clés? Parmi les pays qui ont le mieux réussi dans le monde, notons Taïwan et Singapour, qui ont agi de façon rapide et décisive. Ils ont reconnu la menace presque immédiatement. En comparaison, la réponse du Canada a été lente et désorganisée. Nous aurions pu nous retrouver en bien meilleure posture. À peine quelque temps avant la pandémie, le gouvernement libéral avait décidé de démanteler le système d'alerte pandémique, la ministre de la Santé allant même jusqu'à affirmer, ici même à la Chambre, que le risque qu'une pandémie frappe le Canada était faible.

Si de nombreux pays ont rapidement et fermement imposé des contrôles à la frontière ou ont même mis en place des mesures de dépistage obligatoire, la réponse canadienne, elle, a encore une fois été trop lente. On distribuait des dépliants plutôt que d'imposer des restrictions qui tombaient sous le sens à la frontière, comme prendre la température des voyageurs.

Après l'écllosion de SRAS, le Canada aurait dû être bien sensibilisé à la nécessité de l'équipement de protection individuelle, et il l'était effectivement, comme bien d'autres pays. Le Canada disposait d'une large réserve. Malheureusement, pour une raison inconnue, le gouvernement libéral a décidé de s'en débarrasser. Chose incroyablement, le peu d'équipement de protection individuelle que nous avions en stock a été donné au régime communiste chinois.

La mesure assurément la plus importante pour freiner la propagation du virus est de pouvoir identifier les gens qui sont atteints de la COVID-19 afin de les mettre rapidement en quarantaine. Tout pays qui veut se protéger contre cette terrible pandémie doit continuellement tester sa population. Quand le reste du monde s'est mis au travail pour créer, examiner et approuver des tests de dépistage rapide en vue de la deuxième vague, le gouvernement libéral, lui, a décidé de proroger le Parlement.

Heureusement que la députée de Calgary Nose Hill est là. C'est parce qu'elle a souligné l'importance de procéder à des tests de dépistage rapide à grande échelle que le gouvernement a approuvé une commande importante de tests de dépistage rapide après s'être tourné les pouces pendant deux mois.

Toutefois, ils ne sont toujours pas arrivés. Ils n'ont toujours pas été distribués aux établissements de soins de longue durée. Ils n'ont pas été envoyés aux écoles. On n'en trouve pas sur les lieux de travail. Ce retard freine la relance économique et empêche les femmes de retourner sur le marché du travail. Comme nous le savons, ce sont les femmes qui, bien souvent, doivent s'occuper de leurs enfants. Ainsi, si les enfants ne peuvent pas retourner à l'école, les femmes ne peuvent pas retourner au travail. Je trouve cela très choquant que cette réalité soit attribuable à un gouvernement qui prétend être féministe.

Un autre aspect essentiel est la recherche des contacts. Je tiens à féliciter le gouvernement: il a conçu une excellente application à cette fin. Malheureusement, le gouvernement a encore une fois laissé pour compte des gens. C'est désolant. Toute une province est complètement exclue. Pourquoi le gouvernement ne rend-il pas l'application accessible aux Britanno-Colombiens? La stratégie en matière de santé des libéraux a été décevante et inacceptable.

Parlons maintenant des répercussions sur l'économie, qui sont peut-être les principales conséquences négatives de la COVID-19 après celles sur la santé. De nombreux Canadiens ont perdu leur emploi à cause de cette pandémie. Certains ont perdu leur foyer et, pire encore, certains ont perdu tout espoir.

L'Adresse

• (1645)

Je souhaite contextualiser mes observations concernant l'intervention économique du gouvernement en réponse à la pandémie. En effet, d'aucuns affirment que les libéraux mesurent le succès des programmes gouvernementaux qu'ils mettent en place en fonction du nombre de personnes qu'ils aident. Les conservateurs, en revanche, mesurent le succès d'un gouvernement par le nombre de personnes qu'il n'a pas besoin d'aider. Il ne fait aucun doute que les travailleurs qui sont privés de leur gagne-pain, les gens qui ont perdu leur entreprise ou les jeunes qui ne peuvent plus aller à l'école à raison de la COVID-19 avaient tous besoin d'une aide financière temporaire. Cependant, il ne faut pas se leurrer quant à la provenance de ces fonds. Ils ne proviennent certainement pas du gouvernement, car celui-ci ne crée pas la richesse. Le gouvernement représente plutôt une dépense — une dépense importante et nécessaire, certes —, mais une dépense pour la société. Par ailleurs, ces fonds ne proviennent pas — assurément pas — du premier ministre. Celui-ci ne s'est pas endetté d'un seul sou. Il était millionnaire avant la pandémie et il le sera toujours après celle-ci. Ce sont les Canadiens qui se sont endettés. De fait, des générations entières de Canadiens vont devoir rembourser cette dette. Nous empruntons littéralement de l'argent à nos enfants et nos petits-enfants. Le gouvernement ne devrait pas hypothéquer l'avenir de nos enfants. Nous avons l'obligation envers l'ensemble des Canadiens, y compris ceux qui ne sont même pas encore nés, d'emprunter seulement les fonds nécessaires, et pas un dollar de plus.

Quel est le bilan du gouvernement en matière de gestion financière? Nous avons la plus grosse dette de notre histoire et nous nous classons au deuxième rang au chapitre du pire ratio dette-PIB de l'histoire du Canada. Le directeur parlementaire du budget, qui est impartial, a décrit notre situation budgétaire actuelle comme étant à peine viable. Notre ratio dette-PIB devrait augmenter de près de 50 % dans les années à venir. Il s'agit d'un chiffre troublant et énorme. Il représentera un défi de taille pour notre pays dans les années à venir.

Examinons ce que certains organismes gouvernementaux ont fait de leurs milliards de dollars supplémentaires. En tant que ministre du cabinet fantôme en matière de revenu national, je passe mon temps à passer en revue le travail de l'Agence du revenu du Canada. L'Agence a fait un excellent travail au début pour faire parvenir la PCU aux Canadiens et nous lui en sommes tous reconnaissants, mais qu'a-t-elle fait d'autre?

Nous avons eu droit à la pire brèche de sécurité, qui a permis de voler des renseignements de Canadiens. Comment l'Agence a-t-elle réagi à cet incident? A-t-elle présenté des excuses et reconnu ses limites? Non, elle a récompensé la patience des Canadiens en imposant des intérêts et des pénalités aux Canadiens qui ont déjà assez de mal à traverser la pandémie de COVID-19. S'ils ne peuvent pas payer leurs impôts, nous allons maintenant commencer à leur faire payer des intérêts et des pénalités.

De plus, malgré le fait qu'elle est incapable de remplir certaines de ses fonctions de base, l'Agence du revenu du Canada demande maintenant une promotion. Elle veut faire nos déclarations de revenus.

Nous avons mis en place l'un des programmes d'aide liés à la pandémie les plus chers au monde; il nous a endettés pour des générations. L'ancien ministre des Finances libéral John Manley a demandé que cet argent nous soit rendu pour qu'on fixe des modalités de paiement, une cible budgétaire. Nous n'avons plus du tout de

cible relativement à notre dette. Par exemple, la cible des gouvernements Martin et Harper était l'équilibre budgétaire. Bill Morneau, l'ancien ministre des Finances, disait que notre cible était le ratio dette-PIB. Nous n'avons plus du tout de cible. Nous nous noyons littéralement dans une mer de dettes et nous n'avons aucun plan pour nous en sortir.

Comme l'a dit le célèbre auteur Lewis Carroll, tous les chemins sont bons quand on ne sait pas où l'on va. Dans ce cas-ci, je pense notamment au chemin vers la faillite.

Qu'avons-nous obtenu pour ces dépenses sans précédent? Nous affichons l'une des pires relances des pays de l'OCDE. Nous affichons l'un des pires taux de chômage des pays du G7. La croissance de notre PIB continue d'être 50 % plus lente que celle du PIB des États-Unis. Dans ma circonscription, l'absence de relance fait perdre de nouvelles affaires à Orono, au secteur manufacturier de Port Hope et de Cobourg et à l'industrie touristique de Brighton.

Nous avons besoin d'un gouvernement qui permette aux Canadiens de retourner au travail. Nous avons besoin d'un gouvernement qui permette au libre marché de surmonter les embûches jusqu'aux étoiles et non qui nous entraîne dans la confusion et la déception jusque dans les abysses du socialisme.

• (1650)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je tiens pour acquis que le député n'a pas écouté les propos qu'a tenus la ministre des Finances plus tôt aujourd'hui durant la période des questions. Si l'on compare le Canada aux États-Unis, pour ce qui est du nombre de personnes qui se sont retrouvées sans emploi à cause de la COVID-19, le Canada a eu beaucoup plus de succès que les États-Unis pour aider ces personnes à retourner sur le marché du travail au fur et à mesure que l'économie redémarrait. Cela démontre clairement, par exemple, que des programmes comme les programmes de subvention salariale et la Prestation canadienne d'urgence ont grandement contribué à protéger les emplois au Canada et à mettre en circulation les fonds qui ont permis aux Canadiens de bénéficier d'un revenu disponible d'un océan à l'autre.

De mon point de vue, tout le monde est gagnant. Le député ne sera-t-il pas en accord avec cette observation?

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, je perpétuerai la riche tradition des conservateurs de partout au pays qui ont tenté de dénoncer la démagogie du député de Winnipeg-Nord.

J'ai en fait écouté l'allocution de la vice-première ministre à ce sujet. La définition de « participation au marché du travail », qui est l'indicateur qu'elle a choisi, comprend les personnes au chômage. En vérité, dans son argumentation, elle a reconnu que le Canada a le pire taux de chômage des pays du G7, ce qui est un fait. Par conséquent, j'accepterai des excuses du député de Winnipeg-Nord.

• (1655)

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au député.

Certains se demandent si nous avons été assez rapides pour contenir ou non la pandémie, mais j'aimerais plutôt entendre mon collègue nous parler de la relance économique. Si j'ai bien compris son point de vue, le laissez-faire et le marché libre seraient des solutions. Or, que pense-t-il des investissements dans les programmes sociaux et les services publics comme éléments importants de cette relance économique?

[Traduction]

M. Philip Lawrence: Certes, monsieur le Président, les programmes gouvernementaux sont importants, tout comme notre cher filet de sécurité sociale. Cependant, les entreprises, le secteur privé, les travailleurs, les agriculteurs et les travailleurs de première ligne le sont tout autant. Ces gens vont travailler tous les jours afin de produire les revenus dont le gouvernement a besoin pour rembourser la dette. Ce sont les entreprises et les travailleurs qui s'acquittent de la dette. Ce sont les entreprises et les travailleurs qui redynamiseront l'agriculture et permettront aux emplois dans le secteur manufacturier de revenir partout au pays. Oui, il est nécessaire de collaborer, et le gouvernement a un rôle incroyablement important à jouer à cet égard.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, j'ai siégé au comité de l'agriculture à quelques reprises avec le député et je sais qu'il s'intéresse beaucoup à cette question.

Dans le discours du Trône, le gouvernement mentionne qu'il veut tenir compte de la place importante des agriculteurs en tant que partenaires dans la lutte contre les changements climatiques. La norme sur les carburants propres jouerait un rôle à cet égard. Je ne comprends pas très bien la position du Parti conservateur sur cette question. Les conservateurs sont contre cette norme, mais la plupart des producteurs de canola qui sont en faveur de celle-ci habitent en fait dans des circonscriptions qui sont représentées par des députés conservateurs. J'espère que le député peut clarifier les choses.

Le Parti conservateur est-il contre la norme sur les carburants propres qui sera, de toute évidence, avantageuse pour les producteurs de canola qui habitent dans des circonscriptions détenues par des conservateurs?

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, j'ai la chance d'habiter dans la merveilleuse circonscription de Northumberland—Peterborough-Sud et j'ai continué, le plus possible pendant la COVID, à m'entretenir avec ses résidents. Qu'il s'agisse d'agriculteurs, d'employés ou de mères seules, ce qu'ils me disent c'est qu'ils n'ont pas les moyens de voir augmenter le coût de la vie. Pour la mère seule qui doit se rendre au travail, qui essaie de nourrir sa famille, qui a du mal à payer son hypothèque et qui essaie de concrétiser le rêve canadien, la norme sur les carburants propres est la goutte de trop. C'est pour cela que nous ne sommes pas convaincus en ce qui concerne cette norme.

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du député et je l'ai trouvé très intéressant, même si j'avais l'impression qu'il s'intéressait davantage à l'idéologie des conservateurs qu'à la situation dans sa circonscription.

Nous avons fait des investissements. Dans le discours du Trône, nous avons mentionné que, pour les aînés, il y aurait 2,4 milliards de dollars pour le programme Nouveaux Horizons à l'échelle du pays, dont 7,3 millions dans ma circonscription. Nous avons investi dans la PCU et dans la subvention salariale. Il s'agit d'investisse-

L'Adresse

ments d'envergure et nous pouvons présentement emprunter à des taux historiquement bas, ce qui nous fait épargner 3 milliards de dollars par année pour la dette.

Où le député et son parti couperaient-ils pour la suite des choses si son parti était au pouvoir?

M. Philip Lawrence: Monsieur le Président, je remercie le député de sa question. C'est une question importante et je suis bien content qu'il me l'ait posée.

D'abord, je voudrais dire qu'il aurait été possible de dépenser moins, par exemple en créant la subvention salariale plus tôt, ce qui aurait contribué à la relance de l'économie. Sans le cafoillage du gouvernement libéral concernant le programme de subvention au loyer, davantage d'entreprises seraient encore ouvertes. Plus il y a de contribuables et plus ils sont prospères, meilleures sont les recettes du pays et meilleur est le filet de sécurité sociale.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, pour commencer, je tiens à féliciter les citoyens et les citoyennes de Mégantic—L'Érable pour leur extraordinaire résilience face à la situation dans laquelle nous nous trouvons depuis le mois de mars dernier.

Alors que le Québec doit revenir en arrière dans plusieurs régions, au moyen de nouvelles fermetures de restaurants et de bars, de l'arrêt des activités culturelles et sportives et du resserrement des règles dans les écoles, en raison d'une augmentation draconienne du nombre de cas positifs de la COVID-19, il est clair que les sacrifices ne sont pas terminés et que nous aurons à subir ce virus beaucoup plus longtemps que nous le souhaitons.

Alors que s'amorce la Semaine de sensibilisation aux maladies mentales, on doit garder en tête que chaque décision prise par le Parlement, par le gouvernement, par tous les niveaux de gouvernement et par les autorités de santé publique a des effets non seulement sur la lutte contre la COVID-19, mais aussi sur l'économie, le bien-être ou le mal-être des gens de partout au pays.

L'intimidation n'a pas cessé d'exister avec l'apparition du virus, le racisme est toujours présent, la violence conjugale est exacerbée et la solitude pèse encore plus lourd sur les plus fragiles d'entre nous. Le masque que nous portons ne doit pas nous empêcher de parler et de faire part de nos problèmes. Nos oreilles et nos cœurs doivent demeurer ouverts pour celles et ceux qui en ont besoin.

J'aimerais maintenant revenir au sujet à l'étude aujourd'hui. Le discours du Trône du gouvernement libéral a été suivi, le même soir, par une publicité nationale gratuite pour le premier ministre libéral. Ce discours du Trône, je le rappelle, a été rendu nécessaire par la décision du premier ministre de proroger le Parlement en plein milieu d'une pandémie. Alors que des millions de Canadiens dépendent de leurs élus pour leur sécurité, tant en matière de santé que d'économie, le premier ministre a délibérément choisi de ne plus être en mesure d'agir rapidement en fermant le Parlement.

L'Adresse

Le discours du Trône devait supposément réorienter l'action du gouvernement pour aider les Canadiens à faire face à la crise de la COVID-19 et à s'en sortir. Du moins, c'est ce qu'avaient prétendu le premier ministre, les ministres et les députés du Parti libéral. Finalement, on a accouché d'un long discours-fleuve lu par la gouverneure générale. Le discours du Trône reprenait essentiellement les promesses non tenues des libéraux sous la direction du premier ministre. Comme chacun le sait, le premier ministre n'aime pas partager la scène. Ainsi, il a cru bon d'exiger du temps d'antenne gratuit de tous les médias. Cela lui a permis de résumer en quelques minutes la longue liste des échecs des libéraux, des promesses non tenues, tout en démontrant clairement qu'il n'avait aucun plan pour sortir le pays de la pandémie et qu'il n'avait absolument rien appris de la première vague de la COVID-19.

La réalité n'a échappé à personne: la prorogation du Parlement, le discours du Trône et le spectacle télévisé de fin de soirée n'avaient qu'un seul objectif, et ce n'était pas d'aider les Canadiens. Je citerai les commentaires d'un journaliste de *La Presse*, qui, comme nous, avait vu clair dans le *show* de boucane libéral. Il a dit: « Ce n'est pas un discours du Trône que [le premier ministre] a présenté [...], c'est un avant-goût [...] de son programme électoral. »

Dans cet article, le meilleur était à venir. Je vais continuer à lire la citation: « [...] au milieu de cette allocution, je me suis dit: vite, quelqu'un, claquez des doigts, il est en train de nous hypnotiser. On va finir par oublier comment on en est arrivés là. C'est pour interrompre les enquêtes sur le scandale WE Charity que [le premier ministre] a prorogé le Parlement le mois dernier. Voilà ce qui a mené au discours du Trône. »

Les commentaires venant d'un peu partout, au sujet du discours du Trône, n'étaient pas plus élogieux. Voici quelques réactions: « C'est un discours décevant qui n'a rien de rassurant », « [Le premier ministre] vit sur une planète virtuelle. Il doit partir », « Le discours du Trône se résume en trois mots: dépenses, ingénierie, arrogance. Bref, rien de nouveau de la part du gouvernement [...] », « Je suis très inquiète. [Le premier ministre] n'a sûrement jamais fait de budget de sa vie pour dépenser comme cela ». On pouvait lire plusieurs commentaires comme ceux-là dans les médias et sur les réseaux sociaux.

C'est une prorogation faite par un premier ministre qui avait promis de ne pas proroger le Parlement pour éviter les examens minutieux. On se rappellera qu'il s'agit de sa propre promesse. Cette prorogation a eu lieu au moment même où des milliers de pages de documents caviardés étaient remises à l'opposition. C'est un discours du Trône qui a permis de cacher sous le tapis la démission du ministre des Finances. Pour les entreprises de Mégantic—L'Érable, le discours du Trône n'a pas réglé les problèmes du programme Travail partagé. Il n'a pas offert de solution aux délais extrêmement longs auxquels font face les citoyens aux prises avec des problèmes d'immigration.

● (1700)

Il n'a rien offert aux petites entreprises, qui ont été oubliées dans les mesures d'aide alors qu'elles sont au cœur même de la vitalité de nos régions. Il n'a pas permis aux Canadiens l'accès à des tests de dépistage rapides qui auraient permis à ma région et à de nombreuses autres au pays d'éviter de vivre une deuxième vague aussi virulente. Ce discours du Trône n'était qu'un exercice purement partisan visant à protéger une seule personne: le premier ministre lui-même.

Cependant, je suis connu pour être plutôt optimiste. J'essaie toujours de voir le bon dans chaque chose. Je me suis donc dit qu'il y avait certainement quelque chose de bon dans tout ce que nous a apporté le discours du Trône. Mes collègues auront peut-être peine à me croire, mais j'ai trouvé quelque chose de positif, de très positif même. Qu'ai-je trouvé de bon dans le discours du Trône?

Vous me semblez sceptique, monsieur le Président. Je vais donc mettre fin au suspense: le seul point positif du discours du Trône a été la réplique du nouveau chef de l'opposition officielle, le député de Durham. Quelle belle réplique, digne d'un chef d'État!

D'abord, permettez-moi de le remercier de la confiance qu'il m'a témoignée en me confiant le rôle de porte-parole pour les dossiers du Conseil du Trésor. Je suis fier de servir dans son équipe, dans l'équipe de ce gouvernement en attente qu'est l'opposition officielle.

La réplique au discours du Trône du chef conservateur a mis en évidence la différence majeure qui existe entre les chefs des deux principaux partis au Canada. L'un est là pour se servir des Canadiens. L'autre est là pour servir les Canadiens. C'est une différence qui peut paraître minime dans les phrases, mais qui, en cette période de crise, prend toute son importance.

Le chef de l'opposition a démontré avec brio que mettre les Canadiens, tous les Canadiens, au centre d'un prochain gouvernement conservateur était la seule voie à suivre. J'ai hâte que les Québécois et que les Canadiens apprennent à le connaître pour ce qu'il est, c'est-à-dire un travailleur acharné, né à Montréal, navigateur dans les Forces armées canadiennes, avocat et père de famille. Son parcours de travailleur est comme celui de bon nombre d'entre nous qui ne sommes pas nés avec une cuillère d'argent dans la bouche.

Je cite une partie du discours du chef d'opposition:

Qui va veiller à ce que le Canada soit mieux préparé la prochaine fois? Qui va s'assurer que le Canada retiendra des leçons de la première vague et qu'il apportera des correctifs à certains des problèmes qui ont mis nos concitoyens en danger? Qui va s'assurer que les familles canadiennes au travail cessent d'être laissées pour compte par ce gouvernement?

Qui? Je vais continuer:

Nous sommes un gouvernement en devenir, et nous n'acceptons ni la réponse lamentable du gouvernement actuel ni son incapacité à tirer des leçons en ces temps de crise. Les Canadiens apprendront aussi que j'ai passé toute ma vie à tenter de défendre les intérêts du Canada. Je ne suis pas né en croyant que gouverner un pays m'était dû. J'ai travaillé fort toute ma vie pour servir le Canada et ses habitants et pour mériter la chance de diriger. C'est ce qu'il faut en politique quand on doit faire face à une crise, à une pandémie, à une reconstruction économique et à de l'incertitude sur la scène internationale: quelqu'un qui se bat pour faire en sorte qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte et qui comprend l'importance du service et de la collectivité.

Voilà l'attitude d'un futur premier ministre. Voilà ce dont nous avons besoin en temps de crise: un leader qui comprend l'importance du travail, qui aime son pays et qui va toujours le placer avant ses propres intérêts.

D'ailleurs, son discours pour le Québec est sans équivoque. Je me souviens très bien de son engagement envers le Québec pendant la course à la direction du parti: il ne s'immiscera pas dans les affaires internes du Québec et, sous sa direction, le Parti conservateur sera plus ouvert que jamais. Je le cite: « Tant et aussi longtemps que je serai votre chef, les Québécois nationalistes, tout comme les conservateurs de tout horizon, auront une place de choix dans notre parti. »

L'Adresse

Contrairement au premier ministre actuel, dont les paroles sont rarement suivies par des gestes sauf quand vient le temps de faire taire les enquêtes concernant l'éthique, pour le chef conservateur, les bottines suivent les babines.

Le député de Louis-Saint-Laurent a été nommé leader de l'opposition à la Chambre. C'est le premier Québécois à occuper cette fonction pour le Parti conservateur du Canada. La garde rapprochée du chef conservateur est composée de nombreux Québécois, dont l'ancien député de Beauport—Limoilou, que j'ai bien hâte de revoir à nos côtés sur les banquettes de la Chambre.

La première rencontre que notre nouveau chef a tenue avec un premier ministre des provinces l'a été avec le premier ministre du Québec, François Legault. Durant cette rencontre, il a été très clair sur son intention d'augmenter d'une manière stable, prévisible et sans condition le financement de la santé aux provinces, question de respect.

Le chef du Parti conservateur et de l'opposition officielle est un chef qui a travaillé dur pour arriver où il est et qui va tenir ses engagements, contrairement au chef du Parti libéral.

Pour terminer, je suis très heureux d'avoir l'occasion d'avoir pris ces quelques minutes pour présenter notre chef aux Québécois parce que, contrairement au Bloc québécois qui ne pourra jamais réaliser ses promesses et qui restera toujours un gérant d'estrade, nous allons, nous, pouvoir tenir nos promesses et aller au fond des choses.

• (1705)

Il est temps d'avoir autre chose qu'un gérant d'estrade. Il est temps d'avoir sur la patinoire un Guy Lafleur, un Mario Lemieux ou un Phillip Danault. Nous voulons un chef de parti qui peut compter des buts, pas quelqu'un qui va regarder les matchs des estrades.

• (1710)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours du Trône ainsi que le discours du chef du Parti conservateur en réponse à celui-ci. Je soupçonne que, si l'on soumettait les deux discours à un groupe de discussion ou à n'importe quel regroupement de Canadiens, le discours du Trône du gouvernement jouirait d'un appui fort supérieur. Le discours du Trône fournit toutes sortes de détails sur ce que fait le gouvernement ainsi que sur ses projets d'avenir. Il rehausse le sentiment d'unité et de mobilisation des Canadiens dans la lutte contre la COVID-19 et le soutien à apporter à l'économie dans toutes les régions du pays.

Je me demande si le député a réellement lu le discours du Trône. S'il l'a lu, ne serait-il pas d'accord pour dire que le document est beaucoup plus détaillé et beaucoup plus substantiel en fait de vision d'avenir que le discours qu'a présenté le chef de l'opposition officielle?

[Français]

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, ce n'est pas compliqué. On additionne l'ensemble des promesses non tenues des libéraux depuis 2015, depuis l'élection de ce chef comme premier ministre du Canada, on en fait un discours du Trône et on dit aux gens « voici notre plan ».

C'est la troisième fois qu'il va promettre les mêmes choses. La première fois, on en a eu un petit peu. La deuxième fois, on en a eu un petit peu plus. La troisième fois, on en a beaucoup, mais, tout compte fait, il n'y a jamais rien qui se fait. Il n'y a donc rien de concret dans ce que nous présente le premier ministre.

Il n'y avait rien de concret dans le discours du Trône. C'est pour cela que les Canadiens n'ont pas été dupes. Le soir, le premier ministre a été obligé de faire une brève allocution à la télévision, afin d'essayer de résumer l'ensemble des promesses qu'il n'a pas tenues. Or personne n'a été dupe. Personne n'a cru le premier ministre.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, s'il est une chose qui est arrivée pendant le confinement, c'est de voir que les émissions de gaz à effet de serre avaient diminué temporairement. Or le réchauffement climatique a, lui, augmenté.

Mon distingué collègue a beaucoup parlé de son chef, mais est-ce que son chef est prêt à monter dans le train pour trouver des solutions à la crise climatique?

Ce que son chef a aussi dit, c'est qu'il était prêt à présenter un projet de loi pour faire en sorte de faire passer des pipelines dans la gorge de toutes les provinces.

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, depuis le début de la course à la chefferie, depuis le début de la législature, les gens pensent que le Parti conservateur ne se préoccupe pas de l'environnement. Ils pensent que les conservateurs ne s'occupent pas des changements climatiques. Cela est faux. En fait, c'est tout à fait le contraire. Nous pensons que des solutions canadiennes peuvent faire que l'on va améliorer l'environnement sur toute la planète. C'est cela, la réalité. On tente de bloquer, pour des raisons idéologiques, des projets qui peuvent faire du bien à toute la planète.

Le Bloc québécois est-il en faveur du projet de GNL Québec, oui ou non? Va-t-il soutenir ce projet tant attendu dans la région du Saguenay, une région où il y a beaucoup de députés du Bloc québécois?

Il s'agit d'un projet qui va apporter de la prospérité, qui va permettre le développement économique et qui va améliorer les résultats relatifs aux émissions de gaz à effet de serre partout dans le monde. On va se servir du savoir-faire canadien pour améliorer les conditions, améliorer notre environnement et faire diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

[Traduction]

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, il y a maintenant près de deux semaines, j'ai écouté la lecture du discours du Trône et j'ai pris beaucoup de notes. En fait, je les ai maintenant sous les yeux: des pages et des pages de notes sur les promesses que contenait le discours du Trône. La liste était interminable. Je me suis demandé si j'avais déjà entendu de telles choses, et c'était le cas. Je parle de la campagne électorale de 2015 des libéraux. Ils avaient fait un ramassis de toutes ces idées glanées partout au Canada pour en faire les promesses électorales de leur campagne en 2015.

Nous sommes maintenant en 2020 et nous avons entendu le troisième discours du Trône de ce gouvernement. On dirait que les libéraux sont allés puiser dans ce même ramassis, ont constaté qu'ils n'avaient pas encore tenu leurs promesses et ont décidé de les réintégrer au discours du Trône. Je pense même qu'ils ont épuisé toutes les idées recyclées.

L'Adresse

Pourquoi ont-ils agi de la sorte? Pourquoi les libéraux ont-ils dû opter pour la prorogation et créer un autre discours du Trône afin de ressasser les idées qu'ils avaient proposées en 2015, les promesses qu'ils n'avaient pas tenues? J'aimerais savoir comment le député de Mégantic—L'Érable se l'explique.

• (1715)

[Français]

M. Luc Berthold: Monsieur le Président, c'est une très bonne question.

[Traduction]

Les libéraux n'avaient pas besoin de proroger le Parlement. Ils se préoccupaient uniquement de faire oublier le scandale entourant l'éthique du premier ministre. C'est pour cette raison qu'ils ont prorogé le Parlement, et non pas uniquement parce qu'ils ont constamment rompu leurs promesses. Ils avaient un scandale à enterrer et ils ont fait du mieux qu'ils pouvaient pour y parvenir.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Etobicoke-Nord.

Je suis fière d'intervenir au sujet du discours du Trône. Ce dernier nous donne l'occasion de remettre le compteur à zéro et de rappeler aux gens que les sujets abordés avant l'élection ne sont plus valides parce que cette pandémie qu'on appelle la COVID-19 a tout fait dérailler. Tous les systèmes économiques et sociaux qui existaient avant la pandémie ne sont plus efficaces. Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité et nous devons prendre des mesures en conséquence. Je pense que personne ne s'attendait à ce que la COVID-19 dure aussi longtemps. Nous pensions pouvoir y remédier plus rapidement que prévu. Nous nous préparons maintenant à affronter un deuxième tsunami de la COVID-19 qui, d'après ce qu'on entend partout dans le monde, sera encore plus dévastateur que le premier.

Le gouvernement propose de nouveaux systèmes dans le discours du Trône parce que ceux qui étaient en place avant la pandémie ont rendu beaucoup de personnes très vulnérables et n'ont pas pu donner à de nombreux Canadiens le soutien dont ils avaient besoin.

En rédigeant le discours du Trône, le gouvernement a d'abord vu que s'il ne prenait pas de mesures pour contenir la propagation de la COVID-19, les mesures qu'il prendrait pour les entreprises ou les particuliers ou sur le plan de l'emploi ne seraient pas durables et ne pourraient pas être permanentes en raison de la COVID-19. Ce virus se moque éperdument des emplois. Il ne tient pas du tout compte des frontières. Il ne se soucie guère de la province ou du territoire où les gens habitent. Il frappe la planète entière.

Nous avons décidé de parler des moyens d'aider les Canadiens à traverser la deuxième vague, qu'il s'agisse de travailleurs, de particuliers, de familles ou de propriétaires d'entreprises. Grâce à notre cote AAA, que nous sommes le seul pays à détenir avec l'Allemagne, nous pouvons nous prêter nous-mêmes de l'argent à un taux de 0,25 % afin que les Canadiens et les entrepreneurs n'aient pas à emprunter de l'argent aux banques, dont le taux est fixé à 5 %, à se servir de leurs cartes de crédit, dont les taux s'élèvent à 19 %, ou même à contracter une nouvelle hypothèque sur leur maison afin de pouvoir passer à travers la pandémie.

Nous avons parlé de la façon dont nous avons étendu l'aide offerte. Nous avons créé un nouveau régime de prestations. Ainsi, les

bénéficiaires de la Prestation canadienne d'urgence passeront sans heurt au régime d'assurance-emploi, qui sera complété par la Prestation canadienne de relance économique. Il convient de souligner que les travailleurs autonomes ou à la demande, qui, auparavant, ne pouvaient pas percevoir d'assurance-emploi, pourront maintenant le faire.

Nous avons examiné comment nous pourrions aider les aînés que l'ancien régime laissait pour compte. Le régime repose fortement sur l'innovation et l'utilisation du WiFi. Or, beaucoup d'aînés, du moins dans ma circonscription, n'ont pas les moyens de se payer des services Internet. Certains craignent même d'être expulsés de l'endroit où ils vivent. Nous avons donc cherché des moyens d'accroître leur stabilité financière en cette période difficile.

Nous nous sommes demandé comment nous pourrions aider les membres les plus vulnérables de la société, comme les sans-abri et les toxicomanes, et avons créé un fonds pour répondre aux besoins urgents en matière de logement. Les personnes itinérantes sont plus susceptibles de contracter la COVID-19 que les autres. Nous voulons donc acheminer rapidement de l'argent afin d'offrir un refuge ou un logement aux sans-abri. Voilà le genre de mesures que nous prenons.

Ce n'est pas qu'une simple répétition de ce qui se faisait déjà. Quiconque comprend vraiment ce qui se passe comprend que le gouvernement tient sincèrement à protéger les Canadiens et à réduire la propagation de la COVID. Nous avons acheté de l'équipement de protection. Nous avons consacré des millions aux tests et aux efforts de traçage. Nous avons donné 2,2 milliards de dollars aux provinces pour que les enfants puissent aller à l'école en toute sécurité.

Les domaines où nous injectons de l'argent, comme le logement, l'itinérance et l'éducation, sont de compétence provinciale? On s'en fiche. Nous sommes le gouvernement du Canada et nous sommes là pour aider les Canadiens. Nous ne sommes pas là pour discriminer les gens en fonction de leur province d'origine. C'est ce que nous disons dans le discours du Trône.

Nous sommes là. Nous avons réservé des millions de vaccins afin que tous les Canadiens, peu importe ce qu'ils font dans la vie et qu'ils soient pauvres ou riches, puissent y avoir accès. Nous avons amélioré les mécanismes de traçage et de dépistage et nous avons envoyé plus d'argent aux provinces afin qu'elles puissent tester plus rapidement leur population et retracer plus efficacement les contacts des personnes infectées. Nous venons d'homologuer un nouveau test de dépistage rapide. Nous nous fondons invariablement sur la science quand vient le temps de protéger les Canadiens contre la population ou de ralentir la propagation du virus, ce genre de chose.

Des gens se plaignent à ce sujet, mais nous voulons établir une norme nationale pour les centres de soins de longue durée. La COVID-19 frappe sans distinction, peu importe dans quelle province nous vivons. Les provinces jugent acceptable que le gouvernement fédéral leur offre une contribution de 87 ¢ pour chaque dollar investi afin de les aider à prendre les décisions nécessaires sur leur territoire.

L'Adresse

• (1720)

Il ne s'agit pas de s'ingérer dans les champs de compétence des provinces, mais de tenir compte du fait qu'il y a une pandémie et un virus qui frappent sans distinction. Nous avons pris des mesures à cet égard. Ensuite, nous avons discuté des mesures provisoires à prendre pour aider les entreprises. Nous avons offert la Subvention salariale d'urgence du Canada, et nous l'avons prolongée jusqu'à l'été prochain. Nous travaillons à améliorer certains aspects qui, selon les entrepreneurs, ne sont pas adaptés à leurs besoins. Nous essayons de corriger cela.

Nous cherchons comment aider l'industrie touristique, qui est dans une impasse. Elle a utilisé la Subvention salariale d'urgence du Canada et elle pourra le faire jusqu'à l'été prochain. Ainsi, les entreprises peuvent au moins bénéficier d'un soutien et chercher comment elles peuvent innover pour s'adapter à la nouvelle économie. Elles devront maintenant mener leurs activités autrement. Le gouvernement est là pour répondre à tous leurs besoins, qu'il soit question de l'innovation dans les entreprises, des réseaux WiFi, des écoles et de ce qui peut être fait autrement pour protéger les citoyens. Cela fait partie d'un plan. Il n'est plus question de faire les choses comme d'habitude.

C'est la pire crise que nous ayons connue depuis la Seconde Guerre mondiale. En fait, tout ce qui a été mis en place après la Seconde Guerre mondiale pour soutenir les Canadiens sur le plan économique, social et culturel n'a pas été amélioré depuis 50 ans. Ces mesures ne sont plus efficaces. Elles ne fonctionnent plus.

Nous devons maintenant trouver des moyens de réinventer la roue en regardant ce que font les autres pays. Nous investissons dans l'innovation afin qu'un nombre bien plus important d'entreprises puissent faire la transition vers des activités et des emplois novateurs. Nous allons aider les jeunes à trouver un premier emploi, car certains d'entre eux ne peuvent pas trouver d'emploi dans ce nouvel environnement. Nous étudions la manière de former les gens et de les aider à s'adapter à l'économie actuelle.

Il s'agit d'un document orienté vers l'avenir. Nous devons toujours prendre des mesures qui favorisent la résilience et la durabilité économiques. Nous devons adopter une approche différente parce que les anciennes méthodes ne fonctionnent plus. La COVID-19 a exposé toutes les lacunes du système. Il fallait un discours du Trône pour nous assurer de combler les lacunes plutôt que de les camoufler, afin que plus personne ne soit laissé pour compte.

Bien sûr, il faut que les Canadiens aient un emploi. Il faut qu'on s'occupe de l'économie. Il faut protéger la population contre la maladie. Il faut renforcer le système de santé, ce dont nous avons parlé. Il faut s'interroger sur la façon dont la santé mentale s'insère dans la Loi canadienne sur la santé, et sur la façon dont les Canadiens peuvent se procurer des produits pharmaceutiques quand ils en ont besoin. Nous travaillons sur tous ces fronts à la fois pour éviter que des gens soient laissés pour compte.

Ce dont il faut se rappeler quand on commence à parler de compétence provinciale et de ce que nous n'avons pas fait, c'est que nous faisons face à une pandémie. Des gens souffrent partout dans le monde. Nous avons également décidé qu'il était temps d'aider divers pays à l'échelle du globe pour leur permettre de développer des systèmes de santé, d'avoir accès à des vaccins et de disposer de l'équipement requis pour effectuer le dépistage et le suivi.

Nous partageons de l'information et forgeons des alliances avec des pays aux vues similaires parce que nous ne pouvons plus parler

de notre pays seulement. Nous devons parler de la façon dont nous travaillons avec d'autres pays pour renforcer l'économie mondiale. Nous devons examiner la façon de lutter ensemble contre une pandémie, de changer et d'évoluer. Il ne s'agit pas de la première pandémie et je peux dire, en tant que médecin, que ce ne sera pas la dernière. Si nous ne voulons pas vivre d'autres pandémies, nous devons nous faire en sorte que toute maladie qui commence à se propager dans le monde demeure une épidémie et que les pays soient capables d'y faire face.

Nous devons examiner les différences entre nos pratiques commerciales et celles des autres pays. Nous devons nous pencher sur les droits de la personne. Nous devons nous pencher sur la montée du fascisme dans le monde et des gouvernements d'extrême droite qui bafouent les droits de la personne. Nous devons nous tourner tant vers l'extérieur que vers l'intérieur. La COVID-19 ne se soucie pas vraiment du pays dans lequel elle sévit, des frontières qui séparent les provinces ou de la compétence dont elle relève. Je ne crois pas que la COVID ait déjà lu la Constitution.

Le gouvernement a une responsabilité envers l'ensemble des Canadiens. Nous avons conscience que notre devoir est de veiller à ce que personne ne soit laissé-pour-compte, que ce soit en raison du système de santé, qui doit être en mesure de soutenir la population, ou à cause de l'économie. Nous concentrons nos efforts sur la création d'emplois, ainsi que sur de nouvelles façons de rebâtir l'économie. À la lecture du discours du Trône, on constate que c'est précisément ce que fait le gouvernement parce que c'est ce qui s'impose maintenant.

Je crois qu'il serait temps de nous ressaisir et d'arrêter la partisannerie politique. Nous devons faire ce que font l'ensemble des pays dans le monde. Les dirigeants du monde entier demandent à leur population de s'unir et de collaborer pour que ce genre de catastrophe ne se produise plus jamais. Certains pourraient être tentés de prétendre qu'il s'agit d'un enjeu canadien, mais il s'agit en réalité d'un enjeu mondial. Nous devons tous unir nos efforts...

• (1725)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons maintenant à la période des questions et observations.

Le député de Provencher a la parole.

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Madame la Présidente, le discours de la députée de Vancouver-Centre que nous venons d'entendre était pour le moins intéressant. Elle a dressé pour les Canadiens un petit portrait de l'état d'esprit des libéraux, c'est-à-dire de leur perception de l'argent et des finances.

Le premier ministre a dit auparavant qu'il croyait que les budgets s'équilibraient d'eux-mêmes. Dans ce dernier discours du Trône, nous avons appris qu'il est préférable que ce soit le gouvernement qui emprunte de l'argent, car les Canadiens n'en ont pas les moyens.

J'ai deux questions pour la députée. Premièrement, à qui croit-elle que cet argent appartient? Deuxièmement, croit-elle vraiment que les Canadiens ignorent qu'on est en train de les acheter avec leur propre argent?

L'Adresse

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, la question du député est si cynique. Nous ne tentons pas de soudoyer les Canadiens. Nous pouvons nous prêter nous-mêmes de l'argent. Par ailleurs, si le député a lu le *Globe and Mail* en fin de semaine, il saura que le gouverneur de la Banque du Canada a affirmé que nous ne pouvons pas prendre des demi-mesures à l'heure actuelle. En outre, nous empruntons à un taux de 0,25 %. Nous sommes l'un des deux seuls pays au monde à détenir une cote AAA, et nous disposons des crédits nécessaires pour pouvoir aider les Canadiens.

Je poserais donc la question suivante à mon collègue: si nous n'aidons pas les Canadiens, qui le fera?

Nous formons le gouvernement. Il nous incombe d'aider les Canadiens dans le besoin en période de crise, comme le fédéral l'avait fait à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit là d'une crise d'une ampleur similaire.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, je vais poser une question à la députée qui est aussi médecin de formation, si j'ai bien compris.

Elle sait comme moi que, quand on parle de santé et de pandémie ou d'épidémie, la question est de savoir comment on peut s'aider. Est-ce qu'elle ne croit pas qu'un mécanisme de prévention est à peu près le seul moyen de s'assurer d'avoir des solutions durables et pérennes? En ce qui a trait aux transferts canadiens en santé, c'est justement cette question qu'on se pose. La dernière grande commission d'enquête au Canada était la commission Romanow en 2008. Selon son rapport, il fallait un minimum de 25 %. Quelques années plus tard, si le gouvernement avait assuré aux Québécois et aux citoyens des autres provinces...

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La députée de Vancouver-Centre a la parole.

• (1730)

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, je crois qu'il est intéressant de parler de prévention. Je ne pense pas qu'il aurait été possible pour quiconque de prévenir l'éclosion de la COVID-19, mais je pense qu'il aurait été possible d'éviter que cela se transforme en pandémie. La maladie aurait pu être contenue dans un pays ou un autre. Nous savons maintenant que c'est ce qu'il faut faire. Il faut dorénavant renforcer l'Organisation mondiale de la santé de façon à ce qu'elle puisse lancer des avis le plus tôt possible quand survient une pandémie. La prévention des pandémies passe par des investissements dans les pays pauvres afin qu'ils puissent avoir des systèmes et des infrastructures de santé et qu'ils aient accès à des vaccins et à des médicaments, afin qu'ils soient ainsi capables de contenir les épidémies avant qu'elles ne deviennent des pandémies. C'est la manière de faire cette prévention.

Le gouvernement du Canada, depuis le début de la pandémie qui sévit actuellement, a acheminé des fonds à toutes les provinces, comme je l'ai mentionné plus tôt, à raison de 87 ¢ pour chaque dollar afin de les aider à passer à travers la crise. Pourtant, ce que le gouvernement constate, ce sont des résultats qui diffèrent grandement d'une province à l'autre et des mesures de protection très variées. Il faut se pencher sur...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Cowichan—Malahat—Langford a la parole.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Madame la Présidente, la députée de Vancouver-Centre connaît bien les ravages de la crise des opioïdes étant donné que, comme moi, elle vient de la merveilleuse province de la Colombie-Britannique. Cette année, la crise des opioïdes a déjà tué cinq fois plus de personnes que la COVID-19 dans la province. En fait, au cours de trois des quatre dernières années, plus de 1 000 personnes en sont mortes en Colombie-Britannique. Pourtant, qu'arrive-t-il du dossier? Il a eu droit à une brève allusion dans le discours du Trône.

Le gouvernement libéral n'a toujours pas déclaré d'urgence nationale de santé publique, et il continue d'ignorer les organisations, comme celle des chefs de police, qui réclament la décriminalisation.

J'ai une question toute simple: pourquoi?

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, je crois que le député ne comprend pas vraiment la crise des opioïdes. Il s'agit d'un dossier très complexe où de nombreux facteurs entrent en ligne de compte, comme les problèmes de santé, l'itinérance, la pauvreté, les traumatismes intergénérationnels. Il n'y a pas de solution magique. Le gouvernement est en discussion avec les provinces depuis qu'il est arrivé au pouvoir. C'est grâce à nous si la naloxone est désormais offerte à tous. Nous avons aidé les provinces à former les travailleurs de première ligne afin qu'ils sachent comment se débrouiller sur le terrain. Nous faisons tout, depuis maintenant deux ans, pour qu'il y ait du matériel sûr en quantité suffisante et pourquoi? Parce qu'après 10 ans...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La députée d'Etobicoke-Nord a la parole.

L'hon. Kirsty Duncan (leader adjointe du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône. Toutefois, je tiens d'abord à saluer les merveilleuses familles d'Etobicoke-Nord, ainsi que ses habitants compatissants, résilients et forts.

Les familles sont importantes. Elles sont composées de bonnes personnes qui travaillent fort. Si Etobicoke-Nord est un endroit aussi spécial où vivre, travailler et s'amuser, c'est parce que nous accueillons le monde. Nous sommes fiers d'être l'une des circonscriptions les plus diversifiées au pays. Nous nous enrichissons mutuellement et nous apprenons les belles cultures, langues et religions des uns et des autres. Nous veillons les uns sur les autres et nous nous entraisons.

Je remercie les infatigables travailleurs de la santé de première ligne du centre de santé William Osler de leurs services, qui sauvent des vies, ainsi que le Centre de santé communautaire de Rexdale, le centre communautaire de Rexdale et leurs partenaires des importants soins communautaires qu'ils fournissent, notamment des soins de santé, des services juridiques, la livraison d'aliments et l'accès à des ordinateurs et à Internet. Je remercie tous les travailleurs qui fournissent des services essentiels, comme ceux qui travaillent dans une épicerie, les préposés aux bénéficiaires, les camionneurs, les chauffeurs de taxi et tous ceux qui travaillent pour faire en sorte que notre circonscription et notre pays continuent à fonctionner.

Je tiens aussi à remercier nos organismes communautaires extraordinaires pour leur travail tout au long de la pandémie. Il s'agit d'organismes comme Albion Neighbourhood Services, qui a trouvé de nouvelles façons d'offrir ses programmes aux jeunes et de livrer des centaines de repas chaque semaine. Le centre spirituel sikh de Toronto a organisé des langars et distribué des repas individuels prêts à emporter aux membres de la collectivité. L'International Muslim Organization et le Club des Lions ont uni leurs efforts au service de centaines de familles, à qui ils offrent chaque mois des aliments et d'autres produits essentiels. Trust 15 est en communication constante avec des familles et continue à inspirer et à encadrer notre jeunesse incroyable.

J'aurais aimé avoir le temps de remercier tous les organismes et tous les bénévoles de ma circonscription. En voyant leurs efforts qui changent la vie de leurs concitoyens, je leur suis reconnaissante pour le travail qu'ils accomplissent chaque jour. Comme je l'ai dit, les résidents de ma circonscription s'entraident et se soucient les uns des autres.

Avant d'être députée, je faisais de la recherche sur les pandémies de grippe, notamment la pandémie de 1918, et sur les mesures à prévoir en cas de pandémie. J'ai aidé les entreprises, les organisations non gouvernementales et les industries à se préparer à des pandémies éventuelles. J'ai organisé des exercices de simulation de pandémie. Ma priorité a toujours été de protéger la santé et la sécurité des résidents d'Etobicoke-Nord et de tous les Canadiens, surtout des gens les plus vulnérables.

Le plan présenté dans le discours du Trône est bon pour les familles et la collectivité d'Etobicoke-Nord. Nous allons agir de façon audacieuse en matière de santé et d'économie, afin de rebâtir en mieux et de faire du Canada un pays plus inclusif. Le discours du Trône décrit les mesures que nous allons prendre pour continuer de protéger la santé et la sécurité des Canadiens.

En juillet et en août, les parents et les enseignants d'Etobicoke-Nord m'ont parlé de leurs inquiétudes face à la rentrée scolaire. En tant qu'éducatrice, je les comprends. Le gouvernement libéral a écouté et il a investi 2 milliards de dollars pour aider les provinces à protéger la santé et la sécurité des enfants, des enseignants, des familles en fait, alors que se ferait le retour à l'école. Le gouvernement a également acheté de l'équipement de protection individuelle, qu'il a acheminé aux quatre coins du pays. Nous avons envoyé les Forces armées canadiennes dans les établissements de soins de longue durée pour qu'elles aident le personnel à prendre soin de nos proches. Nous allons veiller à ce que les Canadiens puissent se faire vacciner une fois qu'un vaccin aura été développé, mis à l'essai et approuvé.

Notre priorité est de nous occuper de tous les Canadiens, surtout les plus vulnérables. La pauvreté, la faim, la bonne santé, le bien-être, l'égalité des genres et la situation financière jouent un rôle dans la maladie, les soins et la survie. Nous devons prendre la COVID-19 au sérieux si nous voulons freiner la deuxième vague. Nous devons tous collaborer pour ralentir la propagation du virus, en limitant notre cercle de contacts, en respectant la distanciation physique, en nous lavant les mains et en portant un masque non médical ou un couvre-visage lorsque c'est nécessaire. Soutenir les Canadiens pendant cette crise sanitaire est la meilleure chose que nous puissions faire pour l'économie.

L'Adresse

• (1735)

La deuxième partie de notre plan pour l'avenir consiste à faire tout ce qu'il faut pour aider les Canadiens et les entreprises à traverser la pandémie. C'est pourquoi le gouvernement a investi plus de 19 milliards de dollars pour aider les provinces et les territoires à relancer leur économie, ce qui a permis d'augmenter le nombre de tests effectués, de renforcer la capacité de recherche des contacts, d'accroître la disponibilité de l'équipement de protection individuelle et de fournir du soutien aux gens les plus vulnérables dans les établissements de soins de longue durée.

Étant donné les pertes d'emploi subies et la nécessité de renforcer notre économie, nous lancerons une campagne visant à créer plus d'un million d'emplois. Nous allons prolonger la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à l'été prochain, reconstruire un régime d'assurance-emploi qui fonctionne pour tous les Canadiens et mettre en place d'autres mesures de soutien pour les industries qui ont été le plus durement touchées, notamment celles de l'accueil, du voyage et du tourisme. Les familles d'Etobicoke-Nord ne devraient pas avoir à choisir entre leur santé et leur emploi.

La troisième partie de notre plan consiste à rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient. Les six derniers mois ont été difficiles pour de nombreuses familles et ont révélé des lacunes fondamentales dans notre société et dans celles du monde entier. Nous devons faire tout notre possible pour combler ces lacunes.

Cela signifie que nous continuerons à renforcer la classe moyenne et à aider les personnes qui travaillent fort pour en faire partie. Nous continuerons à investir dans les collectivités, les infrastructures publiques et, surtout, les logements abordables. Le gouvernement a mis en place la toute première Stratégie nationale sur le logement du Canada et, plus récemment, l'Initiative pour la création rapide de logements, qui permettra de construire ou d'acheter 3 000 logements abordables dans l'ensemble du Canada.

Nous allons également investir dans les soins de santé et combler les lacunes des systèmes sociaux. Des services de garde d'enfants de qualité et abordables ne sont pas un luxe, mais une nécessité. Voilà pourquoi nous allons mettre en place un système de garde d'enfants à l'échelle du Canada qui répondra aux besoins de tous les Canadiens. Pour les aînés, nous nous sommes engagés à augmenter les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour ceux qui sont âgés de 75 ans et plus et à augmenter les prestations au titre de la pension de survivant du Régime de pensions du Canada. Nous établirons également de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que les personnes âgées aient le meilleur soutien possible.

Nous allons également renforcer la compétitivité à long terme grâce à une croissance propre tout en luttant contre les changements climatiques. Tout au long de la crise de la COVID-19, il nous a été rappelé à quel point la nature est importante et que nous ne vivons pas dans un monde parallèle à la nature, mais que nous en faisons plutôt partie. Nous vivons dans un monde qui a ses limites, et nous n'avons pas de planète de rechange. Nous devons à nos enfants et à nos petits-enfants de protéger l'environnement.

L'Adresse

La quatrième partie de notre plan consiste à défendre l'identité et les valeurs canadiennes. Nous continuerons de suivre la voie de la réconciliation, et nous continuerons d'accueillir les nouveaux arrivants et de soutenir la réunification des familles. Nous reconnaissons nos deux langues officielles, et célébrons la diversité de nos communautés et de notre pays.

Cependant, nous avons conscience qu'il reste du travail à faire pour atteindre l'égalité des genres et mettre fin au racisme systémique. Nous savons que le racisme anti-Noirs existe, nous savons que le racisme systémique existe, et nous savons que les préjugés inconscients existent. Tous ces phénomènes existent ici, au Canada. Notre pays s'opposera toujours au racisme, ainsi que le gouvernement. Nous travaillerons toujours sans relâche à l'édification d'un pays meilleur et plus équitable pour tous.

Je souhaite faire savoir aux familles de ma circonscription, Etobicoke-Nord, qu'elles comptent pour moi. La porte de mon bureau leur sera toujours ouverte. Nous avons travaillé sans relâche pour elles tout au long de la pandémie.

Nous devons apprendre de ce que l'humanité a toujours dû apprendre à la suite d'une pandémie, à savoir que la science et la santé publique sont importantes, et pas seulement lorsque nous traversons une crise. Nous devons communiquer les leçons apprises, mettre à jour et tester nos plans d'action en cas de pandémie, et veiller à toujours faire le nécessaire pour assurer la protection des membres les plus vulnérables de notre société.

Enfin, nous devons nous rappeler que nous formons tous une seule famille humaine qui habite sur la même petite planète. La maladie ne connaît pas de frontières, et j'ose espérer que cette pandémie nous aura rappelé que nous sommes tous réellement dans le même bateau.

● (1740)

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, le discours du Trône dont parlent les députés ministériels n'est qu'une coquille vide qui contient une longue liste de problèmes. Il est également assez surprenant que les députés parlent d'unité. Dans tout le discours du Trône, on ne mentionne l'Alberta qu'une seule fois. Qu'en est-il de l'unité?

L'aliénation de l'Ouest n'a jamais atteint un niveau aussi élevé. Nous sommes sur le terrain. Nous savons ce qui se passe. Le gouvernement, lui, semble se trouver à 30 000 pieds dans les airs, où il nous regarde de haut et nous dit par l'entremise du discours du Trône qu'il veut renforcer l'unité. Où est-elle, cette unité, quand l'Alberta n'est mentionnée qu'une seule fois dans tout le discours du Trône?

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, notre position est très claire depuis le début: nous sommes tous dans le même bateau. La vice-première ministre et le ministre des Affaires intergouvernementales ont travaillé très fort avec les premiers ministres provinciaux et territoriaux. Nous avons accordé 19 milliards de dollars aux provinces et aux territoires afin de relancer l'économie de façon sécuritaire. Le discours du Trône aborde les grandes crises qui touchent les collectivités, le Canada et le monde entier en ce moment, notamment la COVID-19, la crise économique et les changements climatiques. Il a également abordé comment rebâtir en mieux et veiller à faire de la place à tout le monde.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Madame la Présidente, il s'agit d'un discours un peu redondant, comme une cassette qu'on entend souvent.

Le gouvernement parle de bonification et d'actions, mais que propose-t-il pour mettre fin à l'évitement fiscal des entreprises qui utilisent des paradis fiscaux? Que propose-t-il pour forcer les géants du Web à percevoir la taxe de vente sur leurs services et à verser une redevance de 3 % de leurs activités au Canada dédiées aux arts et aux médias, dont 40 % du contenu est francophone?

Quand on parle d'activités relatives aux affaires autochtones, dont je suis la porte-parole au sein du Bloc québécois, il est important de déployer un plan quinquennal visant à construire 8 000 logements pour les Premières Nations du Québec. Où en est le gouvernement avec cela?

Qu'en est-il d'assurer immédiatement l'approvisionnement en eau potable au robinet pour la totalité des nations autochtones du Canada, et d'adopter une loi mettant en vigueur la Déclaration des Nations unies sur les droits de peuples autochtones?

J'aimerais avoir un suivi sur ces dossiers.

● (1745)

[Traduction]

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, nulle relation n'est plus importante pour nous que celle que nous entretenons avec les peuples autochtones, c'est-à-dire les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Le discours du Trône porte beaucoup sur les crises qui secouent les collectivités, le Canada et le monde, qui sont la pandémie de COVID-19, la crise économique qui en résulte, les changements climatiques et le défi de rebâtir le Canada sur des bases plus solides.

Je profite de l'occasion pour dire que nous en sommes à la deuxième vague de la pandémie. C'est important de nous rappeler qu'il y a un certain délai avant de recevoir les données, alors celles que nous voyons datent d'il y a 10 ou 14 jours. Vendredi, on en était à 2 000 cas de COVID-19. La propagation de la maladie par des porteurs asymptomatiques est une grande menace. Il s'agit d'un virus qui entraîne des hospitalisations. Les gens continuent à y succomber. C'est un défi de taille. Il perturbe...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest à la parole.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je crois que tous les députés respectent grandement l'expertise de la députée, qu'il s'agisse de son expertise en recherche ou dans le domaine des épidémies et des pandémies. Je souhaite lui poser une question à propos de cette autre épidémie qu'est la crise des opioïdes. En Colombie-Britannique, cette crise a tué cette année cinq fois plus de personnes que la COVID. Depuis quelques années, elle tue plus de mille personnes par année. J'aimerais savoir ce que la députée pense du fait que le fentanyl empoisonne des milliers de personnes, et si la décriminalisation et l'accès à un approvisionnement sécuritaire permettraient d'établir des liens avec ces utilisateurs et de les garder en santé. Il s'agit d'un problème médical, et non d'un problème de criminalité.

L'hon. Kirsty Duncan: Madame la Présidente, je remercie le député pour son expertise et pour les décennies qu'il a consacrées à la recherche.

Il pose une question absolument cruciale. En plus de la pandémie de COVID-19, nous sommes aussi confrontés à la crise des opioïdes. Nous devons travailler ensemble. C'est un problème très complexe, et il n'y a pas de solution facile. Le gouvernement libéral a déjà pris plusieurs mesures, et nous devons collaborer afin d'en faire davantage.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la formidable députée de Vancouver-Est.

Nous tenons aujourd'hui un débat en réponse au discours du Trône. Le gouvernement a dit que ce discours était nécessaire, étant donné que la pandémie a transformé notre économie et notre mode de vie en six mois seulement. Pour ce qui est de savoir s'il était nécessaire de proroger le Parlement et de mettre fin à tous ses travaux pendant cinq semaines, c'est une tout autre question, à laquelle on peut presque assurément répondre par la négative. Quoi qu'il en soit, la COVID-19 a effectivement eu des conséquences dans presque toutes les circonscriptions du pays, et j'aimerais employer la plus grande partie de mon temps à parler des expériences vécues dans ma circonscription.

Comme tous les députés ici présents le savent, ma circonscription, Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, est l'une des circonscriptions les plus magnifiques du pays. On y trouve des montagnes, des forêts, des lacs aux eaux scintillantes, des plages sablonneuses, des rivières majestueuses, des vergers abondants et le meilleur vin du pays. C'est un endroit merveilleux où vivre et à visiter. Il n'est donc guère surprenant que le tourisme y soit l'un des principaux moteurs économiques.

Lors de l'écllosion de la COVID-19, en mars, le secteur touristique en a immédiatement subi les contrecoups. Les gens ont arrêté de se déplacer. En l'espace de quelques semaines, Air Canada a cessé ses vols à destination de Penticton et de Castlegar. Pacific Coastal a mis fin à ses vols à destination de Trail. Quant à WestJet, elle a réduit la majorité de ses vols. Même si certains de ces vols ont été rétablis, mes concitoyens craignent encore grandement l'élimination des services aériens dans les aéroports régionaux. Par ailleurs, la récente annonce faite par NAVCAN sur la possibilité de fermer des tours de contrôle partout au pays suscite des inquiétudes supplémentaires.

Lorsque les déplacements ont pris fin, les motels et les hôtels se sont vidés, les restaurants ont fermé leurs portes et, jusqu'à juin, la situation touristique dans la circonscription d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest était très sombre. Cependant, en juin, après l'assouplissement des lignes directrices sur les voyages, nous avons reçu un nombre étonnamment élevé de touristes. Bon nombre de restaurants se sont bien débrouillés. Les hôtels et les motels longeant les plages dans le Sud de l'Okanagan étaient bondés. Les terrains de camping privés, les terrains de camping publics et les terrains de camping sauvage en pleine forêt étaient remplis au-delà de leur capacité. Les concessionnaires d'embarcations et de véhicules récréatifs étaient occupés, tandis que les marchands de vélos écoulaient leur stock dès qu'ils le recevaient.

Chaque année, à la dernière semaine d'août, je sillonne la circonscription à bicyclette. Avant de partir cette année, je suis passé à l'une des boutiques de vélo du coin pour acheter un pneu de secours en cas de malchance sur les sentiers. Le vendeur m'a dit qu'il allait m'en prêter un, mais que je devais promettre de le rapporter si je ne l'utilisais pas. Il s'est réjoui que j'aie déjà des chambres à air supplémentaires, parce qu'il n'avait pas eu de chambres à air ordinaires

L'Adresse

depuis des mois. Les gens voulaient sortir pour profiter des paysages d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest. Ils venaient des quatre coins de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du reste du Canada. J'ai parcouru plus de 400 km sur les sentiers et les routes de la circonscription, et j'étais loin d'être seul. Les gens se plaignaient souvent du grand nombre de touristes dans la vallée de la Slokan et du fait qu'ils s'approprièrent les sites de camping qui n'étaient jusque-là connus que des habitants du coin.

Je ne pense pas que cet engouement disparaîtra après la pandémie. Les gens ont découvert les joies de marcher en forêt, de suivre les sentiers dans les montagnes et de se promener en bateau sur les lacs du Canada. Il ne fait aucun doute qu'il faut investir davantage dans les sentiers et les autres infrastructures de plein air pour offrir des expériences de vélo, de randonnée et de camping dignes de ce nom.

Je veux également parler du secteur des arts de la scène, un secteur qui nous rend la vie tellement plus agréable, et auquel la COVID a donné un dur coup. Tous les établissements qui présentent des spectacles ont été durement touchés pendant le printemps et l'été. Je pense notamment au South Okanagan Events Centre de Penticton, au plus petit, mais tout aussi impressionnant Dream Cafe, au théâtre Venables d'Oliver, au Gold Fever Follies de Rossland, au théâtre Bailey de Trail et à tous les événements qui devaient avoir lieu dans les salles communautaires un peu partout dans ma circonscription. Ces établissements et leurs employés, les musiciens et les comédiens qui y travaillent ont vu leur vie professionnelle s'arrêter. La plupart de ces gens travaillent à la demande et vivent de façon précaire d'un contrat à l'autre. Comme des millions d'autres travailleurs canadiens, ils ne sont habituellement pas admissibles à l'assurance-emploi. Sans l'appui du NPD, dont les demandes quant à la création de prestations plus inclusives ont mené à l'instauration de la PCU, ces gens se seraient retrouvés sans aide.

J'ai discuté avec des représentants d'un regroupement de travailleurs des arts de la scène de la Colombie-Britannique la semaine dernière et ils ont dit être vraiment reconnaissants de l'existence de ces mesures d'aide, mais aussi inquiets de l'avenir et de ce que nous allions faire pour consolider le filet social, dont l'insuffisance a été exposée au grand jour par la COVID.

• (1750)

Le secteur agricole a dû composer avec de longs délais et diverses difficultés pour ce qui est d'obtenir l'aide de travailleurs étrangers dans les vergers et les vignobles. Je remercie l'association des producteurs fruitiers de la Colombie-Britannique, le gouvernement de la Colombie-Britannique et le district régional d'Okanagan-Similkameen de leurs efforts soutenus, qui ont permis de créer des protocoles et des soutiens financiers de sorte qu'au moins une partie de ces travailleurs puissent s'isoler en quarantaine et travailler dans des conditions qui soient sécuritaires tant pour eux que pour l'ensemble de la collectivité.

L'Adresse

Quand la pandémie a frappé, le secteur forestier battait déjà de l'aile en raison de la faiblesse des prix et des droits de douane imposés illégalement. Des scieries avaient éliminé des quarts de travail, mais, heureusement, les prix du bois d'œuvre se sont rétablis pendant l'été. Je salue l'entreprise Kalesnikoff Lumber qui, en pleine pandémie, a achevé l'aménagement d'une usine de bois massif dans South Slokan, laquelle produit maintenant des produits de bois d'ingénierie pour des projets de Victoria, de Vancouver et de Toronto. Cette usine vient s'ajouter à celle de Structurlam, à Penticton, si bien que ma circonscription compte maintenant deux des meilleures usines de bois massif en Amérique du Nord. Elles s'inscrivent dans une tendance qui est en train de transformer la façon dont nous construisons de grands immeubles à la fois sécuritaires, beaux et bons pour l'environnement.

J'aimerais maintenant parler de certaines des répercussions de la COVID-19 sur la santé. Je dois dire qu'il y a eu très peu de cas de COVID-19 dans ma circonscription, résultat en grande partie attribuable aux directives constantes de la Dre Bonnie Henry et du gouvernement de la Colombie-Britannique, et j'espère qu'il en demeurera ainsi.

Nous sommes tous au courant de la situation tragique qui est survenue dans des établissements de soins de longue durée dans l'ensemble du pays, surtout dans ceux de l'Ontario et du Québec. Je me préoccupe depuis des années du dossier des établissements de soins de longue durée. Même avant la COVID-19, il était évident que beaucoup de ces centres recevaient un financement complètement inadéquat et manquaient cruellement de personnel. Nous devons intégrer les établissements de soins de longue durée à son système national de soins de santé, en plus d'instaurer des normes nationales et de fournir un financement suffisant. Nous devons payer convenablement les travailleurs de la santé et tous ceux qui jouent un rôle de premier plan dans la lutte contre la COVID-19 afin qu'ils sachent que nous reconnaissons leurs efforts héroïques.

Lorsque je me suis entretenu avec des travailleurs de la santé avant la COVID-19, j'ai été surpris d'apprendre que beaucoup d'entre eux, certains qui travaillaient depuis plus de 20 ans dans le même établissement, gagnaient maintenant moins d'argent que lorsqu'ils ont été embauchés.

Lorsque la COVID-19 sera chose du passé, il faudra nous concentrer à nouveau sur la véritable crise que vit la planète: le réchauffement climatique. Il faut miser sur les sources d'énergie renouvelable, l'électrification et l'efficacité énergétique. Depuis cinq ans, j'exhorte le gouvernement libéral à investir considérablement dans la modernisation des immeubles. Il a refilé cette responsabilité aux provinces dans le cadre pancanadien, puis aux municipalités dans le dernier budget.

Le gouvernement doit prendre des mesures directes dès maintenant afin que tous les Canadiens aient accès à des fonds pour rendre leur maison et leur entreprise plus éconergétiques, et que les travailleurs puissent trouver de bons emplois partout au pays.

Si la ministre de l'Infrastructure cherche des projets prêts à démarrer qui ont besoin d'investissements fédéraux, je peux lui dire qu'un canal d'irrigation à Oliver attend de tels fonds depuis quatre ans. Je me réjouis du fait que les projets d'irrigation ont finalement été ajoutés aux projets admissibles dans le cadre du dernier programme.

Depuis six mois, le NPD concentre toute son attention sur la recherche de solutions qui amélioreront le sort des Canadiens. Nous

avons souligné que les prestations initiales liées à la COVID-19 auraient exclu un grand nombre de travailleurs et d'entreprises, et nous avons présenté des solutions constructives pour les améliorer.

Quand le gouvernement a annoncé que la prestation serait réduite de 400 \$ lors du passage de la PCU à la Prestation canadienne de relance économique, nous l'avons forcé à ne pas réduire les paiements, afin que les Canadiens qui ne peuvent toujours pas retourner au travail puissent continuer de vivre dans la dignité. Nous avons forcé le gouvernement à mettre de l'avant un solide programme de congés de maladie payés, pour que les travailleurs atteints de la COVID restent chez eux.

Nous continuons de nous concentrer sur ces enjeux tandis que nous traversons la deuxième vague de la pandémie de COVID et que nous continuons à bâtir un avenir meilleur pour le Canada.

Le discours du Trône nous inspire-t-il confiance en l'avenir? Ce sont les gestes concrets qui découleront du discours qui compteront vraiment. Le discours mentionne l'assurance-médicaments, que les libéraux promettaient déjà en 1997. Il parle aussi des services de garde, que les libéraux promettent depuis 2005. Il parle d'équité salariale, un dossier dans lequel le NPD a forcé les libéraux à agir en 2015. Ils en parlent encore dans le discours du Trône.

Nous avons hâte de voir des gestes concrets. Le NPD a toujours été et sera toujours un parti qui cherche à rendre le Canada plus équitable, plus vert et plus prospère pour tous les Canadiens.

• (1755)

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Madame la Présidente, je veux simplement dire à quel point j'ai aimé le discours du député d'en face.

Moi aussi, je me préoccupe du sort des aînés dans les établissements de soins prolongés. C'est un problème particulièrement inquiétant dans ma province, au Québec. J'aimerais savoir ce que le député propose de faire. Comment, selon le député, le gouvernement fédéral peut-il travailler avec les provinces et les territoires en vue d'améliorer les soins prolongés pour les aînés?

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, il s'agit évidemment d'un de ces problèmes de longue date que la pandémie de COVID a exposés au grand jour. Comme je l'ai dit dans mon allocution, au cours des dernières années, nous avons tous entendu parler des problèmes entourant les soins prolongés. Des amis et des travailleurs m'en ont parlé. Il faut faire quelque chose. Le NPD propose d'intégrer les soins prolongés, ce qui maintient l'état de santé des aînés dans leurs derniers jours, dans la Loi canadienne sur la santé, pour que nous puissions verser de l'argent aux provinces. Comme la députée l'a mentionné, il faudrait négocier avec les provinces. Des fonds fédéraux pourraient être versés en échange de l'application de normes nationales qui assureraient des effectifs adéquats et du financement pour le salaire du personnel. Dans beaucoup d'endroits, il est difficile de trouver des personnes désireuses de travailler dans un centre de soins de longue durée parce que le salaire est tellement minime.

L'Adresse

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Madame la Présidente, il y a quelques années, le gouvernement libéral a décidé qu'il était tout à fait correct que des foyers pour aînés de la Colombie-Britannique soient vendus à une société chinoise pour finir sous le contrôle du gouvernement chinois. La question des soins prodigués dans ces établissements était préoccupante. Les députés conservateurs ont souligné le problème que cela posait et se sont opposés à ce que le régime communiste chinois puisse acquérir ces établissements de soins de longue durée, ce que le gouvernement libéral semblait appuyer. Même le premier ministre admire la façon dont les choses se font en Chine.

J'aimerais savoir pourquoi les députés néo-démocrates ne se sont pas exprimés plus vigoureusement dans ce dossier et pourquoi ils continuent de soutenir le gouvernement libéral, alors que celui-ci semble vouloir à tout prix appuyer ce régime communiste.

• (1800)

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je commencerai par dire que nous ne soutenons pas le gouvernement, nous le poussons, à son corps défendant, à faire ce qui s'impose pour les Canadiens.

En ce qui concerne Anbang et les centres pour personnes âgées en Colombie-Britannique, le principal centre à avoir été vendu se trouve à Summerland. C'est un établissement de soins que je connais très bien. Lorsque je me suis présenté aux élections provinciales, je suis allé parler aux familles dont des proches étaient décédés dans cet établissement en raison d'un manque d'attention plus ou moins marqué de la part du personnel. C'est à ce moment-là que j'ai pris connaissance pour la première fois des problèmes qui existent dans les établissements de soins de longue durée. C'était des années avant la vente. Cela signifie que ces problèmes sont inhérents à notre gestion des établissements de soins de longue durée et c'est pourquoi nous devons changer complètement le système.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son discours. Je dois dire que j'ai été amusé à certains moments de son discours, surtout quand il a parlé des gains que son parti a faits au cours des derniers mois, notamment pour les différents programmes qu'ils ont la prétention d'avoir améliorés.

Dans son discours, il a parlé des artistes de sa région qui se disaient rassurés et satisfaits des mesures qui avaient été mises en place. Ou bien la réalité est extrêmement différente dans son coin en comparaison avec le Québec, ou bien il n'a pas vraiment parlé aux artistes. En effet, les artistes ne sont pas rassurés du tout par la façon dont ce gouvernement est en train de gérer leur cas durant cette pandémie.

J'ai posé des questions au gouvernement un peu plus tôt et je n'ai pas vraiment eu les réponses que j'attendais. Les programmes actuels pour les artistes et la culture ne répondent pas du tout aux attentes et aux besoins de ce milieu qui, je le rappelle, rapporte 53 milliards de dollars par année.

Étant donné les réalités visiblement différentes d'un bout à l'autre de ce pays, je voudrais demander à mon collègue s'il est d'accord qu'il serait peut-être plus simple de confier les sommes aux gouvernements provinciaux et du Québec pour qu'ils puissent gérer eux-mêmes la question de la culture, qui est la leur.

[Traduction]

M. Richard Cannings: Madame la Présidente, je ne sais pas par où commencer pour répondre, car j'allais répondre à la première question, mais le député vient de m'en poser une nouvelle.

Comme je l'ai dit dans mon discours, à mon avis, les arts de la scène sont souvent oubliés ou négligés. Je pense que le gouvernement actuel les a aussi négligés. Nous devons soutenir les artistes de la scène de la Colombie-Britannique. Je me suis entretenu avec eux la semaine dernière. Ils m'ont présenté un plan en cinq points sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement, grâce à ses pouvoirs fédéraux, pour les soutenir. Il faut que de telles mesures soient prises pour les artistes, qu'ils viennent du Québec ou de la Colombie...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La députée de Vancouver-Est a la parole.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPĐ): Madame la Présidente, je suis ravie de participer au débat en réponse au discours du Trône. Quand j'ai entendu le gouvernement présenter le discours du Trône, je me suis demandé ce qu'il avait fait depuis la prorogation du Parlement. Le discours du Trône ne devrait pas se borner à une liste d'engagements dans une variété de domaines, d'autant plus que les libéraux ont l'habitude de prendre des engagements dans divers domaines et de ne jamais les concrétiser. J'ai reconnu ce même modèle, une fois de plus, en écoutant le dernier discours du Trône.

J'espérais entendre le gouvernement parler de la crise que traversent beaucoup de petites entreprises et proposer des solutions. Je sais que ma circonscription n'est pas la seule où des entreprises sont en difficulté. Les entrepreneurs espéraient, par exemple, que le gouvernement reconnaisse que le programme d'aide pour le loyer commercial a des lacunes et annonce qu'il permettra aux petites entreprises d'y participer. Mais les entrepreneurs n'ont rien entendu à ce sujet dans le discours du Trône. Il n'en a pas été question, mais le gouvernement aurait dû agir de toute façon, que ce changement soit annoncé dans le discours du Trône ou non.

Les petites entreprises attendent depuis longtemps. Cela fait plus de six mois et aucune mesure n'a encore été prise à cet égard. Un grand nombre d'entreprises de ma circonscription ont dû fermer leurs portes parce que cette aide n'était pas disponible. Même cette semaine, des électeurs ont communiqué avec moi en m'implorant de les aider, en disant que le gouvernement fédéral devait leur permettre d'accéder à l'aide pour le loyer commercial parce que leur propriétaire ne prenait pas les mesures nécessaires. Ils en sont pénalisés et ils en souffrent. Si nous n'aidons pas les petites entreprises à survivre, nous allons tous en subir les conséquences et la relance économique sera d'autant plus longue. Il faut que la situation change.

J'aurais aussi aimé entendre que le gouvernement avait l'intention de régler un grave problème pour la circonscription que je représente, Vancouver-Est. Le gouvernement est déjà au courant de ce problème, qui est loin de se limiter à notre seule région. Je parle d'une institution vieille de 110 ans, la foire de la Pacific National Exhibition. La PNE n'a reçu aucune aide du gouvernement fédéral, et sa survie est maintenant en jeu. Des milliers de jeunes de la région y ont pourtant déjà travaillé.

L'Adresse

Le discours du Trône insistait sur la valeur des jeunes et sur le fait que nous devons les soutenir. Pourquoi ne pas commencer par assurer la survie de la PNE au-delà de la pandémie? Chaque année, elle fournit un emploi d'été à des milliers de jeunes. Bon an mal an, ce sont 4 200 personnes qui y travaillent. Si on ne fait rien pour sauver cette institution historique — qui fait rouler l'économie de la région, donne de l'emploi aux jeunes et permet aux familles de toute la vallée du bas Fraser et d'ailleurs de venir s'amuser —, elle pourrait bien disparaître. J'avais l'espoir que le gouvernement annonce quelque chose pour les institutions comme elle, mais encore une fois, il n'en a rien fait.

De même, nous avons un beau quartier chinois à Vancouver. Le gouvernement fédéral en a reconnu la valeur et le caractère historique en le déclarant lieu historique national, mais il n'a prévu aucune aide pour ce quartier. Pourtant, le gouvernement fédéral a jugé bon, à juste titre, de fournir de l'aide à Granville Island. Toutefois, j'ai demandé à divers ministres d'offrir de l'aide au quartier chinois pour s'assurer qu'il survive à la pandémie, mais aucun d'entre eux n'a répondu à mes demandes. Le quartier chinois a lui aussi été laissé à lui-même, et ce, même si le gouvernement a reconnu qu'il s'agissait d'un trésor national en le désignant lieu historique national

• (1805)

Pourquoi le gouvernement fédéral ne fournirait-il pas l'aide dont le quartier chinois a tellement besoin pour sa survie, tout comme d'autres secteurs qui ont désespérément besoin d'aide de la part du gouvernement fédéral?

Le député néo-démocrate qui est intervenu avant moi a parlé des travailleurs à la demande dans l'industrie des arts du spectacle. Ils ont été les premiers à cesser leurs activités durant la pandémie et ils craignent d'être les derniers à les reprendre. Ils ont besoin d'aide du gouvernement fédéral non seulement pour traverser la pandémie, mais pour s'en remettre. Le gouvernement peut prendre de véritables mesures pour que les industries aient le soutien nécessaire pour survivre à la pandémie et connaître un avenir prospère.

Dans le discours du Trône, le gouvernement fédéral parle de logement. J'ai écouté son message très attentivement. Il y a beaucoup de vagues paroles et de promesses non tenues jusqu'ici.

Pensons à la Stratégie nationale sur le logement. En 2017, le premier ministre a annoncé en grande pompe qu'un logement adéquat est un droit fondamental. Pourtant, aujourd'hui, nous n'avons qu'à regarder dans la collectivité autour de nous pour voir des gens qui sont sans-abri. Ils souhaitent désespérément trouver un logement sûr, sécuritaire et abordable, surtout en temps de pandémie. Nous avons parlé des mesures prescrites et nécessaires pour aplanir la courbe: maintenir ses distances, se laver les mains, et cetera. Cependant, beaucoup de personnes ne peuvent pas les suivre parce qu'ils n'ont pas de logement où aller.

Le plus gros campement de sans-abri du pays se trouve dans ma circonscription, Vancouver-Est. Tant les gens du campement Strathcona que les habitants du quartier attendent désespérément l'aide du gouvernement fédéral dans ce dossier.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a fait appel au gouvernement fédéral à plusieurs reprises. Avant les élections provinciales, j'ai écrit, avec le maire de Vancouver et la députée provinciale Melanie Mark, au ministre. Nous avons demandé à ministre d'intervenir, de devenir un partenaire et de se joindre à la ville, à la communauté et aux organismes à but non lucratif pour ré-

gler cette crise. À ce jour, le gouvernement fédéral n'a fourni aucune aide pour y arriver.

La crise est multiple à Strathcona, tant sur le plan de la sécurité que celui de la santé. L'hiver et la pluie seront bientôt là. Le temps froid et humide est à nos portes. Comment peut-on tolérer que des gens vivent dans un campement en ce moment, en plein cœur d'une pandémie?

Le gouvernement fédéral a dit qu'il se pencherait sur la question de la crise du logement dans ses efforts liés à la COVID-19. Juste avant la présentation du discours du Trône, il a annoncé la construction rapide de 3 000 logements. Je vais mettre cela en contexte. À Vancouver seulement, d'après les plus récents calculs, il y a plus de 2 000 itinérants à l'heure actuelle. Il faudra donc beaucoup plus que 3 000 logements pour régler la crise du logement dans l'ensemble du pays.

Ma circonscription n'est pas la seule où il y a des campements de sans-abri. On en trouve partout au pays. Le gouvernement ne doit pas se contenter de dire que le logement est un droit fondamental. Il doit passer à l'action. Il doit consacrer des fonds à la mise sur pied de programmes accessibles. Il doit lutter contre la crise du logement avec des mesures concrètes et non pas juste avec de belles paroles.

Le discours du Trône...

• (1810)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le secrétaire parlementaire à la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il est toujours encourageant de voir des députés des deux côtés de la Chambre se concentrer sur la question à l'étude, en l'occurrence la pandémie, et proposer des idées. Je suis heureux d'entendre que le NPD appuiera le discours du Trône et les nombreuses excellentes mesures qui y sont proposées. C'est très positif, et c'est signe que, même si nous sommes parfois en désaccord, nous pouvons trouver un terrain d'entente en cette période difficile pour les Canadiens.

Nous avons présenté le projet de loi C-4, qui a été adopté, et qui a souligné l'importance d'adapter la Prestation canadienne d'urgence en tenant compte de l'assurance-emploi et du programme de subvention salariale.

Je me demande si la députée voudrait donner son avis sur ce projet de loi en particulier et sur la façon dont il complémente le discours du Trône.

Mme Jenny Kwan: Madame la Présidente, le projet de loi C-4 a été présenté par le gouvernement, mais il comportait des lacunes. C'est le NPD qui est allé négocier et qui a travaillé fort pour que le gouvernement apporte les changements nécessaires et ne réduise pas le montant de la PCU à 400 \$ par semaine, comme entendaient le faire les libéraux, et qu'il garde le montant prévu à l'origine, soit 2 000 \$ par mois ou 500 \$ par semaine. Nous avons aussi insisté pour que tous les Canadiens aient droit à des congés de maladie payés, mais cela ne fait pas du projet de loi C-4 un projet de loi parfait. Il reste beaucoup à faire. Le gouvernement aurait facilement pu rendre ces programmes permanents s'il l'avait voulu, mais il a préféré ne pas le faire. C'est ce qu'a accompli le NPD.

En ce qui concerne le discours du Trône...

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, je remercie la députée de ses efforts dans ce dossier.

Je suis très préoccupé par le logement abordable et les effets de la pandémie sur les petites entreprises. Toutefois, ma question porte sur les personnes handicapées. Trois mois après le début de la pandémie, le gouvernement a finalement promis un paiement ponctuel aux personnes handicapées. Ces personnes attendent maintenant depuis quatre mois. Apparemment, les chèques seront envoyés à la fin de ce mois-ci. Nous avons appris en mars que l'arriéré de traitement des demandes de prestation d'invalidité des anciens combattants s'élevait à 50 000 demandes. Cela prendra des années avant que ces demandes soient traitées.

Le règlement d'application de la Loi sur les restrictions applicables aux promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées n'a pas encore été mis en œuvre, même si cela fait six ans que la loi habilitante a été adoptée. Cela signifie que les personnes qui présentent une demande de crédit d'impôt pour personnes handicapées demeurent vulnérables aux rapaces. Un citoyen de ma circonscription ayant une lésion cérébrale a reçu un paiement de 1 000 \$, mais il a été envoyé au recouvrement.

La députée entend-elle, dans sa circonscription, le même genre de témoignages de personnes handicapées qui en ont marre d'attendre et marre d'être laissées pour compte?

Mme Jenny Kwan: Madame la Présidente, le gouvernement actuel semble toujours avoir traité les aînés dans le besoin et les personnes handicapées comme des gens de moindre importance. Le NPD a dû exercer de fortes pressions, y compris en ce qui concerne le versement de ce paiement ponctuel. Même à l'époque, les libéraux s'étaient montrés lents à agir dans ce dossier, alors qu'ils n'hésitent pas une seconde lorsqu'il s'agit de faire appel aux proches du parti, comme on l'a tous constaté lors du scandale concernant l'organisme UNIS. Les libéraux se montrent également lents à agir, notamment dans le dossier de l'impôt sur la fortune. En fait, comme je ne suis même pas certaine qu'ils comptent vraiment présenter une telle mesure...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Pitt Meadows-Maple Ridge a la parole.

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Madame la Présidente, la députée de Vancouver-Est et moi avons siégé dans des camps opposés de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Je suis heureux de la voir ici.

Je suis d'accord avec elle à propos de la crise de la toxicomanie et des opioïdes qui sévit en Colombie-Britannique, dans sa circonscription, Vancouver-Est, et dans la mienne, Pitt Meadows—Maple Ridge. En effet, cette année, cinq fois plus de gens sont morts d'une surdose d'opioïdes que de la COVID-19. La situation est donc très grave et il ne faut pas l'oublier à cause de la COVID-19.

Que pensent la députée et les néo-démocrates du fait que le gouvernement libéral met davantage l'accent sur le rétablissement et le traitement que sur les centres d'injection supervisée?

Mme Jenny Kwan: Madame la Présidente, il y a deux autres urgences sanitaires: la crise du logement et la crise des opioïdes. La

L'Adresse

vérité, c'est qu'il nous faut une gamme complète de services. Il nous faut un approvisionnement sûr. Il nous faut des centres de réduction des méfaits. Il nous faut des initiatives de réduction des méfaits. De même, avec les services de soutien en santé mentale, nous avons besoin de mesures liées au rétablissement. Tout cela est nécessaire. Nous avons également besoin de logements abordables; c'est la base. De façon globale, le gouvernement fédéral a refusé d'agir dans ce dossier. Personne n'a jamais dit que la réduction des méfaits et la décriminalisation étaient des panacées; nous avons besoin de toutes ces...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La secrétaire parlementaire de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international a la parole.

[Français]

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Richmond Hill.

C'est un honneur pour moi de me lever à la Chambre pour la première fois lors de cette session parlementaire, afin de répondre au discours du Trône de notre gouvernement.

J'aimerais tout d'abord m'adresser aux habitants de notre communauté à Outremont, Côte-des-Neiges et dans le Mile End. En particulier, je voudrais parler aux parents qui, comme moi-même, sont inquiets. Les mesures changent de jour en jour et je sais que ce n'est pas facile à suivre.

• (1820)

[Traduction]

En tant que mère, je comprends l'incertitude qui pèse sur les mères. Je comprends que, en se réveillant, elles ont peur de découvrir les dernières nouvelles, les derniers chiffres et les dernières fermetures, qu'elles angoissent à l'idée que leur enfant ait le nez qui coule et qu'elles doivent leur expliquer ce qui se passe et ce qui va arriver. Je comprends aussi les préoccupations qu'elles ont pour leurs propres parents vieillissants, ainsi que leur santé et leur bien-être. Je comprends tout cela, à l'instar du gouvernement.

La semaine dernière, vers 3 heures, mes collègues et moi avons voté pour une mesure législative visant à répondre expressément à ces préoccupations. La Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, qui est entrée en vigueur tôt ce matin, est un soutien au revenu destiné aux parents qui doivent rester à domicile avec leurs enfants parce que leur classe est temporairement fermée ou que leur école est complètement fermée. Une personne doit peut-être rester chez elle pour prendre soin d'un parent ou d'un proche atteint de la COVID-19. On ne devrait jamais avoir à choisir entre toucher un chèque de paie et être présent pour sa famille.

[Français]

Ces prestations sont absolument nécessaires selon moi, car il faut être là les uns pour les autres. Malgré les défis, malgré l'augmentation inquiétante du nombre de cas chez nous à Outremont, nous sommes quand même très chanceux. Nous sommes chanceux d'avoir tant d'organismes sur le terrain dans notre communauté qui viennent en aide aux personnes vulnérables et à nous tous.

L'Adresse

Je pense à Outremont en famille et à toute son équipe qui travaille fort, non seulement pour nos jeunes familles, mais également pour nos aînés. Je pense également à la Maison des jeunes d'Outremont, qui est là pour nos adolescents. Je pense bien sûr aux chefs communautaires qui habitent notre circonscription et qui travaillent pour le Collectif Bienvenue.

[Traduction]

Cet organisme jumelle des familles montréalaises à des familles de réfugiés qui viennent de s'établir ici.

[Français]

Tous les jours, je pense à André, à Bernard et à toute l'équipe de la cafétéria communautaire MultiCaf, où j'aime faire du bénévolat.

[Traduction]

Je pense aussi à Lou, de la Mission communautaire Mile-End, qui travaille avec une toute petite équipe de bénévoles pour distribuer des repas sains et nutritifs à des familles dans le besoin dans le quartier du Mile-End. Je pense également, bien sûr, à Sid Stevens de l'organisme Sun Youth, une véritable institution montréalaise offrant des soins d'urgence aux personnes qui en ont besoin.

[Français]

En tant que secrétaire parlementaire, je pense également à nos entrepreneurs sur l'avenue Bernard, l'avenue Laurier, l'avenue du Parc, le boulevard Saint-Laurent et la rue Saint-Denis. Je pense également aux entrepreneurs de partout au Québec qui se retrouvent en zone rouge. Je sais que l'incertitude qu'ils ressentent est très difficile à vivre. Je ne sais pas quand la pandémie sera finie, mais je peux leur garantir que notre gouvernement sera à leurs côtés aussi longtemps qu'il le faudra. Nous sommes là pour les entrepreneurs qui ont pignon sur rue, comme le salon de coiffure Jérôme B, sur le chemin de la Côte-des-Neiges, et notre chère pâtisserie Duc de Lorraine, pour qui la Subvention salariale d'urgence a été indispensable.

C'est grâce aux rétroactions des entrepreneurs que nous avons prolongé la Subvention salariale d'urgence jusqu'à l'été prochain. Ce programme a déjà soutenu le chèque de paie de plus de 3,6 millions de travailleurs de partout au pays, dont 850 000 travailleurs québécois.

Nous allons aussi étendre le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Ce prêt sans intérêt, qui comprend une partie non remboursable, a déjà aidé plus de 760 000 petites entreprises au Canada. Grâce à l'élargissement des critères d'admissibilité, Aude et sa boutique État de Style, unique en son genre, sur l'avenue Duluth, ont pu bénéficier de ce soutien si précieux.

[Traduction]

Comme avant, nous continuerons de soutenir les entrepreneurs canadiens qui travaillent fort en cette deuxième vague de la pandémie. Nous avons prolongé la Subvention salariale d'urgence du Canada, nous élargissons les critères d'admissibilité au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, nous avons augmenté le Fonds d'aide et de relance régionale, et le gouvernement fédéral accordera deux semaines de congés de maladie payés aux employés qui en auraient besoin.

Comme nous l'avons vu, la pandémie a aggravé les inégalités qui existaient déjà au Canada. Certaines personnes sont exclues du filet de sécurité sociale du Canada depuis bien trop longtemps. Beaucoup d'entre elles font partie des neuf millions de Canadiens aux-

quels la Prestation canadienne d'urgence a apporté une aide inestimable.

Cette prestation tire à sa fin, mais notre engagement à offrir un filet de sécurité plus complet et plus inclusif est inébranlable. Les travailleurs qui n'ont pas encore trouvé d'emploi peuvent bénéficier du régime élargi d'assurance-emploi. La nouvelle Prestation canadienne de relance économique soutient les travailleurs de l'économie des petits boulots et les travailleurs autonomes, qui peuvent en faire la demande pour recevoir 500 \$ par semaine ou 2 000 \$ par mois.

Au Canada, le 1 % le plus riche détient près du quart de la richesse nationale. Le 1 % le moins riche, par contre, n'a pour ainsi dire rien. L'écart continue de se creuser. Le gouvernement a décidé d'agir et de lutter contre les inégalités de revenu croissantes. Il entend par exemple trouver de nouvelles façons d'imposer les inégalités extrêmes sur le plan de la richesse et réduire l'évitement fiscal des géants du numérique, pour donner seulement deux exemples.

Les disparités de revenu ne sont pas étrangères aux inégalités sociales qui retiennent l'attention des Canadiens et du reste du monde. Après la mort de George Floyd, les gens ont pris la rue d'assaut pour réclamer des réformes, et nous les avons entendus. Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à réduire les inégalités systémiques dans l'ensemble de l'appareil de justice pénale, à renforcer la surveillance civile des forces de l'ordre, à moderniser la formation des policiers, notamment en ce qui concerne l'usage de la force, à privilégier une approche de police communautaire et à recueillir de meilleures données désagrégées.

C'est dans ce contexte que j'aimerais saluer le travail de Tiffany Callender et de son équipe de l'Association de la communauté noire de Côte-des-Neiges, qui se fait le porte-voix des revendications des Noirs en matière de justice et d'égalité auprès de tous les ordres de gouvernement. C'est en bonne partie à elle que l'on doit le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires. Ce programme était devenu nécessaire parce que les entrepreneurs noirs doivent encore surmonter de trop nombreux obstacles. J'espère seulement que ce programme deviendra bientôt désuet.

En tant que femme, j'attache aussi beaucoup d'importance à l'égalité des chances et à l'égalité salariale parce qu'en 2020, les femmes sont encore désavantagées dans le monde du travail.

● (1825)

[Français]

Quand j'ai parlé aux gens du refuge Le Chaînon, dans ma circonscription, j'ai vu à quel point la demande de refuges pour les femmes est grandissante.

Pourquoi? C'est parce que demander à une femme victime de violence conjugale de rester en isolement à la maison n'est tout simplement pas possible. C'est justement la raison pour laquelle nous avons annoncé un financement additionnel pour soutenir les femmes et les enfants qui fuient la violence pendant cette pandémie.

[Traduction]

Dans le discours du Trône, le gouvernement a aussi réitéré son engagement à l'égard de la réconciliation avec les Premières Nations, les Inuits et la Nation métisse. Dans cette optique, nous présenterons un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones d'ici la fin de l'année. Le ministre de la Justice l'a confirmé dans les dernières semaines. Il y a quelques jours à peine, des images vidéo provenant d'un hôpital de ma province, le Québec, ont bouleversé le pays. Dans cette lutte que nous menons contre l'injustice, je n'aime pas parler de victimes. Pour moi, Joyce était une guerrière.

Il y a, partout, des guerriers qui luttent pour un Canada plus juste, un Canada meilleur. Ils ne luttent pas en vain.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1830)

[Traduction]

LA FISCALITÉ

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, les milliardaires canadiens sont presque 4 500 fois plus riches que la moyenne des familles canadiennes. Le 2 janvier dernier, avant 10 heures, les PDG les plus riches du Canada ont gagné plus d'argent que la moyenne des travailleurs canadiens en une année. Contrairement à la moyenne des travailleurs canadiens, qui paient leurs impôts et qui contribuent à financer l'ensemble des infrastructures et des services dont nous avons besoin, les Canadiens les plus riches ne paient pas leur juste part.

Qu'est-ce qui cloche dans cette situation? Pourquoi certaines personnes accumulent-elles des richesses de façon scandaleuse pendant que de nombreux Canadiens peinent à joindre les deux bouts?

Le printemps dernier, pendant le confinement imposé en raison de la COVID-19, des gens de partout au pays sont allés sur leur balcon ou sur le pas de la porte pour frapper sur des poêles et des casseroles en signe de reconnaissance envers les travailleurs de première ligne. Les travailleurs de la santé et les premiers intervenants ont travaillé tout au long du confinement en étant isolés de leur famille et en mettant leur propre santé et leur propre sécurité en danger pour le bien de nos collectivités.

Ils ont aussi frappé sur des poêles et des casseroles pour les travailleurs essentiels grâce à qui les épiceries sont demeurées ouvertes et les étagères remplies durant cette période difficile et éfrayante. La plupart de ces travailleurs gagnent tout au plus un salaire modeste et beaucoup ne touchent que le salaire minimum. Ils ont dû faire l'aller-retour entre leur domicile et leur lieu de travail durant la pandémie, souvent en transports en commun, pour ensuite servir le public toute la journée, et ce, sous le stress de la pandémie. Après les aînés dans les établissements de soins prolongés, ce sont les travailleurs à faible salaire, qui vivent dans des logements surpeuplés et comptent sur les transports en commun pour se rendre au travail où ils servent le public, qui ont été les plus touchés par la pandémie de COVID-19.

Tandis que ces travailleurs de l'économie de services ont continué à travailler et que des millions de Canadiens ont perdu leur em-

Motion d'ajournement

ploi et ont ressenti le stress financier causé par la pandémie, les riches se sont enrichis. Selon la liste annuelle des milliardaires publiée par *Forbes*, les 20 milliardaires les plus riches du Canada ont vu leur fortune augmenter de 37 milliards de dollars durant les six premiers mois de la pandémie. Réfléchissons à cela. Vingt milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 37 milliards de dollars durant les six mois les plus catastrophiques de l'histoire économique du Canada.

Deux de ces milliardaires possèdent les plus grandes chaînes d'épicerie du Canada. La fortune de Galen Weston a augmenté de 1,6 milliard de dollars et celle de Jim Pattison, de 1,7 milliard de dollars. Pendant la pandémie, de nombreux travailleurs à faible revenu, notamment ceux employés dans les épiceries appartenant à M. Weston et M. Pattison, ont reçu une maigre prime de danger de 2 \$ l'heure. Lorsque les chaînes d'épicerie ont mis fin à cette augmentation de salaire de 2 \$ l'heure, la valeur des actions de ces entreprises a grimpé en flèche, et M. Weston et Pattison en ont récolté les fruits.

L'argent des contribuables sert à financer les infrastructures et les services dont dépendent les milliardaires. Leurs sociétés utilisent nos routes, nos ponts, notre eau et nos systèmes d'égouts. Ils tirent profit d'une main-d'œuvre ayant reçu une éducation financée par les contribuables. Le réseau de transport en commun qu'empruntent leurs travailleurs pour se déplacer est financé à même les deniers publics. Ils profitent de notre système de santé, car ils n'ont pas besoin de cotiser à des régimes privés d'assurance-maladie pour leurs travailleurs.

Chaque fois que les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé ont réduit les impôts et les taxes, ils l'ont toujours fait au profit des Canadiens immensément riches. Il est temps de renverser cette tendance et d'introduire un impôt sur la fortune. Nous devons maintenir des impôts raisonnables pour les travailleurs, mais augmenter ceux des ultra-riches et adopter un impôt sur les successions en ce qui a trait aux grandes fortunes. Un meilleur partage des revenus nous permettrait d'obtenir facilement le filet de sécurité sociale que les Canadiens méritent: un régime universel d'assurance-médicaments, un régime universel de soins dentaires, une prestation universelle pour la garde d'enfants, la gratuité des frais de scolarité au niveau postsecondaire, ainsi qu'un revenu minimum garanti pour éliminer la pauvreté.

Les Canadiens méritent mieux.

M. Sean Fraser (secrétaire parlementaire de la ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances, Lib.): Madame la Présidente, je me réjouis de cette occasion de participer au débat de ce soir. Je remercie mon collègue de Nanaimo—Ladysmith d'avoir soulevé cette question qui, en fin de compte, porte sur l'équité au sein de l'économie canadienne.

Comme la plupart des députés sans doute, je suis, théoriquement, d'accord avec le député pour dire que la protection des membres les plus vulnérables de la société doit être une priorité pour le gouvernement du Canada. Si cela signifie que nous devons demander aux membres les plus riches de notre société de payer leur juste part, alors nous devons accepter volontiers cette conséquence étant donné les avantages, pour la société, qui découlent du fait de soutenir les populations les plus vulnérables au pays.

Motion d'ajournement

Plus particulièrement, je soulignerai que, pour taxer les inégalités extrêmes sur le plan de la richesse, le gouvernement s'est engagé dans le récent discours du Trône à limiter les déductions pour option d'achat d'actions de certains des membres les plus riches de la société canadienne et à s'attaquer à l'évitement fiscal par les géants du numérique. Or, cela n'a rien de nouveau pour nous. En effet, les députés ayant siégé lors de la législature précédente se rappelleront que, après son arrivée au pouvoir en 2015, la toute première mesure qu'a prise le gouvernement libéral actuel a été d'augmenter les impôts du 1 % des Canadiens les plus riches pour accorder une baisse d'impôt sur le revenu à neuf millions de familles de la classe moyenne.

Nous avons également mis en œuvre un plan concernant l'Allocation canadienne pour enfants. Nous avons cessé d'envoyer des chèques pour la garde d'enfants aux millionnaires et avons mis plus d'argent dans les poches de 9 familles canadiennes sur 10. C'est le fil conducteur des diverses politiques que nous avons adoptées au cours des cinq dernières années. Toutefois, les inégalités qui existent dans de l'économie sont devenues plus évidentes en raison de la pandémie actuelle. C'est pourquoi nous avons décidé, dès le début de cette urgence de santé publique, que nous serions là pour les Canadiens.

La Prestation canadienne d'urgence a permis de venir en aide à près de neuf millions de Canadiens vulnérables en cette période difficile. La Subvention salariale d'urgence du Canada a permis à des millions d'autres personnes de maintenir un lien avec leur employeur afin qu'elles puissent conserver leur emploi à la fin de la pandémie. Il existe d'innombrables exemples de politiques qui ont utilisé l'argent des contribuables canadiens pour soutenir les plus vulnérables de notre pays en cette période d'incertitude sans précédent.

Pour la suite des choses, il faut être conscients que la meilleure chose que nous puissions faire pour soutenir l'économie canadienne et éviter d'avoir à dépenser cette somme extraordinaire pour soutenir les programmes est de mettre en place une réponse sanitaire de calibre mondial afin de limiter les ravages du coronavirus dans la société canadienne. C'est pourquoi nous avons investi massivement dans l'achat d'équipement de protection individuelle pour le personnel de première ligne. C'est pourquoi nous investissons dans la recherche et la mise au point de vaccins. C'est pourquoi nous avons commandé 7,9 millions de tests de dépistage rapide dès l'instant où Santé Canada les a approuvés et c'est pourquoi nous continuons de soutenir les provinces dans l'administration et la prestation de soins de santé pendant la pandémie.

Il ne suffit pas de se concentrer sur une stratégie de santé publique. Il faut aussi investir dans des mesures visant à empêcher que les ménages et les entreprises aient à subir les coûts énormes de la pandémie. Grâce à la mise en œuvre de certaines des mesures que j'ai nommées, comme la PCU, la subvention salariale et le Compte d'urgence pour les entreprises, nous investissons en amont afin d'éviter de subir les pires contrecoups qu'entraînerait l'inaction, contrecoups qui nous coûteraient des millions de dollars supplémentaires sans des investissements judicieux réalisés maintenant.

Pour ce qui est de l'avenir, il faudra un jour se pencher sur les façons de financer un grand nombre des politiques que nous avons déjà mises en place et celles que nous envisageons de mettre en place. En privilégiant les politiques qui stimuleront la croissance et soutiendront les Canadiens les plus vulnérables, nous économiserons des milliards de dollars et nous viendrons en aide à ces

groupes. Si nous devons demander aux mieux nantis de payer un peu plus pour y arriver, nous le ferons.

• (1835)

M. Paul Manly: Madame la Présidente, en tant que société, nous ne pouvons plus nous permettre les inégalités croissantes au Canada. Les inégalités extrêmes sur le plan de la richesse ont un effet corrosif sur la société canadienne ainsi que sur la démocratie. Les inégalités minent l'économie, nuisent à la santé et au bien-être, réduisent le revenu disponible et poussent les gens de la classe moyenne à contracter des dettes qu'ils ne peuvent pas rembourser. Les inégalités extrêmes jouent aussi un rôle dans la hausse de la criminalité.

Il faut sévir contre les riches fraudeurs de l'impôt. Il faut mettre fin aux stratagèmes d'évitement fiscal qui permettent à des gens et à des sociétés de cacher leur richesse à l'étranger et d'éviter de payer de l'impôt au Canada. Il faut instaurer une taxe successorale sur les fortunes colossales et un impôt sur la fortune. Les pays du Nord de l'Europe imposent les nantis et ils s'occupent bien de leurs citoyens, du berceau à la tombe. Nous devrions faire de même au Canada. Nous pouvons faire mieux.

M. Sean Fraser: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec le député, dans la mesure où il laisse entendre que les inégalités sur le plan de la richesse constituent un problème prioritaire auquel le gouvernement doit s'attaquer et que nous devrions continuer de nous concentrer sur l'aide aux personnes vulnérables. Cette pandémie a bien mis en évidence le fait que les inégalités qui existent depuis longtemps dans l'économie canadienne n'ont pas disparu et doivent faire l'objet d'importants investissements gouvernementaux. C'est pourquoi, quand nous avons vu apparaître cette situation d'urgence et vu qu'elle allait entraîner des coûts pour la société, nous avons déterminé que le gouvernement était mieux placé pour supporter ces coûts que ne l'étaient les ménages et les entreprises. Les Canadiens vulnérables peuvent être certains que nous allons être là pour eux en cette période difficile pour réduire les inégalités de revenus et les aider à subvenir à leurs besoins de base. Si cela nous oblige à demander aux bien nantis de contribuer un peu plus, nous n'hésiterons pas à le faire.

LA SANTÉ

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de donner suite à une question que j'ai posée la semaine dernière au ministre des Transports concernant l'annulation par Transports Canada de l'ordonnance qui permettait à BC Ferries de garder des passagers sur les ponts-garages inférieurs. Je tiens d'abord à dire qu'il est indiscutable que le meilleur moyen d'empêcher la propagation inutile de la COVID-19 consiste à minimiser les contacts. C'est un fait reconnu par les responsables de la santé publique et notre propre gouvernement fédéral.

Je tiens aussi à souligner le leadership dont ont fait preuve le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique, le premier ministre John Horgan, le ministre de la Santé Adrian Dix et, bien sûr, la Dre Bonnie Henry, médecin hygiéniste en chef de la province de la Colombie-Britannique. Ils ont contribué de façon essentielle à aider la Colombie-Britannique à traverser la crise. Toutefois, nous constatons actuellement une hausse prévue du nombre de cas, alors que la deuxième vague commence à frapper la province. C'est pourquoi la récente décision de Transports Canada ne semble avoir aucun sens.

Motion d'ajournement

Jeudi dernier, le ministre a indiqué qu'il avait des préoccupations légitimes concernant la sécurité maritime. J'en conviens: il y a toujours un risque d'incendie quand on se trouve sur un grand traversier. Des navires ont coulé par le passé. Il s'agit de préoccupations légitimes. Toutefois, si on examine le bilan de sécurité de BC Ferries des quelques dernières années, on constate qu'aucun incendie n'a été déclaré et qu'il n'y a eu qu'un seul incident majeur. Je crois que nous pouvons reconnaître que BC Ferries a un excellent bilan de sécurité, et ce, surtout grâce aux formidables membres d'équipage qui composent une partie de la BC Ferry and Marine Workers' Union. Ainsi, je tiens vraiment à les remercier de leurs efforts pour assurer la sécurité des passagers et du professionnalisme dont ils font preuve en accomplissant leur travail chaque jour.

Dans le présent débat d'ajournement, non seulement il est important de souligner que BC Ferries affiche un excellent bilan et que les membres de son équipage font preuve de professionnalisme pour assurer la sécurité des passagers, mais aussi de mettre en parallèle ces éléments avec le fait qu'on s'attend à ce qu'une deuxième vague frappe notre province sous peu et avec les connaissances selon lesquelles il est important de respecter l'éloignement physique pour stopper la propagation de la COVID-19.

Je suis fier de vivre sur l'île de Vancouver. Tous ceux qui y vivent ainsi que dans les îles du Golfe comprennent que BC Ferries est une infrastructure de transport essentielle. Il est désormais établi que, si un des plus grands traversiers est au maximum de sa capacité, il est impossible de respecter la distance physique nécessaire pour empêcher la propagation de la COVID-19 sur les ponts des passagers. Lorsque Transports Canada a autorisé les gens à rester sur les ponts inférieurs des automobiles, il s'agissait d'une mesure déterminante qui a largement contribué à freiner la propagation de la COVID-19, en particulier sur les traversiers. Je ne pense pas que le ministre des Transports puisse dire aux clients de BC Ferries que la distance physique exigée peut être respectée alors que le gouvernement provincial accepte les données scientifiques concernant la distanciation physique et qu'il souhaite limiter le plus possible le nombre de personnes sur les ponts des passagers.

Tout ce que je demande au secrétaire parlementaire du ministre des Transports, c'est qu'il prenne le temps de reconsidérer sa décision, à la lumière de la deuxième vague attendue, et que Transports Canada prenne conscience que cette politique était suffisamment bonne pour tous les mois précédents. L'annulation de cette décision, à la veille d'une deuxième vague, n'a aucun sens. Je l'implore donc d'écouter les demandes formulées par le gouvernement de la Colombie-Britannique, et que Transports Canada autorise BC Ferries à permettre aux passagers de rester dans leur voiture sur le traversier.

• (1840)

M. Chris Bittle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de soulever cet enjeu important, dont ses concitoyens lui parlent sûrement.

Je sais qu'il est conscient que la sécurité des passagers fait partie des priorités de Transports Canada. Le ministre peut compter sur les conseils des experts maritimes de Transports Canada pour veiller du mieux possible à la sécurité des gens qui naviguent. Nous ne cherchons pas à remettre en question le bilan de BC Ferries en matière de sécurité. Transports Canada connaît les risques liés à la sécurité maritime; la protection des passagers et la sécurité des travailleurs sont au cœur de son mandat, quel que soit le mode de transport.

Il est très dangereux de rester sur des ponts-garages fermés. Cette pratique est interdite tant au Canada qu'à l'échelle internationale depuis qu'il y a eu des accidents très médiatisés. Les conséquences d'un feu, d'une explosion ou d'une collision peuvent être catastrophiques, puisque ces ponts sont conçus pour retenir la fumée, la chaleur et les flammes. En cas d'accident, les passagers restés sur ces ponts fermés risqueraient grandement de subir des blessures graves ou de mourir. De tels incidents sont rares, certes, mais ils ont de lourdes conséquences.

En mars, dans la foulée de la crise inédite causée par la pandémie de COVID-19, le gouvernement a décidé d'appliquer moins rigoureusement le règlement interdisant aux passagers de rester dans leur véhicule sur un pont-garage fermé. Depuis, nous avons appris beaucoup de choses sur la COVID-19 et sur la manière de s'en protéger. Les exploitants des traversiers ont suivi les recommandations de la Santé publique, notamment au sujet de la distanciation physique, du nettoyage plus assidu et de l'hygiène en général, et ils exigent désormais que les gens portent un masque. Il a été prouvé que ces précautions réduisent les risques de transmission de la COVID-19 sur les traversiers.

Voilà pourquoi, depuis le 30 septembre, les passagers n'ont plus la possibilité de demeurer dans leur véhicule pendant la durée de la traversée si celui-ci est sur un pont-garage fermé. Même si les chiffres de l'été dernier montrent que moins de 10 % des passagers ont profité de la permission qui leur était accordée, Transports Canada a tenu compte des réserves exprimées par les habitants et les autorités de la Colombie-Britannique. Pendant tout le mois de septembre, les responsables de Transports Canada ont préparé le terrain en vue du retour à la normale, avec l'étroite collaboration de BC Ferries et, plus récemment, des autorités sanitaires de la province.

Les passagers sont toujours autorisés sur les ponts-garages ouverts et des mesures ont été prises afin que tous les passagers puissent s'installer dans les endroits désignés tout en respectant les consignes de la Santé publique.

Le gouvernement est conscient du rôle essentiel que jouent les traversiers de la Colombie-Britannique. Grâce aux efforts collectifs du fédéral, de BC Ferries et des autorités de la province, les passagers pourront désormais les emprunter en toute sécurité, même pendant la pandémie de COVID-19.

• (1845)

M. Alistair MacGregor: Madame la Présidente, je comprends la réponse du secrétaire parlementaire, mais j'essaie de faire le contraste avec le fait que Transports Canada a cru bon d'accorder cette exemption au cours des six derniers mois. Les dangers d'incendie et d'inondation à bord d'un traversier ont toujours existé, mais nous vivons une urgence de santé publique unique et nous ne demanderions pas l'exemption s'il ne s'agissait pas d'une chose importante.

Tous les spécialistes s'entendent pour dire que la deuxième vague de COVID-19 cet automne pourrait être pire qu'en mars ou avril. Or, il sera impossible de maintenir l'éloignement physique à bord des traversiers de la Colombie-Britannique. Ce n'est pas seulement les passagers qui sont en cause, mais aussi les personnes dont la subsistance dépend des traversiers et qui doivent y travailler tous les jours.

Motion d'ajournement

Je demande encore une fois au secrétaire parlementaire de prendre ces mesures de sécurité en considération et de revoir la décision de Transports Canada, afin d'assurer la sécurité des gens.

M. Chris Bittle: Madame la Présidente, j'aimerais préciser que BC Ferries et son équipage font de l'excellent travail, et qu'ils prennent d'excellentes mesures de sécurité à l'égard de la COVID-19. Pour limiter la propagation de la COVID-19, le gouvernement a interdit aux grands navires de croisière de naviguer dans les eaux canadiennes et aux embarcations de plaisance, de le faire dans les eaux de l'Arctique. Il a aussi pris des mesures pour assouplir temporairement l'application des règles obligeant les passagers à quitter leurs véhicules lorsqu'ils sont sur le pont du navire.

Comme d'autres pays qui ont besoin des traversiers, le Canada doit maintenant assurer la transition vers la reprise des activités

normales et des pratiques de sécurité approuvées. En adoptant des pratiques bien acceptées en ce qui a trait à l'éloignement physique, au nettoyage et au port du masque tout en appliquant les exigences relatives au transport maritime, on pourra assurer la sécurité de la population canadienne. C'est la principale raison de cette décision visant à protéger les passagers en cas d'incident catastrophique.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est adoptée d'office.

[Français]

En conséquence, la Chambre demeure ajournée jusqu'à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 48.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 5 octobre 2020

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. Kusmierczyk	511
Mme Gladu	513
Mme Michaud	513
M. Masse	513
M. Sidhu (Brampton-Est)	514
M. Aboultaif	516
Mme Charbonneau	516
M. Green	516
Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	517
M. Lamoureux	518
Mme Vignola	518
M. MacGregor	519
M. Kent	519
M. Lamoureux	520
M. Thériault	520
M. Masse	520
M. Schiefke	521
Mme Michaud	522
M. MacGregor	523
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	523
Mme Khalid	523
M. Lawrence	525
Mme Charbonneau	525
M. McGuinty	526
M. Bragdon	526
M. Lamoureux	527
Mme Vignola	527
M. Arnold	528
M. Melillo	528
M. Lamoureux	530
M. Simard	530
M. MacGregor	530
M. Fergus	530
M. Berthold	531
Mme DeBellefeuille	532
M. Green	532
Mme Zahid	532
Mme Gladu	534
M. Fortin	534
M. MacGregor	535
M. Bezan	535
M. Lamoureux	536
M. Simard	537

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Le Parti vert du Canada

Mme May (Saanich—Gulf Islands)	537
--------------------------------------	-----

Al Gardner

M. Scarpaleggia	537
-----------------------	-----

La Journée mondiale des enseignantes et des enseignants

M. Dalton	538
-----------------	-----

La petite entreprise

M. Morrissey	538
--------------------	-----

La Journée mondiale des enseignantes et des enseignants

Mme Pauzé	538
-----------------	-----

Le foyer hellénique pour personnes âgées

Mme Zahid	538
-----------------	-----

La Semaine de sensibilisation aux maladies mentales

M. Doherty	538
------------------	-----

La WISH Drop-In Centre Society

Mme Fry	539
---------------	-----

L'économie locale à Gatineau

M. MacKinnon	539
--------------------	-----

L'école John Pritchard

Mme Dancho	539
------------------	-----

La Journée mondiale des enseignantes et des enseignants

M. Samson	539
-----------------	-----

La lutte contre la COVID-19 au Manitoba

M. Morantz	540
------------------	-----

Les ressources naturelles

M. Soroka	540
-----------------	-----

Les mesures d'urgence visant la COVID-19

M. Green	540
----------------	-----

Éduc'alcool

M. Thériault	540
--------------------	-----

La COVID-19

M. Berthold	540
-------------------	-----

Les organismes communautaires de Vaudreuil—Soulanges

M. Schiefke	541
-------------------	-----

QUESTIONS ORALES

La santé

M. O'Toole	541
Mme Freeland	541
M. O'Toole	541
Mme Freeland	541
M. O'Toole	541
Mme Freeland	541
M. O'Toole	541
Mme Freeland	542
M. O'Toole	542
Mme Freeland	542
M. Therrien	542
Mme Freeland	542

M. Therrien	542	La santé	
Mme Freeland	542	M. Doherty	547
M. Singh	542	Mme Hajdu	547
Mme Freeland	542	M. Doherty	548
M. Singh	542	Mme Hajdu	548
Mme Freeland	542	Les ressources naturelles	
M. Deltell	543	M. Soroka	548
Mme Hajdu	543	M. Schiefke	548
M. Deltell	543	L'infrastructure	
Mme Hajdu	543	M. Sidhu (Brampton-Est)	548
M. Deltell	543	M. Fillmore	548
Mme Hajdu	543	La santé	
Mme Rempel Garner	543	Mme Shin	548
Mme Hajdu	543	Mme Hajdu	548
Mme Rempel Garner	543	Les affaires étrangères	
Mme Hajdu	544	M. Barrett	549
Mme Rempel Garner	544	M. Champagne	549
Mme Hajdu	544	Les relations intergouvernementales	
Les mesures d'urgence visant la COVID-19		M. Motz	549
M. Savard-Tremblay	544	M. LeBlanc	549
Mme Freeland	544	Les affaires autochtones	
M. Savard-Tremblay	544	Mme Sahota (Brampton-Nord)	549
Mme Freeland	544	M. Lametti	549
M. Champoux	544	Mme Blaney (North Island—Powell River)	549
M. Guilbeault	544	Mme Bennett	549
La santé		Mme Wilson-Raybould	550
M. Paul-Hus	545	M. Miller	550
Mme Hajdu	545		
M. Paul-Hus	545		
Mme Hajdu	545		
M. Paul-Hus	545		
Mme Hajdu	545		
Les mesures d'urgence visant la COVID-19			
Mme McPherson	545		
Mme Freeland	545		
La santé			
Mme Kwan	545		
Mme Hajdu	546		
Le logement			
M. Regan	546		
M. Hussen	546		
L'emploi			
M. Poilievre	546		
Mme Freeland	546		
M. Poilievre	546		
Mme Freeland	546		
La sécurité publique			
M. Barrett	546		
M. Blair	546		
M. Barrett	547		
M. Champagne	547		
Le transport aérien			
M. Barsalou-Duval	547		
M. Garneau	547		
M. Barsalou-Duval	547		
M. Garneau	547		
		AFFAIRES COURANTES	
		Le Code criminel	
		M. Lametti	550
		Projet de loi C-7. Présentation et première lecture	550
		Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	550
		Le Code criminel	
		M. Garrison	550
		Projet de loi C-247. Présentation et première lecture	550
		Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	550
		Pétitions	
		Les affaires étrangères	
		Mme Gladu	550
		Les petites entreprises	
		Mme Gladu	551
		L'agriculture	
		M. Schiefke	551
		L'aide médicale à mourir	
		M. Genuis	551
		Les communautés afghanes en situation minoritaire	
		M. Genuis	551
		Le trafic d'organes humains	
		M. Genuis	551

Les armes à feu	
M. Genuis	551
Les droits de la personne	
M. Genuis	551
Les herbicides	
Mme Blaney (North Island—Powell River)	551
L'environnement	
Mme Blaney (North Island—Powell River)	551
Les droits de l'enfant à naître	
M. Falk (Provencher)	552
La sélection en fonction du sexe	
M. Falk (Provencher)	552
Les droits de la personne	
M. Manly	552
Les aînés	
M. Lamoureux	552
L'environnement	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	552
Questions au Feuilleton	
M. Lamoureux	552

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
Mme Gladu	552
Mme Shanahan	554
M. Champoux	554
M. Masse	555
M. Thériault	555
M. Lamoureux	556
M. Berthold	557
M. MacGregor	557
M. Perron	557
M. Lamoureux	559
M. Soroka	559
M. MacGregor	559
M. Spengemann	560
M. Genuis	562

M. Masse	562
M. Perron	562
M. Bittle	563
M. Barrett	564
M. Lemire	564
M. Masse	564
M. Lawrence	565
M. Lamoureux	566
Mme Chabot	566
M. MacGregor	567
M. Samson	567
M. Berthold	567
M. Lamoureux	569
Mme Paupé	569
M. Arnold	569
Mme Fry	570
M. Falk (Provencher)	571
Mme Chabot	572
M. MacGregor	572
Mme Duncan (Etobicoke-Nord)	572
M. Aboultaif	574
Mme Bérubé	574
M. Cannings	574
M. Cannings	575
Mme Shanahan	576
M. Arnold	577
M. Champoux	577
Mme Kwan	577
M. Lamoureux	578
M. Manly	579
M. Dalton	579
Mme Bendayan	579

MOTION D'AJOURNEMENT

La fiscalité	
M. Manly	581
M. Fraser	581
La santé	
M. MacGregor	582
M. Bittle	583

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>